

la nouvelle action royaliste 

RAPPORTS
PRÉSENTÉS PAR LE COMITÉ DIRECTEUR,
LORS DES CONGRÈS DE LA NAR
(2000 – 2017)

Paris,
Septembre 2017

TABLE DES CONGRÈS

XIX ^e Congrès (19 mars 2000)	– p.1
XX ^e Congrès (8 avril 2001)	– p.6
XXI ^e Congrès (14 avril 2002)	– p.16
XXII ^e Congrès (15 et 16 mars 2003)	– p.21
XXIII ^e Congrès (27 et 28 mars 2004)	– p.26
XXIV ^e Congrès (19 et 20 mars 2005)	– p.31
XXV ^e Congrès (1 ^{er} et 2 avril 2006)	– p.37
XXVI ^e Congrès (17 et 18 mars 2007)	– p.42
XXVII ^e Congrès (12 et 13 avril 2008)	– p.47
XXVIII ^e Congrès (7 et 8 mars 2009)	– p.52
XXIX ^e Congrès (17 et 18 avril 2010)	– p.58
XXX ^e Congrès (9 et 10 avril 2011)	– p.63
XXXI ^e Congrès (17 et 18 mars 2012)	– p.69
XXXII ^e Congrès (13 et 14 avril 2013)	– p.75
XXXIII ^e Congrès (5 et 6 avril 2014)	– p.81
XXXIV ^e Congrès (11 et 12 avril 2015)	– p.87
XXXV ^e Congrès (9 et 10 avril 2016)	– p.94
XXXVI ^e Congrès (1 ^{er} et 2 avril 2017)	– p.102

**RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR**

I/ L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Dans la société française, comme dans l'ensemble des sociétés victimes de l'ultra-libéralisme, la question de la violence est devenue centrale. Dans notre pays, elle affecte de multiples manières des millions de personnes, hommes et femmes, adultes et enfants, et touche la plupart des groupes sociaux. Si la douleur et la colère des victimes sont peu visibles, la haine se développe silencieusement, faute d'une réplique politique à la violence sociale, à la violence économique, à la violence exercée par les milieux dirigeants.

1/ Violence sociale

L'ultra-libéralisme provoque une régression sociale inouïe, qui contraste avec la prospérité financière de notre pays et avec l'enrichissement des groupes dominants.

Le fossé se creuse entre les salariés et les bénéficiaires de la rente du capital, les inégalités augmentent entre les hommes et les femmes au travail, entre les dirigeants d'entreprise et les cadres, mais aussi entre les entrepreneurs traditionnels et les groupes monopolistes qui détruisent la libre concurrence après en avoir abusivement profité.

Le chômage réel demeure à un niveau très élevé, et le travail s'effectue de plus en plus sur les modes de la précarité, de la flexibilité, et du temps partiel contraint, pour des salaires qui stagnent ou diminuent dans les classes moyennes et pauvres, qui supportent une grande partie de la contrainte fiscale et de l'inflation cachée. Ces choix délibérés, qu'on présente comme des fatalités, affectent la santé physique et mentale de millions de personnes qui, de surcroît, ne peuvent plus se faire normalement soigner.

Cette situation est d'autant plus dramatique que la logique ultra-libérale pousse à la diminution de la protection sociale, qu'il s'agisse des allocations, des structures ou du personnel, à la réduction ou à la disparition des services publics, à la désintégration du système d'enseignement, au développement de la ségrégation urbaine. La perspective d'une nouvelle immigration, réservée à certaines catégories de travailleurs qualifiés mais à bon marché, conduira à de nouvelles baisses de salaires,

dont les milieux dirigeants prétendront ne pas être responsables.

Dans une période de déroute syndicale, le Medef aura beau jeu de détruire le droit du travail, déjà fort peu respecté, par le recours à des contrats plus ou moins imposés, si son projet de « constitution sociale » est, comme nous le redoutons, adopté.

Les chiffres qui attestent cette régression sociale sont connus et largement diffusés. Les exemples concrets surabondent. Les lois « sociales » évoquent les soins palliatifs quand elles ne relèvent pas de l'effet d'annonce. Aucun citoyen n'est ou ne restera longtemps dupe de ces évolutions désastreuses qui expliquent pour une grande part la petite délinquance, le recours aux drogues et l'augmentation du nombre de suicides – que les dirigeants politiques dénoncent et déplorent solennellement avant de s'exonérer de toute responsabilité.

Or ces dirigeants politiques sont les premiers responsables de la violence sociale, en raison des choix économiques qu'ils ont faits, et des évolutions économiques et financières qu'ils ont décidé d'accepter.

2/ Violence économique

Les fameuses « contraintes » auxquelles les dirigeants politiques prétendent être soumis sont le résultat de choix délibérés. Ils ont été effectués par adhésion ou soumission à une idéologie, et sous la pression de groupes sociaux qui sont parvenus à faire prévaloir leurs intérêts exclusifs en raison d'une conjoncture politique marquée par la faillite des théories marxistes et par l'effondrement du communisme européen.

Cette idéologie est l'ultra-libéralisme. Ces groupes sont constitués par les spéculateurs internationaux, gestionnaires de fonds de pension et mafieux de tout acabit, par les dirigeants des établissements financiers et des firmes monopolistes, par les principaux bénéficiaires de la rente du capital. Ces groupes, naguère dénoncés comme « bourgeois » et « capitalistes », doivent être soigneusement distingués des entrepreneurs dynamiques, qui sont exposés aux ravages de la concurrence effrénée, et des actionnaires ordinaires qui prennent part au

financement de projets concrets en risquant d'être ruinés par un nouveau krach boursier.

Les idéologues et les profiteurs de l'ultra-libéralisme ont imposé depuis bientôt vingt ans des politiques monétaires et budgétaires restrictives, et un équilibre de sous-emploi qui permet d'exploiter de toutes les manières possibles la main d'œuvre, en ajoutant à la contrainte salariale des pressions socio-psychologiques fortes qui s'aggravent en raison de la déroute syndicale. A la tyrannie des marchés, aux destructions provoquées par une concurrence sans règles, s'ajoutent les techniques de harcèlement et d'intimidation exercées par certains dirigeants d'entreprises privées. A l'angoisse des personnes privées d'emploi, s'ajoute la peur d'innombrables salariés – dont se réjouissent ceux qui pratiquent quotidiennement la « gestion par le stress ».

Cette situation intolérable explique le recours massif aux tranquillisants, les dépressions nerveuses et les suicides. Les causes économiques et les conséquences psychopathologiques de cet état de violence sont connues, et régulièrement dénoncées. Mais l'affaiblissement de la résistance syndicale et l'absence de mouvements ou de partis révolutionnaires condamnent celles et ceux qui souffrent à garder un silence parfois ponctué de révoltes sans lendemain puisque aucune force organisée n'est aujourd'hui en mesure d'organiser la lutte contestataire sur le plan national. Pourtant, les noms des responsables de la violence économique et sociale sont connus : beaucoup vivent dans l'illégalité, et certains n'hésitent plus à faire preuve d'un cynisme radical. Une résistance organisée pourrait, sans enfreindre les dispositions légales, mettre un terme à leurs pratiques et détruire le système dont ils profitent.

3/ Violence politique

Le milieu dirigeant, de droite comme de gauche, forme aujourd'hui une « grande coalition » ralliée à l'ultra-libéralisme et à l'idéologie américaine. C'est cette idéologie qui inspire sa conception du monde, son rejet du Politique et de l'Histoire, sa manière de percevoir et d'orienter l'évolution des mœurs, et jusqu'à son langage. Cette manière de voir fait violence à nos traditions intellectuelles, et à la collectivité nationale que d'aucuns vouent à une proche dilution.

Cette idéologie est répandue par les télévisions, les radios, les journaux détenus par les groupes industriels et financiers. Elle fait violence aux citoyens, qui voient s'appauvrir le débat politique et intellectuel, et qui commencent à s'apercevoir que la

liberté d'information devient formelle.

La corruption, généralisée et toujours proliférante, ajoute à cette violence politique puisqu'elle se caractérise par le vol éhonté, l'achat des consciences, la manipulation du jeu politique et social par l'argent. Les motifs de la mise en examen de Dominique Strauss-Kahn prouvent si besoin était que le milieu dirigeant se situe au-delà de la légalité, dans un monde de privilèges cachés, de connivences discrètes, de financements frauduleux, qui contredisent la « transparence » qu'une presse complice a l'audace d'évoquer.

La guerre menée contre la Yougoslavie a montré que la Constitution pouvait être délibérément violée puisqu'elle s'est déroulée sans autorisation du Parlement.

Enfin, un discours post-démocratique commence à être entendu, et vient renforcer les thèses des dirigeants patronaux et des libéraux-libertaires. Les attaques contre le principe d'égalité se multiplient, les valeurs de la res publica sont régulièrement moquées, les illusions de la « démocratie d'opinion » et les utopies technologiques sont en train de ruiner les fondements mêmes de la démocratie politique et sociale tandis que la fausse simplicité des hiérarches détruit peu à peu la symbolique politique. Le président de la République ne cherche plus à être un arbitre, le chef du gouvernement et ses principaux ministres, tous chargés de conduire la politique de la nation, théorisent sur l'impuissance publique, pratiquent le laisser-faire et rejettent sur les citoyens les responsabilités qu'ils ne veulent plus exercer. Cette démission généralisée augmente l'angoisse dans la population et donne implicitement libre cours à la violence.

II/ LA CONJONCTURE POLITIQUE

1/Le président de la République

Le rôle du chef de l'État est amoindri par la cohabitation, mais la fonction présidentielle pourrait être mieux exercée. Nous soulignons rarement ce fait, car nous ne voulons contribuer en rien à la campagne contre l'État menée par certains journaux, ni accréditer la rumeur d'une agonie de la 5ème République qui se propage dans les cercles du pouvoir. Mais il est clair que Jacques Chirac n'a aucun souci de la fonction arbitrale, et qu'il a choisi d'être le porte-parole de ses groupes d'appui : FNSEA, Medef, CGPME. Lors de la guerre menée contre la Yougoslavie, il n'a pas veillé au respect de la Constitution et au fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Il n'a jamais cessé d'être le véritable chef du RPR et il se comporte déjà comme

candidat à sa propre succession – si tant est qu’il ait jamais cessé d’agir selon une logique électorale.

2/ Le gouvernement

Lionel Jospin tire avantage de la déliquescence de l’opposition de droite, de l’absence d’un mouvement populaire de contestation, et de l’absence de rival déclaré au sein du parti socialiste. Il bénéficie par ailleurs d’une conjoncture économique plus favorable que chez nos voisins européens. Une propagande d’autant plus efficace qu’elle est sans réplique notoire permet de présenter tout chiffre positif comme le signe d’une victoire décisive. Ces procédés ont permis de masquer, en 1999, des données et des tendances préoccupantes :

Le rythme de la croissance du Produit Intérieur brut s’est fortement réduit ;

Nos exportations ont sérieusement chuté, malgré la forte dévaluation de l’euro ;

La consommation des ménages a baissé par rapport à l’année précédente, malgré une distribution massive de crédits aux particuliers.

Les statistiques officielles font apparaître une forte baisse du chômage, mais le doute demeure quant à une amélioration véritable de la situation en raison du développement des emplois précaires, de l’augmentation considérable des radiations de l’ANPE, des manipulations de chiffres dont se plaignent les syndicats des administrations concernées.

Le fait que six millions de personnes vivent en situation de sous emploi, la contrainte salariale, le recours systématique au crédit à court terme, l’ampleur de la désépargne dans les milieux modestes, la faiblesse économique de nos partenaires européens et le caractère inéluctable d’un krach boursier montrent le caractère très fragile de la reprise de la croissance dans notre pays. La forte pression fiscale, la rigueur budgétaire et la tendance à la hausse des taux d’intérêt ne sauraient favoriser la dynamique économique. La liquidation du secteur nationalisé et la privatisation rampante des services publics prive l’État des instruments nécessaires à la conduite de la politique économique, dépossède la nation de son patrimoine industriel et bancaire, et lui ôte des facteurs décisifs de puissance et de sécurité.

Monétaire, budgétaire, financière, l’orthodoxie ultra-libérale conduit l’État à réduire ses propres investissements et ses dépenses, tout en subventionnant massivement le patronat. La dégradation des conditions de travail dans l’enseignement, dans les hôpitaux, dans le service

public postal, dans certains services administratifs, les effets pervers de la loi sur les 35 heures et les mouvements de grève exposent les citoyens à des difficultés et à des souffrances supplémentaires.

Depuis 1997, les aléas de la conjoncture économique et l’anarchie croissante ont été masqués par l’annonce ou par le vote de grandes réformes.

Certaines sont inspirées par le projet traditionnel de la gauche. Pour ce qui concerne le secteur audiovisuel et la justice, la mise en œuvre est très lente, le sens des réformes se perd et leur portée s’affaiblit au fil des négociations entre les groupes de pression et entre les tendances de la majorité. La réduction du temps de travail, justifiée dans son principe, a bénéficié d’un préjugé favorable, avant qu’on ne s’aperçoive que les lois votées ne permettent qu’une faible diminution du chômage alors qu’elles favorisent le développement de la précarité, de la flexibilité et de la réduction des salaires.

D’autres réformes concernent les mœurs : ainsi la loi sur le Pacs et celle sur la parité. Elles ont la faveur du milieu dirigeant car elles donnent, au moindre coût et sans porter atteinte aux intérêts dominants, une flatteuse réputation de modernité. Nous avons vivement critiqué la parité, instituée au nom d’une différence biologique étrangère à la raison politique et qui ne résout en rien les inégalités concrètes entre hommes et femmes. Réservés sur le Pacs, qui concerne pour une part la vie privée, nous craignons qu’il ne soit utilisé contre l’institution familiale – ce qui aggraverait la crise générale d’identité. Nous constatons par ailleurs que ces réformes ont pour effet second de favoriser les revendications communautaristes – qu’il s’agisse de l’ultraféminisme, du mouvement gay, ou des réclamations faites au nom d’une prétendue communauté noire. Qu’elles soient fondées sur la sexualité ou sur l’ethnicité, ces attitudes régressives constituent un signe supplémentaire et inquiétant de l’américanisation de la société française.

Les réformes projetées par le gouvernement sont quant à elles très inquiétantes : qu’il s’agisse des réformes de l’administration, de l’enseignement, de l’épargne salariale, toutes portent la marque de l’ultra-libéralisme.

Enfin le projet de statut d’autonomie de la Corse, tel qu’il est actuellement discuté, viole délibérément plusieurs articles de la Constitution.

L’année écoulée aura été celle des révélations consternantes. Il ne reste rien de la réputation d’efficacité des principaux ministres, incapables

d'assurer le bon fonctionnement de l'institution judiciaire, la bonne exécution des tâches de police, et la protection de l'environnement. La situation en Corse et la marée noire constituent à cet égard des preuves plus que suffisantes. Il ne reste plus rien de la réputation d'honnêteté de la nouvelle équipe dirigeante, depuis que le scandale de la MNEF a éclaté. La réputation de rigueur et de franchise du Premier ministre s'est elle aussi effondrée depuis que l'impressionnante liste de ses mensonges a été publiée. Il va sans dire que, pour l'équipe dirigeante, le socialisme n'est plus qu'un souvenir.

3/ Le Parlement

Ayant renoncé à exercer son droit lors de la guerre contre la Yougoslavie, le Parlement fait mine de ne pas s'apercevoir qu'il abandonne sa fonction législative au profit de Bruxelles, depuis qu'est reconnue la supériorité des directives européennes sur la loi – expression de la volonté générale. La démocratie représentative se trouve ainsi radicalement récusée, dans l'indifférence ou avec la complicité des dirigeants politiques de la nation.

4/ La vie politique

Les élections européennes de juin 1999 ont souligné l'ampleur du discrédit qui frappe les formations politiques, de droite comme de gauche, et la représentativité faiblissante de celles-ci. Des partis politiques sans projets, minés par la corruption et qui accumulent les reniements ne peuvent retenir les militants ou en attirer de nouveaux, et les suffrages qu'ils recueillent sont généralement dictés par l'habitude ou inspirés par des réactions de rejet. La droite libérale est dispersée, le RPR survit en attendant que Jacques Chirac le mobilise, le Parti socialiste assume silencieusement l'abandon de la tradition historique dont il se réclame, les Verts se sont ralliés au libéralisme économique, convertis au bellicisme et ne jouent même pas le rôle de protecteurs de la nature qu'ils se sont attribués. Le Parti communiste n'en finit pas d'agoniser, tandis que les mouvements trotskistes ne parviennent pas à sortir de la mouvance d'extrême gauche.

La situation n'est pas pour autant bloquée. Sur les ruines du Front national, un parti nationaliste autoritaire, le RPF, s'est constitué et paraît en mesure de rassembler la droite patriote et l'extrême droite autour de ce qu'il est convenu d'appeler le « souverainisme ».

Par ailleurs, le débat politique est troublé par l'augmentation du nombre de partis corporatistes et sectoriels. A ceux qui participent depuis longtemps à

la gestion gouvernementale (FNSEA, CFDT, Verts) sont venus s'ajouter des formations contestataires, l'une se réclamant du patronat (Medef), l'autre d'une ruralité mal définie (CPNT).

L'agonie du Parti communiste laisse cependant un espace vide à gauche, et la classique fonction tribunitienne n'est plus assumée par un parti à la fois patriote et révolutionnaire. Cette absence, sans doute provisoire, assure l'hégémonie de la coalition social-libérale et prive le jeu politique de la dynamique qui lui est indispensable. Les militants de la gauche traditionnelle, qui ne sont plus stimulés par l'agitation national-populiste, en sont réduits à des combats partiels mais point inutiles (ainsi les groupes Attac) et à des discours vindicatifs et moralisateurs contre les boucs émissaires du moment – qu'il s'agisse de Milosevic, de Pinochet ou de Haider.

La France aurait depuis longtemps sombré dans un chaos sanglant si les institutions de la 5ème République n'empêchaient pas l'anéantissement de toute symbolique politique, et si l'administration et les grands services publics n'assuraient pas les conditions minimales de la vie individuelle et de l'existence collective – comme on l'a vu lors des tempêtes de décembre 1999. Les garanties offertes par la Sécurité sociale (retraites, assurance maladie, allocations familiales...) constituent un puissant facteur de stabilisation sociale, et d'innombrables bénévoles s'efforcent de remédier aux misères engendrées par l'ultra-libéralisme. Souhaitée par la classe dirigeante, la destruction de notre système de protection sociale serait donc catastrophique à tous égards.

Les mouvements de protestation qui se succèdent depuis des mois dans le secteur public et dans le privé montrent que la situation sociale est de plus en plus explosive. Mais les révoltes demeurent partielles et sans effets faute de perspective politique.

III/ LA SITUATION INTERNATIONALE

1/ La crise systémique de la « mondialisation »

Alors que le milieu dirigeant répandait à l'automne 1999 la bonne nouvelle de la « fin de la crise », des observateurs et des acteurs moins engagés multipliaient, dans tous les pays développés, les avertissements. L'existence d'une énorme bulle spéculative et la logique propre aux marchés financiers rendent inéluctable un effondrement de grande ampleur des valeurs boursières. Les pyramides de crédits à court terme qui alimentent la spéculation, le soutien de la consommation par les

gains boursiers (surtout aux États-Unis), la hausse des actions due aux mouvements de fusions industrielles et financières qui sont rarement efficaces, la frénésie boursière récemment provoquée par les illusions de la « nouvelle économie » et par les utopies technologiques, comptent parmi les principaux facteurs qui provoqueront à plus ou moins brève échéance un nouveau choc, particulièrement violent, dans la crise systémique qui se propage depuis 1993 (crise mexicaine) dans le monde entier.

Face à cette situation, aucune tentative de régulation du marché mondial ne peut réussir, l'échec de la conférence de Seattle étant à cet égard hautement significatif.

2/ L'impasse européenne

Démision de la Commission européenne, désintéret des électeurs massivement exprimé par les abstentions, les votes blancs et le soutien aux formations hostiles à l'europhisme, baisse de l'euro par rapport au dollar, au grand dam des partisans de la monnaie forte, indifférence des populations à l'égard de cette unité de compte, absence totale d'intérêt pour la conférence intergouvernementale chargée de réformer les institutions européennes, impossibilité logique et structurelle de définir un projet européen : tels sont les principaux signes de l'échec de l'Europe d'Amsterdam, qui ne peut s'approfondir sans éclater, ni s'élargir sans se diluer – faute d'avoir conçu une organisation politique souple, donc confédérale, de l'Europe continentale. L'Europe des Quinze est donc condamnée à une survie sans espoir, l'Europe des Onze à un échec. La crise identitaire de l'Allemagne, aggravée par le scandale financier qui menace l'existence même de la CDU, ridiculise ceux qui en France dénoncent la renaissance du « danger allemand » et provoque nos vives inquiétudes.

3/ La crise balkanique

Menée au mépris du droit international, la guerre contre la Yougoslavie n'a pas produit les résultats escomptés : Slobodan Milosevic est toujours au pouvoir, la capitulation sans conditions que l'OTAN

exigeait de lui s'est transformée en un compromis aux termes duquel le Kosovo, province d'un Etat souverain, a été placé sous administration provisoire. Les décisions prises par le représentant de l'ONU et la présence des troupes de la KFOR n'ont pas empêché que les massacres puis et le grand exode des albanophones soit suivi par une seconde catastrophe humanitaire : l'exil des trois quart de la population kosovare non-albanophone, ponctué d'actions criminelles qui perpétuent l'état de guerre civile. L'avantage donné à l'UCK par les Américains, au détriment des albanophones modérés, fait craindre la création d'un complet nettoyage ethnique du Kosovo et d'une indépendance sous la férule des extrémistes et des mafias locales – alors que la résolution de l'ONU ne prévoit à terme qu'un statut de « large autonomie » pour la province. Cette évolution malheureusement prévisible aura des conséquences d'autant plus négatives pour l'ensemble des Balkans qu'aucune puissance n'a présenté de projet permettant de poser les conditions d'un retour à la paix.

Les troupes françaises ont déjà eu à subir des agressions et des attentats. Si des soldats étaient tués, le gouvernement porterait la responsabilité du sang inutilement versé.

4/ La diplomatie française

Le bombardement de la Yougoslavie a cruellement souligné l'alignement de la France sur les conceptions diplomatiques américaines, et l'abandon de notre indépendance militaire au profit de l'OTAN. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont ainsi rompu avec le projet gaullien et avec son succédané mitterrandien.

Cette évolution funeste a été confirmée lors du voyage de Lionel Jospin en Israël : si l'actuel Premier ministre devient chef de l'État, le rang de la France dans le monde, l'indépendance de sa diplomatie, le caractère libérateur et fédérateur que pourrait revêtir son projet seront sacrifiés au nom d'une fausse humilité qui cachera le renoncement à exister par soi-même et pour la liberté.

LE COMITÉ DIRECTEUR

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Le rapport politique du Comité directeur se présente cette année sous une forme inédite en raison du caractère à tous égards critique de la situation nationale et internationale.

En France, en Europe, mais aussi sur d'autres continents, voici venu le moment où se conjuguent une série de crises qui frappent, avec une violence croissante, toutes nos formes d'organisation sociale dans leurs fonctions symboliques et dans leur fonctionnement pratique.

C'est à ce même moment que la Nouvelle Action royaliste tient son vingtième congrès, trente ans après sa fondation. Notre mouvement politique est à compter parmi les rares formations extra-parlementaires des années soixante-huit qui ont survécu aux nombreuses vicissitudes d'une époque marquée par le rejet des formes classiques de l'engagement militant. Nous ne saurions nous satisfaire de cet état de rescapés. Aussi faut-il envisager de nouveaux modes de développement, qui nous ont conduits à transformer la conception de notre organisation, ainsi qu'il est indiqué dans notre rapport sur l'état du mouvement, afin qu'elle serve plus efficacement à la réalisation de nos objectifs généraux.

I/ LA CONJONCTION DES CRISES

Toute société libre est, d'une manière ou d'une autre, en situation de crise permanente et ses conflits internes lui permettent de progresser lorsque les médiations politiques jouent leur rôle. Tel n'est pas le cas aujourd'hui dans notre pays. Confrontés à la crise de l'État et à la faillite de la classe dirigeante, nous sommes de plus en plus directement exposés aux destructions qui résultent de l'application du principe de concurrence absolue. C'est cette conjonction de multiples facteurs de crise qui marque la fin de la période ultra-libérale, sans qu'il soit encore possible de discerner l'issue, positive ou négative, de ce moment de l'histoire.

Nous pouvons seulement dire que l'attente se termine, et que la violence commence à circuler ouvertement. Cette tension perceptible dans certains domaines nous conduits à procéder à une rapide et ultime récapitulation, afin que nous ne perdions pas de vue le mouvement d'ensemble.

1° EN FRANCE, EFFONDEMENTS POLITIQUES ET SOCIAUX

a) Les institutions et le droit

Qu'ils soient lents ou rapides, partiels ou presque achevés, les effondrements auxquels nous assistons en France touchent à la fois nos institutions politiques, nos organisations sociales et nos structures économiques.

Faute de réactions salutaires de ceux qui se réclament du général de Gaulle, les institutions de la 5^{ème} République sont atteintes dans leur principe arbitral depuis l'adoption du quinquennat, tandis que le Parlement est de plus en plus soumis aux directives de Bruxelles. Il a de lui-même renoncé à exercer un droit essentiel en laissant le gouvernement s'engager sans son autorisation, en 1999, dans la guerre contre la République de Yougoslavie.

Plus grave encore, le Préambule de 1946 est ignoré et la définition même de la loi se perd dans les diverses manipulations auxquelles nous assistons depuis quelques années : indifférence du gouvernement et du législateur au Bloc de constitutionnalité, textes proclamatoires ajoutés à la Constitution - ainsi la « parité » - tendance à faire prévaloir le contrat sur la loi, étouffement de la législation existante sous une masse de « chartes » et de « pactes » sans valeur juridique, invention du concept de « loi expérimentale », censé résoudre la question corse et qui risque d'être utilisé pour accélérer de manière catastrophique la décentralisation.

b) Les partis politiques

Les formations politiques traduisent, chacune à sa manière, ces effondrements majeurs.

La droite néo-libérale n'a pas d'autre projet que celui du Medef : l'UDF est une réunion de notables ; Démocratie libérale est un cénacle animé par un provocateur ultra-libéral. Aucun renouveau de la droite n'est à espérer de ces mouvances.

Au fil de ses crises internes (le départ de Charles Pasqua), de ses échecs (en 1997) et des reniements de ses dirigeants (Jacques Chirac, comme Philippe Séguin), le RPR se vide de ses militants. Mais il garde des structures suffisamment solides et assez de cadres pour redevenir l'instrument de Jacques

Chirac lors de la campagne présidentielle.
Pour notre part, nous avons longtemps cherché chez ceux qui se disaient gaullistes la ou les personnalités susceptibles de retrouver le sens de l'aventure gaullienne. Nos efforts sont demeurés vains.

A gauche, le Parti communiste poursuit son interminable agonie, et les élections municipales confirment que sa direction a fait le mauvais choix : celui de la participation au gouvernement, sans que la situation d'otage et de complicité forcée ne permette à la vieille organisation de trouver un répit salvateur sur la pente de son déclin. Une politique de rupture et de contestation radicale du système établi pourrait être populaire. Mais il serait surprenant que ce tournant soit pris par un appareil qui, comme les Verts, se conçoit comme un groupe de pression à l'intérieur de la gauche et au sein d'un gouvernement sous hégémonie socialiste.

Le Parti socialiste reste donc la seule formation cohérente, depuis que Lionel Jospin lui impose, directement ou par le biais d'un premier secrétaire, sa volonté. Le délabrement des partis de droite, la fragilité personnelle de Jacques Chirac quant aux « affaires » en cours, la réputation de sérieux de Lionel Jospin et l'image que donne une gauche « modernisée et responsable » pourraient assurer la victoire des socialistes en 2002.

Cependant, le Parti socialiste subit les pesanteurs accumulées depuis 1981 : c'est une formation bureaucratifiée, où règne un carriérisme qui contredit sa tradition militante. Il s'y ajoute une fragilité croissante qui tient à des caractéristiques propres – notamment le soutien inconditionnel de l'appareil socialiste à un gouvernement qui trahit tous les idéaux de la gauche, et qui se sépare de plus en plus nettement des milieux populaires et des classes moyennes.

Cette situation est d'autant plus inconfortable que le Parti socialiste est desservi par l'éclatement et l'affaiblissement du Front national, qui gênait la droite classique et qui offrait à la gauche l'avantage d'une posture moralisatrice. Par ailleurs, le déclin du parti communiste, qui profite très relativement à l'extrême gauche, prive les socialistes d'un allié de poids. Celui-ci ne sera pas remplacé par les Verts, groupe qui bénéficie aux élections du vote-refuge des déçus du parti socialiste, mais qui est trop impliqué dans la gestion néo-libérale pour engendrer une formation écologique puissante. Enfin, il faut rappeler que les formations politiques nationales, liées par de multiples pactes de corruption et atteintes par les scandales qui touchent

les dirigeants de droite et de gauche, sont l'objet d'un discrédit général qui se traduit par le phénomène massif du vote blanc et de l'abstention.

c) Les syndicats et les organisations professionnelles

Dans le paysage syndical, il est nécessaire de distinguer deux catégories d'organisations :

- les syndicats-partis, au nombre de trois : la FNSEA, qui cogère avec le ministère de l'Agriculture les intérêts de certains secteurs agricoles ; la CFDT, qui est historiquement le parti de la « deuxième gauche » et qui aspire à cogérer le domaine social en association avec le syndicat patronal ; le Medef, issu de l'ancienne « confédération » corporative liée à l'État, qui est devenu un parti politique ultra-libéral : sous couvert de « refondation sociale », s'est donné pour tâche de liquider les conquêtes sociales de la Libération, et d'effacer la notion même de politique sociale.

- les syndicats de résistance, qui tentent de s'opposer, avec des succès notoires, à l'offensive ultra-libérale : ainsi la CGT, la CGT-FO, et la Confédération paysanne.

d) Radicalité de la crise sociale

La rencontre de deux formes idéologiques sommaires multiplie les effets destructeurs des fondements et des principes de la société elle-même.

- Il y a *destruction libertaire du symbolique*. Telle est la logique de la révolution anti-autoritaire des années soixante, à laquelle le gouvernement Jospin a donné un second souffle pour compenser par une pratique « moderniste » l'abandon de toute politique sociale. La loi sur le Pacs, celle sur les noms de famille et la révision de la législation sur la bio-éthique s'inscrivent dans cette tendance, qui vise à détruire des institutions et des références sans les remplacer – les concepts de « modernité », de « transparence » et d'« autonomie » étant, à tort, supposés satisfaire les attentes et combler les angoisses des citoyens.

- Il y a en même temps la poursuite de la *contre-révolution néo-libérale* qui nous fait passer de la justice à l'équité, du dénigrement de la puissance publique au démembrement de l'État, de l'égalité à la « discrimination positive », du civique au « communautaire », de l'unité politique à l'apartheid social, en référence à l'idéologie américaine.

Les effets destructeurs de l'idéologie dominante sont désormais concrètement éprouvés. La dernière réforme emblématique de la gauche, les 35 heures, a engendré un mouvement général de flexibilité. Édictée par un organisme judiciaire européen, la

nouvelle conception de l'égalisation a conduit au rétablissement légal du travail de nuit des femmes. Les psychiatres, les sociologues et les cinéastes dénoncent la « barbarie douce » qui règne dans de très nombreuses entreprises acquises aux techniques de « management par le stress ».

Le sentiment de perte d'identité et la précarité des conditions d'existence développe, chez d'innombrables citoyens, une haine sociale qui déborde les intérêts de groupes et les luttes de classes.

Depuis 1997, une conjoncture nationale et internationale favorable, mais que le gouvernement socialiste avait renoncé à orienter, a semblé le justifier lorsqu'il promettait la sortie de la crise sociale grâce à la croissance retrouvée et grâce aux emplois qu'elle susciterait. Le retournement de tendance, au début de cette année, soulignera de plus en plus cruellement les dangers du « laisser-faire ».

2°/ LA CRISE MONDIALE

a) Régression économique

Plus les recettes ultra-libérales sont mises en pratique, plus elles révèlent leur caractère régressif et leur logique autodestructrice.

- destruction de l'environnement par la pollution atmosphérique qui provoque un réchauffement dangereux du climat, et par la pollution de la mer illustrée en 2000 par les conséquences du naufrage de l'Erika.

- sous l'effet de l'idéologie dominante en Europe de l'Ouest, liquidation des différentes industries nationales par voie de privatisation, et constitution d'ensembles financiers transnationaux qui sacrifient le développement industriel à leurs objectifs de rentabilité à court terme et qui liquident les usines et les emplois quand bon leur semble.

- organisation de monopoles et d'oligopoles qui détruisent ou asservissent les petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur de la grande distribution, et qui font systématiquement obstacle à la liberté des échanges marchands.

- destruction du « marché » lui-même, par les effets ravageurs de la concurrence par les coûts (c'est le cas sur le marché de la viande) et par la destruction du système de prix.

Le caractère spectaculaire des désastres écologiques et de la crise alimentaire permet à l'ensemble de la population de prendre l'exacte mesure des causes et des conséquences de l'ultra-libéralisme.

b) Séismes financiers

Selon l'analyse que nous avons développée à de nombreuses reprises, des marchés financiers devenus étrangers à l'économie politique sont entrés, après une longue période de spéculation insensée à la hausse des actions, dans une phase autodestructrice qui a déjà des conséquences négatives sur la consommation des ménages aux États-Unis et qui fait peser une menace sérieuse sur le système bancaire.

c) Échec de l'Europe des Quinze

L'échec de l'Europe des Quinze est patent depuis le sommet de Nice dans le domaine politique puisque la confrontation des intérêts nationaux a abouti à la mise en place de trois systèmes de blocage des décisions prises à la majorité. La politique étrangère commune se réduit à des postures moralisatrices assorties de sanctions (Autriche) ou d'agression (Yougoslavie) contre des boucs émissaires. Une politique militaire européenne indépendante est improbable puisque tous les pays concernés sont soumis aux États-Unis par le biais de l'Otan. La politique monétaire se résume à une manipulation des taux d'intérêts par une Banque européenne obsédée par une inflation inexistante. La politique de change qui est de la responsabilité des quinze ministres des finances consiste à laisser fluctuer l'euro au gré du cours du dollar. La politique agricole commune, qui a été un succès, ne survivra pas à l'affaire de la « vache folle » et à l'épizootie de fièvre aphteuse.

Dans ces conditions, la mise en circulation de l'euro est une opération en tous points déraisonnable, puisque aucune des conditions qui rendent possible l'existence d'une nouvelle monnaie ne sont réunies.

II/ RÉACTIONS

1/ Les réactions internationales

Depuis les manifestations de Seattle jusqu'au rassemblement de Porto Alegre, la réaction antimondialiste a été spectaculaire et suscite de vastes mouvements de sympathie. Elle demeure cependant très faible en raison de sa confusion et de ses ambiguïtés.

La confusion de l'antimondialisme résulte d'abord du mélange de groupes hétéroclites, qui se réclament d'idéologies politiques précises (trotskisme, nationalisme de gauche), qui se réfèrent à diverses variantes de l'anarchisme, ou qui se cantonnent dans des combats écologiques. Elle résulte aussi de l'opposition entre les conceptions américaines, extra-politiques, et les conceptions

européennes toujours plus ou moins politiques ou politisées.

L'ambiguïté tient à la nature même du mouvement : radical dans ses apparences, violent dans ses manifestations, il tend à devenir un ensemble flou de groupes de pression qui rentreront facilement dans le schéma séduisant mais illusoire d'une « société civile mondiale » appelée à contre-balancer le « pouvoir mondial » représenté par le gouvernement des États-Unis, le FMI et les oligarchies financières.

D'où la faiblesse de cet antimondialisme inscrit dans la dialectique mondialiste, et nécessairement dominé en termes de rapports de force.

C'est pourquoi il faut concentrer l'attention sur les réactions nationales – à commencer par celles qui existent dans notre pays.

2/ Les réactions nationales

La mise en scène médiatique de l'actualité sociale fait apparaître un chômage qui recule, une « société civile » qui pratique l'entraide, grâce à des associations et des organismes d'assistance aux plus démunis – ceci hors de tout enjeu politique. La représentation médiatique de la violence des jeunes dans les quartiers difficiles masque l'intensité croissante de la révolte sociale.

a) Aggravation des tensions sociales

Nous voyons reparaître des formes « primitives » de violence ouvrière dans les établissements en voie de liquidation. Celles-ci se développeront, en l'absence d'initiatives syndicales appropriées, si la récession économique conduit, comme on peut le craindre, à de nouvelles vagues de licenciements.

Dans la fonction publique, le mouvement des enseignants contre Claude Allègre avait pris une forme haineuse, et les manifestations massives des fonctionnaires des Finances ont eu rapidement raison de Christian Sautter. Le service public de la Poste est miné par des grèves larvées provoquées par le passage aux 35 heures, dans un climat assombri par la privatisation rampante du secteur. La révolte de l'ensemble des professions judiciaires et les manifestations de magistrats constituent un phénomène nouveau, d'une ampleur étonnante et d'une exceptionnelle gravité car ce sont les gardiens de l'ordre social qui sont entrés en rébellion. Ancien et tangible, souligné par une récente vague de suicides, le malaise de la police ne peut manquer de se traduire par des mouvements de colère. Bien que différente, la situation est également tendue dans la gendarmerie, comme en témoigne le mouvement

des femmes de gendarmes.

L'angoisse du monde rural et le désespoir des éleveurs de bétail peut conduire à des émeutes dans les régions les plus touchées par les conséquences de la maladie de la « vache folle » et par la fièvre aphteuse.

Encore inexprimée, la révolte de cadres surexploités et souvent soumis à de dures pressions psychologiques ne devrait pas tarder à se manifester.

Tous ces mouvements de révolte ont une cause identique : la logique ultra-libérale qui conduit à fermer des usines rentables, à licencier du personnel sans motif économique, à sacrifier la santé des consommateurs aux baisses de prix dans le secteur agro-alimentaire, à réduire les salaires, à liquider les services publics, à comprimer les dépenses publiques sans tenir le moindre compte des difficultés matérielles, des injustices et des souffrances provoquées par l'obsession de l'équilibre budgétaire.

Les effets destructeurs de l'ultra-libéralisme sont désormais bien repérés, et les principaux responsables de la souffrance sociale sont connus. Le sentiment de l'intolérable qui alimente la révolte se devine dans les « grèves par procuration », se manifeste par le succès des ouvrages, des films et des journaux contestataires, s'apprécie au vu des manifestations de rue, et se mesure au nombre d'électeurs qui votent pour les partis protestataires de droite ou de gauche, qui déposent un bulletin blanc ou qui décident de s'abstenir par refus total du système politique. Pourtant, cette généralisation de la révolte ne parvient pas à accoucher d'un mouvement révolutionnaire.

b) Faiblesse des mouvements contestataires

Alors que la puissance des mouvements contestataires et révolutionnaires est un des traits marquants de la vie politique française depuis deux siècles, des circonstances historiques connues (rejet des philosophies du progrès, effondrement du communisme soviétique, conséquences de la culture anti-autoritaire de 1968) ont provoqué l'affaiblissement et l'émiettement des courants contestataires.

- Malgré la pugnacité de ses militants et quelques succès locaux, les mouvements trotskistes ne sont pas parvenus à sortir du cercle de l'extrême gauche.

- Alors que l'éclatement du Front national ouvrait la voie à un nationalisme autoritaire, alors que la liste du RPF rencontrait un large écho à droite aux élections européennes de 1999, alors que la

« Fondation Marc Bloch » se posait en rivale de la défunte fondation Saint-Simon, le « souverainisme » s'est rapidement effondré dans les rivalités intestines et ne survit plus que dans la chronique des scandales financiers.

- La tendance antimondialiste, représentée par Le Monde diplomatique et le mouvement Atac, séduit par sa puissance intellectuelle et par son rayonnement international. Mais le regroupement opéré, dont nous ne nions pas l'utilité, porte en lui-même des contradictions qui lui interdisent de devenir un mouvement politique : des socialistes et des Verts représentés au gouvernement se mêlent à des militants révolutionnaires, de jeunes bourgeois ennemis de la « mal bouffe » côtoient des anarchistes qui rêvent à la Catalogne des années trente. Plus profondément, des défenseurs de l'État et de la nation réputés « jacobins » ne peuvent s'associer que brièvement à des courants plus ou moins libertaires. La dispersion des forces, l'absence de projet positif et des oppositions idéologiques irréductibles risquent de conduire à une paralysie du mouvement contestataire, ponctuée par quelques actions d'éclats et masquée par le vedettariat qui fait d'un contestataire apparemment marginal (José Bové) l'enfant chéri des médias et une des figures de proue de la jet set antimondialiste.

Ces faiblesses de la contestation peuvent aussi conduire à des recompositions inattendues et positives, mais aussi à une solution de type nationaliste autoritaire qui permettrait d'apaiser les angoisses identitaires et de compenser les déficits symboliques. Dans une situation pré-révolutionnaire, l'hypothèse d'un fascisme modernisé est aussi pertinente que celle d'un populisme de gauche.

c) Maintien de l'oligarchie

Constitué par les hiérarques politiques, les directeurs médiatiques de l'opinion (éditorialistes, intellocrates, directeurs des instituts de sondages) et les milieux financiers qui possèdent la plupart des grandes entreprises de presse, le milieu dirigeant paraît indestructible. De même que paraît inattaquable la « grande coalition » néo-libérale qui gère les affaires publiques depuis plus d'une dizaine d'années, dans l'alternance des personnalités et des équipes qu'une commune idéologie réunit.

Comme aucune solution radicale ne se dessine, comme les explosions populaires sont étalées dans le temps et géographiquement dispersées, les membres du milieu dirigeant ont de bonnes raisons d'estimer que leurs pouvoirs et leurs privilèges ne sont pas

sérieusement menacés. D'où l'attention exclusive qu'ils portent aux stratégies et aux tactiques de conquête des pouvoirs, aux privilèges attachés aux divers emplois qu'ils occupent et à l'entretien des réseaux clientélistes. Le souci politique disparaît dans ces comportements strictement carriéristes, longtemps masqués à gauche par une posture antifasciste, et à droite par le discours sur la construction européenne.

Cette oligarchie est cependant fragile.

- L'indifférence ou le mépris qu'elle témoigne à l'ensemble de la population provoque des ressentiments d'autant plus vifs que l'autorité des dirigeants politiques est ruinée par la prolifération des affaires de corruption.

- L'autodestruction du Front national et l'échec patent de la construction européenne privent les équipes gestionnaires de tout « supplément d'âme » à gauche comme à droite, et la commune idéologie néo-libérale est rejetée par une forte majorité d'électeurs.

- Beaucoup de serviteurs de l'État se contentent de reproduire le discours dominant, sans adhésion profonde ni le moindre élan alors que, après 1958 comme après 1981, les grands commis de l'État, les élus et les responsables des partis gaullistes ou socialistes faisaient preuves de convictions et agissaient avec véritable enthousiasme.

- Le poids des reniements successifs, et l'absence d'adversaires sur la scène démocratique, explique la généralisation du conformisme dépressif qui règne dans les équipes de droite et de gauche.

Ces phénomènes ne semblent pas perçus par les dirigeants du pays. Ils ne voient pas que l'absence d'adversaire politique déclaré ne leur assure pas la tranquillité. Au contraire, c'est l'absence de toute issue politique à court terme qui peut durcir à l'extrême les révoltes sociales et exacerber une violence qu'on aurait tort de circonscrire aux « quartiers difficiles » et aux jeunes de banlieue.

III/ Nos choix politiques

La Nouvelle Action royaliste avait décidé dès avant la victoire de la gauche en 1997 de rompre toutes relations officielles avec les états-majors socialiste et communiste, sans pour autant se rapprocher des partis de droite. Notre mouvement assume donc toutes les conséquences de son isolement politique, qu'il n'y a pas lieu de regretter, et qui n'est pas l'effet d'une attitude dogmatique.

Au contraire, nous avons sous-estimé la malfaisance du gouvernement de Lionel Jospin dans le domaine économique et social, son orientation belliciste, sa

soumission à l'hégémonie américaine. Nous n'avions pas non plus envisagé que Jacques Chirac se rallie soudain au quinquennat, avec le concours de la majorité sénatoriale et le soutien d'un parti qui se réclame du gaullisme. L'absence de réaction de Philippe Séguin sur cette question décisive a confirmé le jugement négatif que nous portons sur ce personnage.

Par ailleurs, nous avons été relativement surpris par le très rapide effondrement du regroupement souverainiste », mais satisfaits d'éviter ainsi toute confusion entre notre critique de l'europhisme ultra-libéral et les slogans du nationalisme autoritaire.

L'analyse des articles publiés dans *Royaliste* ne justifie pas le reproche de catastrophisme qui nous est parfois adressé. Nous pouvons au contraire regretter de ne pas avoir insisté sur les risques du productivisme en agriculture, et sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'environnement. Mais nous avons eu raison d'exposer les logiques qui rendaient inéluctable la débâcle des marchés financiers, l'irréalité de la prétendue « nouvelle économie », l'échec de l'Europe des Quinze, le caractère artificiel et inopérant de la campagne contre J. Haider, et les nouveaux prolongements tragiques de la crise balkanique.

Ces capacités d'analyse et notre critique sans concession du milieu dirigeant font apprécier nos publications et étendent notre influence, qui est attestée par le soutien explicite que nous apportent un nombre significatif de personnalités et de militants qui ne sont pas royalistes.

Une véritable « société de pensée » s'est ainsi constituée, au carrefour des courants démocratiques de tendance national-républicaine, social-chrétienne, gaulliste et patriote-révolutionnaire qui ne parviennent pas à s'unir faute de fédérateur

politique. Cette société de pensée est un atout important dans une situation marquée par le développement des révoltes, et au moment où les partis classiques sont en déliquescence, dans la mesure où notre mouvement dispose de structures solides, d'un véritable programme institutionnel, économique et social – celui-là même que nous continuons d'élaborer au cours de nos congrès - et d'une ligne politique fixée en commun et rigoureusement appliquée. Dénonciation de l'ultra-libéralisme et de l'hégémonie américaine, opposition radicale au milieu dirigeant, refus de toute forme de communautarisme et de l'idéologie post-nationale : tels sont les principaux combats que nous menons, en vue de la restauration du politique, de la défense de la souveraineté nationale et de la construction d'une confédération européenne incluant la Russie. La vitalité intellectuelle de notre mouvement ne contraste pas seulement avec son isolement politique. Nous souffrons aussi d'une évidente contradiction quant à l'essentiel de notre projet. Notre révision de la tradition royaliste, notre manière de nous situer à l'intérieur de celle-ci en associant à notre démarche d'autres personnalités et d'autres courants nous permettent de poser, en théorie, la plupart des conditions qui rendent possible l'instauration d'une monarchie royale en France. Mais nous savons que la condition décisive est celle de l'incarnation de la dynastie royale, aujourd'hui faible et parfois déconcertante. La présence encore discrète du prince Jean nous donne cependant un espoir.

Nous avons pour tâche de conforter cet espoir, qui va être mis à l'épreuve des mouvements violents de l'histoire qui se fait.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport sur le mouvement

La N.A.R. : Pour une nouvelle conception de notre mouvement

Depuis sa fondation voici trente ans, notre mouvement n'a cessé de se transformer, sous l'effet des crises que nous avons vécues dans les premières années, puis de manière paisiblement préméditée. L'expérience des cinq dernières années nous incite à accomplir une nouvelle transformation, afin de sortir d'une ambiguïté qui risque de conduire la Nouvelle Action royaliste à une impasse.

L'ambiguïté concerne notre représentation implicite du « Mouvement ». Les fondateurs de la NAR ont hérité de leur passé militant (R.N. puis NAF des premières années) et des modèles qui dominaient dans leur jeunesse (Ligue d'Action française et Camelots du Roi, Parti communiste), une conception du mouvement politique qui reste très classique : les mots ont changé, les pratiques se sont assouplies, mais nous avons continué jusqu'en l'an 2000 à vouloir reconstruire une organisation nationale très centralisée, discrètement hiérarchisée et démultipliée en « sections » locales.

Confrontés depuis vingt-cinq ans à la crise du militantisme, qui a été engendrée par le refus du modèle d'organisation très hiérarchisé, nous avons cependant su mettre sur pied une petite organisation politique qui nous est spécifique : refusant le sectarisme militant (Action française/R.N. ; LCR, L.O.), mais incapables de créer une formation électorale, nous avons développé une organisation qui tient à la fois du club intellectuel, du réseau d'influence, de la société de pensée et du mouvement politique classique : les Mercredis parisiens sont un club ; le réseau royaliste n'est pas négligeable dans la presse et l'édition ; la société de pensée se manifeste par les sessions de formation, par la publication de journaux, de libelles et de livres ; nous travaillons dans des structures partisans classiquement hiérarchisées (Comité Directeur, Conseil National, Adhérents) qui utilisent de petites courroies de transmission. Cette forme complexe nous a permis de résister aux vicissitudes politiques (la fin du mitterrandisme et la traversée du désert qui s'ensuit), de surmonter les déconvenues provoquées par les princes et de survivre malgré notre faiblesse numérique et notre détresse financière.

Mieux : nous avons plusieurs succès à notre actif.

- *Royaliste* est un journal apprécié en dehors de notre milieu politique.
- *Cité*, dans sa nouvelle formule, fait l'objet de

compliments mérités.

- Les *Sessions IFCCCE* sont à tous égards très productives.
- La qualité de nos *Mercredis* est incontestable, même si la quantité laisse à désirer.
- La bibliothèque de la NAR s'enrichit régulièrement de nouveaux ouvrages, très variés : en 2000, ceux de Philippe Delorme, de Gérard Leclerc, de François Fleutot, d'Axel Tisserand, de Luc de Goustine, de Dominique Decherf.

Nous n'avons donc pas à rougir de nous-mêmes : nous avons effectivement constitué une petite *organisation politique* au sens large du terme, animée par un faible nombre de militants qui ont conçu un projet politique cohérent et qui sont rompus à toutes les tâches d'organisation, d'agitation et de propagande.

Pourtant, nous cultivons tous, peu ou prou, un complexe d'infériorité qui tient à l'échec de notre organisation militante classique, dont nous avons surestimé l'importance et sur laquelle nous avons placé des espoirs démesurés : d'année en année, nous attendions plus ou moins consciemment l'« Événement » qui la ferait sortir de la marginalité, et qui permettrait à la Nouvelle Action royaliste d'entrer dans les rapports de force politiques. Or nous savons bien que l'étroitesse de notre base militante (c'est une litote...), notre faiblesse financière, et surtout l'absence de prince agissant, nous interdisent ce saut qualitatif – ce qui nous renvoie chaque année à notre décourageante marginalité, durement éprouvée lors du congrès annuel.

Cette situation est mortifère. Le climat psychologique qui résulte de notre impuissance militante, malgré l'immensité des efforts consentis, pèse sur l'ensemble de nos activités et risque de les compromettre toutes dans un proche avenir. À quoi bon réfléchir, discuter, publier, si le nombre de nos adhérents et abonnés reste aussi désespérément stable, et excessivement faible comparé aux autres organes de presse et aux autres formations politiques ?

C'est cette obstination qui nous épuise, et ce sont ces comparaisons qui contribuent à nous affaiblir.

Dès lors, faut-il détruire notre structure militante, et renoncer à tout engagement politique ? Assurément non. Mais il faut renoncer de manière claire et nette

à essayer de construire un mouvement selon des modèles épuisés, et cesser d'inviter ceux qui nous apprécient à adhérer à un type d'organisation qui répugne à la plupart des citoyens politisés, qui souhaitent généralement faire de la politique sans entrer dans une sorte d'église et sans adhérer à une bande caporalisée.

Le Parti communiste et les Ligues nationalistes ont fonctionné selon un modèle militaire (les *bataillons de fer du prolétariat*, les *gendarmes supplémentaires* de l'Action française) qui impliquaient le recours, toujours mobilisateur, à la violence, une conception sacrificielle de l'engagement et la préparation d'une insurrection. Ayant pour notre part renoncé à la violence de rue, à la posture sacrificielle et au mythe du « coup de force », mais par ailleurs incapables de créer une formation électorale propre à satisfaire ceux qui sont attirés par le métier politique, notre mouvement classique se trouve privé de ...moteur.

Il est vrai que des mouvements de type classique ont réussi à percer en France (Front national, Verts) mais ces formations très fragiles exploitaient ou exploitaient des problèmes de société spécifiques ou constituaient des symptômes d'un malaise social très déterminé. Notre projet politique est au contraire d'ordre général – ce qui, d'ailleurs, accentue le caractère dérisoire de notre structure militante classique.

Les références implicites aux organisations politiques militarisées du XXe siècle sont d'autant plus inopportunes que l'Action française a toujours été incapable de prendre le pouvoir (le Front national n'a même pas essayé) et que les organisations de type léniniste n'ont triomphé qu'à la faveur des guerres mondiales et des luttes de libération nationale.

Il faut donc rejeter définitivement la référence à des organisations inutiles ou dangereuses (par leur logique totalitaire) et tirer tous les avantages possibles de l'organisation que nous avons pour notre part réussi à faire fonctionner vaille que vaille.

Comment ?

Il faut dans un premier temps mettre en accord nos activités politiques et la représentation que nous en avons et que nous en donnons. Notre activité politique réelle (et positive) consiste à faire fonctionner et à développer peu à peu un *mouvement politique de type nouveau* (par rapport aux partis du XXe siècle) mais qui ressemble fort aux « sociétés de pensée » qui ont préparé et accompli la Révolution française, et aux groupes d'intellectuels-militants qui

ont contribué à l'effondrement du communisme soviétique.

Pendant très longtemps, nous n'avons pas osé prendre ce type de référence parce que nous redoutions qu'on nous reproche, à partir de l'opposition banale et absurde entre la pensée et l'action, de vouloir « liquider » le mouvement pour tout concentrer sur le travail intellectuel.

Cette opposition entre « société de pensée » et mouvement militant est absurde puisque ces « sociétés » ont été les matrices de la Révolution française – et sont d'ailleurs dans notre tradition (les monarchiens).

Historiquement en effet, une « société de pensée » est une libre association de citoyens qui, par-delà leur condition sociale et leurs intérêts particuliers, sont réunis pour promouvoir l'idée qu'ils se font de la *Res publica*. Ce type d'association constitue un « intellectuel collectif » (pas de distinction essentielle entre ceux qui conçoivent et ceux qui exécutent, entre ceux qui pensent et ceux qui agissent) qui ne sépare pas la théorie de la pratique. La pensée est mise en acte, elle porte un projet de type révolutionnaire qui paraît utopique jusqu'au moment où la conjoncture générale permet un bouleversement des rapports de force dont les membres de la « société de pensée » peuvent tirer parti – même s'ils sont peu nombreux.

Pratiquement, les « sociétés de pensée » françaises étaient animées par un petit nombre de militants qui constituaient le cœur d'une organisation centrale qui fédérait un réseau de groupes et de correspondants en province chargés de répercuter les idées et les mots d'ordre qui sont diffusés par lettres, journaux et libelles. Les « sociétés » anticommunistes (église et syndicat en Pologne, groupes religieux en RDA, réseaux intellectuels russes) ne pesaient rien au regard de l'appareil militaire et policier communiste, et semblaient étrangères aux préoccupations quotidiennes des populations vivant en régime soviétique. Et pourtant...

Ce sont ces exemples-là qu'il faut méditer, au lieu de comparer la faiblesse de la NAR à la capacité militante de la LCR, au nombre d'adhérents du PC, du RPR et du PS.

Sans plus se référer à des organisations moribondes (le PC), en pleine crise (le RPR) ou qui sont largement fonctionnalisées et grassement financées (le PS), il faut comparer la NAR à ce qui lui est comparable : d'autres clubs, d'autres « sociétés de pensées », d'autres « réseaux » d'influence.

Les lecteurs de *Royaliste* sont probablement plus

nombreux que ceux d'*Esprit*, *Cité* peut raisonnablement espérer exercer à moyen terme une influence équivalente à celle du *Débat*, l'IFCEE aura sans doute dans un an ou deux réussi là où la Fondation Marc Bloch a déjà échoué, l'ensemble de nos publications et de nos organisations est politiquement plus solide que les groupes *Attac* – mais il est vrai que l'ensemble constitué par le *Monde diplomatique*, les Cercles d'amis de ce mensuel et *Attac* domine de très haut toutes les autres sociétés de pensée. Il leur manque cependant un projet politique national et un état-major militant.

Si nous voulons jouer un rôle politique dans les prochaines années, il faut persévérer sur la voie étroite que nous avons choisie (pas d'alliance avec les partis politiques, retrait du spectacle médiatique) mais en nous libérant des tâches lourdes et inutiles qui concernent le mouvement classique.

Faut-il dissoudre la Nouvelle Action royaliste ?

Non, mais il faut désormais la regarder et la présenter telle qu'elle est : le « noyau dur » de notre organisation, l'état-major de l'ensemble de notre mouvance. Dès lors les adhérents doivent être considérés comme un vivier dans lequel se recrutent, selon les règles que nous avons établies, les membres des divers cercles dirigeants : Conseil National, Comité directeur, responsables des publications et animateurs de nos courroies de transmission.

Cette conception du « noyau dur » implique deux décisions à prendre sans délai :

1/ Durcissement

Pour diffuser peu à peu l'idée que la NAR est l'état-major d'une organisation royaliste beaucoup plus vaste et déjà ramifiée, il faut que la demande d'adhésion soit considérée comme une démarche soumise à examen car elle implique le respect de règles précises et la volonté de prendre à terme des responsabilités.

2/ Allègements

Dans ces conditions, l'autopromotion interne n'est plus nécessaire et la *Lettre aux Adhérents* a été ramenée à des dimensions modestes : un éditorial, les échos internes et le carnet, les coupures de presse. Sous cette formule, la diffusion de la *Lettre* a été élargie.

L'Équipe nationale, trop dispersée pour animer le mouvement, fait doublon avec le Conseil national et a été supprimée. Les tâches générales d'animation et la coordination des délégués locaux reviennent au Comité directeur, et la fonction de « délégué

national » a été supprimée.

La réforme du Congrès (constitué par le CD et le CN), faite en 1999, est tout à fait compatible avec les mesures proposées, et la suppression de l'Équipe nationale élimine le reproche de manipulation qui nous aurait été fait un jour ou l'autre.

Le Comité directeur n'a pas à être transformé. Ses membres ne sont pas les chefs d'un parti royaliste groupusculaire et inopérant, mais le « Secrétariat politique » chargé de fédérer de façon permanente, avec le concours du Conseil national, un ensemble plus ou moins formel d'activités, d'organes et de réseaux. Cet état-major (CD + CN) publie une *Lettre royaliste* adressée (gratuitement) à l'ensemble des membres actifs des diverses organisations et aux personnalités non royalistes qui nous soutiennent : adhérents de la NAR, intellectuels abonnés à nos publications, donateurs extérieurs, animateurs d'associations amies (IFCCE, AMF, etc). D'une part, cette *Lettre royaliste* nous permettra de satisfaire la curiosité de nos compagnons de route quant à notre fonctionnement interne, ce qui augmentera notre crédibilité : notre organisation ne pourra plus être ramenée, comme c'est souvent le cas, à deux ou trois de ses animateurs. D'autre part et surtout, cette *Lettre* nous permettra de compter nos amis de façon beaucoup plus réaliste que par le seul biais de la liste des cotisants réguliers : nous savons que certains cotisants sont totalement inactifs, alors que des intellectuels ni adhérents ni royalistes diffusent notre journal et font des abonnés. Il faut que nous prenions la mesure de cette complexité – sans perdre de vue la courbe des adhérents-cotisants.

Selon cette conception, la distinction entre le *Journal* (et autres publications) et le *Mouvement* disparaît complètement. Le « mouvement » qui est animé par le CD et le CN est conçu comme une « société de pensée » pré-révolutionnaire constituée par :

- La Nouvelle Action royaliste, organisme militant, explicitement voué à la conception et à la diffusion de notre projet politique, et au service de la dynastie.
- Le bimensuel *Royaliste* et l'ensemble de ses lecteurs.
- La revue *Cité*.
- Le public qui consulte nos sites sur la Toile – secteur d'avenir qu'il faut améliorer et développer cette année - ou qui est inscrit à notre liste de diffusion sur l'internet.
- Le *Lys rouge* qui devrait reparaître régulièrement.
- L'IFCCE
- Le public encarté de nos Mercredis parisiens

- le groupe informel qui est en contact permanent avec les autres sociétés de pensée, les intellectuels antilibéraux et les syndicats « de résistance », et qui est destiné à remplacer État de Droit, organisation à tous égards défailante.

- les divers cercles et clubs de province.

- nos réseaux d'amitié : presse, édition, fonction publique, syndicalisme.

- la mouvance des sympathisants actifs.

Les réunions organisées en province doivent rassembler ces divers publics, sous diverses étiquettes (Amis de *Royaliste*, séminaire IFCCE, colloque de « *Cité* »). Les réunions des adhérents-cotisants de la NAR, quant à elles, sont destinées à organiser des activités ou des campagnes spécifiques (visite d'un prince ; campagne ou débat sur un sujet qui concerne seulement le public royaliste, par exemple sur le pseudo-légitimisme).

Ce type d'organisation, selon le modèle d'une société de pensée pré-révolutionnaire, ne fait que formaliser notre mode de fonctionnement actuel. Il est suffisamment souple pour permettre le retour rapide à des formes d'actions plus classiques (soutien à un prince, participation à des élections, etc.) si la conjoncture le permet.

Dans l'attente d'une modification décisive des rapports de force politiques, et d'un prince capable de prendre toutes ses responsabilités, il nous faut dans les mois qui viennent donner à notre

organisation des objectifs à plus ou moins long terme dans tous nos domaines d'activités.

Par exemple, et d'une manière non exhaustive :

- relance permanente et systématique des anciens abonnés de nos publications.

- renforcement des liens avec les organisations antilibérales et, autant que possible, campagnes communes avec celles-ci.

- développement du réseau syndical.

- soutien et, dès que possible, aide à la relance des Amis de la Maison de France

- relance du *Lys Rouge*.

- création d'un CD de documentation à partir des articles de *Royaliste* et *Cité*.

- création d'un centre de recherches universitaires sur le royalisme.

- création sous l'égide de l'IFCEE d'un petit groupe d'entrepreneurs dynamiques.

- création au sein de l'IFCCE de la troisième branche (liens avec l'Europe de l'Est) amorcée par le lancement de la revue de Martin Hybler à Prague.

Ces tâches peuvent paraître démesurées, mais un certain nombre de nos adhérents, actuellement rebutés par le militantisme « classique », sont manifestement prêts à s'intéresser à des tâches nouvelles.

LE COMITÉ DIRECTEUR

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

En préalable à l'explication des choix stratégiques et tactiques de la Nouvelle Action royaliste, le rapport politique présenté par le Comité directeur comprend toujours une analyse plus ou moins développée de la situation nationale et internationale.

Les événements qui se sont déroulés au cours des douze derniers mois prolongent et durcissent les tendances profondes que nous avons relevées dans le rapport pour notre 20^{ème} congrès. L'ensemble de nos observations ne sera donc pas repris, notre souci étant de relever les éléments qui justifient ou qui invalident notre ligne politique et nos nouveaux engagements.

Quant à l'examen de la conjonction des crises au sein de la nation française et sur le plan international, nous porterons d'abord notre attention sur les tensions mondiales puisque la France a adopté dans tous les domaines une attitude de laisser-faire qui soumet notre pays et ses habitants aux fluctuations de la conjoncture.

I/ LA CRISE MONDIALE

Venant démentir le thème d'une « fin de l'histoire » dont le marché globalisé serait l'aboutissement, le cours du monde continue ne cesse d'être affecté par les événements contradictoires et violents qui caractérisent le mouvement historique. L'attention se porte d'ordinaire sur les phénomènes économiques, mais les évolutions politiques, les guerres classiques et les conflits identitaires restent déterminants.

Quant à l'évolution récente de la crise mondiale, quatre éléments doivent être relevés :

1° La récession dans les pays riches

Une phase de récession plus ou moins prononcée et à l'issue incertaine affecte l'ensemble du monde développé.

Les États-Unis sont entrés en récession plusieurs mois avant les attentats du 11 septembre, qui ont encore aggravé une baisse d'activité officiellement constatée à la fin de l'année et rapidement suivie d'anticipations optimistes. Toujours difficiles à prévoir, les phénomènes conjoncturels ne sauraient occulter l'événement majeur constitué par la faillite du groupe Enron et par la chute du cabinet Arthur Andersen à la suite de spéculations et de

malversations. Ce double sinistre n'est pas seulement typique de l'ultra-libéralisme ; la ruine de très nombreux ménages américains démontre le danger des systèmes de retraites par capitalisation et le discours sur la « société de confiance » et sur la « transparence » ne peut plus être sérieusement tenu.

L'Europe de l'Ouest est de plus en plus nettement soumise aux aléas de la conjoncture américaine et exposée aux déconvenues engendrées par une grossière « américanisation » de ses modes de pensée et de ses structures : la récession dans l'Union européenne a suivi celle qui a lieu aux États-Unis, suite aux désillusions engendrées par la prétendue « nouvelle économie » ; la spéculation boursière est calquée sur les mouvements de Wall Street et orientée par les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine ; le cours de l'euro est fonction du cours du dollar ; l'oligarchie industrielle et financière se flatte d'imiter le capitalisme anglo-saxon – en ignorant résolument cette donnée essentielle que constitue le patriotisme des Américains et les traits spécifiques, positifs ou négatifs, de la société américaine.

Le Japon, longtemps érigé en modèle d'efficacité, est dans une situation critique marquée par la conjonction de la récession et de la déflation, par l'extrême fragilité du système bancaire grevé par d'innombrables créances douteuses, gravement affecté par la mauvaise conjoncture internationale – ceci dans un pays dirigé par des hommes politiques incapable et souvent corrompus.

2° L'appauvrissement des pays pauvres

La faim, la maladie, l'exploitation dans le travail, la prostitution des femmes et des enfants sont les maux mille fois dénoncés qui frappent globalement la majorité des êtres humains et qui affectent des continents entiers – l'Afrique, une partie de l'Asie - ou d'immenses pays qui pourraient trouver en eux-mêmes les ressources nécessaires à leur développement, tout particulièrement l'Argentine et la Turquie. Sans négliger les contradictions internes des guerres civiles qui ravagent une partie de l'Afrique et du Proche-Orient et qui augmentent la misère des populations, il est désormais clairement établi que les recettes ultra-libérales imposées de

manière uniforme par les organisations financières internationales sont à tous égards désastreuses.

3° L'hégémonie américaine et ses effets

Les attentats du 11 septembre sont les effets terriblement pervers de la puissance dominante et du système qui lui sert de support : l'extrémisme religieux est une des conséquences paradoxales de la globalisation, le terrorisme de masse est l'arme des faibles ; les réseaux financiers occultes ont été largement utilisés et les agents formés par les services de renseignements américains se sont retournés contre leurs anciens maîtres. Les failles de l'hégémonie américaine ont été brutalement révélées ainsi que la haine suscitée par les États-Unis à l'extérieur du monde développé.

La guerre en Afghanistan n'est pas la réplique appropriée à l'hyperterrorisme, mais une violence qui procède d'un moralisme punitif et purificateur et qui ne tient compte ni du droit international ni des aspirations légitimes des Afghans depuis la défaite du régime taliban. Le gouvernement des États-Unis entend seulement démontrer sa puissance dans des opérations de police internationale menées pour leurs propres intérêts géostratégiques avec le concours de quelques éléments supplétifs européens. Au Proche-Orient, les offensives militaires israéliennes qu'il autorise et couvre jusqu'à un certain point s'inscrivent dans une stratégie mondiale d'éradication de groupes terroristes et de destruction d'« États voyous » qui suscitera de nouvelles réactions de haine et qui appelle à des vengeances aveugles.

4° Mouvements de révolte

Le courant « antimondialiste » exprime depuis quelques années la révolte d'une fraction importante de la jeunesse des pays développés qui a su, lors des manifestations massives et violentes de Seattle, de Gênes, de Barcelone, démontrer que les dirigeants des pays développés étaient isolés, radicalement contestés et sans autre réponse que celle de la répression, parfois sanglante, du mouvement contestataire.

Ces mobilisations spectaculaires suscitent une sympathie qui ne peut atténuer le constat d'inefficacité. A Gênes lors du sommet des Huit, à Barcelone lors de la tenue du sommet européen, les centaines de milliers de manifestants réunis n'ont pas pu empêcher les décisions d'être prises sans que les antimondialistes puissent rien empêcher ni modifier. Comme nous le redoutions, l'antimondialisme rentre dans la dialectique du système globalisé, faute de prendre appui sur les

nations et les États.

II/ LA FRANCE

1° Puissance et fragilité de l'oligarchie française

Aux analyses qui figurent dans le précédent rapport deux observations supplémentaires peuvent être ajoutées avec prudence car elles portent sur des débats et des évolutions en cours.

Le débat porte sur la capacité de la classe politico-médiatique à contrôler l'opinion par le moyen de la communication de masse. L'hypothèse d'un totalitarisme insidieux séduit toutes sortes de militants contestataires car elle permet de mobiliser contre un système en tous points maléfique tout en expliquant les échecs de la contestation. Cette hypothèse se heurte à de nombreuses objections théoriques et empiriques qui permettent d'affirmer que la modernité reste démocratique et libérale au sens positif du terme malgré le caractère étouffant de la mise en scène médiatique de la guerre civile en Yougoslavie, de la question du Kosovo et du passage à l'euro.

« Quant à la contestation de l'oligarchie, la difficulté ne tient pas à sa cohérence intellectuelle et à ses techniques de manipulation de l'opinion publique et de neutralisation des oppositions, mais au fait que les contestataires sont placés devant un ensemble flou d'inconséquences : bricolage idéologique, apologie des « différences », sympathie pour les communautarismes, consensus fondé sur la compréhension, la bienveillance et la compassion, apologie libertaire des pulsions individuelles et collectives dès lors qu'elles demeurent discrètes (l'usage des drogues douces) ou marginales (les « raves parties »). Cette attitude entraîne le désintérêt pour les convictions, la réduction des débats aux stratégies, et des stratégies au travail d'image. Les caractéristiques d'une « démocratie d'opinion » s'en trouvent précisés. Cette démocratie d'opinion est censée correspondre à la spontanéité du marché, qui repose sur la croyance aux sondages et dont Alain Minc a décrit la configuration. Aux trois pouvoirs classiquement distingués, se serait substitué un nouveau triptyque : la justice, les médias, l'opinion.

Ce schéma rompt avec la démocratie traditionnelle et avec toutes les modalités de la souveraineté – nationale, populaire, étatique. Il entraîne une relation en miroirs dans laquelle les nouveaux pouvoirs supposés perdent leurs fonctions : la justice se médiatise, les médias se transforment en justiciers, les citoyens qui perdent leurs repères dans ce nouveau jeu se réfugient dans l'abstention et la

classe politique est prise dans un piège dont elle tente de sortir de plusieurs manières.

2° Une stratégie d'évitement

Il est nécessaire et justifié de dénoncer la résignation des dirigeants politiques, tout en précisant les limites du phénomène.

En France, comme dans toute l'Union européenne, les dirigeants nationaux se sont soumis aux marchés financiers qu'ils ont eux-mêmes dérégulés ; ils ont eux-mêmes décidé la liquidation du patrimoine industriel national ; choisi une politique économique de laisser-faire qui permet aux entreprises asservies aux actionnaires de fermer à leur guise leurs usines (par exemple Alcatel), de les délocaliser et de supprimer massivement des emplois ; ils ont abandonné aux syndicats et au Medef une « refondation sociale » qui est actuellement en panne mais qui vise à liquider par voie contractuelle les conquêtes sociales de la Libération. L'abandon de la souveraineté monétaire, l'alignement diplomatique et militaire sur les États-Unis, la privatisation programmée de l'ensemble des services publics et la réduction à venir de l'administration d'État, le projet de libre transformation de collectivités décentralisées en pouvoirs autonomistes ou séparatistes montrent déjà ou confirmeront dans quelques années que l'oligarchie a entrepris une opération systématique de délestage.

Cette opération implique, dans l'attente d'une hypothétique « constitution européenne » qu'on cesse de respecter la lettre de la Constitution de la 5ème République, réputée « morte » dans le milieu dirigeant, qu'on évite toute confrontation directe avec les citoyens (refus des référendums risqués) et que l'on place hors d'atteinte les lieux de décision – à Bruxelles, à Francfort, et dans les bâtiments qui abritent les sommets du G8 et de l'Union européenne. Comme la contestation radicale s'en tient à la critique idéologique et à la dénonciation des effets périphériques de la globalisation, l'oligarchie peut conserver d'un pouvoir pourtant méprisé et défié par beaucoup de ceux qui sont censés le servir et le défendre - magistrats, policiers, douaniers, gendarmes – et supporter une crise de confiance qui se généralise.

3° Crise de confiance

Cette crise de confiance ne tient pas seulement au déroulement, désormais banal, des affaires de corruption. Elle touche les « gourous » (Alain Minc condamné pour plagiat), les hommes d'affaires les plus réputés au sein de l'oligarchie financière (mise en examen de Claude Bébear, discrédit croissant de

Jean-Marie Messier) et les institutions financières (après le scandale du Crédit lyonnais, la Société générale, son PDG et plusieurs de ses dirigeants ont été mis en examen pour blanchiment aggravé) mais aussi les organismes censés « réguler » les différents marchés : Comité des Opérations de Bourse, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Le discrédit des hommes d'affaires, les faillites retentissantes chez nos proches voisins (le groupe Kirch en Allemagne) les pertes colossales des entreprises privées ou en voie de privatisation (France Télécom) augmentent la fragilité des marchés financiers. Le conformisme médiatique et la langue de bois des dirigeants politiques alimentent les fantasmes de conspiration machiavélique et de manipulation généralisée, comme l'atteste l'écho rencontré par la publication d'un ouvrage consacré aux prétendus mystères du 11 septembre.

Enfin, les juges eux-mêmes, qui étaient censés réguler la société à la place des politiques et en liaison avec les médias, n'échappent pas au climat de méfiance, que renforcent quelques mises en examen spectaculaires et les rumeurs sur les influences sectaires et maçonniques au sein de la magistrature.

L'impression d'ensemble est celle d'un flottement généralisé sur fond de corruption et de mensonge généralisé. Nourri de faits divers qui montrent la violence croissante des exactions, le sentiment d'insécurité traduit une angoisse générale mais aussi des déceptions et des dégoûts qui conduisent d'innombrables citoyens à s'abstenir de tout choix politique.

4° La campagne électorale

La campagne présidentielle illustre ce climat d'angoisse et de méfiance généralisées. Longtemps associés dans la gestion de l'ultra-libéralisme et dans l'alignement diplomatique et militaire sur les États-Unis, les deux candidats représentent deux visages presque identiques de l'oligarchie, et rivalisent pour la conquête ou la reconquête de clientèles électorales qu'il est actuellement difficile d'identifier.

Le bilan du président de la République est inexistant ; il cherche à combler ce vide par une surabondance de promesses vagues et contradictoires présentées au fil des faits divers.

Le bilan du Premier ministre est négatif ; il cherche à le masquer par l'image d'un homme « moderne ».

Ni l'un ni l'autre ne pourront tenir les promesses qu'ils font, puisqu'elles sont contraires aux engagements pris lors des sommets de Lisbonne et de Barcelone.

Alors que la campagne électorale n'est pas terminée, il est difficile de mesurer l'effet de la propagande de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. Mais l'usure manifeste de ces deux candidats, la similitude des programmes et la situation générale du pays pourraient provoquer un taux d'abstention record et un renforcement de l'électorat protestataire, dans la diversité de ses candidats et de ses courants (Arlette Laguiller, Jean Saint-Josse, Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, Noël Mamère, Robert Hue).

Quant au Pôle républicain, il est apparu en peu de mois comme le rassemblement inespéré de familles politiques qui ne parvenaient plus à se réunir depuis la Résistance : gaullistes, royalistes, communistes, socialistes et libéraux patriotes. Ce rassemblement s'opère autour d'un fédérateur inattendu mais effectivement capable de faire ce que Philippe Séguin avait refusé de tenter.

Jean-Pierre Chevènement se présente sous la double figure de l'homme d'État et du rebelle qui affronte l'oligarchie. Cette ambiguïté présente des aspects positifs puisque le candidat du Pôle républicain est à la fois un homme de conviction et de rupture. Mais il ne peut pas apporter la preuve concrète de ce double avantage avant l'élection alors que beaucoup d'électeurs, en proie à la méfiance et tentés par le rejet total des politiciens, attendent des preuves immédiates et concrètes. Du coup, l'homme d'État risque d'être confondu avec l'ensemble de la classe dirigeante, et le rebelle risque d'être confondu avec les autres candidats protestataires qui négocient des positions (Noël Mamère) ou qui cherchent à en conquérir dans le champ social (les trois variétés de trotskistes qui cherchent à créer un parti révolutionnaire).

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

Lors de notre précédent congrès, nous nous étions préparés, après avoir précisé la nature et les orientations de notre mouvement, à placer nos espérances politiques dans le long terme et à travailler surtout dans le domaine intellectuel et sous forme de publications (journal, revue, livres) afin d'étendre l'influence de notre « société de pensée » en France mais aussi dans le grande Europe par le biais de notre institut de formation. C'est dans cet esprit que nous avons décidé de faire campagne contre l'euro, tandis que deux événements transformaient nos perspectives d'action : la victoire du Mouvement national de Siméon de Bulgarie et la constitution du Pôle républicain.

1/ La campagne contre l'euro

Menée sous forme de réunions et d'article, marquée par la publication d'un livre annonçant le krach de l'euro, cette campagne a été menée dans l'isolement et dans l'indifférence puisqu'il n'y a eu aucun débat dans la classe politique et dans les médias. Le fait est que l'euro a été rapidement accepté, et le directeur politique de *Royaliste* a expliqué son erreur d'analyse qui tient accessoirement à la réussite technique du changement de monnaie et principalement à la dépolitisation totale de l'enjeu. Il reste à apprécier les conséquences économiques et sociales de l'euro, avant de procéder à un réexamen de la question monétaire dans son ensemble.

2/ L'accession du pouvoir du roi Siméon

La victoire du MNSII, à la surprise générale, et la nomination du roi Siméon au poste de Premier ministre montre que notre projet royaliste est de l'ordre du possible – dès lors que la personne royale est capable de prendre tous les risques liés à l'action. Cette victoire nous a permis de resserrer nos liens avec la Bulgarie, d'observer très concrètement les énormes problèmes qui accablent ce pays successivement meurtri par le soviétisme et l'ultra-libéralisme et de d'apporter une modeste contribution au rapprochement franco-bulgare dans la perspective de la confédération européenne.

3/ Le Pôle républicain

Dans notre précédent rapport, nous avons constaté que notre mouvement se situait « *au carrefour des courants démocratiques de tendance national-républicaine, social-chrétienne, gaulliste et patriote-révolutionnaire qui ne parviennent pas à s'unir faute de fédérateur politique* ».

Ce fédérateur est apparu et le Pôle républicain s'est constitué.

Dans le même rapport, nous résumions ainsi notre ligne d'action politique : « *dénonciation de l'ultra-libéralisme et de l'hégémonie américaine, opposition radicale au milieu dirigeant, refus de toute forme de communautarisme et de l'idéologie post-nationale : tels sont les principaux combats que nous menons, en vue d'une restauration du politique, de la défense de la souveraineté nationale et de la construction d'une confédération européenne incluant la Russie* ».

Telles sont également les aspirations des familles politiques qui se retrouvent autour de Jean-Pierre Chevènement.

Il était donc logique que nous participions au rassemblement républicain, après avoir reçu d'indispensables assurances quant à l'attitude du

candidat pendant la campagne et au soir du premier tour : pas de désistement en faveur de Lionel Jospin, pas de déclaration en faveur du régime présidentiel, pleine reconnaissance de la Nouvelle Action royaliste et représentation de notre mouvement au sein des organismes dirigeants. Satisfaction nous ayant été donnée sur ces points, nous avons pu rejoindre le Pôle – non sans quelques

retards – et participer – non sans quelques difficultés – à l’animation d’une campagne qui n’est pas encore terminée mais qui a d’ores et déjà permis à la Nouvelle Action royaliste de participer à nouveau de façon significative à la vie politique de notre pays et à une bataille de première importance.

LE COMITÉ DIRECTEUR

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Par principe, le rapport politique présenté par le Comité directeur est toujours consacré dans sa première partie à l'analyse de la situation nationale et des relations internationales. Cet examen revêt cette année une importance toute particulière. Nous avons observé lors des précédents congrès la conjonction de multiples crises. Ce processus s'est encore précisé et les tensions précédemment relevées se sont à nouveau durcies jusqu'à atteindre, dans certains domaines, un caractère paroxystique. Crise américano-irakienne et éclatement imminent d'une guerre préventive, généralisation de la crise économique, violences endémiques dans les pays appauvris par les prescriptions ultra-libérales : tels sont les principaux aspects d'un désordre globalisé, qui retentit de diverses manières sur la nation française et sur ses partenaires européens.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

A/ La politique internationale

1°/ Le bellicisme américain et ses effets

Tout au long de l'année écoulée, la scène mondiale a été presque entièrement occupée par la stratégie belliqueuse du gouvernement des États-Unis, décidé à mener une guerre préventive contre l'Irak.

Avant que cette nouvelle agression militaire ne débute, il y a lieu de souligner les effets désastreux des guerres menées par les États-Unis et leurs alliés contre la République de Yougoslavie et en Afghanistan.

Dans les Balkans, la confusion est à son comble dans les pays qui composaient l'ancienne Yougoslavie. Après plusieurs élections sans élus, la République de Yougoslavie a été remplacée par une Union de la Serbie-Monténégro sans symboliques étatiques ni pouvoirs effectifs alors que la majeure partie de la population vit dans la misère. La puissance des milieux du crime organisé, la corruption des dirigeants et l'absence de perspectives politiques sont autant de points communs à la Serbie, au Monténégro, à la Macédoine toujours menacée de guerre civile, au Kosovo où la guerre civile risque aussi d'éclater entre les fractions albanaïses et dans une Bosnie-Herzégovine qui ne s'est pas remise de la tragédie que ses peuples ont vécue et qui est en outre marquée par une profonde crise sociale.

En Afghanistan, les Américains ont abandonné le territoire qu'ils ont bombardé aux seigneurs de la guerre qui avaient remporté au sol la bataille contre les talibans. Le pays est en proie à l'anarchie et à la violence, les exportations de drogue ont repris, le pouvoir politique installé à Kaboul est d'une extrême fragilité, la même misère demeure sous les maîtres successifs qui s'imposent ou qu'on impose par la violence.

Ajoutées au système de surexploitation économique et financière de l'ensemble des pays pauvres, les conséquences des occupations militaires américaines et les effets du conflit armé que Washington autorise entre Israël et les Palestiniens suscitent dans le monde entier une haine croissante à l'égard des États-Unis.

2°/ Les contradictions de l'Union européenne

Visibles lors du sommet de Nice, masquées lors de la promotion de l'euro, les contradictions fondamentales de l'Union européenne ont éclaté à l'occasion de la crise irakienne, qui oppose l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie à la France, l'Allemagne et la Belgique.

Ces oppositions s'inscrivent dans une impasse totale :

Impasse politique puisque l'Europe n'a jamais été capable de se définir, le choix entre le fédéralisme et la forme confédérale n'étant pas possible sans déclenchement d'une confrontation majeure. La fuite en avant dans un « traité constitutionnel » qui est un non-sens juridique aboutira à d'absurdes imbroglios.

Contradictions économiques puisque l'Europe prétend se construire sur une idéologie ultra-concurrentielle dont les effets destructeurs sont évidents.

Contradictions monétaires puisque la Banque centrale européenne est censée mener une politique anti-inflationniste dans une zone euro constituée de pays qui connaissent des situations fortement contrastées : tantôt la hausse des prix, tantôt la déflation, tantôt la croissance, tantôt la récession.

Les réactions national-populistes soulignent ces contradictions sans apporter la moindre solution, tandis que les élites européistes se satisfont d'un

système qui échappe au contrôle démocratique et qui leur permet de prendre les décisions souhaitées par les grands groupes de pression industriels et financiers.

B/ La crise économique mondiale

Aux prévisions euphoriques suscitées par la période de spéculation qui a provoqué une inflation extraordinaire du prix des actions, a succédé un pessimisme qui aggrave la crise générale de l'économie « globale ». Les causes effectives de cette crise systémique tiennent à l'idéologie ultra-concurrentielle, à la doctrine monétariste, à la financiarisation de l'économie, à la mode des fusions, aux mensonges comptables, à la corruption généralisée et, en Europe, à l'inertie des gouvernements.

1°/ Le Japon

Naguère promu au rang de modèle, redouté en raison de son dynamisme industriel et commercial dans les années quatre-vingt, le Japon est affecté de phases de récession qui ont ramené son taux de croissance moyen à 0,7 % du PIB au cours des douze dernières années. De plus, le pays est entré voici trois ans dans la déflation avec un mouvement de baisse cumulative des salaires, des prix, des dépenses de consommation et des profits – et une augmentation de l'endettement des entreprises. Le commerce japonais ne représente plus que 6,7 % dans les échanges mondiaux. Le taux réel de chômage dépasse 10 % de la population active. La surévaluation du yen par rapport aux monnaies américaine et chinoise, la situation des banques (qui supportent des centaines de milliers de dollars de créances douteuses), la baisse de la bourse, la corruption et l'incapacité du milieu dirigeant expliquent ce désastre dont le Japon ne se remettra pas avant longtemps.

2°/ Les États-Unis

L'économie américaine, qui était en récession en 2001, a connu en 2002 une reprise de la croissance (2,4 %) en raison des dépenses massives décidées par l'État après les attentats du 11 septembre mais qui a faibli tout au long de l'année. L'avenir reste sombre en raison de l'énorme déficit commercial (44, 24 milliards de dollars en décembre), de l'endettement à l'égard du reste du monde, de la faible demande des ménages (beaucoup ont été ruinés par le krach boursier), des incertitudes liées à la crise irakienne et, surtout, de la perte de confiance dans les vertus supposées du capitalisme depuis le scandale Enron-Andersen.

L'hypothèse d'un déclin américain est à prendre au sérieux et les contradictions internes de la société américaine ne justifient en rien un complexe d'infériorité à l'égard d'un empire fragile malgré ses démonstrations de puissance.

3°/ L'Europe

Alors que le passage à l'euro avait été accompagné par des promesses de croissance économique et d'amélioration de la situation sociale, les résultats de la zone euro sont négatifs. L'économie allemande est en stagnation selon les statistiques officielles mais s'inscrit en fait dans une logique de récession qui s'accompagne d'une menace de déflation. La croissance de l'économie française faiblit et la conjoncture économique italienne est mauvaise. Comme l'ensemble de l'Union européenne, la zone euro est minée par l'absence de politique économique, par les privatisations, les dégâts provoqués par l'ultra-concurrence et, depuis quelques mois, par la hausse de l'euro qui pénalise les exportations. La Banque centrale, inerte en matière de change, se contente de baisses minimales des taux d'intérêts, tardives mais surtout inefficaces comme le montre l'exemple du Japon.

4°/ L'appauvrissement des pays pauvres

Rien n'a changé depuis notre constat de l'an passé, qu'il faut malheureusement reprendre mot pour mot. La faim, les épidémies, la prostitution des femmes et des enfants, l'exploitation des populations laborieuses, le chômage de masse frappent ou menacent la majorité des êtres humains. À ce tableau général, l'Afrique ajoute ses guerres civiles, l'Amérique latine ses dérives financières, le Proche-Orient vit en guerre ou sous la menace de guerre. À l'exception du conflit israélo-palestinien, ces désordres, ces faillites et ces massacres sont provoqués en grande partie par les programmes d'ajustement structurel du FMI. Depuis longtemps dénoncés, les effets désastreux des prescriptions ultra-libérales sont maintenant largement admis par les milieux dirigeants des pays riches – sans qu'ils en tirent de conséquences pratiques.

C) Croissance et conjonction des forces contestataires

Le développement du courant « anti-mondialiste » constituait depuis plusieurs années un phénomène important mais ambigu.

La popularité croissante des thèmes anti-libéraux et les manifestations de masse qui marquent la tenue des grands sommets internationaux soulignent l'échec de l'idéologie dominante et l'isolement des

élites du monde globalisé face aux populations qu'elles sont censées diriger.

Lors de notre précédent congrès, nous avons souligné que les mobilisations spectaculaires n'avaient aucune incidence sur les décisions prises lors des sommets de Gênes et de Barcelone où à l'occasion du sommet européen de Nice.

Au contraire, le rituel des manifestations entrainait de plus en plus nettement dans la dialectique de la globalisation – opposant une prétendue « société civile mondiale » à des élites assurées de conserver leur pouvoir tout en montrant qu'elles acceptaient volontiers le débat « démocratique ». Cette récupération de la révolte était favorisée par le caractère hétérogène de l'anti-mondialisme, marqué par une fracture discrète mais profonde entre les tendances a-politiques (écologie fondamentaliste) dominantes en Amérique du Nord et les courants européens très fortement marqués par l'extrême gauche trotskiste, l'anarchisme et l'idéologie verte – donc par des groupes qui font l'impasse sur l'État et sur la nation.

Cette situation est en train d'évoluer :

Le Forum social européen qui s'est tenu à Florence en novembre 2002 et celui qui se tiendra à Paris à l'automne 2003 montrent que le courant anti-mondialiste prend un tour spécifiquement européen. La manifestation qui a marqué le Forum de Florence a été le point de rencontre entre les groupes anti-mondialistes, le syndicalisme de résistance à l'ultra-libéralisme et le mouvement d'opposition à la guerre contre l'Irak. Dans plusieurs pays européens, un front anti-impérialiste, anti-capitaliste et pacifiste est en cours de constitution : les thèmes traditionnels de la gauche et de l'extrême gauche y ont été repris et actualisés ; les partis socialistes et communistes qui ont fait au cours des vingt dernières années leur tournant libéral ont été rejetés au centre.

Le mouvement contestataire demeure chaotique mais il peut trouver dans cette conjonction un nouveau dynamisme mais ses mots d'ordre restent négatifs et ses propositions trop vagues pour que les forces rassemblées dans l'action puissent constituer une alternative politique.

En France, où les manifestations de rue sont restées plus faibles qu'ailleurs, l'association Attac présente l'avantage de rassembler, au-delà de l'extrême gauche et de l'écologisme, des contestataires appartenant aux classes moyennes et au monde universitaire. L'élection d'un nouveau président est le signe d'une évolution positive dans la mesure où il pose les questions en termes politiques, les inscrit

dans le cadre national et veut élargir l'association aux classes populaires. Mais Attac demeure soumise à la pression contradictoire du supranationalisme de type cédétiste et de l'extrême gauche classique – deux tendances qui nient la spécificité des questions politiques.

II/ LA FRANCE

La première moitié de l'année 2002 a été tout entière consacrée aux batailles électorales qui se sont terminées de façon surprenante.

1) Les élections

L'échec de Lionel Jospin a été provoqué par l'abandon des derniers éléments de politique socialiste tandis que des mesures visant à la libéralisation des mœurs (le Pacs) et à une prétendue modernisation des rapports sociaux (la parité) étaient adoptées :

- Abandon du programme électoral de 1997 qui promettait notamment une conférence sur les salaires, des nationalisations et un « gouvernement économique » européen venant contrebalancer la Banque centrale européenne.
- Alignement sur les thèses ultra-libérales et mise en application de celles-ci : processus de privatisation des services publics, liquidation du patrimoine industriel et financier, consentement à la spéculation financière. Sans grand succès, la « gauche plurielle » a cherché à compenser la violence sociale engendrée par le laisser-faire par la création de divers « filets de sécurité » et par la réduction du temps de travail. L'infirmerie sociale a été d'un faible secours et les 35 heures n'ont pas créé le nombre d'emplois annoncés mais ont renforcé la précarité et surtout contribué à la dégradation des conditions de travail.

L'accord fondamental entre les tendances de droite et de gauche au sein de l'oligarchie est apparu clairement lors de la guerre en Afghanistan et lors des sommets européens : à Lisbonne, à Barcelone, Jacques Chirac et son premier ministre ont défendu ou approuvé les mêmes orientations ultra-libérales. Après avoir été abusivement crédité d'une embellie économique qui se manifestait dans l'ensemble de la zone euro et qui entraînait une légère baisse du chômage, le gouvernement Jospin a été incapable de faire face aux conséquences de l'effondrement de la « nouvelle économie » et des dérives boursières.

En se présentant comme « moderne » sans faire référence au socialisme, Lionel Jospin ouvrait une large voie dans laquelle pouvaient s'engouffrer le Pôle républicain, l'extrême gauche trotskiste ou le national-populisme.

Le succès inattendu de Jean-Marie Le Pen au soir du 21 avril n'est que la forme spectaculaire prise par le rejet de l'oligarchie dans son ensemble. En faisant mine de confondre ce symptôme avec la résurgence du fascisme et du nazisme, les grandes formations politiques et les médias ont abusé l'opinion publique et se sont bercées d'illusions : à une menace irréaliste ne peut correspondre qu'une réaction de courte durée.

La victoire de Jacques Chirac est due à l'ampleur du rejet de Jean-Marie Le Pen et la victoire de la majorité présidentielle aux élections législatives n'a d'autres causes que cette réaction « antifasciste » de droite et de gauche, amplifiée par le désarroi des dirigeants socialistes.

Les causes de l'échec de Jean-Pierre Chevènement sont aujourd'hui évidentes. Lors de notre dernier congrès, en pleine campagne électorale, nous avons souligné que le caractère « inespéré » du rassemblement autour d'un « fédérateur inattendu » qui se présentait sous la double figure de l'homme d'État et du rebelle.

Cette ambiguïté pouvait être positive dès lors que le candidat du Pôle républicain affirmait à la fois sa conviction républicaine et sa volonté de rupture avec le système oligarchique. Tel était en effet le thème majeur d'une campagne qui n'a pas tenu ses promesses : répétitive quant à la position « ni droite, ni gauche », elle a trop concédé aux « souverainistes » sans répondre de manière précise à un électoral socialiste et communiste délaissé par le candidat de la gauche « moderne ». Incapable de rompre avec sa famille originelle, redoutant de se voir accusé du meurtre politique de Lionel Jospin, soucieux de sauver son siège et celui de ses proches, refusant de comprendre qu'il était moins la cause que le prétexte d'un rassemblement qui permettait de renouveler le pacte patriotique conclu entre toutes les familles de la Résistance, Jean-Pierre Chevènement a ruiné au soir du 5 mai une grande espérance collective.

2) La nouvelle majorité.

Soutenus par 20 % de l'électorat, discrédité par les scandales financiers, sans autre programme que la sécurité sur la voie publique, Jacques Chirac et les siens ont gagné les batailles électorales en raison des multiples défaillances de leurs adversaires. Depuis le mois de juin 2002, la droite a établi son hégémonie sur l'ensemble des pouvoirs politiques et administratifs du pays.

Sa puissance est cependant très fragile en raison de l'étroitesse de sa base électorale et de la faiblesse de

ses groupes de soutien – les patrons du Medef, la FNSEA, les notables conservateurs qui peuplent l'Assemblée nationale et le Sénat. La

« gouvernance » selon Jean-Pierre Raffarin n'est pas de nature à susciter une adhésion populaire : le décentralisme concerne et divise les seuls notables, la réforme des retraites se heurtera à l'opposition des diverses catégories de salariés, le durcissement des mesures de contrôle policier et de répression deviendra intolérable si les forces de police sont utilisées pour le maintien de l'ordre social. Or les fermetures d'usines et les licenciements massifs accroissent la colère des ouvriers, des employés, des fonctionnaires et des cadres dans une société qui vit une crise de confiance généralisée.

Au discrédit déjà ancien des oligarques, s'ajoute la perte de confiance dans le système économique et financier : chute des valeurs boursières, effondrement de l'empire Messier, révélations sur les pratiques douteuses de Bernard Arnault et François Pinault se sont ajoutés aux grandes faillites qui ont ébranlé le capitalisme américain. Par ailleurs, les résultats électoraux ont une nouvelle fois discrédité les sondages et les révélations sur les dirigeants du *Monde* ébranlent un des piliers de l'oligarchie. Les relations douteuses entre certains juges et les milieux d'affaires jettent le soupçon sur l'institution judiciaire, présentée depuis quelques années comme ultime garantie de la démocratie et de la vertu sociale. Les trois piliers de la « démocratie d'opinion » théorisée par Alain Minc (la justice, les médias, l'opinion exprimée par les sondages) sont d'ores et déjà détruits.

En raison de la faiblesse de la résistance syndicale et faute d'opposition politique crédible, il est impossible de prévoir l'évolution de cette crise généralisée.

III / NOS CHOIX POLITIQUES

1° La campagne présidentielle

Notre engagement dans la campagne présidentielle et notre participation à la direction, toute théorique, du Pôle républicain s'est faite selon la ligne adoptée lors de notre précédent congrès. Malgré des attitudes sectaires et le silence des principaux médias, notre campagne nous a permis de mobiliser au-delà de nos espérances puisque nous étions en mesure de présenter une trentaine de candidats, royalistes et sympathisants, aux élections législatives. Le retournement brutal de Jean-Pierre Chevènement, au mépris des assurances qui nous avaient été données, ne nous a pas permis de poursuivre notre action au sein du Pôle républicain.

Décidée par le Comité directeur après consultation du Conseil national et des délégués de la NAR, notre rupture avec Jean-Pierre Chevènement ne nous a pas empêché de maintenir des relations amicales avec les autres démissionnaires, de plus en plus nombreux au fil des mois, et avec de nombreux militants restés à l'intérieur du Pôle.

Trop brève pour être totalement fructueuse, notre participation nous a cependant permis d'élargir le cercle de nos sympathisants (mais pas celui de nos abonnés) et de démontrer notre capacité à mener une campagne efficace et à jouer un rôle politique quand l'occasion nous en est donnée.

2° Notre rôle dans les Balkans

A la suite de la victoire électorale de Siméon de Bulgarie, nous avons resserré nos liens avec cette nation et avec son premier ministre. Ces bonnes relations se sont développées au cours de l'année 2002. Marquée par un nouveau voyage de membres du Comité directeur en Bulgarie et par une longue conversation avec le Premier ministre, cette amitié se concrétise de deux manières : l'aide discrète que nous apportons à certains citoyens bulgares ; notre contribution à une meilleure connaissance de la

Bulgarie par le biais de divers médias.

Le séjour en Bulgarie des deux dirigeants de la NAR a été prolongé par un voyage en Serbie et en République serbe de Bosnie-Herzégovine. Ponctué par un long entretien à Belgrade avec le prince Alexandre de Yougoslavie, ce voyage nous a permis de nouer ou de renouer des amitiés qui devraient se traduire, là aussi, par des engagements très concrets dans un pays où la question monarchique est latente.

3° La campagne contre la guerre en Irak

Selon les orientations prises lors du Conseil national de novembre 2002, cette campagne se fait par la participation aux manifestations et, dans quelques cas, par une action au sein des collectifs anti-guerre.

La crise internationale, les problèmes posés à l'échelle de la grande Europe et la situation sociale dans notre pays nous incite à envisager de nouveau, et de manière très urgente, la question des alliances que la Nouvelle Action royaliste devra nouer, si elle veut prendre toute sa place dans des combats politiques et des luttes sociales qui risquent de s'intensifier.

LE COMITÉ DIRECTEUR

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

L'examen des grandes tendances des douze derniers mois précède classiquement l'exposé des choix effectués par la Nouvelle Action royaliste depuis le dernier congrès.

Pendant cette période, la situation internationale a été marquée par des conflits militaires non résolus et par les violences qui procèdent pour une grande part du système d'ultra-concurrence.

La vie politique française s'est au contraire caractérisée par une inquiétante atonie, tandis que l'activité économique et les relations sociales subissaient les effets négatifs des orientations qui ont été choisies par les oligarques de gauche et de droite depuis de trop nombreuses années.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Les guerres qui se poursuivent au Proche-Orient et en Afghanistan ajoutent une violence visible et sanglante aux violences cachées et beaucoup plus meurtrières qui découlent du désordre économique mondial.

A/ La politique internationale

Au cours des derniers mois, la politique internationale est restée principalement marquée par les conséquences des guerres menées par les États-Unis et leurs alliés et par la crise de l'Union européenne à la suite de l'échec du nouveau projet de traité.

1°/ Premier bilan du bellicisme américain

La tendance observée lors de notre précédent congrès a été confirmée par les suites de la guerre menée par les États-Unis et leurs alliés contre l'Irak : comme l'occupation de Pristina, comme la prise de Kaboul, le rapide succès militaire obtenu contre l'armée irakienne et la chute de Saddam Hussein n'a pas abouti à une pacification du pays.

Au contraire, les forces d'occupation ont été l'objet d'attaques d'une intensité croissante, que l'arrestation de l'ancien dictateur n'ont pas fait cesser. Un mouvement de résistance nationale est à l'œuvre, qui se complique d'affrontements de plus en plus meurtriers entre groupes nationaux et religieux. L'échec américain est patent, et l'Irak demeurera dans le chaos tant que les Irakiens eux-mêmes n'auront pas choisi leurs institutions

politiques.

Dans les Balkans, la situation est moins dramatique mais d'une évidente gravité dans tous les pays qui composaient la Yougoslavie : le nationalisme ethnique reste virulent, surtout en Croatie et dans les « entités » qui composent la Bosnie-Herzégovine ; la Serbie n'a pas de Constitution et ses rapports avec le Monténégro restent problématiques ; l'avenir du Kosovo est en suspens. Dans toutes les anciennes républiques yougoslaves, les populations souffrent des conséquences de la guerre et de l'effondrement économique tandis que les mafias prospèrent. Une administration occidentale de type néo-colonial se contente de maintenir un semblant d'ordre en Bosnie et au Kosovo ; l'Union européenne s'en tient à une assistance minimale et maladroite.

En Afghanistan, il se confirme que les Américains ne contrôlent pas le pays, où sévissent divers seigneurs de la guerre qui prospèrent grâce à l'exportation de la drogue et des oeuvres d'art. La situation militaire s'est dégradée depuis l'été, puisque des attentats ont eu lieu dans la capitale. La nouvelle Constitution afghane, qui instaure un régime présidentiel, est un mauvais choix qui n'assurera ni la stabilité à long terme des institutions, ni l'autorité des dirigeants du pays.

Le conflit israélo-palestinien reste engagé dans une impasse dont aucune initiative diplomatique ou para-diplomatique ne l'a encore sorti.

Plus généralement, il importe de noter que l'Alliance atlantique est un système désuet, discrédité et moribond que les nations européennes devront tôt ou tard remplacer.

2/ La crise de l'Union européenne

Venant après l'échec de plusieurs traités, la « convention » chargée d'élaborer un nouveau traité dont la valeur était réputée « constitutionnelle » a échoué en raison du caractère irréductible des intérêts nationaux. Cet échec prévisible est celui d'une invraisemblable série de bricolages, de confusions et d'aberrations juridiques par lesquels on prétendait fonder un fédéralisme européen.

La crise ouverte au sommet de Bruxelles n'a provoqué aucun émoi dans les milieux dirigeants

européens – l'opinion publique restant indifférente dans tous les pays concernés. Cette absence de réaction montre que l'Europe fédérale n'est pas l'objectif des oligarchies de l'Ouest européen : la création d'une zone de libre-échange plus ou moins régulée par divers organismes permet aux gouvernements de se décharger de leurs responsabilités économiques, sociales et monétaires tout en conservant le contrôle du pouvoir dans les États nationaux.

B/ Le désordre économique mondial

De même que l'échec de la convention européenne, les échecs des négociations commerciales internationales ne troublent guère les milieux dirigeants européens. Ceux-ci pratiquent le « laisser-faire » dans tous les domaines – plus particulièrement sur le plan monétaire. Ils s'accrochent à une logique concurrentielle qui ébranle ou ruine de nombreuses nations et acceptent volontiers que la superpuissance américaine dicte sa loi au reste du monde.

1°/ L'Europe continentale

Pourtant, l'idéologie dominante et les pratiques qui s'en inspirent n'aboutissent pas à un système homogène.

Sur le continent européen, les divers ensembles évoluent de manière fortement contrastée.

Dans la zone euro, c'est le cours du dollar, orienté au mieux des intérêts américains, qui détermine celui d'une monnaie « européenne » qui monte et descend sans que la Banque centrale européenne ou les ministres des Finances ne prennent de décisions significatives. Cette inertie s'explique par le fait qu'aucune autorité n'est en mesure d'arbitrer entre les intérêts des milieux financiers, défendus par la Banque centrale européenne, et les intérêts des industriels. La zone euro apparaît aux yeux de ses anciens promoteurs comme un échec, durement souligné par la logique de récession, par la tendance déflationniste qui affecte les principaux pays de la zone et par l'abandon du pacte de stabilité.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, les pays qui se situent hors de la zone euro connaissent des évolutions économiques différentes : la Grande Bretagne est une nation sinistrée par l'ultra-libéralisme, les pays de l'Europe du Nord restent relativement prospères.

La Russie poursuit quant à elle une expansion économique rapide (+ 7 % en 2003) qui permet à ce pays d'effacer peu à peu les désastres provoqués par Boris Elstine. Cette forte croissance n'est pas

seulement due aux ressources pétrolières mais aussi aux fortes dépenses publiques d'investissement et au relèvement progressif des salaires et pensions qui permet de stimuler la demande de biens de consommation. Le déficit démographique est inquiétant ; la grande pauvreté décroît de manière importante depuis quatre ans, mais elle restera massive en raison du grand nombre d'entreprises en quasi-faillite.

La situation contrastée des pays de l'Est européen ne peut être précisée dans ce rapport mais il s'avère que les Balkans et la Roumanie ne parviennent pas à trouver la voie d'un nouveau développement économique et social, faute d'un plan de soutien européen. Chômage, pauvreté, émigration et crime organisé sont les principales conséquences de cette indifférence.

2° Les États-Unis

Les États-Unis ont connu en 2003 un bon rythme de croissance économique (+ 3,1 %) qui n'est pas à mettre au crédit du libéralisme et qui ne favorisera pas la reprise en Europe : la baisse délibérée du dollar stimule les exportations américaines et le colossal déficit budgétaire permet de stimuler l'activité générale, l'impressionnante dette publique étant financée par le reste du monde. On s'aperçoit depuis plusieurs mois que la croissance ne crée plus d'emploi, du fait des délocalisations, tant dans l'industrie que dans le secteur des services.

3° La pauvreté dans le monde

D'une année sur l'autre, le constat reste identique : la pauvreté est massive, la misère augmente en raison des mécanismes mondialisés d'exploitation des populations laborieuses, de l'effondrement des économies socialistes à la fin du siècle dernier, des crises endémiques qui frappent les économies capitalistes, des épidémies et de la prostitution, des guerres civiles – la dernière en date en Haïti - et des ravages de la drogue.

Les mafias prospèrent dans ce monde ravagé, renforcent leurs moyens et seront bientôt en mesure de contrôler les plus fragiles des États récemment constitués ou reconstitués.

C/ L'échec prévisible de la protestation altermondialiste

La mouvance altermondialiste a connu depuis son apparition des phases chaotiques qui s'inscrivent finalement dans un processus de normalisation des mouvements protestataires.

a) Les premières manifestations de masse ont été positives dans la mesure où elles mettaient en

évidence l'isolement des élites du monde globalisé et l'échec de l'idéologie ultra-libérale que les milieux dirigeants utilisent pour défendre leurs seuls intérêts.

b) Ces manifestations demeuraient cependant sans grande influence sur les décisions prises lors des réunions internationales et lors des sommets de l'Union européenne ; ce qu'on appelait alors l'anti-mondialisme commençait à entrer dans les jeux spectaculaires d'une contestation venue d'une prétendue « société civile mondiale » et qui sauvegardait l'apparence démocratique de la globalisation sans jamais menacer le processus en cours.

c) L'année dernière, nous avons cependant relevé le caractère prometteur de la conjonction qui s'était faite lors du Forum social de Florence entre les groupes protestataires comme Attac, l'aile marchante du syndicalisme et le mouvement hostile à la guerre. Ceci malgré le caractère chaotique de la démarche altermondialiste et l'absence de projet général.

d) Pendant l'année écoulée, ce sont les tendances les plus négatives qui l'ont emporté sans doute de manière définitive. Les manifestations « pacifistes » ont servi de prétexte au déchaînement de l'hystérie antisioniste et à des agressions antisémites, tandis que paraient des groupes paramilitaires palestiniens et kurdes et des mouvements islamistes qui sont parfaitement étrangers à la révolte anti-libérale. La plupart des autres groupes – notamment ceux de l'extrême gauche – étaient indifférents à la politique étrangère de la France.

Le mouvement syndical, qui mobilise de très nombreux militants et sympathisants est paralysé par les ambiguïtés et les compromissions des organismes dirigeants et la rupture nécessaire entre le syndicalisme de collaboration et le syndicalisme de résistance n'a pas eu lieu au sein de la mouvance altermondialiste.

Les formations trotskistes, anarchistes et écologistes poursuivent des stratégies qui leur sont propres sous couvert d'idéologies mortes. Les drapeaux rouges et noirs d'un révolutionnarisme désuet ne peuvent plus cacher le recentrage de l'altermondialisme dans des réseaux d'entraide qui sont indifférents aux enjeux politiques quand ils ne les récuse pas.

En France, le mouvement Attac est traversé par toutes ces contradictions et se heurte à des impasses théoriques et pratiques dont quelques-uns de ses animateurs tentent de sortir en faisant valoir le

caractère nécessairement national de la lutte contre l'ultra-libéralisme.

II/ LA FRANCE

1° La politique étrangère

La ligne diplomatique arrêtée par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères face au bellicisme du gouvernement américain a été justifiée par la succession des événements au Moyen-Orient. La France, alliée à l'Allemagne et à la Russie, a en effet opposé un refus fondé à l'entrée dans une guerre dont les résultats sont négatifs. Le prestige international de notre pays n'a jamais été aussi haut depuis dix ans et il peut fortement contribuer à un nouvel équilibre mondial s'il s'en donne les moyens diplomatiques et militaires – ce qui n'est pas encore assuré – et s'il contribue à définir un nouveau projet pour l'Europe, ce qui reste à démontrer.

2° La politique intérieure

La simple analyse des rapports de force politiques et sociaux confirme l'existence de nombreuses contradictions :

Alors que la base électorale de Jacques Chirac ne réunit que 20 % des suffrages exprimés, la majorité présidentielle contrôle totalement les assemblées parlementaires et des millions de Français qui votent à l'extrême droite et à l'extrême gauche sont privés de représentation politique. Cette hégémonie est d'autant plus forte que l'opposition de gauche demeure incohérente et inconsistante.

Ce contrôle permet au gouvernement d'imposer au peuple français un programme économique et social qu'il rejette avec constance depuis vingt ans. Ceci quelle que soit la couleur des équipes qui se sont efforcées de mettre en œuvre une « réforme » réalisée par voie de privatisation systématique et de destruction de la République sociale.

Ce rejet, qui procède d'un attachement tenace à une tradition nationale-étatique multiforme, se manifeste massivement depuis une dizaine d'années : les grèves de novembre-décembre 1995 et le mouvement contre la réforme des retraites sont les plus importants de toute l'histoire sociale de notre pays.

Ces mouvements de masse s'accompagnent de révoltes qui agitent périodiquement le pays : le mouvement des intermittents du spectacle, la protestation puis la grève des chercheurs, la colère de nombreux magistrats et avocats contre la politique pénale sont les mouvements les plus impressionnants de ces derniers mois. Ils ne peuvent

faire oublier les grèves et les occupations d'usines organisées par une classe ouvrière victime des licenciements et des délocalisations – ni la rupture muette des cadres, devenus majoritairement hostiles à un système qui les surexploite.

Ces révoltes se prolongent et s'approfondissent dans un large mouvement de contestation culturelle : le succès de la presse anti-libérale, des ouvrages dénonçant l'oligarchie et les diverses formes de misère sociale, prouvent, chiffres à l'appui, l'ampleur de la révolution intellectuelle et politique qui est en cours – en dépit de la surdité des médias et de l'intellocratie parisienne.

Mais ces contradictions politiques et sociales se traduisent aussi par des réactions négatives : replis communautaristes dans la différence sexuelle ou l'ethnicité ; discours judéophobes et agressions antisémites, auxquels répondent des attentats contre les lieux de culte musulman ; déprédations diverses, viols, et agressions de toutes natures... La nouvelle loi sur la laïcité dans les établissements d'enseignement n'apaise pas ces tensions. Malgré la publication de statistiques rassurantes, la politique sécuritaire du gouvernement est mise en échec.

Cet échec n'est pas la conséquence d'un manque de volonté mais d'une autre contradiction : alors que le gouvernement met l'accent sur la sécurité sur la voie publique sans décourager les violences ni calmer les angoisses, l'application des recettes ultra-libérales accroît l'insécurité sociale : la dégradation constante du système de santé, la suppression de prestations sociales, la compression des salaires, l'amenuisement des retraites aggravent les effets des crises économiques et monétaires conjoncturelles et provoquent un sentiment généralisé de détresse.

La perte d'espoir des salariés de toutes catégories est d'autant plus grande que les appareils syndicaux, à l'exception de la CGT-Force ouvrière, ont perdu toute combativité et sont très éloignés de leurs militants.

La situation n'est guère plus brillante du côté de la droite. Les milieux professionnels les plus conservateurs deviennent contestataires, les commerçants et les petits entrepreneurs négocient chèrement leur hypothétique soutien et la FNSEA est frappée par des scandales qui devraient affaiblir l'un des principaux piliers de la droite chiraquienne. L'osmose entre le gouvernement et le Medef est, quant à elle, patente.

Le gouvernement et la majorité présidentielle vivent dans un état d'apesanteur.

Très occupés par leurs problèmes internes, comme

on l'a vu lors de la condamnation d'Alain Juppé, les oligarques de droite présentent un bilan négatif qui tient pour une part à l'héritage laissé par les oligarques de gauche. La hausse de l'euro provoque une augmentation du chômage et aggrave le processus de délocalisation des activités industrielles et des services. A la désindustrialisation, s'ajoute la prise de contrôle d'un grand nombre d'entreprises françaises par le capital étranger.

Quant à l'économie nationale, il apparaît que la France a échappé en 2003 à la récession grâce à une légère augmentation de la dépense publique - le système de protection sociale évitant que de nouvelles catégories de citoyens ne tombent dans la misère.

Aux inquiétudes qui s'expriment, aux révoltes qui secouent le pays, la « gouvernance » répond par des « réformes » qui aggraveront la situation : restrictions budgétaires, baisse du niveau des prestations sociales, destruction programmée du système de protection sociale.

De la nouvelle étape de la décentralisation, on retient surtout l'échec des référendums en Corse et aux Antilles.

Création indispensable et fragile, le Conseil français du culte musulman a été perturbé par la relance du débat sur le « foulard islamique » - les deux opérations étant successivement menée par le ministre de l'Intérieur.

Dans l'ensemble, il apparaît que les oligarques ne croient plus à ce qu'ils disent ni à ce qu'ils font : ils conçoivent la politique comme une carrière dans laquelle il importe d'exceller, selon les critères propres au milieu constitué par les élites du pouvoir, des médias et des affaires.

Attaquée de toutes part, l'oligarchie vit dans l'isolement, mais sans craindre de perdre le contrôle des pouvoirs qu'elle détient puisque les forces contestataires d'extrême droite et d'extrême gauche ne cherchent pas à prendre le pouvoir.

La puissance arrogante des oligarques stimule un militantisme répulsif qui permet, par ses campagnes d'agitation, de fixer autour de l'UMP les partisans de l'ordre et autour du Parti socialiste les amis de la raison. Vivant depuis dix ans dans une situation pré-révolutionnaire, la France ne parvient pas à accomplir une révolution. Mais, de multiples manières, notre pays sort peu à peu de l'état démocratique.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Les alliances introuvables

La disparition du Pôle républicain et l'impossibilité de participer à un nouveau rassemblement laissent la Nouvelle Action royaliste dans un isolement politique complet. Notre mouvement a même renoncé à proposer un point de rencontre commun aux différentes tendances qui avaient participé à la campagne de Jean-Pierre Chevènement.

Cet isolement est partiellement compensé par le fait que les Mercredis parisiens sont devenus au fil des années une société de pensée fréquentée par toutes les tendances politiques et intellectuelles. Nos publications sont également au cœur des débats fondamentaux qui se déroulent en France et en Europe ; leur qualité est attestée par les abonnements de chercheurs, de savants, de membres des grands corps de l'État. Mais les jeux de pouvoirs au sein de l'intelligentsia interdisent pour le moment que notre rôle soit plus largement reconnu.

Quant aux mouvements populaires, les militants de la NAR ont participé aux manifestations contre l'invasion de l'Irak et au mouvement contre la réforme des retraites.

Notre situation demeure cependant très insatisfaisante car le rôle intellectuel de la NAR n'est qu'un aspect de l'action politique qu'elle souhaite mener et qui ne trouve plus le moindre point de référence – hors de la fidélité à des princes qui se satisfont de quelques voyages en France et à l'étranger.

Ces échecs et ces carences ne peuvent nous faire

oublier l'existence dans le pays d'une forte tendance patriotique et révolutionnaire où se mêlent la tradition gaullienne, le vieux courant national et jacobin longtemps exprimé par le parti communiste et le royalisme tel que la NAR le définit. Cette tendance – celle des « politiques » - est aujourd'hui latente mais dispose encore d'un fort potentiel électoral. Il lui manque un fédérateur, actuellement introuvable, et sans lequel il n'est pas possible d'entrer à nouveau dans la bataille politique.

2° Nos actions extérieures

Selon notre conception de l'Union des États européens, nous avons maintenu nos liens avec nos amis bulgares et serbes. Lors d'un voyage en Albanie, deux dirigeants de notre mouvement ont rencontré le roi Leka et des dirigeants du Parti royaliste.

Hors d'Europe, les liens avec le royaume du Cambodge sont solides. Une visite au roi d'Afghanistan, que l'un des princes de France aurait dû effectuer, nous a permis de rendre hommage à un roi qui se dévoue à son peuple et d'évoquer l'amitié que le général de Gaulle et le défunt comte de Paris portaient au chef de l'État et au peuple afghan.

Ces relations, qui paraissent résulter de tropismes idéologiques et d'affinités personnelles, s'inscrivent dans un projet politique dont il importerait de préciser la nature.

LE COMITÉ DIRECTEUR
Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 9 mars 2004.

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant l'exposé des choix effectués par la Nouvelle Action royaliste au cours des douze derniers mois, il y a lieu de procéder, comme de coutume, à l'examen des principaux facteurs d'évolution observés en France et à l'étranger.

À l'encontre de l'hypothèse d'une *fin de l'histoire*, émise voici une quinzaine d'années, il est manifeste que le mouvement historique se poursuit presque partout dans le monde, avec plus ou moins de violence.

En Europe de l'Ouest et notamment en France, la vie politique s'est au contraire figée dans des confrontations sans effets décisifs : rivalités et polémiques subalternes inspirent des scénarios médiatiques qui remplacent le débat démocratique. La société française n'en continue pas moins d'être engagée dans de profonds bouleversements, généralement négatifs, mais qui sont en train de déplacer les conflits et d'en bouleverser les enjeux.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Plutôt que d'examiner les conflits en cours et les principales rencontres diplomatiques qui ont eu lieu depuis mars 2004, il importe de revenir sur les principaux phénomènes que la Nouvelle Action royaliste a commencé de mettre en évidence – sans perdre de vue les conséquences de la globalisation ultra-libérale et de l'application du principe de concurrence dans l'Union européenne.

A/ La politique internationale

1°/ La résistance des États

À l'encontre de la thèse encore dominante, nous n'assistons pas à un déclin généralisé des États et à un « dépassement » des nations sous l'effet de la mondialisation.

Au chapitre des évidences négligées par les théoriciens libéraux du dépérissement de l'État, il faut souligner que le pouvoir politique aux États-Unis n'a pas abandonné, depuis la fin de la guerre froide, la moindre parcelle de sa puissance – en politique intérieure comme en politique internationale.

On observera aussi que les conflits au Proche-Orient ont pour enjeu la consolidation d'un État national en Israël, la création d'un État palestinien, des tracés

frontaliers entre la Syrie et Israël, la reconquête par les Libanais de l'indépendance de leur pays.

Par ailleurs, nous avons pu constater les effets catastrophiques de la destruction totale de l'État en Irak par les Américains, le déchaînement de violences qui en résulte, et l'impérieuse nécessité de la construction d'un pouvoir politique pleinement souverain, capable de dominer les conflits armés qui déchirent la société irakienne.

En Afghanistan, où un pouvoir souverain a été maintenu grâce à Zaher Chah, l'affirmation de la légitimité du président Karzaï, le renforcement politique et militaire de l'État ainsi que le développement de ses interventions économiques, sont les conditions premières et décisives de la disparition des seigneurs de la guerre et de la lutte contre les trafiquants de drogue – donc de la paix civile, de la démocratie, et de l'indépendance nationale.

Dans les Balkans, les questions relatives à l'identité nationale et à l'instauration ou à la restauration d'États stables ne sont pas moins primordiales – qu'il s'agisse de la Serbie-Monténégro, du Kosovo ou de la Bosnie-Herzégovine. Il en est de même pour les pays qui étaient englobés dans l'Union soviétique.

2°/ La crise des ONG

Depuis la fin du siècle dernier, les Organisations Non Gouvernementales sont présentées comme l'expression de la « société civile » mondiale, apolitique et supra-étatique. A chaque catastrophe naturelle et au cours des guerres civiles médiatisées, leur efficacité est célébrée et leurs représentants sont considérés à la fois comme des autorités morales et comme des experts particulièrement qualifiés.

Cette glorification relève de l'autopromotion et de la complaisance médiatique. Des chercheurs indépendants et nombre de militants qui se sont engagés dans les principales organisations humanitaires décrivent et dénoncent les pratiques de plusieurs d'entre elles, qui occupent le devant de la scène médiatique : certaines dilapident les dons reçus, telle autre spécialisée dans le pacifisme vert pratique le chantage, plusieurs organisations anglo-saxonnes se livrent à des opérations d'espionnage...

A moins de dépendre directement d'un État capable de contrôler et d'orienter l'action humanitaire, celle-ci est trop souvent gérée selon les techniques des entreprises en situation de concurrence sur des marchés plus ou moins *porteurs*, en fonction de situations critiques plus ou moins bien médiatisées. Le bilan du raz de marée survenu en Asie du sud en décembre dernier fera apparaître l'inefficacité de la plupart des concours privés, la dilapidation des énormes sommes reçues par les ONG et les effets déstabilisateurs de leurs interventions sur les systèmes économiques des sociétés frappées par cette catastrophe naturelle.

Le même constat négatif sera vraisemblablement établi dans de nombreux autres pays.

3°/ Le terrorisme médiatisé

Nous avons dénoncé le rôle des grands médias lors des attentats terroristes.

Ou bien ils se rendent coupable de complicité passive en donnant aux attentats sanglants le retentissement mondial que les terroristes en attendent : tel est le cas lorsqu'il s'agit des islamistes. Ou bien ils se rendent coupables de complicité active lors des attentats - tout aussi odieux - expliqués par les méfaits du pouvoir politique légal qui est visé : tel est le cas pour les attentats commis par les indépendantistes tchéchènes et leurs alliés islamistes contre une Russie qui est toujours considérée comme l'ennemie de l'Occident.

4°/ Le déclin de l'altermondialisme

Face à ces évolutions et à ces menaces, le mouvement altermondialiste n'apporte aucune analyse d'ensemble et ne présente, malgré sa promesse initiale, aucun programme de transformation. Son mot d'ordre, qui consiste à « penser global pour agir local » s'avère aujourd'hui doublement dérisoire.

A l'exception de quelques dirigeants du mouvement Attac, les animateurs de l'altermondialisme ne développent aucune analyse « globale » des relations internationales parce qu'ils refusent de prendre en considération les réalités étatiques et nationales. Le terrorisme international est ignoré ou justifié, en raison des liens tissés entre les trotskystes, certains dirigeants écologistes, les mouvements armés palestiniens et les réseaux islamistes. La dénonciation des différents aspects du crime organisé est faible. Quant à l'action locale, elle se cantonne trop souvent à des actions obscurantistes (contre les OGM notamment) menées sous le couvert de l'écologie et selon une

dénonciation mécanique de l'ultra-libéralisme.

L'altermondialisme apparaît de plus en plus nettement comme le conservatoire des utopies du XIXe siècle, des nostalgies rouges et noires du XXe siècle ; il est le dernier sursaut d'un tiers-mondisme étranger au mouvement de l'histoire.

En insistant sur ces quatre points, il est évident que nous heurtons de front l'idéologie dominante et que nous ne pouvons avoir aucune audience par le biais des principaux médias. Mais notre défense du Politique en tant que tel ne cesse de gagner en pertinence.

B/ Les enjeux européens

1° Le traité constitutionnel

Notre rapport politique pour l'année 2003 relevait un épisode aujourd'hui oublié : l'échec du projet de traité élaboré par la *Convention européenne* « en raison du caractère irréductible des intérêts nationaux ». Nous observons que cet échec n'avait provoqué aucun émoi chez les dirigeants européens et avait fait l'objet d'une très brève évocation médiatique – les opinions publiques nationales demeurant quant à elles parfaitement indifférentes. Nous en venons à conclure que ce type de traité ne résulte pas d'une conviction fédéraliste mais représente un arrangement commode pour les oligarques européens, qui se contentent de donner une couverture juridique à la mise en place du grand marché européen.

Au prix de nouveaux compromis passés entre les chefs d'État et de gouvernements nationaux, le projet présenté par la Convention européenne a finalement été adopté au sommet de Salonique et il est faussement présenté comme une « Constitution ».

Dans l'attente d'un vote de notre congrès sur la réponse à donner au prochain référendum, nous nous en sommes tenus à une lecture strictement juridique et économique du texte en discussion. Nos adhérents que se sont exprimés dans *Royaliste* et lors de la récente session de l'IFCCE ont relevé les aspects majeurs du projet de traité qui peuvent être résumés en trois points :

Il ne s'agit pas d'une Constitution mais d'un traité international ;

Ce traité ne remet pas fondamentalement en question la souveraineté nationale, ce qui ôte toute crédibilité à une contestation de type souverainiste ;

Ce traité contient des préceptes qui expriment fidèlement les dogmes de l'ultra-libéralisme et y subordonne les politiques nationales à venir.

2° La « gouvernance » européenne

Quant à la « gouvernance » européenne, qui est censée agir dans le cadre du traité de Nice, on observe que la réforme du Pacte de stabilité, déclaré stupide voici deux ans, est toujours en discussion ; elle aboutira vraisemblablement à l'acceptation par la Commission européenne de quelques artifices comptables destinés à sauver une orthodoxie budgétaire qu'il n'est ni possible ni souhaitable de respecter.

Pour ce qui concerne la zone euro, naguère décrite comme une forteresse au sein de laquelle les peuples bénéficieraient de croissance et d'emploi, nous avons désormais une longue expérience de l'« euro fort », vanté par Jean-Claude Trichet et les milieux financiers. Nul ne conteste que sa surévaluation, résultat mécanique de la politique monétaire américaine, qui est quant à elle délibérée, provoque des effets récessionnistes qui aggravent les conséquences générales de l'ultra-libéralisme.

Nous nous sommes en revanche réjouis de l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

C/ Le désordre économique mondial

Les données fondamentales n'ont guère évolué au cours des douze mois écoulés et il convient seulement de relever quelques faits majeurs, plus ou moins longuement analysés dans nos publications :

1° Fragilité des États-Unis

On constate de par le monde la fragilité de la superpuissance américaine, sans en tirer la moindre conclusion. Le déficit commercial américain est colossal (plus de 500 milliards de dollars en septembre 2004) et le déficit du budget fédéral ne l'est pas moins : 415 milliards de dollars en 2004.

Ces déficits augmentent et continuent d'être financés par le recours aux capitaux étrangers. Le taux d'endettement des ménages américains est lui aussi considérable, mais permet de soutenir la consommation globale.

Les experts se rassurent en affirmant que ce système a tenu et que les banques centrales asiatiques continueront d'acheter des bons du Trésor américain. En septembre dernier, le Japon détenait pour 720 milliards de dollars de bons du Trésor, soit un tiers du total de la dette américaine, et la Chine 175 milliards de dollars.

Il est possible que le système tienne encore quelques temps, mais il est déjà devenu totalement incontrôlable.

2° Redressement russe

La restauration, inachevée, d'un État de droit en Russie et l'autorité personnelle de Vladimir Poutine ont permis un redressement significatif de l'économie russe. Les capacités immenses du pays permettent d'espérer un développement rapide à moyen terme.

A court terme, l'économie russe reste trop dépendante du commerce des matières premières et l'organisation d'un secteur industriel dynamique est une nécessité primordiale.

Cette organisation doit se fonder sur une distinction claire entre le secteur privé et privatisable et les activités stratégiques qui doivent rester dans le domaine public comme le souligne justement le dernier rapport de la Cour des Comptes de la Fédération de Russie. Dans sa majorité, le peuple russe continue de supporter les conséquences de l'effondrement du système soviétique et de l'anarchie qui a suivi.

Le relèvement politique, économique et social de la Russie nous importe car il est une des conditions décisives de l'équilibre européen et du jeu diplomatique que pourrait mener la France sur le continent. Ceci dans la perspective de l'intégration de la Russie dans la Confédération européenne que nous souhaitons.

3° Misère des petits États de l'Europe orientale

Le délabrement économique, l'emprise mafieuse et les contraintes imposées par le FMI aboutissent à l'enfermement de peuples entiers dans l'assistanat, l'économie souterraine, le chômage et la misère, surtout dans les pays qui n'ont pas de statut politique clairement défini et qui sont en proie à des conflits ethniques latents.

4° Pauvreté dans le monde

La pauvreté dans le monde reste massive et se trouve souvent aggravée, dans les pays sous-développés, par les épidémies et les guerres civiles. A ce constat désolant, seules des réponses ponctuelles ou trop partielles sont apportées.

5° Puissance du crime organisé

Les divers systèmes mafieux agissent de manière paradoxale dans le monde entier :

- a) Ils déstabilisent les sociétés les plus fragiles par la corruption des élites, par l'endettement des populations rurales qui cultivent le pavot, par diverses formes de trafic des êtres humains ;
- b) Ils font peser la menace de constitution d'États mafieux, en Asie centrale, en Extrême orient et dans

les Balkans ;

c) Ils assurent, grâce aux masses considérables de capitaux dont ils disposent, l'activité financière mondialisée ; pour une part, ils soutiennent l'activité économique globale et assurent le dynamisme de divers secteurs industriels et commerciaux : tourisme et commerce de luxe, construction navale, etc.

II/ LA FRANCE

1° La politique étrangère

Le président de la République a maintenu la ligne qu'il avait fixée en 2003 quant à la politique américaine et quant à l'Irak, ce dont nous sommes félicités. Pour le reste, le chef de l'État et le ministre des Affaires étrangères s'en tiennent à des stratégies d'influence avec fixation d'objectifs par zones géographique et par pays mais sans projet d'ensemble et avec trop peu de moyens.

Un rapprochement positif (avec la Russie), une prise de position ferme sur l'adhésion turque, une initiative heureuse en Amérique latine en matière de politique de développement sont à inscrire au crédit du chef de l'État. Mais l'indispensable redéfinition de l'Union européenne, l'organisation politique de notre continent, la réforme monétaire internationale et la réorganisation du commerce mondial en vue du développement ne sont manifestement pas à l'ordre du jour.

2° La politique intérieure

Ce qui tient lieu de politique intérieure ne mérite pas d'être longuement commenté. On se bornera à relever que :

a) Les élections régionales et européennes, perdues par le gouvernement, ont été considérées par beaucoup d'électeurs à la manière d'élections législatives : la confusion dans notre système représentatif s'accroît et il s'avère que le pari lancé par les partisans du quinquennat n'a pas été tenu : les avantages supposés de la coïncidence des élections législatives et présidentielle sont déjà fortement atténués par cette manière de voter sur l'action du gouvernement et du président de la République, à mi-mandat.

Le taux d'abstention aux élections européennes (plus de 57 %, comme lors du référendum espagnol) confirme par ailleurs l'indifférence croissante des électeurs à l'égard d'une Assemblée qui leur reste manifestement étrangère.

b) La réforme de la décentralisation voulue par Jean-Pierre Raffarin n'est plus qu'un souvenir qui se perd dans la confrontation entre le gouvernement et les

exécutifs régionaux, pour la plupart gérés par les socialistes. Là encore, l'indifférence de l'opinion publique est presque totale.

c) Les partis politiques sont passés à une gestion patrimoniale de leurs adhérents et de leurs électeurs, hors de toute préoccupation doctrinale et sans fidélité à la tradition politique dont chaque parti prétend s'inspirer. Les affaires du parti se traitent en fonction de la prise du pouvoir, selon des techniques de communication et des pratiques clientélistes.

Les formations de droite et de gauche représentées au Parlement se partagent en alternance un pouvoir de type oligarchique. C'est au sein de cette oligarchie que s'organisent les luttes entre rivaux d'un même parti et que se mènent les disputes entre les diverses fractions du milieu dirigeant : controverses sur l'environnement, sur le mariage entre homosexuels, sur la « discrimination positive ».

Les échos de ces disputes sont largement relayés par les médias, puisque les directeurs de l'information appartiennent au milieu dirigeant. L'impact de ces disputes sur la société française n'est pas mesurable, mais les thèmes agités en haut lieu, qui ne mettent jamais en cause les intérêts des oligarques, contribuent à cette « perte des repères » dont se plaignent les gouvernants.

Tout en prenant nettement position contre les pulsions antisémites, les fictions communautarismes, la discrimination positive et le racisme ambiant, tout en continuant à critiquer le pouvoir médiatique qui subit les effets d'une perte de confiance ancienne et croissante, il importe de tenir le plus grand compte, pour les combats à venir, de la profonde division sociale qui marque notre pays.

La confrontation classique entre la droite et la gauche se déroule au sein de l'oligarchie qui a accompli sans le dire la « réforme » ultra-libérale contre un peuple qui reste fidèle aux traditions monarchique, gaulliste, socialiste et communiste qui sont au cœur de son histoire.

La fracture principale oppose l'oligarchie et un peuple protestataire largement majoritaire qui se résigne depuis vingt ans au vote de rejet, en utilisant divers formations et candidats pour marquer son refus de l'ultra-libéralisme.

Cette fracture entre les élites dirigeantes et le peuple français marque les confédérations syndicales : le désaveu de la direction de la CGT sur la question du référendum étant significatif de ce divorce.

Cette fracture oppose dans les entreprises les

salariés, ouvriers, employés et cadres, au pouvoir managérial.

Cette fracture se retrouve dans la géographie urbaine : les bourgeoisies anciennes et nouvelles vivent dans de grandes métropoles peu à peu désertées par les classes moyennes qui s'installent dans des banlieues de plus en plus lointaines et qui chassent les classes populaires vers les zones périphériques.

Étrangère à toute problématique racialisante, la logique d'exclusion et de ségrégation provoquera tôt ou tard des conflits dont il faut redouter la violence puisque aucune issue politique, à la fois démocratique et sociale, ne s'offre aux contestataires et aux révoltés. Ce conflit sera d'autant plus radical que l'oligarchie politique, le Medef et les milieux financiers mènent une offensive frontale d'une dureté inégalée, et n'hésitent plus à affirmer que leur objectif final n'est autre que la destruction complète de l'État social.

Comme sur le plan politique, la résistance à ce front de classe se fait pour le moment en ordre dispersé.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Quant aux alliances avec d'autres partis ou mouvement, notre situation n'a pas évolué au cours de l'année écoulée. La Nouvelle Action royaliste est restée dans un isolement total en raison de la spécificité de ses positions politiques.

Hostile à la stratégie de trotskystes qui ont pactisé avec les islamistes dans les rassemblements altermondialistes, étrangère aux postures pro-palestiniennes et à l'anti-sionisme hystérique de certains groupes de banlieue, notre mouvement s'est tenu à l'écart de la campagne menée en faveur du candidat démocrate à la Maison Blanche, à tous points de vue déplacée et contre-productive.

Cet isolement est aggravé par l'inertie du chef de la Maison de France, que les rares déplacements du prince Jean ne peuvent compenser, même si l'organisation des fidélités autour du prince héritier apparaît comme un aspect discrètement positif.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Tous ceux qui ont le souci de la nation et de l'État sont toujours dispersés et dépourvus de tout moyen de se faire entendre. Pour quelques-uns d'entre eux, royalistes indépendants de tout mouvement, gaullistes, socialistes patriotes, communistes, la Nouvelle Action royaliste représente un point de repère, parfois même un point d'ancrage – surtout en région parisienne avec les Mercredis de la NAR.

Mais notre mouvement est matériellement trop faible pour associer ces sympathisants, souvent influents, à une action commune. Cependant *Royaliste* et *Cité* sont considérés comme des références par de nombreux intellectuels et militants de diverses tendances et l'audience de certains articles s'est renforcée en France et à l'étranger grâce à nos sites sur la Toile et grâce au relais multilingue que nous offre Vulgo.net.

La toute récente reprise des sessions de l'IFCEE, grâce aux concours mobilisés par Robert Gesnot, nous permettra de mener à bien diverses réflexions collectives et d'indispensables confrontations sur les enjeux politiques. A cet égard, la session organisée sur le « traité constitutionnel » européen a été exemplaire.

3° L'enjeu de la formation politique

Grâce aux capacités que nous avons acquises au cours de 34 années de travail collectif, grâce à l'apport inestimable des centaines de chercheurs que nous avons accueillis dans nos publications et dans nos réunions, nous sommes en mesure de proposer à nos concitoyens une formation politique sans équivalent.

C'est là un atout considérable, que nous n'avons pas encore pleinement utilisé. La faillite intellectuelle et politique de la « génération 68 » nous oblige à inciter la nouvelle génération à prendre ses responsabilités politiques et à les exercer selon des perspectives radicalement transformées. La Nouvelle Action royaliste est en mesure de prendre une part décisive à cette tâche, sans se soucier des normes médiatiques et des frontières partisanses et sans que notre identité royaliste, toujours clairement affirmée, puisse faire obstacle à cette ambition.

4° Nos actions extérieures

Nos liens avec les royalistes albanais sont amicaux, et ne nous empêchent pas de manifester notre amitié pour Alexandre de Yougoslavie. Nous continuons de plaider avec discrétion et constance la cause de la Bulgarie et de son Premier ministre. Nos liens avec le royaume du Cambodge restent aussi solides avec le nouveau roi qu'avec Norodom Sihanouk. Un voyage d'étude dans le Pamir tadjik nous a permis de nouer des relations chaleureuses avec les représentants de l'Agha Khan et d'étudier leur politique de développement économique et social, riche d'enseignements pour de très nombreux pays affectés par diverses formes de pauvreté.

Selon les cas, ces voyages et ces rencontres nous permettent de conforter notre projet royaliste par des expériences concrètes et de mettre à l'épreuve de

situations difficiles les idées que nous tentons de promouvoir, pour notre pays et pour ses partenaires, dans les domaines de l'économie, de l'écologie et du progrès social.

LE COMITÉ DIRECTEUR
Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 1er mars 2005.

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 24^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

Quant au mouvement de l'histoire mondiale, il paraissait assuré depuis plusieurs années que nous n'étions pas en train de vivre la *fin de l'histoire* prophétisée par un piètre disciple de Hegel et par les idéologues du Marché. Il se confirme maintenant que les États nationaux ne sont pas voués à la disparition : leur capacité de résistance à la globalisation, déjà constatée, se poursuit par une nette réaffirmation de leur rôle décisif dans la vie internationale et pour la protection des collectivités dont ils ont la charge.

Cette réalité nationale et étatique a commencé de s'affirmer dans l'Europe médiévale et n'a cessé de définir l'identité européenne. La volonté de la « dépasser » par la fiction fédéraliste et par la technocratie explique l'impasse dans laquelle les dirigeants de l'Union européenne se sont enfoncés et la mise en échec du prétendu « traité constitutionnel ».

Cependant, dans les pays membres de l'Union européenne, les oligarques poursuivent méthodiquement leur travail de destruction du droit, des structures étatiques et des services publics, ce qui aggrave l'injustice sociale et la violence des luttes de classes.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous n'établirons pas une liste brièvement commentée des principaux événements et des principales crises qui ont marqués les douze derniers mois. Quelques évolutions majeures seront pointées.

A/ La politique internationale

Dans notre rapport au 24^e congrès, nous avons mis en évidence la résistance des États à la globalisation, la crise des ONG, la responsabilité des grands médias dans le terrorisme et le déclin de l'altermondialisme. Ces phénomènes se sont précisés.

Deux autres tendances se confirment :

A l'encontre de la théorie du « choc des civilisations », l'islam est en proie à une crise interne d'une violence inouïe – surtout dans l'espace arabe. D'une part, les musulmans qui s'installent à l'ouest vivent, dans la difficulté et parfois dans la réaction fanatique, le passage d'une société islamique à une religion vécue comme coutume familiale et conviction privée.

D'autre part, les pays où l'islam est prédominant sont et demeurent inscrits dans une logique de rivalité belliqueuse entre traditions religieuses, entre nations et entre fractions : guerre entre l'Irak et l'Iran, guerre civile en Afghanistan et en Algérie, conflits latents entre les nations d'Asie centrale, affrontement entre islamistes et nationalistes dans les camps et les territoires palestiniens et surtout lutte internationale entre les chiites et les sunnites.

Cette lutte pour l'hégémonie oppose l'Iran et l'Arabie saoudite, qui s'affrontent actuellement en Irak et qui mènent des opérations de propagande à l'intention des masses musulmanes au cours desquelles les caricatures publiées en septembre 2005 dans la presse danoise ont été instrumentalisées en février.

Comme l'a montré Yves La Marck, l'action politique et militaire des divers protagonistes musulmans ne concerne pas l'Occident, ni les minorités musulmanes qui vivent dans les pays occidentaux : selon un mouvement qu'il y a lieu d'encourager, les populations issues de l'immigration se désintéressent de plus en plus des conflits qui ravagent les nations et les sociétés musulmanes.

Enfin, il importe de ne pas se livrer à des généralisations abusives sur ce qu'on appelle « monde musulman ». Les sociétés musulmanes ne sont pas nécessairement déterminées par l'idéologie islamiste, et l'héritage religieux musulman entre partout en composition avec d'autres facteurs : religions et religiosités antérieures en Afrique, héritage soviétique en Asie centrale, réalités nationales en Turquie et dans les Balkans.

Les convulsions islamiques et l'exercice périlleux de la volonté de puissance américaine ne doivent pas nous faire perdre de vue le mouvement qui est décisif à long terme : la renaissance russe, la volonté de puissance iranienne, la puissance économique et

financière chinoise, fragile en raison de la violence des tensions sociales, et les énormes capacités de l'Inde, annoncent un décentrement du monde qui justifie plus que jamais l'élargissement d'une Europe confédérale à la Russie et à la Turquie et qui doit orienter la politique étrangère de la France.

B/ Les enjeux européens

La « gouvernance » européenne est paralysée par le rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas et par les réactions massives suscitées par la directive portuaire et par la directive Bolkestein. C'est sous la pression des manifestants que le Parlement de Strasbourg a été obligé de rejeter le premier texte et d'amender sérieusement le second – sans que la victoire définitive sur ce type de déréglementation soit assuré pour autant.

Il est par ailleurs manifeste que les milieux ultra-libéraux européens s'efforcent de mettre en application tout ou partie du « traité constitutionnel », la Commission étant chargée de préparer les esprits à cette éventualité par une propagande intensive et sans doute très coûteuse. Les résultats de la zone euro sont quant à eux conformes aux prévisions négatives que, parmi tant d'autres, nous avons faites : croissance faible, chômage de masse, délocalisations industrielles, baisse du pouvoir d'achat, contrainte salariale et, en France singulièrement, déficit colossal de la balance commerciale.

Encore faible, un mouvement de rejet de l'euro s'esquisse, y compris chez certains chefs d'entreprises et parmi les économistes libéraux.

C/ Le désordre économique mondial

Les données examinées l'an passé n'ont pas changé :

- les États-Unis demeurent une superpuissance fragile, qui est en échec en Irak mais aussi en Asie centrale où se précise le reflux américain, et qui connaît une grave crise intérieure qui a été révélée au monde par la catastrophe survenue à La Nouvelle-Orléans ;
- la Russie continue son redressement et les révolutions de toutes les couleurs encouragées par les officines américaines ont échoué ou n'avaient pas le sens que les médias occidentaux leur prêtaient ;
- la misère des petits États de l'Europe orientale reste en l'état puisque l'Union européenne n'envisage même pas de lancer un plan de développement général pour l'Est européen ;
- la pauvreté dans le monde est régulièrement déplorée, sans qu'aucune solution générale ne soit présentée ;

- le crime organisé conserve toutes ses capacités de déstabilisation politique et financière et nie ouvertement la dignité humaine par le commerce des êtres humains.

Cette année, il y a lieu d'insister sur le rôle particulièrement destructeur de la concurrence chinoise, organisée par une dictature qui utilise toutes les recettes de l'ultra-libéralisme pour accroître la puissance économique et financière de l'empire.

II/ LA FRANCE

1° La politique étrangère

La politique étrangère de la France est à l'image du ministre que le président de la République et le Premier ministre ont choisi pour la conduire : pitoyable. De fait, grâce aux fonctionnaires du Quai d'Orsay, la France sauve encore les apparences mais sa « gouvernance » accumule les fiascos.

L'opposition à l'agression américaine contre l'Irak, qui avait eu un écho considérable dans le monde, est restée sans lendemain. Les échecs américains en Europe de l'Est (Ukraine) et en Asie centrale ne sont pas exploités. Notre capacité d'initiative en Europe a été perdue en raison de l'engagement de Jacques Chirac dans la campagne pour le Oui, au mépris de sa fonction arbitrale et de nos intérêts nationaux. L'action de la France en Asie n'est pas à la hauteur de l'évolution de ce continent et nous demeurons dans l'attente quant à une nouvelle conception du développement mondial. La présence culturelle française est sacrifiée aux fausses économies budgétaires.

Inintelligence de l'histoire, méconnaissance des situations et paralysie dans l'action devraient durer jusqu'en 2007 au moins, puisque les élections mobilisent toutes les énergies des dirigeants de notre pays.

2° La politique intérieure

Presque atone depuis l'élection présidentielle en raison de l'inertie de l'opposition de gauche, la vie politique française s'est animée à l'occasion de la campagne référendaire. Nous avons alors observé le même phénomène qu'en 1992, lors de la campagne sur le traité de Maastricht : un long texte juridique, d'une grande complexité technique, a soulevé les passions contraires et suscité un débat approfondi sur les questions essentielles de la souveraineté nationale, de l'identité européenne et des grands enjeux économiques et sociaux.

Fin 2004, le débat à l'intérieur du Parti socialiste et son référendum interne avaient suscité un intérêt

soutenu dans la nation. Il a grandi dans les premiers mois de 2005 à mesure que l'échéance se rapprochait, sans que le milieu dirigeant s'aperçoive que cet intérêt croissant était stimulé par la très active campagne des adversaires du « traité constitutionnel ».

Faute de comprendre le mouvement populaire, les oligarques ont perdu leur premier pari, qui était d'obtenir, grâce à la classique profession de foi européiste, le blanc-seing des électeurs sur un texte obscur.

Cette première erreur a été aggravée par l'analyse du référendum interne des socialistes, censé désarmer l'opposition de gauche au traité. Dès lors, la campagne des altermondialistes et de l'extrême gauche ne pouvaient avoir que des effets limités, et les nationalistes autoritaires conduits par Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers devaient favoriser, par leur effet révoltant, les partisans du Oui.

Cette analyse méritait d'être rappelée car elle souligne l'une des faiblesses de l'oligarchie : elle se réfère aux seuls sondages et ignore les mouvements profonds de la société française. Les erreurs commises par les partisans du traité, à droite comme à gauche, procèdent de cette méconnaissance :

Propagande verbeuse, ne parvenant pas à masquer l'inexistence d'une argumentation pertinente en faveur du traité ;

Mépris affiché pour les animateurs de la campagne du Non, accusés de mensonge, et pour les électeurs, censés ne rien comprendre ;

Faiblesse des répliques de la « gouvernance » quant aux effets ravageurs de la normalisation européiste – tout particulièrement lors de la polémique sur la directive Bolkestein ;

Arrogance des grands éditorialistes et des « experts » médiatiques, tous acquis aux thèses ultra-libérales.

A l'inverse, les adversaires du traité ont publié des analyses complètes et des critiques méthodiques, d'autant mieux argumentées que le traité a fait l'objet d'une lecture attentive et de larges discussions. Leur victoire tient pour partie à ce remarquable travail sur le fond.

Enfin, la campagne référendaire a montré le rôle majeur joué par Internet dans l'élaboration des thèmes, la diffusion des arguments et la critique des autres médias ; la presse écrite et audiovisuelle a joué un rôle de deuxième ordre, la propagande par voie d'affiches et de tracts est devenue marginale.

Quant à l'analyse du résultat du référendum, nous y avons vu, comme beaucoup d'observateurs

impartiaux, l'expression d'un vote politique, dirigé contre l'inscription dans la lettre du traité des principes idéologiques du libéralisme et de ses applications.

Nous avons également souligné qu'il s'agissait d'un vote de classe - que nous avons d'ailleurs laissé prévoir en évoquant dans notre précédent rapport la fracture qui oppose l'oligarchie et le peuple protestataire dans la nation, l'ensemble des salariés au pouvoir managérial dans les entreprises, les bourgeoisies anciennes et nouvelles aux classes paupérisées dans les centres urbanisés et les milieux ruraux. Les frontières entre la droite et la gauche s'en trouvent effacées.

Ainsi, le référendum du 29 mai a eu l'avantage d'éclairer avec précision la lutte de classes qui se déroule en France et qui aura une importance décisive pour la révolution à venir.

A court terme, cette clarification paraît être le seul avantage du référendum puisque les milieux dirigeants français et européens se sont immédiatement employés à nier la réalité du rejet. Pour masquer le caractère anti-oligarchique et anti-libéral des référendums français et hollandais, ils expliquent le rejet du « traité » par l'incompréhension du texte, la peur de l'élargissement et l'ouverture des négociations avec la Turquie. Ce déni de réalité s'est vite transformé en déni de démocratie : tandis que certains oligarques font actuellement campagne pour la suppression du référendum, la majorité des députés de Strasbourg a souhaité, le 19 janvier, que le traité entre en vigueur en 2009. Cette négation délibérée du principe de la souveraineté populaire par des députés français de droite n'a pas été dénoncée par les socialistes français. Le référendum français a finalement provoqué une double colère : celle des chefs de la campagne pour le Oui, totalement récusés par le suffrage universel ; celle des partisans du Non, qui ont remporté une victoire d'autant plus rapidement effacée que les deux fractions du Parti socialiste qui s'opposaient violemment pendant la campagne ont décidé que la famille socialiste devait se réconcilier dans une motion de synthèse insignifiante, votée au congrès du Mans.

Alors que naissait l'espoir d'une rupture politique entre partisans et adversaires de l'ultra-libéralisme, l'oligarchie un moment ébranlée par l'offensive inattendue des adversaires socialistes du traité a retrouvé son unité au sein de laquelle les fractions de droite et de gauche s'affrontent sur des nuances. Le terrain idéologique ayant été rapidement déminé, la lutte des rivaux pour la conquête de l'Élysée a pu

repandre de plus belle, à l'intérieur de chaque camp.

Principal artisan du déni de réalité, le gouvernement a continué à imposer à la nation les recettes ultra-libérales refusées par une majorité de Français ; il s'emploie à détruire le droit social par les nouveaux contrats de travail qu'il s'efforce de faire prévaloir. Cette tactique a rencontré jusqu'au mois de mars des réactions trop faibles pour être efficaces, en raison de la peur d'une explosion incontrôlable de la violence sociale qui étreint les directions syndicales.

Cette violence sociale s'est manifestée de manière spectaculaire lors de la crise des banlieues de novembre 2005. Les incendies de véhicules et de bâtiments ont marqué l'aggravation d'une crise dont les causes sont connues et dénoncées depuis plus de vingt ans.

Il s'agit d'une crise sociale provoquée par la dégradation du système d'enseignement, le chômage de masse et la faillite de la politique de la ville ; à quoi s'est ajoutée la dépolitisation des anciennes banlieues ouvrières. Les attentats contre les biens et les affrontements avec la police n'ont pas permis d'établir la réalité d'une révolte communautariste musulmane animée par des étrangers, comme le souhaitait le ministre de l'Intérieur. Celui-ci a contribué à la montée de la tension par ses provocations répétées. Au cours de ces violences pulsionnelles, commises dans leur propre quartier par des jeunes gens sans chefs et sans objectifs, l'antisémitisme et la sympathie pour l'extrémisme palestinien, qu'on disait très répandus dans les banlieues, ne se sont jamais exprimés.

Nous avons par ailleurs observé, quelques semaines plus tard, que les attentats commis contre plusieurs Agences pour l'emploi avaient été présentés à la télévision avec une grande économie de mots et d'images.

Ceux qui, comme nous, ont alors plaidé pour une refonte de l'instruction publique, pour le plein emploi et l'augmentation massive des salaires n'avaient aucun espoir d'être entendus : après quelques effets d'annonce, le gouvernement continue de préférer les économies budgétaires au financement d'activités utiles et de politiques nouvelles dans les départements et les communes laissés à l'abandon.

Face aux risques de nouvelles violences urbaines, nous aurons à montrer la nécessité de distinguer le moment de l'observation sociologique, d'ailleurs trop souvent faussée par la mise en scène médiatique, et le moment de la décision politique.

Aucun élément de la réalité sociale, qu'il s'agisse de la diversité ethnique ou des fractures sociales, ne constitue à lui seul une fatalité. Faire de la politique, c'est choisir les conflits qui peuvent trouver une solution pacifique. A l'exemple des nationalistes autoritaires, Nicolas Sarkozy cherche à plaquer sur l'identité nationale un schéma racial et à tirer parti des tensions entre les communautarismes. Il s'agit au contraire de faire prévaloir la logique de la lutte des classes, définie comme lutte-concours vouée au compromis.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Nous avons le regret de reprendre mot pour mot le constat qui figure dans le précédent rapport politique : quant aux partis et aux mouvements politiques, notre isolement est total.

Certes, pendant la campagne référendaire, des délégués de la NAR ont utilement participé à l'action de collectifs pour le Non à côté de militants communistes mais aucun accord national n'a été passé et nous n'avons participé à aucune réunion d'importance nationale. Cela s'explique par le fait que nous avons rompu le fil ténu qui nous reliait à Attac. Quant aux groupes socialistes qui menaient campagnes pour le Non, ils sont restés dans une logique de gauche sans jamais envisager la possibilité d'un rassemblement patriotique. La campagne de la Nouvelle Action royaliste contre le traité a donc été discrète et limitée mais s'est faite sur son projet européen et selon ses propres arguments – avec la volonté spécifique de faire comprendre à l'étranger les raisons, antilibérales et non pas anti-européennes, de l'hostilité au traité.

Après le 29 mai, le contact a été renoué avec l'entourage de Laurent Fabius, dans la perspective que l'ancien Premier ministre laissait deviner : celle d'une prise du pouvoir au sein du Parti socialiste et d'une campagne présidentielle sur des thèmes pouvant être compatibles en divers points avec le programme de notre mouvement. La réconciliation des chefs socialistes au congrès du Mans a détruit cette esquisse de rapprochement et rendu inutile la rencontre qui avait été projetée entre Laurent Fabius et deux représentants de la NAR. Par ailleurs, les collectifs locaux auxquels nous participions se sont dispersés après le congrès du Mans.

Pour ce qui concerne la famille royale, la situation n'a pas évolué : inertie du chef de la Maison de France ponctuée de déclarations intempestives ; déplacements réussis du prince héritier en France et à l'étranger.

Dans l'attente, nous sommes efforcés, à l'occasion de la publication du livre de Philippe Delorme, d'expliciter notre rôle auprès du défunt comte de Paris et nos relations avec François Mitterrand pour ce qui concerne la famille royale de France. Ceci afin que des enseignements en soient ultérieurement tirés.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

A l'inverse, notre rôle dans le débat politique au sens le plus général du terme demeure significatif, bien que nous ne puissions mesurer ses effets. Parmi les éléments vérifiables, nous pouvons relever que :

- a) « Royaliste » est lu, apprécié et publiquement soutenu par un certain nombre de chercheurs et d'intellectuels de premier plan : les lettres qu'ils adressent à la rédaction et leur soutien financier en font foi.
- b) Les « Mercredis de la NAR » sont depuis un quart de siècle un lieu de dialogue ignoré par les grands médias mais reconnu et apprécié par les personnalités invitées et par un public restreint mais très averti.
- c) Malgré une audience encore faible et une parution irrégulière, notre revue « Cité » est devenue, grâce à Luc de Goustine, un lieu de recherche et de confrontations qui accueille parmi ses collaborateurs des intellectuels extérieurs au cercle des sympathisants de la NAR et s'efforce d'associer des amis étrangers. La création d'un véritable comité de rédaction devrait assurer à la revue une publication plus régulière et une augmentation du nombre de ses rédacteurs.
- d) Grâce aux efforts de Robert Gesnot, les sessions de l'IFCEE se tiennent désormais à dates régulières mais avec un nombre de participants encore trop réduit.

Notre effort de réflexion et de formation politique des nouvelles générations militantes se développera dans les prochains mois dans deux directions :

- la constitution à Lille d'un groupe de théoriciens et de praticiens du droit, qui devrait pouvoir associer d'autres juristes adhérents et sympathisants de notre

mouvement, parisiens ou habitant d'autres régions.
- la constitution à Paris d'un groupe d'entrepreneurs qui pourra s'étendre en diverses régions.

3° Nos actions extérieures

Nos actions extérieures nous permettent d'alimenter la réflexion de la NAR et de l'IFCEE sur les questions monarchiques et sur les relations internationales ; elles nous donnent aussi l'occasion de favoriser, de manière limitée mais avec détermination, l'influence française et la francophonie.

Dans les Balkans, nous maintenons des relations amicales mais trop épisodiques avec les royalistes albanais ; un récent voyage de Régine Judicis à Sofia lui a permis de revoir Siméon de Bulgarie qui est toujours attentif à ce que nous écrivons et entreprenons. Nous espérons une nouvelle rencontre, différée depuis deux ans, avec Alexandre de Yougoslavie qui remplit remarquablement sa fonction symbolique dans sa nation à tous égards meurtrie.

En Asie du Sud Est, Robert Gesnot maintient des liens étroits avec le royaume du Cambodge.

En Asie centrale, un nouveau séjour de Bertrand Renouvin au Tadjikistan lui a permis de poursuivre son étude sur le modèle ismaélien de développement dans le Pamir et de nouer des relations amicales avec plusieurs diplomates – russes et turcs tout particulièrement.

Pour ce qui concerne la Russie, la création de l'association d'amitié SeiNéva devrait nous permettre de nouer des relations plus étroites avec des personnalités politiques et culturelles de premier plan.

Grâce à ces actions, notre projet de confédération européenne, notre conception des relations culturelles internationales et notre souci de voir la France tenir son rang mondial prennent une signification politique concrète.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 28 février 2006.

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 25e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ La situation internationale

Nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois. Comme dans nos précédents rapports, nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

Entre l'effondrement de l'Union soviétique et la chute de Saddam Hussein, le monde a été confronté aux visées hégémoniques des États-Unis sur tous les points décisifs de la vie internationale – la monnaie, les finances, le commerce des biens et des services – et dans les principaux domaines de l'activité humaine, tout particulièrement le domaine culturel. Les erreurs du gouvernement américain et les profondes faiblesses qui affectent les États-Unis ont mis en échec cet unilatéralisme dangereux à tous égards.

Dès 2004, nous observions que l'échec américain en Irak était « patent ».

C'est maintenant une vérité reconnue ; l'obstination du président des États-Unis ne peut qu'aggraver le chaos et rendre plus humiliant encore le retrait des troupes américaines.

Moins spectaculaire, l'échec est flagrant en Afghanistan : le gouvernement reste très faible et fortement compromis par le soutien américain, le pays est devenu un « narco-État » et les Talibans ont renforcé leur poids militaire depuis deux ans, au point de mettre en difficulté les troupes américaines. L'impasse est également totale au Kosovo : suite à l'agression perpétrée par l'Otan, cette région a été placée sous administration coloniale et sous protectorat militaire, sans que la question du statut de cette région soit réglée.

Le déclin de l'influence américaine depuis 2003 s'explique par ses défaites militaires et ses déconvenues diplomatiques (au Proche-Orient, en

Asie centrale) mais aussi par le jeu d'autres grandes puissances.

Le poids démographique, économique, monétaire et commercial de la Chine est notoire et son influence politique est en train de s'étendre - tout particulièrement sur le continent africain.

En revanche, on néglige trop souvent la reconstitution de la puissance russe. Celle-ci n'est pas seulement provoquée par l'exploitation des sources d'énergie : sous l'autorité de Vladimir Poutine, l'État s'est reconstruit et a défini une politique générale de développement industriel. Cette politique porte ses fruits et permettra, à terme, de résoudre les très graves difficultés sociales provoquées par l'effondrement du système soviétique et le prétendu « passage au marché ».

Malgré son lourd déficit démographique, grâce à ses immenses capacités économiques et financières et, surtout, grâce à sa puissance nucléaire et à l'étendue de sa zone d'influence, la Russie est en mesure d'équilibrer la puissance américaine – surtout si l'Europe de l'Ouest et plus particulièrement la France ont la volonté de coopérer avec la plus grande nation de notre continent.

B/ Les enjeux européens

Nous nous sommes réjouis de l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne, tout en déplorant que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie soient contraintes à une attente humiliante alors que la procédure d'adhésion est engagée pour la Croatie. Par ailleurs, nous nous inquiétons de voir l'unité des nations belge et espagnole gravement mise en cause par de puissants courants séparatistes, invoquant des différences linguistiques ou ethnolinguistiques au mépris des frontières historiques qui garantissent la paix entre les nations européennes.

Le Non de la France et des Pays-Bas au « traité constitutionnel » a bloqué les initiatives dans le domaine institutionnel car les pays de l'Union qui avaient adopté le « traité constitutionnel » attendent le résultat de l'élection présidentielle française pour reprendre l'offensive. Certains pays et divers responsables politiques français font campagne pour un traité qui reprendrait la « substance » du défunt

« traité constitutionnel ». Par ailleurs, la Commission européenne a adopté en avril 2006 une « communication » visant à soumettre au principe concurrentiel les « services sociaux d'intérêt général » et le Conseil d'État a décidé en février 2007 que les conflits suscités en France par l'application des directives européennes devaient être tranchés par la Cour de justice européenne.

Manifestement, aucune autorité française ou européenne ne tient compte du rejet du « traité constitutionnel » puisque les principes et les procédures condamnés par les électeurs français et hollandais continuent à être mis en œuvre.

L'absence de partisan du Non parmi les principaux candidats à l'élection présidentielle fait craindre le pire.

C/ Le désordre économique mondial

La crise boursière survenue à Shanghai fin février et qui s'est poursuivie début mars a sérieusement secoué les places asiatiques puis les Bourses américaine et européennes : la fragilité de la globalisation financière a été une nouvelle fois mise en évidence.

Il faut également rappeler le mauvais état de l'économie et de la société américaines : augmentation considérable du nombre de pauvres et de travailleurs pauvres, repli de dizaines de millions de citoyens américains dans des communautés fermées, activité économique soutenue par l'endettement écrasant des ménages et par de très fortes interventions étatiques, énormité du déficit budgétaire et du déficit de la balance commerciale (800 milliards de dollars), spéculation effrénée. A l'encontre de la doctrine ultra-libérale, les États-Unis doivent leur puissance à l'intervention de l'État dans l'économie, à leur législation protectionniste, au soutien accordé par les pouvoirs publics à la recherche, à l'utilisation du dollar comme arme commerciale, aux pouvoirs d'intimidation et de contrainte qu'ils exercent dans le monde.

Aux risques militaires, économiques et financiers qui procèdent de la politique américaine, s'ajoutent les menaces engendrées par la globalisation financière. Le nouveau « capitalisme de marché financier » fait peser sur les entreprises une contrainte qui les pousse à réduire leurs activités et à les délocaliser ; ce nouveau capitalisme ne cesse de créer des produits financiers hautement spéculatifs qui procurent aux banques d'immenses profits mais qui fait peser sur le monde entier la menace d'une crise systémique. Ce capitalisme est d'autant plus redoutable qu'il a pris sa complète autonomie par

rapport aux États nationaux et aux banques centrales – y compris la Banque centrale européenne – qui n'osent pas s'opposer à cette logique catastrophique.

II/ LA FRANCE

Le bilan du quinquennat est désastreux. Depuis juin 2002, l'aile droite de l'oligarchie dispose de tous les pouvoirs dans l'État – présidence de la République, Gouvernement, majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat – de la bienveillance active des grands médias et du soutien sans faille du patronat. Élu avec une majorité écrasante, Jacques Chirac s'est seulement appuyé sur ses groupes de soutien – la FNSEA et surtout le Medef – et a choisi des premiers ministres qui défendaient les intérêts des hautes classes.

Engagé comme son gouvernement dans la campagne pour le « traité constitutionnel » européen, le président de la République n'a tiré aucune conséquence de la victoire du Non. Il n'a pas demandé à Dominique de Villepin de démissionner après sa défaite dans la bataille du CPE. Il n'a pas empêché Nicolas Sarkozy de tenir des propos de guerre civile à l'encontre d'une fraction de la jeunesse. Le principe d'arbitrage et la défense de l'unité nationale ont été délibérément sacrifiés, dans un croissant déni de démocratie, pour des motifs strictement partisans.

La politique étrangère a été abandonnée à de molles dérives, sous l'égide d'un ministre qui fait honte à la France. Aucune initiative au sein de l'Union européenne. Prise de distance à l'égard de la Turquie, aggravée par le vote d'une loi pénalisant la négation du génocide arménien. Abandon de l'Afrique. Alliance douteuse avec l'une des fractions libanaises et intervention discutable sur le territoire libanais. Flottement dans le conflit irakien, alors qu'il aurait fallu demander le départ des troupes américaines. Inertie dans les Balkans et en Asie centrale. On peut seulement créditer le président de la République de sa prudence vis-à-vis de l'Iran et de l'amitié sauvegardée avec la Russie.

D'une manière générale, l'attribution prioritaire des crédits à l'action multilatérale prive la diplomatie française d'une grande partie de ses moyens d'action.

Dans le domaine économique, il n'est pas possible d'évoquer une volonté précise. En dépit de quelques discours sur le « patriotisme économique », c'est le laisser-faire ultra-libéral qui a constamment prévalu. Les déconvenues et les défaites industrielles qui ont pour nom Arcelor, Alcatel, Airbus, Pechiney, ont

sanctionné cette absence de politique. A cause de la destruction programmée des services publics (La Poste, la SNCF...), suite aux prises de contrôle, aux délocalisations et aux privatisations (fusion Suez-Gaz de France entraînant à terme la privatisation de GDF et la privatisation d'EDF), la puissance industrielle de la nation ne cesse de s'amoinrir.

Les résultats généraux soulignent cruellement l'échec des recettes ultra-libérales : croissance faible, déficit budgétaire important et inefficace, déficit du commerce extérieur angossant.

Dans le domaine social, le bilan est catastrophique. Élu en 1995 sur la promesse de réduire la fracture sociale, Jacques Chirac a favorisé les forces qui ont décidé de détruire notre système de protection sociale. Le gouvernement Raffarin a inversé la hiérarchie des sources de droit, réécrit à minima le Code du travail, assoupli les règles relatives à la durée du travail, allégé les procédures relatives aux licenciements économiques et mis fin à la retraite à 60 ans en décidant l'allongement de la durée des cotisations. Dominique de Villepin a imposé le Contrat Nouvelle Embauche par ordonnance, autorisé le travail des mineurs le dimanche, les jours fériés et la nuit. La politique d'exemption de cotisations sociales pour les entreprises a été poursuivie, malgré son inefficacité prouvée. La réforme de l'assurance maladie a été traitée de manière purement clientéliste. La contrainte salariale a été maintenue tandis que le gouvernement menait des offensives répétées contre le mouvement syndical.

Le chômage de masse, le nombre croissant de travailleurs pauvres et de personnes vivant dans la rue, la dégradation des conditions de travail, les nombreux suicides commis sur les lieux de travail montrent la violence des rapports sociaux et l'ampleur de la régression sociale dans notre pays – alors que la France reste une grande puissance où l'accumulation de richesses est considérable.

L'échec global de la « gouvernance » ultra-libérale a amplifié et durci la lutte des classes. Venant après la révolte des banlieues et le mouvement « Génération précaire », la bataille victorieuse contre le Contrat première embauche (CPE) a réuni tous les syndicats ainsi que de très nombreux étudiants et lycéens contre un nouveau dispositif de régression sociale et contre l'ensemble de la gestion ultra-libérale. Au contraire de Mai 1968 et à l'encontre du discours qui vise à diviser les générations, le mouvement a mobilisé des Français de tous âges, salariés ou en passe de le devenir, tous en révolte contre une oligarchie qui ne comprend pas l'ampleur de la

révolte qui la vise. Plus profondément, la bataille contre le CPE s'est située dans la logique du Non au référendum de 2005 : les classes moyennes ont rejoint dans l'opposition radicale les classes populaires. Ce bouleversement majeur dans les rapports sociaux confirme que la France est dans une situation pré-révolutionnaire.

Contrairement à l'attente du candidat de l'UMP, la bataille politique en France ne se déroule pas sur le terrain ethnoculturel : le débat sur l'immigration n'a pas conduit à un conflit ouvert entre des Français et certaines catégories d'étrangers ; les minorités fondamentalistes n'ont pas ébranlé les institutions laïques ; les revendications communautaristes proviennent d'infimes minorités qui n'empêchent pas le processus d'intégration à la nation française malgré les obstacles juridiques, la gravité du chômage et la crise profonde de l'instruction publique.

La France reste une nation unitaire, qui n'est pas menacée par les démembrements qui mettent en péril la Belgique et l'Espagne. Les Français sont une fois de plus engagés dans un conflit entre les classes, qui peut et doit déboucher sur un nouveau compromis social.

Ces constats, profondément rassurants, n'empêchent pas de juger avec inquiétude et colère le comportement de la classe dirigeante.

Les luttes internes aux deux principales formations politiques ont dominé l'année 2006, avec pour seul enjeu la prise du pouvoir au sein de l'appareil partisan. Pendant quelques mois, Ségolène Royal a semblé incarner une promesse de transformation de la politique. Mais la « démocratie participative » n'a produit aucune idée nouvelle : ce fut le slogan d'une habile campagne menée par Ségolène Royal et François Hollande contre les autres chefs de courants. Les nouveaux adhérents du Parti socialiste ont pris au sérieux cette promesse de renouveau qui, après la défaite de Dominique Strauss-Kahn et de Laurent Fabius, s'est perdue dans les effets d'annonce et la promotion d'un banal programme « social-libéral ». Le caractère désordonné de la campagne menée par la candidate socialiste a abouti au retour en force des dirigeants historiques de l'appareil. Ainsi, le Parti socialiste reste le représentant de l'aile gauche de l'oligarchie française, il a résorbé le conflit provoqué par le référendum sur le « traité constitutionnel » au prix d'une rupture avec le mouvement de révolte politique et sociale qui s'est exprimé dans les urnes en 2005 et dans la rue en 2006.

A l'aile droite de l'oligarchie, Nicolas Sarkozy tient

le double langage utilisé en 1995 par Jacques Chirac : sous le discours « gaulliste social », le programme du candidat prolonge et durcit un ultra-libéralisme qui lui vaut le soutien des franges les plus réactionnaires du patronat. Avec un cynisme absolu, Nicolas Sarkozy se présente comme un homme neuf alors qu'il a activement participé à l'entreprise de liquidation du gaullisme et à la destruction méthodique de notre système économique et social. Élu président de la République, il serait capable du pire.

Pour échapper au duel annoncé entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, François Bayrou se présente comme un recours. Sa conviction européiste et son programme ultra-libéral en font seulement le « troisième homme » de l'oligarchie, qui tente de constituer son point d'équilibre.

Jean-Marie Le Pen reste, quant à lui, le porte-parole inopérant des électeurs qui veulent marquer leur rejet total de la classe dirigeante.

Les violentes contradictions qui existent dans la nation et l'absence de toute issue politique rendent hautement aléatoires les échéances électorales de 2007 – de nouvelles explosions de désespoir social étant prévisibles quel que soit le clan vainqueur.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

L'image et les messages des candidats présentés par l'UMP et le Parti socialiste, les luttes dérisoires entre les dirigeants des mouvements d'extrême gauche, la crise terminale d'Attac, symptomatique de l'effondrement de l'altermondialisme, ne pouvaient que confirmer un isolement politique vieux de cinq ans.

Pendant l'hiver 2006, la Nouvelle Action royaliste a fait campagne contre le CPE, essentiellement dans *Royaliste* et par une action militante individuelle qui s'est déroulée dans le cadre syndical.

Sur le plan électoral, la candidature de Laurent Fabius à l'investiture de son parti avait fait renaître un frêle espoir qui s'était exprimé lors de notre Conseil national de novembre. Il a été ruiné par la victoire de Ségolène Royal. Aucun accord n'est en effet possible avec les candidats qui ont fait campagne pour le défunt « traité constitutionnel » et qui se refusent à mettre radicalement en cause ses principales dispositions ; aucun accord n'est possible avec des contestataires d'extrême gauche qui récuse les réalités étatiques et nationales.

Toutefois, la Nouvelle Action royaliste a esquissé un rapprochement avec Nicolas Dupont-Aignan lors de sa rupture avec l'UMP car ce candidat gaulliste à la

présidentielle présente un projet politique proche du nôtre sur de nombreux points : défense des institutions de la Ve République, opposition à l'oligarchie européenne, dénonciation du rôle de la Banque centrale européenne et mise en question de l'euro, relance de la politique industrielle... Nos désaccords portent sur le caractère démagogique de son discours sur l'immigration et sur son hostilité à la Turquie.

C'est en fonction des décisions de notre congrès que nous pourrions envisager la poursuite des discussions et les conditions d'une action commune avec Nicolas Dupont-Aignan.

Pour ce qui concerne la famille royale, la situation n'a pas évolué. Les déclarations du chef de la Maison de France sont rares et sans portée. Son fils, le prince héritier, continue à se déplacer en France et à l'étranger mais il est tenu à l'écart de la vie politique de la nation.

Alors que beaucoup d'obstacles ont disparu au cours de ces trente dernières années, dans l'ordre symbolique, dans l'enseignement de l'histoire et dans la représentation des monarchies européennes, la question royale en France n'est pas dans l'actualité politique. Quels que soient les efforts des royalistes, il en sera ainsi tant qu'un prince ne prendra pas la décision de mener une action résolument politique. Il serait désolant qu'un candidat centriste puisse récupérer pour son ambition personnelle le vœu très largement répandu d'une présidence arbitrale.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Le constat est le même que lors de nos précédents congrès : la Nouvelle Action royaliste continue à jouer un rôle, significatif mais difficile à mesurer, dans le débat politique fondamental. L'influence de ce débat est elle-même difficile à apprécier puisque les grands médias n'y font guère écho : la parole est confisquée par quelques intellocrates et par de prétendus experts qui professent tous la vulgate ultra-libérale. Les débats de fond, qui concernent les institutions politiques, la résistance des États nationaux à la mondialisation, la politique étrangère, la réforme radicale du système économique et monétaire se mènent dans quelques revues, dans des colloques et par le biais d'Internet.

Pour notre part, nous avons aidé à faire connaître les nouvelles problématiques sur la lutte des classes et sur la « gouvernance » oligarchique, contribué à lancer le débat sur le protectionnisme, continué obstinément à faire écho aux idées et aux propositions qui permettent une sortie pacifique de

la crise économique et sociale.

La Nouvelle Action royaliste doit continuer à assumer une situation paradoxale : celle d'un mouvement qui est cantonné dans une action invisible mais probablement décisive à moyen terme et qui est exclu dans le moment présent de toute forme d'engagement visible. Cette position délicate, qui est celle de toute société de pensée à vocation révolutionnaire, doit être maintenue. Non par désir de perpétuation mais pour contribuer à former une nouvelle génération politique qui aura à assumer la charge du pouvoir.

Quant à cet objectif, nos moyens sont modestes :

a) *Royaliste* continue d'être apprécié par ses lecteurs royalistes et par des chercheurs et des intellectuels de premier plan. Par discrétion, nous n'évoquons leur amitié pour notre journal que lorsqu'ils disparaissent : ainsi Pierre Vidal-Naquet, Maurice Kriegel-Valrimont, Maurice de Gandillac, Lucie Aubrac... Mais la liste de nos soutiens financiers montre chaque année que nous bénéficions de sympathisants éminents et actifs.

b) Les « Mercredis de la NAR » ont connu l'an dernier un vif succès, qui nous pouvons désormais chiffrer : pendant l'année universitaire 2005-2006, 150 personnes ont suivi avec plus ou moins de régularité les conférences que nous avons organisées ;

c) Notre revue *Cité* est maintenant conçue par un véritable comité de rédaction et nous avons pu publier trois numéros en 2006, pour un lectorat encore très limité ;

d) Les sessions de l'IFCCE sont organisées avec régularité et accueillent des invités de qualité mais pour un public encore trop restreint. Nous n'avons pas encore réussi à établir les groupes de réflexion que nous avons annoncés en raison de la surcharge de travail des animateurs pressentis.

3° Nos actions extérieures

Les actions extérieures qui se développent depuis plusieurs années permettent de nourrir la réflexion de la NAR et de l'IFCCE sur les monarchies existantes et sur les initiatives des rois et des princes – sur le continent européen mais aussi en Asie grâce aux liens d'amitié qui unissent Robert Gesnot à la famille royale cambodgienne.

L'association SeiNéva fonctionne au ralenti, faute de temps pour lancer la campagne d'adhésion. Ses responsables ont cependant décidé de l'étendre afin d'y intégrer les réseaux francophones qui existent en Azerbaïdjan, au Tadjikistan et au Kirghizstan. Une activité de tutorat s'est créée pour des étudiants qui vivent dans ces pays ou qui font leurs études en France et une activité de formation professionnelle est à l'étude. Retardées depuis deux ans, les relations avec la Russie devraient se structurer dans les prochains mois.

Grâce à Yves La Marck, qui tient la chronique de politique étrangère dans *Royaliste* depuis plus d'un quart de siècle, grâce aux militants et sympathisants installés à l'étranger, grâce aux correspondants et amis de l'IFCCE et de SeiNéva, nous enrichissons chaque année les connaissances politiques et les relations qui nous permettent de proposer des réponses concrètes en vue d'une relance de la diplomatie française et pour faire prévaloir à terme une nouvelle politique de développement.

Ce faisant, la Nouvelle Action royaliste est prête à entrer dans la bataille politique dès que l'occasion se présentera avec ses capacités critiques, le programme qu'elle met au point depuis vingt-cinq ans et les nombreuses amitiés dont elle dispose en France et à l'étranger.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 6 mars 2007

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 26^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ La situation internationale

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

Une nouvelle période s'est ouverte en 2004, lorsque l'échec américain en Irak est devenu évident. Depuis, le déclin des États-Unis s'est confirmé et amplifié.

Sur le plan militaire, la guerre d'Irak est perdue parce que les États-Unis n'ont pas compris que la dictature de Saddam Hussein devait être immédiatement remplacée par un pouvoir politique légitime. La guerre, conçue comme démonstration de toute-puissance, souligne cruellement depuis quatre ans l'impuissance militaire des États-Unis. Elle a plongé l'Irak dans un chaos dont on ne voit pas la fin et qui risque de s'étendre aux pays voisins. La guerre est également perdue en Afghanistan en raison des mêmes erreurs politiques et stratégiques : le pouvoir politique installé par les Américains est faible, miné par la corruption et par les pratiques irresponsables des organisations humanitaires ; le pays est livré aux trafiquants de drogue et pour partie aux Taliban. Aucune solution militaire n'est possible ; aucune solution politique n'est en vue. Par ailleurs, la crise morale qui affecte le corps des officiers américains doit être relevée.

Sur le plan politico-militaire, l'extension inconsidérée de l'Otan et le défi lancé à la Russie sous la forme du « bouclier antimissile » ne peuvent faire illusion. L'Otan n'a plus la moindre justification stratégique depuis la fin de la guerre froide et son échec militaire et politique au Kosovo démontre la malfaisance de cette organisation. Enfin, les États-Unis sont profondément affectés par la crise financière, par la récession économique et

par des puissances rivales.

Nous avons souligné l'an dernier que la Russie avait achevé sa phase de redressement pour entrer dans un processus de développement économique rapide qui devrait permettre des progrès sociaux significatifs.

Le redressement russe est méconnu alors que la Chine engendre des illusions : les contradictions sont nombreuses et profondes entre le pouvoir et le peuple, au sein de l'élite dirigeante, dans la population elle-même, entre la ville et la campagne et entre les différentes régions. La Chine entre dans une crise de croissance, à tous niveaux et en tous domaines – y compris l'industrie, sommaire, et la finance, dangereusement spéculative.

B/ Les enjeux européens

Pour ce qui concerne l'Europe continentale, nous avons déploré l'amateurisme dont fait preuve Nicolas Sarkozy dans ses relations avec la Russie : le nouvel élu, qui avait repris les thèmes droits de l'homme pendant sa campagne en est rapidement venu à une normalisation sans perspective de nos relations avec Moscou. Nous continuons pour notre part à dénoncer la campagne antirusse des principaux médias qui est menée dans l'ignorance des réalités russes et dans le refus délibéré de s'informer. Nous observons que la dynamique économique de la Russie procède des principes et des méthodes qui ont assuré le redressement de l'économie française après la Seconde Guerre mondiale. Nous demeurons également attentifs à la construction d'un État démocratique dans un pays qui est directement passé du tsarisme au bolchevisme et qui doit faire un cheminement politique qui s'est déroulé sur plusieurs siècles en Europe occidentale.

Dans les Balkans, nous avons dénoncé la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis et plusieurs États européens – dont la France. La décision de Nicolas Sarkozy, entérinée par le Parti socialiste, place notre pays hors du droit international puisque la résolution 1214 du Conseil de sécurité, qui reconnaît la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo, n'a pas été remplacée par une autre résolution. Ce choix irresponsable expose les

troupes françaises placées sous commandement étranger à subir les violences des deux camps. Il risque de déclencher un nouveau processus de dislocation et de recompositions territoriales dans les Balkans et dans le Caucase.

Dans l'Union européenne, le rejet de la prétendue « Constitution européenne » a été effacé par la rédaction et la signature d'un « nouveau » traité, dont Nicolas Sarkozy s'attribue mensongèrement la paternité car c'est la chancelière allemande qui a mené la négociation à son terme. Le traité de Lisbonne reprend les dispositions essentielles du texte rejeté en 2005 sur le principe de concurrence et la libre circulation des capitaux, sur la dévolution et l'articulation des pouvoirs au sein de l'Union, sur le rôle de la Banque centrale européenne et la soumission à l'Otan. Sa ratification a montré la complicité de la majorité des dirigeants et des élus socialistes avec les ultra-libéraux du centre et de la droite. Ce déni de démocratie confirme la logique despotique hors de laquelle l'Union européenne ne pourrait survivre.

C/ Le désordre économique mondial

La crise financière qui a commencé aux États-Unis en août 2007 tient à une cause immédiate : le manque de liquidité interbancaire qui est la conséquence des difficultés majeures survenues sur le marché hypothécaire en raison de l'augmentation des défauts de paiements des emprunteurs à faible revenu. Les premières faillites d'établissements financiers ont provoqué une inquiétude d'autant plus grande qu'elles se sont accompagnées d'une forte baisse de la valeur des biens immobiliers et de la ruine d'un nombre croissant de ménages américains dans un contexte caractérisé par un endettement excessif des ménages.

Dès octobre 2007, il était certain que la crise américaine se prolongerait tout au long de l'année 2008 et qu'elle se traduirait par des chocs mettant en péril la finance internationale et l'économie d'un grand nombre de pays, en Europe de l'Ouest tout particulièrement. Cette contagion a été niée par l'ensemble des responsables de l'Union européenne et tout particulièrement par ceux de la zone euro. Leur aveuglement est dramatique car les principales puissances européennes sont confrontées à une crise bancaire marquée par des pertes encore incalculables et par une forte contraction boursière. Cette crise bancaire est aggravée par une crise monétaire : la récession américaine et les baisses de taux d'intérêts décidées par la Réserve fédérale provoquent une baisse rapide du dollar et une

surévaluation automatique de l'euro qui est en train de ruiner l'industrie française. La hausse des matières premières et la hausse des prix qui en résulte aggravent encore la situation.

Selon les craintes que nous avons régulièrement exprimées, la globalisation financière nous précipite dans une crise systémique qui menace d'autant plus la croissance des économies nationales que le pouvoir d'achat des ménages est fortement réduit par la pression sur les salaires et par l'inflation. C'est seulement le crédit à la consommation, accordé à des taux usuraires, qui permet de soutenir l'activité économique.

Cette situation critique met en évidence l'échec de l'ultra-libéralisme et l'insuffisance de la réaction des banques centrales qui se contentent d'injecter une masse considérable de liquidités dans le système bancaire pour éviter une crise de crédit qui lui serait fatale. L'inertie de la Banque centrale européenne qui se refuse à maîtriser la parité euro/dollar est criminelle.

A terme, le contrôle des États sur le système du crédit, le contrôle de la circulation internationale des capitaux et le retour à un système de changes fixes, que nous demandions lors de notre dernier congrès, s'impose désormais dans l'urgence.

II/ La France

L'élection présidentielle et les élections législatives de 2007 n'ont pas changé la structure du conflit qui secoue la société française depuis 1993. Face à une oligarchie qui englobe la quasi-totalité des dirigeants de la nation et qui était représentée dans ses variantes par les trois principaux candidats à la fonction présidentielle, le peuple français s'exprime par des révoltes et des grèves, par des votes de rejet ou en accordant des suffrages aux candidats qui tiennent le discours le plus proche de ce que nous avons appelé la « doctrine nationale ».

Cette doctrine rassemble des éléments politiques qui proviennent de plusieurs traditions françaises et qui avaient été réunis dans un projet politique cohérent entre 1962 et 1969 :

- pour l'État, la monarchie élective ;
- pour la société française, un socialisme démocratique qui a pris naissance en 1936 et qui s'est institué entre 1944 et 1946 dans l'État social, la planification indicative et l'économie mixte ;
- pour la politique étrangère, l'indépendance à l'égard des grandes puissances, la coopération entre les nations européennes et la promotion de la France au rang le plus élevé possible dans le monde.

Cette doctrine nationale a été récusée par la droite

libérale dès 1974 puis par la deuxième gauche à partir de 1983. Le modèle français qui pouvait être révisé et perfectionné est peu à peu détruit par la droite tout entière, les organisations patronales et une large fraction de la gauche politique et syndicale.

Survenant après un quinquennat désastreux qui aurait dû conduire, une nouvelle fois, au rejet des équipes sortantes, la victoire de Nicolas Sarkozy est due à son discours gaullien et à son attitude volontariste qui semblait annoncer, outre la démagogie permettant la récupération réussie de l'électorat lepéniste, des ruptures positives : abandon de la gouvernance molle, opposition à l'euro fort et relance d'un projet industriel susceptible d'enrayer les délocalisations. La victoire du candidat de l'UMP s'explique aussi par les faiblesses de la candidate du Parti socialiste, qui a mis en valeur sa personne plus que son programme, d'ailleurs flou dans ses innovations et banal dans ses prescriptions - sauf pour ce qui concerne la démarche finale en direction du candidat centriste.

Notre refus de choisir entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy avait été assorti de craintes fortement exprimées quant aux multiples dangers que le candidat de l'UMP représentait pour la France et pour les Français. Quelques mois ont suffi pour montrer que l'action du personnage était pire que tout ce qui était redouté.

La dérive autocratique s'accomplit dans le viol permanent de la Constitution par un homme qui ne veut pas être un arbitre car il préfère rester le chef de l'UMP et assumer les principales fonctions gouvernementales. Cette dérive s'est accentuée par un flagrant déni de démocratie, lors de la procédure de ratification du traité de Lisbonne, puis dans la manœuvre destinée à contourner le principe de non-rétroactivité des lois.

Mais le volontarisme s'est rapidement traduit par la multiplication de gestes et de propos désordonnés, assortis de provocations grossières qui ont soulevé une vague d'indignation dans l'opinion publique tandis que les principales promesses de la campagne ont été abandonnées ou sont contredites par la gestion économique et sociale :

- Quant à la politique de la Banque centrale européenne et à la gestion de l'euro, la crise salubre n'a pas été ouverte ;

- Quant au pouvoir d'achat, la promesse n'a pas été tenue et les mesures annoncées sur les heures supplémentaires et sur l'intéressement seront de faible effet ;

- Quant aux délocalisations, aucune politique d'ensemble n'a été mise en œuvre et les privatisations se poursuivent ;

- Quant à la protection sociale, les efforts conjugués du gouvernement et du patronat portent sur la destruction discrète et méthodique du droit social, sur la diminution des retraites, sur la révision à minima du statut des fonctionnaires.

Sans que le mot soit prononcé, une politique de rigueur est mise en place : elle aura des effets négatifs sur une croissance déjà fortement compromise.

Avec une pugnacité réduite par la peur d'une explosion sociale qu'elles ne pourraient pas contrôler, certaines organisations syndicales lancent des mouvements de grève mal expliqués et menés selon des tactiques ambiguës - notamment en novembre 2007 sur la réforme des régimes spéciaux.

Le Parti socialiste s'en tient à une critique minimaliste de réformes ultra-libérales que certains de ses dirigeants approuvent ou auxquelles ils se résignent aisément. La victoire de la gauche aux élections municipales et cantonales aura pour effet pervers de maintenir les membres de l'appareil socialiste dans le confort de la gestion municipale. Leur désir de reconquête du pouvoir central disparaît ou s'en trouve fortement atténué.

Les grèves qui éclatent face aux menaces de délocalisations et pour de menues augmentations de salaires sont fréquentes, dures et désespérées.

Dans l'ensemble, l'absence de résistance syndicale efficace et d'opposition politique conquérante permettent aux oligarques de droite et à leur chef de se maintenir en équilibre instable au-dessus du vide : Nicolas Sarkozy est discrédité et l'incapacité du gouvernement va devenir criante lorsque la crise monétaire, financière et économique produira tous ses effets.

La corruption des élus, des milieux patronaux et des syndicats est devenue manifeste depuis la révélation du scandale de l'UIMM. Les principaux corps qui forment la société française sont en révolte ouverte ou larvée contre le pouvoir politique : hauts fonctionnaires, magistrats, militaires, professeurs sont tour à tour dénigrés, agressés ou humiliés par les orientations de la droite sarkozyste. A l'ultra-libéralisme désormais avéré, à l'europhobie cynique, s'ajoute le projet de réintégration dans l'Otan qui s'annonce par les gages donnés aux Américains - à commencer par l'envoi de troupes supplémentaires dans le piège afghan.

L'alliance des classes populaires, des classes

moyennes et d'une large fraction de la haute fonction publique crée une situation révolutionnaire qu'aucune formation politique n'a la volonté ou la force de concrétiser.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Nos convictions et nos décisions ne pouvaient manquer de confirmer l'isolement politique qui nous marque depuis l'élection présidentielle de 2002. Les positions prises par les oligarques de la droite, du centre et de la gauche pendant la campagne présidentielle de 2007 et leur attitude postérieure ont renforcé notre détermination : aucun pacte, aucun compromis, aucun contact n'est possible au plan national avec les dirigeants de l'UMP, du Modem et du Parti socialiste qui adhèrent à l'idéologie ultra-libérale ou qui acceptent les orientations actuelles de l'Union européenne. Mais nous faisons volontiers état de notre sympathie pour les animateurs de Démocratie et Socialisme qui mènent un combat résolu contre l'idéologie dominante et la législation sociale qui s'en inspire.

Pour empêcher le Parti socialiste de collaborer avec les centristes, nous souhaitons que la famille communiste renforce son poids électoral. Mais aucune alliance n'est souhaitable avec le Parti communiste, qui est lié au Parti socialiste pour survivre, ou avec la Ligue Communiste révolutionnaire qui n'a pas pris de décisions claires sur les questions concernant le Gouvernement et la nation. Par ailleurs, le sectarisme dont les deux principales formations communistes font preuve à l'égard de la Nouvelle Action royaliste rend tout accord national impossible – sans pourtant interdire des actions communes sur le plan local. La transformation annoncée de la Ligue communiste révolutionnaire ne paraît pas devoir modifier cette situation.

Conformément aux décisions du 26e congrès, nous avons engagé des discussions avec Nicolas Dupont-Aignan mais un accord avec son mouvement se heurte à plusieurs difficultés :

Une campagne commune aux élections européennes est envisageable sur le fond, à condition que ce mouvement cesse de manifester une opposition de principe à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

La présentation de listes aux élections de 2009 est soumise à des conditions financières qu'il est très difficile de réunir.

Le mouvement de Nicolas Dupont-Aignan reste tenté par une alliance avec Jean-Pierre Chevènement

– ce qui exclurait toute participation de la NAR à la campagne des européennes en raison de ses mensonges et de ses reniements en 2002.

Notre congrès aura à apprécier cette situation et à préciser ou à modifier les orientations de la Nouvelle Action royaliste dans le jeu qui se déroule sur les marges de la classe politique.

Pour ce qui concerne la famille royale, la situation n'a pas évolué. Les déclarations du chef de la Maison de France sont rares et témoignent d'opinions très variables. Le prince héritier continue à se déplacer en France et à l'étranger mais il se tient à l'écart de la vie politique de la nation et garde ses distances à l'égard des organisations royalistes.

C'est au sein de la famille royaliste qu'une situation nouvelle est en train d'apparaître. Depuis la mort de Pierre Pujo, une jeune génération de militants tente de rénover radicalement l'Action française et semble vouloir rompre avec une grande partie de la tradition maurrassienne. Un représentant de cette génération a pris contact avec la direction de la NAR et un échange de vue cordial a eu lieu. Le directeur politique de *Royaliste* a été invité à faire une conférence à l'université d'été que ces royalistes organisent fin août. Par ailleurs, la NAR a noué depuis plusieurs années des relations amicales avec le groupe réuni autour de la revue *Les Épées* et avec les animateurs du site internet *Les manants du roi*.

Quant aux évolutions qui marquent la famille royaliste, la NAR a fait savoir qu'elle se refusait à toute manœuvre et qu'elle ne participerait à aucune intrigue. Mais elle se réjouit d'un changement de climat qui est en train de se produire et elle accepte volontiers de participer aux débats publics qui sont organisés par divers groupes et publications.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Année après année, nous faisons le même constat : la Nouvelle action royaliste joue un rôle certain dans les débats fondamentaux. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir nécessairement : notre satisfaction est tempérée par le fait que le domaine de la réflexion est le seul où nous pouvons agir par nous-mêmes et selon nos ressources financières. De plus, nous avons des difficultés à communiquer à l'extérieur de notre mouvement les résultats de cette réflexion : la Toile étend certainement la diffusion de nos idées mais nous n'avons plus guère accès à la presse d'information, à la radio et à la télévision alors que nous avons bénéficié d'une audience médiatique modeste mais utile pendant les vingt premières années de notre histoire.

L'avenir de notre société de pensée repose en grande

partie sur un pari : celui d'une révolution politique qui se fera, comme tant d'autres bouleversements historiques, à la suite d'une longue période de réflexion critique et constructive. Cela implique notre participation à la formation des nouvelles élites qui seront appelées à remplacer les actuels dirigeants des partis, des syndicats et les gestionnaires à tous égards discrédités de l'économie nationale.

Quant à ces objectifs, nos moyens sont modestes et notre organisation est très fragile :

Royaliste continue d'être apprécié par ses lecteurs – qu'ils soient royalistes ou qu'ils appartiennent à d'autres traditions politiques. Notre journal continue d'être soutenu par des intellectuels et des chercheurs de premier plan et nous pourrions organiser sans difficulté des débats sur le modèle de celui que nous avons eu l'automne dernier avec Anicet Le Pors. Le manque de place et de temps nous empêche de donner cette ouverture supplémentaire à nos lecteurs et à ceux qui sont familiers de la Toile.

Les « Mercredis de la NAR » ont connu l'an dernier leur habituel succès et depuis la rentrée de septembre 2007 plusieurs réunions ont rencontré une audience exceptionnelle. Un public nouveau, et plus nombreux, fréquente nos réunions depuis le début de l'année 2008. Au cours des six premiers mois de l'année universitaire, nos Mercredis ont accueilli près de 200 personnes.

Notre revue *Cité* poursuit une existence difficile : le comité de rédaction que nous avons constitué ne parvient pas à se réunir et la publication des numéros est entravée par la surcharge de notre administration générale. Aucune solution nouvelle n'a été trouvée.

Les sessions de l'IFCCE sont organisées avec régularité et permettent de développer la réflexion collective mais il est apparu qu'elles ne pouvaient s'adresser à un large public. Une réorganisation est en cours : elle concernera le lieu des sessions et leurs

thèmes.

3° Nos actions extérieures

Les actions extérieures qui se développent depuis plusieurs années permettent de nourrir la réflexion de la NAR et de l'IFCCE sur les monarchies existantes et sur les initiatives des rois et des princes. Les relations avec la famille royale cambodgienne sont toujours chaleureuses.

L'association SeiNéva fonctionne avec régularité. Un site a été ouvert, une campagne d'adhésion a été lancée mais les activités sur la Toile sont au point mort en raison de la surcharge de travail de l'administration centrale.

Cependant, l'association s'occupe activement de ses réseaux d'amitié en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, au Kirghizstan, en Russie. Une activité de tutorat s'est créée pour des étudiants qui vivent dans ces pays ou qui font leurs études en France ; presque tous les étudiants dont s'occupe SeiNéva obtiennent des résultats très satisfaisants – voire excellents. Un très modeste projet de co-développement dans le domaine du tourisme est en cours de préparation. Notre participation aux séminaires franco-russes du Centre d'Études des Modes d'Industrialisation de l'École des Hautes études nous permet d'approfondir nos connaissances sur une nation indispensable à l'équilibre diplomatique et au développement économique européens.

Grâce aux capacités d'analyse et de critiques qu'elle a développées tout au long de ses 37 années d'existence, grâce aux réseaux de militants et de sympathisants qu'elle parvient à maintenir, la Nouvelle Action royaliste est prête à transformer à nouveau la société de pensée qu'elle constitue en mouvement susceptible de participer efficacement à la bataille politique et de faire valoir le programme qu'elle continue à enrichir.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 1er avril 2008

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 27^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

L'élection de Barack Obama est survenue au moment où la crise financière et économique américaine entrait dans sa phase explosive. La campagne électorale et la victoire du candidat démocrate ont soulevé, aux États-Unis dans une partie de l'Europe et en France singulièrement, une adhésion irrationnelle à un homme sans doute riche de diverses qualités mais qui doit affronter une catastrophe à laquelle il ne s'est pas préparé malgré les avertissements lancés par des économistes américains de grande réputation. Il est trop tôt pour juger l'action d'un président entré depuis deux mois en fonctions mais il importe de pointer quelques éléments d'appréciation :

1/ Barack Obama ne sera pas le « président du monde » invoqué par ses thuriféraires français : c'est un patriote américain qui mettra toutes ses forces au service des intérêts américains, dans une période marquée par l'effondrement du capitalisme de type anglo-saxon.

2/ Il n'est pas sûr que Barack Obama soit l'artisan d'un autre *New Deal* dont le monde développé pourrait s'inspirer : la tentation du replâtrage sera forte et les États-Unis pourraient connaître une longue période de crise intérieure et de perte de puissance dans le reste du monde.

3/ La tentative visant à créer pour des raisons financières un axe Washington-Pékin, illustrée par le voyage de Mme Clinton en Chine, donne à penser que le nouveau président considère que l'Europe occidentale est une zone marginale.

4/ Le nouveau président aura beaucoup de difficultés à liquider l'immense passif laissé par George Bush. Le retrait des troupes américaines d'Irak fera entrer ce pays dans une nouvelle phase de sa survie chaotique. L'envoi de nouvelles troupes américaines en Afghanistan fait craindre une intensification des combats dans cette guerre perdue ; il est annoncé en même temps que le retrait à terme de la coalition militaire de ce pays, qui laissera les Afghans en proie à une anarchie sanglante ; plus généralement, les États-Unis continueront d'être confrontés à la défiance ou à la haine provoquées par les innombrables atteintes portées aux droits de l'homme, sous prétexte de guerre contre le terrorisme.

5/ Il est permis d'espérer que le nouveau président s'engagera dans une politique d'apaisement avec l'Iran et avec la Russie.

Si la France bénéficiait d'un chef d'État digne de ce nom, sa diplomatie pourrait tirer de multiples avantages de cette situation nouvelle – sous réserve de la rupture avec un atlantisme désormais imaginaire.

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

Contraire au droit international, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo a abouti à une séparation de fait entre l'entité serbe minoritaire et une entité albanophone majoritaire. Comme nous le redoutions, elle a augmenté la tension dans le Caucase et provoqué indirectement le conflit d'août dernier entre la Géorgie et la Russie. Les initiatives confuses de Nicolas Sarkozy, les déclarations intempestives de Bernard Kouchner et l'hystérie antirusse des médias français ont masqué la cause directe et les conséquences du conflit. Le clan au pouvoir à Tbilissi porte la responsabilité de l'agression préméditée contre l'Ossétie. Les Américains ont approuvé l'offensive de l'armée géorgienne et leurs conseillers militaires ont participé à des opérations qui se sont terminées sur un échec. La Russie a gagné la partie et renforcé son influence dans le Caucase dans la mesure où les États-Unis n'apparaissent plus comme des protecteurs crédibles.

Il faut par ailleurs souligner que les militaires américains ont perdu leur dernière base en Asie centrale, qui était installée à titre provisoire sur le principal aéroport du Kirghizstan. Dans cette partie de l'ancienne Union soviétique, la Russie conforte ainsi une influence qui n'a jamais été sérieusement contestée par les nouveaux États de la région. Le prestige de la France dans le Caucase et en Asie centrale pourrait permettre un accroissement du rôle de notre pays dans ces régions à tous égards stratégiques.

b) L'Union européenne

L'Union européenne n'a toujours pas résolu le problème du rejet du traité de Lisbonne par le peuple irlandais et le projet de nouveau référendum qui lui sera imposé confirme la logique anti-démocratique de l'oligarchie européiste.

La crise mondiale frappe durement les nations membres de l'Union, livrées sans défense à tous les mauvais coups de l'ultra-concurrence et aux désordres engendrés par la libre circulation des capitaux. Cette crise révèle les faiblesses redoutables de ses organismes supranationaux : la Banque centrale européenne a réagi avec un retard criminel à la crise financière et maintient sa dogmatique au mépris de l'évidence ; la Commission européenne enregistre les réactions des États tout en continuant à sanctionner les entreprises qui ne respectent pas l'idéologie du marché ultra-concurrentiel ; l'Eurogroupe reste inerte devant le risque d'éclatement de la zone euro.

Tout indique que l'Union européenne continuera de réagir trop tard et dans le désordre à une crise qui a ruiné l'idéologie ultra-libérale dont elle s'inspire et qui l'obligera à employer dans les pires conditions les indispensables mesures de sauvegarde.

C/ Le désordre économique mondial

Grâce aux informations et aux études dont les économistes proches de la NAR nous font bénéficier, nous avons bien anticipé les premières conséquences de la crise du marché hypothécaire américain et correctement analysé le déroulement d'une crise qui est devenue mondiale dans les derniers mois de 2008.

Il est clair que nous sommes confrontés à une crise systémique, d'une violence inouïe, qui ruine totalement l'idéologie ultra-libérale et qui condamne toutes les pratiques qu'elle a inspirées. Cette crise va produire ses effets catastrophiques pendant plusieurs années car elle se développe sur un mode circulaire : la crise d'un secteur met en cause d'autres secteurs qui alimentent et aggravent

tous en même temps les difficultés des secteurs qui ont été précédemment touchés. Ainsi, la crise de l'immobilier n'est toujours pas terminée aux États-Unis, elle nourrit la crise économique et sociale tandis que l'effondrement des cours boursiers, provoquée par la crise bancaire, aggrave la situation de banques qui n'ont toujours pas assaini leurs comptes. La crise générale du crédit et la baisse de la demande des ménages engendrent la récession industrielle – donc les délocalisations et les licenciements qui réduisent encore la demande de biens et de services. Les réactions de panique des spéculateurs sur le marché des actions et sur les marchés de matières premières ajoutent au chaos qui se produit sur les décombres d'un système caractérisé par trois facteurs : **l'ultra-concurrence** qui engendre une baisse des salaires compensée jusqu'en 2007 par **l'endettement massif des ménages** et la **libre circulation des capitaux** qui favorise des spéculations insensées et incontrôlables. Les réactions des États sont partielles et très lentes. Face à la crise du marché hypothécaire, le gouvernement américain a réagi par un premier plan de relance et la Réserve fédérale a évité l'assèchement total du crédit par des injections massives de liquidités. Aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, le soutien de l'État aux banques menacées de faillite et la prise de contrôle de certaines d'entre elles ont permis d'éviter le pire. Les élections américaines ont cependant retardé les prises de décisions de plusieurs mois. Dans l'Union européenne, les États-membres ont été touchés à proportion de la libéralisation à l'anglo-saxonne de leur système financier. D'une manière générale, les principaux gouvernements ont refusé d'admettre le caractère systémique de la crise et la Banque centrale européenne s'est contentée de distribuer des liquidités tout en baissant trop lentement ses taux. Comparées au plan américain, les mesures de relance adoptées en Europe sont dérisoires et seront inefficaces à cause du refus obstiné de soutenir massivement la demande des ménages. La politique économique et financière que nous préconisons selon un plan général de dispositions à appliquer méthodiquement - protection de l'économie européenne, contrôle de la Banque centrale européenne et redéfinition d'une zone monétaire, nationalisation du crédit, inflation salariale – risque d'être finalement mise en œuvre trop tard, sous la pression des événements et des groupes d'intérêt et pour réparer quelques-uns des dégâts provoqués par des effondrements qui se seront déjà produits.

II/ LA FRANCE

La crise mondiale aggrave le conflit politique qui marque la France depuis 1995 et que les élections présidentielle et législatives ne parviennent plus à résoudre. Ce conflit oppose une oligarchie constituée par l'UMP, les centristes et le Parti socialiste à une majorité de Français, clairement affirmée lors du référendum de 2005, qui refuse le système ultra-libéral. Depuis bientôt 15 ans, les principaux candidats promettent des mesures sociales tout en tenant des discours sécuritaires et identitaires. Le gagnant est celui qui est le plus habile à jouer sur les deux tableaux. Tour à tour, les électeurs sont floués car c'est un nouvel ensemble de réformes ultra-libérales qui répond à leur demande de progrès économique et social.

La crise mondiale étend et aggrave la lutte des classes qui oppose tous les clans de l'oligarchie politique, financière, industrielle et médiatique à de larges fractions d'employés et de cadres du secteur privé. Avec une détermination croissante, plusieurs catégories de fonctionnaires qui constituent les piliers de l'État sont entrées en révolte contre les gouvernements ultra-libéraux : membres du corps enseignant, membre des professions judiciaires, militaires de tous grades, policiers. La colère monte également dans l'administration centrale et dans la fonction publique hospitalière.

Depuis le 15 septembre 2008, travailleurs et chômeurs, étudiants et retraités subissent la violence d'une crise qu'ils analysent le plus souvent comme l'aboutissement désastreux d'un système qui les faisait déjà souffrir de multiples manières. Les réactions lentes et partielles de l'oligarchie, ses mensonges et ses compromissions avec les puissances d'argent, le luxe auquel elle n'a pas renoncé poussent à la révolte des Français qui sont les premiers à payer, sous forme de licenciements et de contraction salariale, les erreurs et les fautes de leurs dirigeants.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer le cas de Nicolas Sarkozy. A juste titre, il est reproché à cet habile démagogue de ne pas avoir tenu ses promesses (quant à la croissance, quant au pouvoir d'achat, quant au chômage, quant à la protection des sans-abri...), d'humilier des serviteurs de l'État et de la nation (tantôt les enseignants-chercheurs, tantôt les énarques), de se livrer à des provocations infantiles et de privatiser sa fonction. Ces critiques sont à inscrire dans une hiérarchie des fautes qu'il a commises depuis juin 2007 :

1/ Viol de la Constitution par effacement délibéré et

quasi-quotidien de la séparation des pouvoirs : la fonction présidentielle n'est pas exercée par un homme qui joue le rôle du Premier ministre, de plusieurs membres du gouvernement et du chef du parti majoritaire.

2/ Viol du droit international lors de la reconnaissance d'un Kosovo indépendant.

3/ Déni de démocratie par effacement du résultat du référendum de juin 2005 et refus de consulter à nouveau les Français après la rédaction du traité de Lisbonne, semblable au traité rejeté.

4/ Reniement de la doctrine politique française exposée lors dans notre précédent rapport au profit de mesures négatives et rétrogrades :

abandon de la monarchie élective gaullienne mise à mal par l'adoption du quinquennat et aujourd'hui transformée en autocratie ; la réforme constitutionnelle votée en juillet 2008 ne résout en rien les déséquilibres de nos institutions et n'a pas limité la volonté de toute-puissance du supposé président ;

destruction lente mais méthodique de l'ensemble du système français de protection sociale, que les pouvoirs publics essaient de masquer par la distribution de primes à diverses catégories de la population et par un Revenu de Solidarité Active qui risque d'augmenter le nombre des travailleurs pauvres, de favoriser les emplois à temps partiels et les salaires de misère et qui, surtout, prépare la remise en cause du salaire minimum ; réduction du nombre de fonctionnaires en vue d'un objectif purement idéologique d'équilibre budgétaire ;

retour dans la prétendue « famille occidentale » marqué par l'envoi en Afghanistan de troupes qui combattent sous commandement américain et retour dans l'Otan annoncé pour le mois d'avril.

5/ Réactions incohérentes, timides et toujours trop tardives face à la crise financière et économique.

Les très graves conséquences pour l'Europe de la crise du crédit hypothécaire américain étaient prévisibles et ont été annoncées dès octobre 2007 mais le gouvernement français a nié pendant un an le caractère systémique de la crise et refusé jusqu'en août 2008 le principe même d'un plan de relance. C'est seulement en septembre que Nicolas Sarkozy, qui avait multiplié au cours des mois précédents les diatribes contre le capitalisme financier sans rien faire, s'est résolu à souligner publiquement l'ampleur du désastre et à réclamer des réformes structurelles nationales et internationales. C'est

seulement le 4 décembre que Nicolas Sarkozy a présenté un plan de relance d'ampleur limitée et en partie fictif après avoir décidé de prêter sans contrepartie des sommes considérables aux banques qui se déclaraient en difficulté.

La présidence française du Conseil européen a été un succès médiatique mais le bilan de ce semestre d'agitation est négatif : la priorité qui devait être donnée à l'Europe de la défense a disparu ; la question irlandaise n'est pas résolue ; la Banque centrale européenne reste imperméable à toute influence politique ; les rencontres entre diverses catégories de partenaires européens (Eurogroupe, G 20) se sont déroulées sur fond de brouille franco-allemande ; le sommet de Washington n'a pas eu la moindre utilité.

6/ Attitudes calamiteuses face à la crise sociale.

Les prêts aux banques sans prise de contrôle de celles-ci ont profondément choqué la plupart des Français, à qui l'on refusait toute augmentation de pouvoir d'achat sous prétexte que les caisses de l'État étaient vides. La critique sarkozienne d'un capitalisme financier « immoral » a encouragé la mise en cause radicale du système ultra-libéral sans que Nicolas Sarkozy en tire avantage puisqu'il s'acharne à mettre en place des réformes ultra-libérales qui désorganisent l'État dont le rôle est pourtant glorifié.

La violence inouïe de la crise et les contradictions des discours présidentiels expliquent la généralisation de la contestation, marquée par les manifestations massives du 29 janvier 2009, par les mouvements de révolte en Guadeloupe et en Martinique et par une situation explosive en métropole.

Un mouvement social de très grande ampleur et potentiellement violent est en cours –alors que le Parti socialiste n'est toujours pas redevenu une force d'opposition crédible présentant un programme de gouvernement à la mesure de la crise.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Nos convictions et nos décisions demeurent incompatibles avec les trois formations qui composent l'oligarchie politique française. L'UMP, le Modem et le Parti socialiste n'ont pas changé leurs méthodes ni remis en cause leurs conceptions malgré la crise systémique qui frappe l'ultra-libéralisme.

A l'extrême-gauche, ni le nouveau Parti Anti-Capitaliste, qui se définit par une simple négation,

ni le Parti de Gauche ne veulent envisager un projet politique pour la France dans une Europe des États nationaux. Nous ne voulons ni ne pouvons les rejoindre : comme le Parti communiste, ces deux nouvelles formations excluent toute alliance hors de la gauche et elles demeureront des partis seulement contestataires. Comme par le passé, des campagnes et des actions communes restent possibles sur le plan local.

Quant aux discussions engagées avec Nicolas Dupont-Aignan, elles ont rapidement tourné court. Il a choisi de refuser toute alliance pour sa campagne, hypothétique, en vue des élections européennes. Il ne souhaite pas non plus la présence de nos représentants à ses réunions et aux débats qu'il organise.

Comme chaque année, notre congrès aura à apprécier cette situation et à préciser ou à modifier les orientations de la Nouvelle Action royaliste dans le jeu qui se déroule sur les marges de la classe politique.

Pour ce qui concerne la famille royale, la situation est inchangée : l'état d'inertie domine et les rares déclarations publiées n'ont pas retenu l'attention des Français. Le mariage du prince Jean, prévu le 2 mai, devrait attirer les médias qui l'inscriront dans la chronique mondaine. Le silence politique de la Maison de France porte atteinte à la crédibilité des royalistes ; l'inaction des princes est surtout en train d'anéantir l'œuvre du défunt comte de Paris, qui avait popularisé l'idée monarchique et royale dans notre pays.

C'est au sein de la famille royaliste que nous avons observé, l'année dernière, des facteurs d'évolution. Dans une situation qui reste très confuse, trois points méritent d'être soulignés :

1/ Les jeunes militants qui voulaient rompre avec l'Action française ne sont pas allés jusqu'au bout de leur projet de scission et la situation est très confuse ;

2/ La Nouvelle Action royaliste a de bonnes relations avec les jeunes de cette mouvance qui se retrouve au sein du *Cercle Jacques Bainville*, nous sommes en bons termes avec la revue *Les Épées* et avec les animateurs du site *Les Manants du roi*. La NAR a conservé une attitude de stricte neutralité dans les conflits qui ont marqué l'année 2008 ;

3/ Un projet d' « Assises du royalisme » a été présenté à notre mouvement, qui en a accepté le principe lors de la session d'été de son Comité directeur, les 20 et 21 septembre dernier, sous réserve que trois conditions, non négociables, soient

acceptées :

a) *Le but de ces Assises sera de confronter les analyses des participants sur l'état de la société actuelle et sur leur conception de l'action royaliste aujourd'hui.*

b) *Il s'agira d'une réunion non publique à laquelle seront conviés les représentants des groupes constitués (4 ou 5 par organisation), plus des « personnalités qualifiées ». La liste des groupes et des personnalités sera établie d'un commun accord par les mouvements organisateurs.*

c) *Qu'il n'y ait avant les assises, de la part des mouvements conviés, aucune « action activiste » intempestive.*

Quelques réunions ont eu lieu qui n'ont pas permis de trouver un accord sur le mode d'organisation de ces assises, les thèmes qui y seraient abordés et les objectifs d'une telle réunion. Aucune rencontre entre organisations n'a eu lieu depuis le mois de décembre.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Année après année, nous faisons le même constat : la Nouvelle Action royaliste joue un rôle certain dans la réflexion collective : elle est à un carrefour dans la circulation des idées, ses analyses font référence pour un certain nombre de chercheurs et d'intellectuels, elle a participé efficacement à la promotion d'un certain nombre d'auteurs et d'idées : hier dans le renouvellement des concepts de la philosophie politique, aujourd'hui dans la critique de l'ultra-libéralisme et dans la promotion de solutions économiques et sociales auxquelles la crise mondiale donne une soudaine actualité.

Ce rôle n'est pas reconnu par les dirigeants politiques et par les grands médias mais il y a peu de raisons de s'en inquiéter : un fossé de plus en plus profond sépare l'oligarchie politico-médiatique de l'intelligentsia critique et constructive ; les débats fondamentaux et certaines campagnes politiques (contre le référendum de 2005 notamment) se déroulent principalement sur la Toile.

Dans la révolution que nous annonçons depuis des années et qui est désormais en cours, le système médiatique qui a triomphé dans la seconde moitié du XXe siècle sera certainement bouleversé : ses dirigeants ont failli à leur mission, ses techniques de diffusion sont désuètes, son discrédit est croissant. Sans renoncer aux réunions classiques, aux journaux sur papier et à la publication de livres, car tous ces moyens sont indispensables à la formation de nouvelles élites politiques, il importe de développer notre présence sur Internet en raison de la gratuité des diffusions massives. Pour la NAR et ses différentes publications, l'obstacle est constitué par

le montage et l'organisation des sites – qui exigent des investissements importants dès que l'on veut dépasser le travail d'amateur.

Quant à nos objectifs généraux, notre situation financière s'est améliorée mais nos moyens restent modestes et notre organisation est de plus en plus fragile :

Royaliste continue d'être très apprécié : royalistes ou non, ses lecteurs forment un groupe certes peu nombreux, mais très solide. Notre journal continue d'être soutenu par des intellectuels et des chercheurs de premier plan, qui partagent une partie de nos prises de position et qui n'hésitent pas à témoigner publiquement de leur sympathie. Notre journal continue cependant d'être totalement ignoré des grands médias.

Les *Mercredis de la NAR* connaissent depuis deux ans un succès croissant. Un public nombreux, enrichi d'auditeurs qui, dans leur majorité, ne sont pas royalistes, vient s'informer et discuter selon une tendance que l'on observe dans tous les partis et associations. Nos invités apprécient la qualité des débats, qu'ils jugent excellente. Au cours des six premiers mois de l'année universitaire, nos *Mercredis* ont déjà accueilli plus de 120 personnes. En 2007-2008, ils avaient accueilli 160 personnes. Notre revue *Cité* a cessé de paraître en raison de la surcharge de travail de la direction générale. Le Comité directeur a décidé de la publier sur la Toile, en offrant au public un site spécifique. Il a pris contact en novembre 2008 avec un technicien en vue de la création et de l'organisation de ce site mais le caractère bénévole du travail proposé empêche la réalisation du projet.

Les sessions de l'IFCCE ont été interrompues. Le public peu nombreux, la charge de travail et la difficulté à faire venir des invités à Troyes expliquent cette décision, prise en plein accord avec Robert Gesnot qui s'était exemplairement dévoué pour organiser, avec sa femme, les sessions de La Chapelle Saint-Luc. L'IFCCE n'est pas dissout : il peut servir à l'organisation d'autres types de réunions.

3° Nos actions extérieures

Faute de temps, nos relations avec les dynasties royales des Balkans se sont distendues mais nous continuons à observer et à faire parfois écho à des actions bien conçues et soigneusement mises en œuvre – par exemple l'action quotidienne d'Alexandre et de la famille royale de Yougoslavie. L'association SeiNéva fonctionne, mais pas de la manière que nous avions prévue. Le site sur la Toile

est au point mort, ce qui nous empêche de demander le renouvellement des quelques adhésions qui nous avaient été données.

Mais l'association continue de vivre sous la forme d'un réseau de solidarité qui réunit des hauts fonctionnaires, des militaires et quelques militants et sympathisants de la NAR. Ce réseau poursuit deux objectifs :

- accueillir des étudiants étrangers, veiller sur leurs études, et améliorer leurs conditions de vie. Le projet concret qui portait sur le tourisme au Tadjikistan a été un succès, de même que l'atelier d'écriture et d'expression orale qui a fonctionné pendant l'été 2008 à Douchanbe.
 - venir en aide à des amis de la France qui vivent à l'étranger et qui n'ont plus les moyens de se soigner et de se nourrir normalement. Il s'agit en général d'une aide financière, parfois aussi d'une aide au départ pour ceux et celles qui n'ont plus aucune possibilité de travailler dans leur patrie.
- Ces activités, discrètes autant que modestes, concernent la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan

et le Tadjikistan.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et nous devrions nous rapprocher de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale situé à Tachkent en Ouzbékistan.

Cet ensemble d'activités nous permet de concrétiser notre projet d'organisation de l'Europe continentale et des pays qui lui seront nécessairement associés. Très faible en effectifs, forte d'une doctrine et d'un programme qui répondent précisément à la situation de crise, la Nouvelle Action royaliste devra affronter seule puis dans des alliances qu'il n'est pas encore possible d'imaginer, les bouleversements sociaux et politiques qui vont affecter la France et l'Europe dans les prochaines années.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 3 mars 2009

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 28e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale ?

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

Les États-Unis ont abandonné leur clientèle politique ukrainienne et ils ont cessé leurs provocations dans le Caucase, ce qui affaibli la dictature en Géorgie. La Russie est donc en train de retrouver sa zone traditionnelle d'influence. Elle se renforcera si elle pratique une diplomatie souple tout en faisant bon accueil aux immigrés du Caucase et de l'Asie centrale, actuellement confrontés au racisme violent qui sévit dans la population.

L'avenir de cette grande puissance en voie de reconstitution sera mieux assuré si l'État fédéral russe gagne en cohérence et l'administration en efficacité. Le redressement économique qui a eu lieu dès le début du siècle est incontestable mais la crise, durement ressentie l'an dernier, montre qu'un plan de relance, aussi pertinent soit-il, tarde à produire ses effets positifs si certains ministères n'en assurent pas la bonne exécution et si la politique monétaire n'est pas mise au service du projet industriel.

b) L'Union européenne

L'Union européenne a fini par entériner le traité de Lisbonne à la suite de manœuvres anti-démocratiques que nous ne cessons de rappeler. Mais ce traité ne produit aucun des effets positifs attendus, quant à la présidence et à la politique extérieure de l'Union. Au contraire, l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne a été marquée par le sauvetage sans contrepartie d'un système financier fondé sur la fraude et la spéculation, par la faiblesse

des politiques de relance économique et par le refus obstiné du protectionnisme.

La zone euro est quant à elle en voie d'éclatement : la crise grecque annonce celles du Portugal et de l'Italie, l'Espagne est sinistrée, le commerce extérieur allemand prospère au détriment des autres nations européennes, la France se réjouit officiellement d'être moins frappée que d'autres par la crise alors que l'euro fort est un facteur important de délocalisations et de chômage...

Après des décennies de discours prometteurs, l'arrogance allemande exaspère, l'absence de solidarité est patente, la prospérité est un rêve, *l'Europe sociale* est un leurre, la *forteresse euro* un mensonge. Des membres de l'Union ont été ou vont être abandonnés au FMI (la Lettonie, bientôt la Grèce), et les implacables mesures d'austérité imposées à des peuples qui ne sont pas responsables du déficit budgétaire et de l'endettement ont déjà échoué en Irlande.

En Europe de l'Ouest, la crise s'aggraverait tant que les conditions politiques ne permettront pas l'adoption d'un nouveau traité, confédéral, et d'un nouveau projet de développement économique et social.

C/ Le désordre économique mondial

Avec le léger recul dont nous disposons, il est possible de préciser la nature et la portée de la crise qui a commencé en 2007. C'est une crise mondiale dans la mesure où il y a bouleversement des rapports de force politiques et économiques internationaux : le monde est en train de se réorganiser sur de nouveaux axes et autour de nouveaux centres mais les nouvelles cartes géopolitiques ne sont pas encore dessinées. Mais si nous considérons la crise actuelle comme faillite d'un système, il faut la circonscrire à l'Europe occidentale et aux États-Unis : la Chine est en pleine croissance, l'Inde et le Brésil aussi, la Russie a repris le chemin du développement.

La crise que nous subissons est celle de l'ultra-libéralisme. Sa cause principale est le libre-échange, source de délocalisations, de chômage, de déflation salariale, de réduction des prestations sociales et de pression fiscale injustement répartie car les

oligarchies ont pour seul objectif le profit pour une minorité de capitalistes par la compétitivité à tout prix.

Cette politique de déflation a été compensée par les facilités de crédit accordées aux ménages (surtout aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Espagne) et c'est l'accumulation de créances transformées en « produits » hautement spéculatifs qui a provoqué la crise financière, cause immédiate mais secondaire de la crise systémique qui frappe durement les économies occidentales.

La mise en ordre des causes de la crise est décisive car elle met en évidence l'aveuglement plus ou moins volontaire des dirigeants américains et ouest-européens. Ils ont sauvé le système financier sans le réformer ; ce faisant, ils ont assuré la reprise de spéculations qui conduiront à une nouvelle crise financière. Ils ont mis en œuvre des plans de relance qui favorisent le redressement des économies nationales à proportion des sommes investies par les États. Sur le plan économique comme sur le plan financier, ce sont des mesures antilibérales qui ont permis d'éviter le pire.

Mais le maintien du libre-échange, de la libre circulation des capitaux et des changes flottants fait que les logiques de déstabilisation et de destruction s'accomplissent en même temps que les opérations de sauvetage. Le léger redressement de la situation économique dans certains pays est d'autant plus fragile que la déflation salariale est utilisée pour tenter de réduire le déficit des finances publiques et de la dette publique – l'endettement des ménages s'ajoutant à la compression salariale. La baisse de la consommation s'ajoute maintenant aux effets dépressifs déjà relevés.

Des mouvements sociaux peuvent retarder l'application de certaines mesures mais tant que les pays-membres du G7 n'appliqueront pas une politique méthodique de sortie de crise, impliquant en premier lieu un protectionnisme concerté, les États-Unis et les nations européennes resteront exposés à d'insupportables violences.

II/ LA FRANCE

La crise économique et financière qui frappe notre pays a et aura des répercussions politiques profondes qu'il faut tenter de discerner.

1/ La société française dans son ensemble est marquée par un profond bouleversement : les classes moyennes ont basculé du côté des classes populaires dans le rejet du système ultra-libéral et de l'oligarchie qui en tire profit. Ce mouvement explique la victoire du Non en 2005, le succès de

l'opposition au CPE en 2006 et, pour une part, les taux d'abstention très élevés aux élections européennes de juin 2009 et aux élections régionales de 2010. Les succès remportés par le Front de gauche et par le Front national en 2010 sont à inscrire dans cette tendance générale.

2/ L'oligarchie politique n'est pas affectée par ce bouleversement social comme le montrent les victoires alternées de la fraction droitière en 2007 et 2009 et de la fraction sociale-libérale en 2010 – ainsi que les succès obtenus en 2009 et 2010 par les écologistes. De fait, il y a partage des pouvoirs entre ces trois fractions : la droite détient le pouvoir politique et contrôle les médias avec le soutien des puissances économiques et financières ; la gauche libérale et les écologistes contrôlent la plupart des régions et la majorité des départements. L'extrême gauche et l'extrême droite sont pour le moment incapables de mettre un terme à cette coalition qui réunit toutes les personnalités et toutes les formations qui ont soutenu le projet de « traité constitutionnel ».

3/ Faute de programmes cohérents, faute de stratégies adaptées, les partis contestataires ne parviennent pas à faire coïncider deux lignes de front :

- la ligne de front sociale qui oppose une classe sociale mobilisée en vue de la domination aux salariés appauvris par l'ultra-libéralisme et aux élites véritables (fonctionnaires d'autorité, membres du corps enseignant, professions judiciaires, professionnels de la santé) ;
- la ligne de front politique qui sépare sur des points secondaires les divers groupes de privilégiés et leurs clientèles.

Cinq facteurs expliquent cette situation, observable depuis quinze ans :

- a) Le jeu des deux principales confédérations syndicales – d'abord la CFDT puis avec elle la CGT – qui craignent de ne pouvoir contrôler une révolte sociale massive et qui ont réussi à l'éviter jusqu'à présent.
- b) L'absence d'un programme présentant les mesures concrètes et hiérarchisées de reconstruction et de développement, de telle manière que le double discours de la droite (moralisation du capitalisme et laisser-faire) et le double discours de la gauche (promesses sociales et gestion libérale) ne puissent plus être tenus.
- c) La personnalisation outrancière du combat politique, qui est encouragée par les médias et qui contamine les formations les plus contestataires.

d) La pollution du débat politique par les thématiques ethniques, qui étaient développées avant 2002 par le Front national et qui ont été reprises par la droite sarkozyste : celle-ci tente d'effacer la lutte des classes en créant les conditions d'un affrontement ethnico-religieux sur fond d'angoisse sécuritaire.

e) Le Parti socialiste contribue à maintenir la stabilité de l'oligarchie : obnubilé par ses rivalités internes, fortement incité par ses barons à se replier sur les régions et les départements, pris dans la logique de médias qu'il ne sait pas critiquer ni maîtriser, refusant de mener campagne, dans la rue, contre le viol permanent de la Constitution, contre la gestion économique et monétaire de la crise par l'Élysée, contre la réintégration complète dans l'OTAN et l'engagement des troupes françaises en Afghanistan, le principal parti de gauche laisse le champ libre à Nicolas Sarkozy et à ses proches.

4/ La mollesse de l'aile gauche de l'oligarchie et la faiblesse des oppositions extérieures à celle-ci explique que Nicolas Sarkozy se soit attribué un pouvoir sans bornes. Ce pouvoir s'exerce au sein du pouvoir exécutif puisque que le supposé président a effacé le Premier ministre et remplit plusieurs fonctions ministérielles ; il s'exerce aussi au sein du pouvoir législatif puisqu'il a l'initiative des lois et peut décider seul de leur retrait. Les ordres directs ou indirects que Nicolas Sarkozy donne aux principaux directeurs de l'opinion, sa capacité de manipulation des médias et l'influence qu'on lui prête sur certains magistrats accroissent l'impression d'une omnipotence du supposé président qui utilise habilement les jeux de miroirs de la télévision.

5/ Le système oligarchique français présente cependant plusieurs failles que des opposants déterminés pourraient élargir au point de provoquer son effondrement :

- Les rapports officiels reconnaissent qu'une large fraction du peuple français, confronté quotidiennement aux multiples drames provoqués par le harcèlement au travail, par le chômage et la misère, s'exprime par des passages à l'acte d'une agressivité croissante : augmentation du nombre des manifestants et des manifestations violentes, agressions commises contre le personnel des services sociaux et des banques, occupation d'usines et menaces de destruction de bâtiments, séquestrations de dirigeants, tentatives de meurtres. Ces violences sociales gagneront en intensité si les syndicats n'offrent pas la possibilité de bloquer

l'ensemble du système par la mobilisation de masse et la grève générale.

- Le Parti socialiste a perdu depuis longtemps sa crédibilité, l'UMP est affaiblie par les décisions arbitraires de son chef et les écologistes sont trop faibles, trop divisés et surtout trop étrangers aux véritables enjeux politiques pour revitaliser des deux principaux partis.

- Les confédérations syndicales peuvent retarder une explosion sociale mais elles ont toujours été obligées de se joindre aux mouvements sociaux spontanés (en 1936, 1953, 1968...) afin de les organiser et de contrôler autant que possible les actions engagées. Il n'est donc pas certain que la CFDT et la CGT pourront continuer à cogérer avec l'Élysée la crise économique et sociale. Une déstabilisation des partis politiques classiques pourrait s'ensuivre.

- Cette déstabilisation peut profiter au Front de gauche si le Parti communiste s'engage complètement dans cette alliance, au prix d'une rupture avec la gauche. Cette déstabilisation peut aussi profiter au Front national dès lors que Marine Le Pen en deviendrait présidente et ferait prévaloir un populisme social à base de protectionnisme. Une formation de droite nationaliste dotée d'un programme social et appuyée sur une fraction de la classe ouvrière et des classes moyennes serait en mesure de déstabiliser à la fois l'UMP, le Parti socialiste et les syndicats.

- D'autres bouleversements politiques sont possibles mais il apparaît dès à présent que les grands partis de la seconde moitié du XXe siècle sont condamnés et que beaucoup de citoyens attendent la création de formations nouvelles pour s'engager dans le combat politique. Cette période de renouvellement doit être envisagée avec des sentiments mêlés d'espoir et de crainte : dans une période à tous égards violente, le désir de remise en ordre peut conduire au meilleur comme au pire.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Nos convictions et nos décisions demeurent incompatibles avec les trois formations qui composent l'oligarchie politique française. L'UMP, les écologistes et le Parti socialiste n'ont pas changé leurs méthodes, ni remis en cause leurs conceptions, ni précisé leur programme malgré la crise qui frappe l'ultra-libéralisme et qui remet en question la zone euro.

A l'extrême-gauche, le Nouveau Parti Anti-Capitaliste, se contente de récuser le système

économique et social dans l'espoir d'attirer à lui les mécontents mais demeure, à quelques exceptions près, dans l'isolement. Le Parti de Gauche est parfois plus positif dans le domaine économique en raison de l'influence des économistes hétérodoxes qui conseillent sa direction mais son sectarisme lui fait écarter a priori toute politique de rassemblement sur le plan national. Le Parti communiste, qui hésite entre l'alliance nourricière avec le Parti socialiste et l'aventure au sein du Front de gauche, n'est pas moins hostile à un accord avec les gaullistes et les royalistes. Comme par le passé, des campagnes et des actions communes restent possibles sur le plan local.

Quant à la mouvance gaulliste, la situation n'est pas meilleure : nous n'avons plus aucune relation avec Nicolas Dupont-Aignan, et Dominique de Villepin n'a pas répondu à l'invitation qui lui avait été adressée pour un Mercredi parisien.

Comme chaque année, notre congrès aura à apprécier cette situation et à préciser ou à modifier les orientations de la Nouvelle Action royaliste dans le jeu qui se déroule sur les marges de la classe politique.

Pour ce qui concerne la famille royale, la situation est en cours d'évolution :

- le mariage et la paternité ont donné de l'assurance au prince Jean ;
- la publication de son livre et la campagne de réunions organisées pour sa promotion ont renforcé sa confiance en lui-même – mais il peut encore décevoir les journalistes et des nouveaux venus, qui n'ont pas le préjugé favorable des royalistes de tradition.

- le nouveau secrétaire du prince Jean, notre ami Christian Franchet d'Espérey, est décidé à profiter de ces éléments positifs pour engager de nouvelles actions.

Quant à la nébuleuse royaliste, la situation est caractérisée par une confusion croissante en raison des scissions qui affectent les héritiers de l'Action française. Trois points méritent d'être soulignés :

1/ Les jeunes militants qui s'étaient rapprochés de la NAR se sont eux-mêmes séparés ou se sont engagés dans des activités faiblement reliées au domaine politique. Par ailleurs, la revue « *Les Épées* » a disparu. Notre mouvement reste neutre dans les conflits entre les divers groupes.

2/ C'est dans cette période de délitement que, pour la première fois depuis sa fondation, La Nouvelle Action royaliste a mené une campagne avec plusieurs autres organisations royalistes pour la

défense de militants monarchistes iraniens condamnés à mort. La manifestation devant l'ambassade d'Iran est restée sans lendemain et la NAR reste le seul mouvement royaliste présent dans les manifestations organisées par les défenseurs iraniens des droits de l'homme.

3/ Le projet des « Assises du royalisme » a été repris et a été transformé selon nos vœux : une réunion de travail à huis clos aura lieu le 12 juin, sur le thème des institutions politiques, à laquelle participeront l'Action française, l'Alliance royale, la Nouvelle Action royaliste et La Restauration nationale. Chaque mouvement sera représenté par trois personnes et les débats ne feront l'objet d'aucune publicité.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Année après année, nous faisons le même constat et nous pouvons reproduire à l'identique celui que nous établissions dans notre précédent rapport : « *la Nouvelle Action royaliste joue un rôle certain dans la réflexion collective : elle est à un carrefour dans la circulation des idées, ses analyses font référence pour un certain nombre de chercheurs et d'intellectuels, elle a participé efficacement à la promotion d'un certain nombre d'auteurs et d'idées (...).* »

C'est dans le domaine de la promotion de solutions économiques et sociales que nous devrions progresser en 2010.

Lors d'une rencontre entre Bertrand Renouvin et Jacques Sapir, il a été décidé d'organiser après les vacances d'été un colloque réunissant les principaux animateurs du courant « hétérodoxe » afin de lancer le débat public sur le programme présenté par Jacques Sapir – que nous nous sommes employés à diffuser. Ce colloque a un objectif militant : il s'agit d'organiser souplement un courant complexe, d'organiser la diffusion de ses idées dans les milieux politiques et syndicaux, d'orienter à terme le débat national sur le néoprotectionnisme, la réindustrialisation de la France et la justice sociale dans notre pays.

Le travail accompli lors de nos congrès va prendre toute sa portée puisque, pour la première fois, la Nouvelle Action royaliste va s'engager dans une action politique commune sur un programme de gouvernement – la question du parti qui serait capable de faire prévaloir ce programme restant posée.

Quant à cet objectif, nos moyens restent faibles mais ils doivent tous être rassemblés :

« *Royaliste* » est un lien toujours très solide entre les membres de notre organisation et nos

sympathisants. C'est aussi un journal de référence pour de nombreux chercheurs, à cause de la diversité et de la richesse des entretiens publiés et de la qualité des notes de lecture.

Les « *Mercredis de la NAR* » sont un carrefour stratégique dans la circulation des idées – tout particulièrement celles du courant hétérodoxe. Notre public est beaucoup plus nombreux depuis trois ans et nos invités sont d'ordinaire impressionnés par la qualité du débat. Au cours des six premiers mois de l'année universitaire, nos Mercredis ont accueilli 120 personnes. En 2008-2009, pour la même période, ils avaient accueilli 108 personnes.

Notre revue « *Cité* » a cessé de paraître et un numéro reste en souffrance, le site qui devait être consacré à notre revue n'a pas été créé, faute de technicien bénévole capable de remplir cette tâche. La situation est semblable en ce qui concerne le *Lys rouge*.

Le site « *Archives du royalisme* » est en cours de construction grâce au travail, inestimable, de Robert Paris. Il est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de « *Royaliste* » et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement.

En 2009, le taux de fréquentation de ce site était en moyenne de 700 par mois sur une durée de huit mois.

Le blog de Bertrand Renouvin a été lancé en mars 2009 et ce nouveau moyen d'expression a trouvé son style et son rythme après les vacances d'été. Ce blog reprend les thèmes de notre mouvement sous une forme légèrement personnalisée. Il est explicitement royaliste mais les querelles internes à la nébuleuse royaliste n'y apparaissent pas. Il permet de regrouper un nombre croissant d'articles significatifs (plus de 300 sur un an) et de publier des chroniques d'actualité (23 en un an) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont parfois reprises sur des sites et des blogs amis. En période de crise sociale ou politique majeure, ces chroniques seront plus courtes et beaucoup plus fréquentes. En avril 2009, le blog enregistrait 523 lecteurs différents et 5 280 pages lues ; en mars 2010, 1 820 lecteurs différents et 11 196 pages lues.

L'IFCCE n'est pas dissout : il peut servir à l'organisation de divers types de réunions. Nous nous félicitons de l'initiative prise par Luc de Goustine en Limousin : les premières réunions

organisées à Tulle par La Boussole ont été des succès et cet exemple est à imiter afin que les Mercredis parisiens trouvent peu à peu des relais dans les régions.

3° Nos actions extérieures

Faute de temps, nos relations avec les dynasties royales des Balkans se sont distendues mais nous insistons auprès du secrétariat du prince Jean pour que le futur prince héritier aie des relations régulières avec le roi Siméon de Bulgarie et avec le prince Alexandre de Yougoslavie, afin qu'il bénéficie de leur expérience et en tire des leçons.

L'association *SeiNéva* continue de fonctionner discrètement. Le site sur la Toile est toujours au point mort mais un petit réseau de hauts fonctionnaires, de militaires et de sympathisants de la NAR demeure actif :

- L'accueil des étudiants étrangers s'est ralenti car les bourses sont moins nombreuses ou ont été supprimées pour ce qui concerne le Tadjikistan.

- Une aide matérielle et une aide à la recherche d'emploi continuent d'être apportées à des étudiants et étudiantes venues de Russie, de l'Azerbaïdjan, du Kirghizstan et du Tadjikistan.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir mais nous regrettons que le Centre d'Études sur l'Asie centrale ait suspendu ses activités en raison d'une crise complexe.

Par ailleurs, nous avons noué des échanges fructueux avec des sociologues argentins dans le domaine de la réflexion politique et sociale et nous avons pu constater à cette occasion que les idées de la Nouvelle Action royaliste étaient connues, étudiées et discutées en Argentine par des chercheurs de haut niveau.

Toujours très faible en effectifs, forte d'une doctrine et d'un programme qui répondent précisément à la situation de crise, la Nouvelle Action royaliste risquait de devoir affronter seule les bouleversements sociaux et politiques à venir. Elle inscrit maintenant son action à moyen terme dans soutien au programme des « hétérodoxes » qu'elle a contribué à rassembler.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 6 avril 2010

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 29^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

A la suite de la crise financière déclenchée en août 2008 aux États-Unis, l'installation d'une « gouvernance » mondiale avait été présentée comme la seule solution raisonnable aux immenses désordres qui frappaient les États-Unis et l'Europe. Au FMI, à la Banque mondiale, à l'OMC, au G 8, on a cru bon d'ajouter un G 20, structure informelle et sans capacité de décision. Les sommets du G 20 ont abouti à des incantations assorties de proclamations ultra-libérales qui sont restées sans effets. Hors de l'Union européenne, les principales puissances privilégient la défense de leurs propres intérêts. La fin du modèle américain, fondé sur la théorie fautive des avantages comparatifs et sur l'inflation du crédit, s'est traduite par des délocalisations croissantes et par un désastre financier qui auraient dû conduire à un changement radical de perspectives. Mais Wall Street continue d'exercer une influence décisive sur le gouvernement américain, les causes de la crise financière n'ont pas été éliminées et le recours à une création monétaire massive alimente la spéculation et crée de graves désordres dans de nombreux pays. Les guerres perdues en Irak et en Afghanistan entraîneront une perte de crédibilité et d'influence des États-Unis sur la scène internationale.

La crise américaine a des répercussions politiques inédites qui se sont d'abord concrétisées par le succès du mouvement ultra-réactionnaire du *Tea party* et par l'apparition récente d'une forte protestation syndicale et populaire contre les mesures antisociales adoptées dans le Wisconsin et

dans d'autres États.

Au contraire, la montée en puissance de la Chine impressionne et doit inquiéter. Ce dynamisme s'explique par le faible coût de la main d'œuvre, par la faiblesse de la monnaie chinoise et par les avantages qu'elle retire des investissements étrangers. Le pouvoir dictatorial assure son emprise sur un peuple privé des moyens de l'expression démocratique et de la lutte sociale. Les énormes réserves de change dont dispose la Chine lui permettent d'acquérir des terres, de drainer les biens qui lui manquent et d'intervenir sur les marchés financiers. En France, la Chine bénéficie à droite et à gauche d'agents d'influence qui s'efforcent de masquer l'agressivité de Pékin.

Le mouvement de révoltes et de révolutions qui secoue de nombreux pays arabes a détruit les analyses paresseuses sur la soumission atavique des peuples musulmans et sur des dictatures considérées comme un moindre mal face à la menace, surévaluée, de l'islamisme. Il est manifeste que les peuples qui se sont soulevés en Tunisie, en Égypte, en Syrie, à Bahreïn, en Libye... expriment le désir commun de liberté et de justice et veulent que leur émancipation politique et sociale s'accomplisse dans le cadre d'États nationaux.

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

Après la brutale contraction de 2009, la Russie a retrouvé une croissance soutenue qui n'est pas seulement due au secteur de l'énergie. Les groupes publics de l'aéronautique, de l'industrie spatiale et de l'armement jouent un rôle important dans le développement d'un pays qui affronte de graves difficultés : le passage du projet impérial au projet national est un processus complexe, la faiblesse démographique pèse sur son avenir, le racisme et la corruption affectent gravement la société mais la Russie est en train de retrouver son statut de grande puissance et jouera un grand rôle dans la réorganisation politique du continent.

La mort accidentelle du président Lech Kaczyński, en avril 2010, a facilité le rapprochement entre la Pologne et la Russie dans un contexte marqué par l'apaisement des conflits intérieurs en Ukraine et

par l'abandon du projet d'installation de missiles antimissiles américains. Ce tournant historique favorisera les relations entre l'Europe de l'Ouest et la Russie.

b) L'Union européenne

A peine entériné, le traité de Lisbonne a été délibérément violé puisque son article 125 interdit les prêts entre États qui furent décidés pour éviter l'explosion de la zone euro. De même, les statuts de la Banque centrale européenne ont été ignorés pour empêcher l'effondrement du système bancaire. Ces opérations de sauvetage n'ont pas permis de résoudre la crise générale. Les États membres de l'Union européenne continuent d'appliquer les recettes ultra-libérales qui ont échoué – la Grande-Bretagne faisant preuve à cet égard d'un radicalisme qui aura de graves conséquences pour l'économie et la société britanniques.

La zone euro tente d'instituer un système de sauvegarde financière qui démontre que la crise de l'euro est destinée à durer. Déjà, il s'avère que les recettes utilisées en 2010 n'ont pas permis le rétablissement de la Grèce et de l'Irlande. Au contraire, les mesures imposées par le FMI et la BCE à la Grèce aggravent la récession sans résoudre sa crise financière. La perspective de défaut sur les dettes de plusieurs États européens se précise et l'éclatement de la zone euro devrait survenir à brève échéance.

C'est l'ensemble de la construction européenne qui est remis en cause : le déclenchement de la guerre de Libye a confirmé que l'Union européenne n'avait pas et ne pouvait pas avoir de politique étrangère et de défense communes. Sur la scène internationale et dans l'Union européenne, l'Allemagne entend manifestement défendre ses propres intérêts économiques sans égard pour ses partenaires, retailler la zone euro à sa convenance et imposer les préceptes ultra-libéraux qui lui conviennent. Dans l'ensemble, le comportement des dirigeants de l'Union européenne est nettement antidémocratique : le vote des électeurs n'est pas respecté et les réactions populaires, de plus en plus vives, ne sont pas prises en considération.

C/ Le désordre économique mondial

Il se confirme que nous sommes en train de vivre un bouleversement de grande ampleur dans les rapports de force entre les grandes puissances et dans les relations économiques internationales. À l'encontre du schéma dominant d'une mondialisation irrésistible, nous voyons s'affirmer une puissance impériale – la Chine – et des

puissances nationales telles que le Brésil, l'Inde et la Russie. Les États-Unis tentent de préserver leurs propres intérêts au mépris du rêve des atlantistes, l'Europe n'est pas entrée dans une logique post-nationale mais ses nations sont engagées dans une impasse.

La zone nord-américaine et la zone ouest-européenne subissent ensemble une même crise économique et financière, aggravée par le désordre monétaire dû aux changes flottants. Avec les économistes hétérodoxes, nous avons expliqué que la zone occidentale était d'abord victime du libre-échange, qui avait entraîné une baisse des salaires compensée par une inflation de crédits. Le désastre financier de 2008, provoqué par une accumulation de créances transformées en « produits » hautement spéculatifs, n'a pas entraîné une « crise de liquidités » comme on l'a dit pour justifier le renflouement des banques privées par les États, mais une crise de solvabilité.

Le sauvetage des banques, les plans de relance américains et européens, puis la création monétaire massive décidée par le gouvernement américain ont évité une complète catastrophe. Mais ces mesures ne pouvaient résoudre la crise puisque les principaux facteurs de désordre et de destruction sont présentés comme des principes : ainsi le libre-échange, la libre circulation des capitaux, la flexibilité du taux de change, la soumission des gouvernements et des divers organes de l'Union européenne aux marchés financiers qui obéissent à une logique purement spéculative.

Ainsi, la « sortie de crise » annoncée n'a pas eu lieu : malgré les demandes pressantes de ses partenaires, la Chine refuse de réévaluer le yuan afin de préserver ses atouts commerciaux ; aux États-Unis et en Europe occidentale, l'endettement public et privé est tellement considérable que la machinerie financière est devenue totalement incontrôlable. Une nouvelle déflagration violente est à redouter. Il en résultera un accroissement du désordre qui obligera les principaux États à réorganiser dans l'urgence et sous la contrainte le système monétaire international et les relations commerciales entre les nations.

II/ LA FRANCE

Au lieu de l'amélioration promise par les dirigeants du pays, nous constatons une aggravation de la situation générale qui est due au maintien du libre-échange, aux effets négatifs de l'euro, au durcissement de la rigueur budgétaire, à la hausse des prix dans un contexte marqué par la destruction

des services publics et par les offensives menées contre les fonctionnaires. C'est en fonction de ces données qu'il faut préciser les analyses faites lors de notre précédent congrès.

La société française n'est pas en déclin comme l'atteste sa vitalité démographique et le dynamisme de sa population active et de ses jeunes retraités. Les Français ne sont pas non plus repliés sur leur individualisme, selon le cliché dominant : notre nation compte des millions de bénévoles, sans lesquels la misère serait beaucoup plus étendue ; des millions de manifestants qui récusent l'ultra-libéralisme défilent sous les bannières syndicales, avec leur organisation professionnelle, leur lycée ou leur université ; des centaines de milliers de militants politiques et syndicaux croient à la portée de l'engagement civique.

Ainsi, notre nation connaît depuis 1995 un épisode intense d'une lutte de classes qui n'oppose pas les bourgeois et les prolétaires comme dans l'imaginaire marxiste mais deux groupes qui n'ont pas la même homogénéité :

L'oligarchie qui rassemble les deux principaux partis politiques, les principaux acteurs du spectacle médiatique, les dirigeants des banques et des grandes entreprises forme une classe sociale mobilisée pour la défense de ses intérêts et privilèges. L'idéologie ultra-libérale est pour elle un instrument utile dans la destruction de l'œuvre accomplie à la Libération puis par le général de Gaulle après 1958, elle conçoit l'euro comme un carcan qui permet de maintenir la pression sur les salaires, et les organes de l'Union européenne lui permettent de se décharger de ses responsabilités devant la nation et d'imposer, au mépris de la démocratie, les solutions qui lui conviennent. Plusieurs groupes sociaux s'opposent à cette oligarchie : les classes populaires depuis le référendum sur Maastricht, une large fraction des classes moyennes depuis le référendum de 2005 et une proportion croissante de fonctionnaires : la révolte est massive dans la fonction publique hospitalière et dans la magistrature, elle s'affirme dans le corps diplomatique, elle gronde dans l'Armée et dans la police, elle s'exprime depuis des années dans le corps enseignant et dans l'administration centrale – tandis que nombre d'agriculteurs souffrent en silence. Ces groupes se sont souvent opposés dans le passé, les représentations sociales dominantes qui opposent le centre-ville et la banlieue cachent la relégation de la classe ouvrière dans les périphéries urbaines. Mais les manifestations contre le CPE en 2006 et contre la

réforme des retraites en 2010 montrent que tous ces groupes ont compris que le chômage, les délocalisations, les bas salaires, la diminution programmée du montant des retraites et les attaques menées contre les services publics s'inscrivaient dans une même logique et découlaient des calculs de l'élite du pouvoir et des affaires. Le taux élevé d'abstention aux élections européennes de juin 2009, aux élections régionales de mars 2010 et aux élections cantonales de mars 2011 est le signe d'une défiance croissante à l'égard de dirigeants qui n'assurent plus protection et bien être aux citoyens. Le grand nombre de voix qui se portent sur le Front national et sur les formations situées à la gauche du Parti socialiste expriment cette même volonté de rejet du groupe dominant.

Au mouvement de révolte qui se généralise, les différentes fractions de l'oligarchie opposent la force de l'évidence – quant à une mondialisation ultra-libérale contre laquelle on ne pourrait rien. La fraction droitière tente de remplacer la lutte de classes par un affrontement ethnoculturel entre Français et immigrés, entre Français et résidents étrangers, entre les héritiers de la chrétienté et les « musulmans ». Les débats sur l'identité française et sur la laïcité ont échoué mais la tentation reste forte de transformer la France en champs d'affrontements communautaires. Quant aux oligarques de gauche, ils tiennent pour acquis positifs la globalisation financière et l'euro et se font les promoteurs de dispositifs sociaux d'accompagnement destinés à atténuer les souffrances provoquées par un système dont ils profitent largement.

Les partis politiques qui s'opposent à l'oligarchie se distinguent nettement selon leur position sur l'échiquier politique. A la gauche du Parti socialiste, Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) n'est pas sorti de sa gangue trotskyste ; au capitalisme, il n'oppose que des mots d'ordre sans jamais concevoir la question du Politique ni tenir compte des apports décisifs de la pensée hétérodoxe. Le Parti de Gauche est inspiré sur certains points par les économistes hétérodoxes mais le tropisme chinois de Jean-Luc Mélenchon ôte toute cohérence à son propos. Comme le Parti communiste, il n'est pas sorti du XXe siècle.

Au contraire, le Front national désormais présidé par Marine Le Pen ajoute désormais à sa propagande xénophobe et antimusulmane un discours sur la sortie de l'euro et sur la nécessité du protectionnisme assorti de professions de foi républicaines. La nouvelle thématique économique du Front national, qui s'inspire des analyses de

Jacques Sapir et d'Emmanuel Todd, séduit les victimes des délocalisations et plus largement les citoyens qui sont restés fidèles à l'esprit gaullien, qui ont été choqués par le tournant libéral du RPR et qui se sont aperçus que les discours de Nicolas Sarkozy rédigés par Henri Guaino camouflaient une ligne ultra-libérale.

Comme prévu, les formations politiques sont déconcertées par le discours nationaliste et leurs répliques sont inopérantes. L'extrême gauche dénonce rituellement une menace fasciste qui n'existe pas mais qui lui permet de mobiliser ses troupes contre le Front national. La gauche continue de s'indigner de la xénophobie et tente d'effrayer les électeurs en présentant la sortie de l'euro comme une catastrophe. Nicolas Sarkozy tente une surenchère xénophobe qui choque une partie de la droite tout en se faisant le promoteur de la défense de l'euro et des mesures disciplinaires imposées par l'Allemagne. Mais il faut aussi souligner que le courant hétérodoxe ne peut s'opposer à la récupération grossière de certaines de ses idées puisqu'il n'a pas de représentation politique.

La progression du Front national n'est pas fatale. La nouvelle ligne et le nouvel entourage de Marine Le Pen peuvent provoquer la réaction de la fraction extrémiste du Front national. Surtout, le Front national est marginalisé lorsqu'un mouvement social d'ampleur se déclenche. Mais à l'automne 2010, les deux principaux syndicats se sont refusés au choc frontal avec le gouvernement alors qu'une mobilisation d'ampleur exceptionnelle permettait de faire échouer la réforme par le moyen de la grève générale. Le durcissement de la lutte de classes, dans l'espoir d'une insurrection sociale, pourrait bouleverser les stratégies en évitant que le Front national reste placé au centre du débat. L'attitude de la CFDT et de la CGT face au « pacte de compétitivité » montre que ce n'est pas l'hypothèse la plus probable.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

La ligne politique de notre mouvement nous a conduits comme par le passé à exprimer notre opposition aux deux principaux partis oligarchiques et aux organisations satellites. L'UMP a achevé de liquider la tradition gaullienne et couvre de plus en plus mollement un chef qui semble promis à la défaite. Le Parti socialiste n'a pas encore choisi son candidat mais ceux qui se présentent ou pourraient se présenter aux primaires appartiennent tous à l'aile libérale que nous combattons depuis trois

décennies. Les écologistes, le Parti de gauche et les communistes se rallieront en cas de victoire de la gauche à un gouvernement socialiste et seront, une fois de plus, les complices d'une gestion soumise aux principes du libre-échange et aux règles de la zone euro. Le Nouveau Parti Anticapitaliste, marginalisé, restera dans la dénonciation des injustices et son sectarisme constitutif décourage tout dialogue. La faiblesse intellectuelle du Parti communiste, les complaisances du Parti de gauche pour la Chine et l'inconsistance des Verts privent de tout intérêt les relations que nous pourrions avoir avec ces formations – sauf pour tenter de convaincre leurs militants respectifs qu'ils seront bernés.

Quant à la mouvance gaulliste, nous avons souhaité au cours de l'été un rapprochement des différents groupes. Les représentants de l'*Union pour la République* et du *Rassemblement pour l'Indépendance de la France* que nous avons rencontrés se satisfont de leur superbe isolement ou se sont rapprochés du Front national. C'est en fait la candidature de Nicolas Dupont-Aignan qui retient – faiblement – l'attention. Le président de *Debout La République* nous a présenté ses idées lors d'un Mercredi parisien et demande depuis plusieurs mois à rencontrer les dirigeants de la Nouvelle Action royaliste en vue d'une action commune pour la présidentielle. Il appartient à notre Congrès d'apprécier la valeur de cette offre et d'en mesurer les implications.

Pour ce qui concerne la famille royale, l'évolution que nous avons soulignée l'an passé s'est confirmée :

le prince Jean a pris de l'assurance et souhaite développer son association sous la direction de Christian Franchey d'Espérey ; ses projets de voyage à l'étranger se sont confirmés.

Les divers mouvements et groupes royalistes se trouvent dans une situation confuse, sans changement notable par rapport à l'année dernière.

1/ Notre mouvement continue de respecter une stricte neutralité dans les rivalités entre les divers groupes mais il a cessé de s'intéresser aux itinéraires suivis par les scissionnistes. Aucune action commune n'a eu lieu en 2010 et rien n'est envisagé pour cette année.

2/ Le projet des *Assises du royalisme* a abouti à une réunion de travail à huis clos qui s'est tenue dans nos locaux le 12 juin 2010, sur le thème des institutions politiques. Y participaient l'*Action française*, l'*Alliance royale*, la *Nouvelle Action royaliste* et la *Restauration nationale*, chaque mouvement étant

représenté par trois personnes. La journée de débats s'est terminée par un échec total : l'Alliance royale a créé un schéma idéologique dénué de toute pertinence, l'Action française continue de réciter le catéchisme maurrassien, La Restauration nationale a plaidé pour l'œcuménisme tandis que certains tentaient d'inciter l'assemblée à créer un comité chargé de coordonner les actions de mouvements qui ont des doctrines et des engagements manifestement contradictoires. Cette rencontre n'a pas eu de suite.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

La Nouvelle Action royaliste continue de jouer son rôle dans la réflexion collective et elle reste un lieu de débat apprécié. L'année dernière, nous pensions franchir une nouvelle étape en participant activement à la promotion de solutions économiques et sociales formulées par notre mouvement et par nos compagnons de route. Lors d'une rencontre entre Bertrand Renouvin et Jacques Sapir, il avait été décidé d'organiser un colloque réunissant les principaux animateurs du courant « hétérodoxe ». Lors d'une deuxième rencontre, Jacques Sapir avait souhaité que ce colloque soit ouvert à divers responsables politiques. Plusieurs personnalités avaient donné leur accord, notamment Emmanuel Todd et Jacques Nikonoff, et l'appui de Philippe Cohen (Marianne2) était acquis.

Ce projet est resté en l'état. La Nouvelle Action royaliste ne pouvait organiser directement le colloque et Jacques Sapir, accaparé par ses travaux et par la préparation d'un livre, ne pouvait s'occuper des questions matérielles. L'échec doit être relativisé car le débat se déroule en permanence sur les blogs et les sites hétérodoxes, qui ont une influence considérable que nous nous efforçons d'élargir grâce à la revue des blogs publiée régulièrement dans *Royaliste*.

Nos moyens d'expression n'ont pas changé mais ils forment un ensemble cohérent :

Royaliste est un journal très modeste quant à son tirage sur papier mais la Toile lui assure une diffusion élargie, qui n'est pas quantifiable. Le journal, qui approche de son millième numéro, est toujours apprécié par ses lecteurs et demeure une référence pour de nombreux chercheurs. Les témoignages que *Royaliste* publiera à l'occasion de notre 40e anniversaire montrent la force et la qualité des relations qui nous unissent à une quarantaine d'intellectuels de premier plan.

Les « *Mercredis de la NAR* » sont toujours un carrefour stratégique dans la circulation des idées –

tout particulièrement celles du courant hétérodoxe. L'assistance est nombreuse avec une tendance au rajeunissement et nos invités sont généralement satisfaits des débats ; ceux qui sont venus acceptent volontiers de nouvelles invitations. Au cours des six premiers mois de l'année universitaire 2010-2011, nos Mercredis ont accueilli 140 personnes. En 2009-2010, pour la même période, ils avaient accueilli 125 personnes.

Un numéro de notre revue *Cité* est toujours en souffrance, le site qui devait être consacré à notre revue n'a toujours pas été créé, faute de technicien bénévole capable de remplir cette tâche.

Le site « *Archives du royalisme* » se développe grâce au travail, inestimable, de Robert Paris. Il est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de *Royaliste* et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. En 2009, le taux de fréquentation de ce site était en moyenne de 700 visiteurs par mois sur une durée de huit mois. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 1300 visiteurs différents par mois.

Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs et permet de publier des chroniques d'actualité (36 en deux ans) qui complètent les éditoriaux de *Royaliste* et qui sont parfois reprises sur des sites et des blogs amis – notamment le site Marianne2. En avril 2009, le blog enregistrait 523 lecteurs différents et 5 280 pages lues ; en mars 2010, 1 820 lecteurs différents et 11 196 pages lues ; en mars 2011, 2594 lecteurs différents et 13 960 pages lues.

L'IFCCE ne fonctionne plus mais peut servir à l'organisation de divers types de réunions. En Limousin, les réunions organisées à Tulle par Luc de Goustine connaissent un réel succès et il est souhaitable que cette formule soit imitée dans d'autres départements.

3° Nos actions extérieures

Il n'y a pas eu en 2010 de relations directes avec les rois et les princes des Balkans - à l'exception du prince Nicolas Petrovitch Njegosh qui vit à Paris – mais nous rendons régulièrement compte de leurs activités et prises de position dans *Royaliste*. Par ailleurs, nous regrettons que le prince Jean n'ait pas de relations régulières avec le roi Siméon de Bulgarie et avec le prince Alexandre de Yougoslavie. L'association SeiNéva continue de fonctionner sous la forme d'un petit réseau de hauts fonctionnaires, de militaires et de sympathisants de la NAR. Des étudiants et étudiantes venues de Russie, de l'Azerbaïdjan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du

Kazakhstan bénéficie d'une aide à la recherche d'emploi et d'un suivi des études, parfois d'une petite aide matérielle. Lors d'un voyage à Moscou en mai 2010, Bertrand Renouvin a développé ses contacts avec la mouvance antifasciste russe, qui s'est exprimée dans les colonnes de *Royaliste*. Nous avons suivi de près la révolution survenue au Kirghizstan et nous nous intéressons à la constitution d'un État de droit dans ce pays en demeurant très prudents quant aux demandes de conseils qui nous sont adressées par des proches de la présidente de la République. Il serait nécessaire d'engager une réflexion sur l'aide que nous pouvons apporter à des militants et à des responsables politiques étrangers, afin de ne pas tomber dans les erreurs commises par certains de nos compatriotes.

Enfin, nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir. Il est tristement significatif de constater que *Royaliste* est le seul journal représenté

à ces séminaires – pourtant riches d'informations et de débats sur les transformations économiques en Russie.

Très faible en effectifs, la Nouvelle Action royaliste continue de mener une réflexion approfondie sur la question du Politique et présente des propositions pour le court terme qui sont en pleine cohérence avec le courant économique hétérodoxe. Sa dénonciation de l'oligarchie lui interdit de composer avec l'une ou l'autre de ses fractions, son refus de la xénophobie la situe à l'opposé du Front national et elle n'a jamais partagé les mythologies de l'extrême-gauche. Mais l'effondrement du modèle ultra-libéral, les réactions désespérées de ceux qui tentent de sauver leurs privilèges et leurs profits, le désir de révolte qui anime d'innombrables Français vont créer dans les prochaines années une situation entièrement nouvelle, qui lui permettra de participer avec ses amis et compagnons de route à la révolution économique et sociale dont le Congrès de la Nouvelle Action royaliste précise, année après année, les modalités.

LE COMITÉ DIRECTEUR

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 30e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

Aux États-Unis, la crise n'est pas résolue et la fin du « rêve américain » se confirme. La dette publique dépasse les 14 000 milliards de dollars et le déficit commercial est toujours abyssal. Le compromis passé en août 2011 entre démocrates et républicains et le recours aux « assouplissements quantitatifs » sont des solutions provisoires. La crise des *subprimes* n'est toujours pas résolue, le prix de l'immobilier continue de baisser, il n'est désormais plus possible d'assurer la croissance économique et de préserver le niveau de vie des classes moyennes par l'endettement des ménages. La classe moyenne en voie de paupérisation et le grand nombre de diplômés contraints au travail précaire font face à une minorité excessivement riche. La crise économique et sociale se double d'une crise politique puisque les solutions des républicains aggraveraient une situation que les démocrates ne savent pas maîtriser. L'échec américain en Irak et la guerre perdue en Afghanistan illustrent cruellement le déclin des États-Unis.

En revanche, la Chine continue d'affirmer sa volonté de puissance. Par la volonté impitoyable de sa dictature, par l'effet des bas salaires et du faible taux de change, par les avantages qu'elle retire des investissements étrangers, la Chine est devenue la première puissance commerciale et financière du monde, son économie égale celle des États-Unis et sa puissance militaire se développe de manière inquiétante. L'impérialisme chinois s'affirmera dans tous les domaines tant qu'il ne rencontrera aucune résistance en Europe et aux États-Unis.

Les révoltes et les révolutions qui secouent de nombreux pays arabes ne sont pas terminées. La chute des dictatures égyptienne et tunisienne permet l'amorce d'une vie démocratique qui n'entre pas dans les schémas simplistes sur le rôle des réseaux sociaux. Les mouvements islamistes ont été dépassés dans un premier temps par le caractère national et populaire des révolutions mais le sérieux de leurs organisations et le rôle caritatif qu'elles jouent leur ont permis de gagner les premières élections libres. Les islamistes sont cependant confrontés à des réalités politiques – le rôle de l'armée en Égypte – et à des situations sociales grosses de conflits que leurs partis, divisés, ne sont pas certains de maîtriser. Plusieurs observateurs de premier plan ont par ailleurs souligné que les monarchies marocaine et jordanienne avaient assumé les révoltes populaires de telle manière que les trônes de ces pays n'avaient été ni menacés ni ébranlés.

En Libye, l'intervention franco-britannique a été faite à l'instigation des Américains et surtout selon la conception américaine : comme en Irak, on a évincé un dictateur sans avoir préparé la solution politique permettant de rétablir immédiatement la paix civile et le respect des droits de l'homme. Le chaos libyen est actuellement indéchiffrable et dangereux.

En Syrie, l'affrontement entre la minorité alaouite, protectrice d'autres minorités, et une majorité de sunnites soutenus par des organisations islamistes devrait conduire à agir avec discernement et à tenter de prévenir les conséquences de la défaite des Alaouites pour les divers groupes et communautés qui vivent dans ce pays dépourvu de toute tradition étatique.

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

Il est utile de rappeler que la Russie a résolu en 1998 la crise de sa dette souveraine par un défaut assorti d'une forte dévaluation et accompagné par un protectionnisme raisonné qui lui ont permis de relancer sa production industrielle et de rattraper voici cinq ans le niveau qu'elle avait atteint en 1990. Elle bénéficie d'énormes ressources naturelles mais

aussi de secteurs industriels dynamiques – pour l’armement, l’aéronautique civile, la construction navale, les transports, les nouvelles technologies. Le financement des investissements est assuré pour une part décisive par l’État qui a su retrouver la confiance des entreprises grâce à la stabilité du pouvoir politique. Cependant, les critères financiers s’imposent trop souvent aux impératifs économiques et à la nécessité de développer une protection sociale dont la population russe a été privée lors du passage à l’ultra-libéralisme.

Les grands médias français et une partie de la classe politique donnent une image caricaturale de la Russie et refusent de reconnaître son dynamisme retrouvé ; ils ne voient pas le lien entre la croissance et l’apparition dans les grandes villes d’une jeune classe moyenne qui dénonce vivement la corruption et les atteintes à la démocratie naissante. Cependant, l’opposition extraparlamentaire russe reste en proie à d’insurmontables contradictions et c’est aux formations parlementaires de gauche qu’il faudrait prêter attention.

b) L’Union européenne

L’Union européenne est en situation d’échec complet et se disloque sous l’effet de ses contradictions internes.

L’établissement d’une « gouvernance européenne » résultant d’une présidence stable du Conseil européen et de l’existence d’un « Haut représentant de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité » apparaît comme une fiction et le président de la Commission européenne est devenu évanescent.

Issue de compromis ménageant les intérêts nationaux, l’Union européenne est de plus en plus nettement divisée entre la zone euro et les pays qui n’en font pas partie. Au traité de Lisbonne va s’ajouter un nouveau « traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l’Union économique et monétaire » (TSCG), qui ne sera pas signé par la Grande-Bretagne et dont la ratification par d’autres pays reste problématique. La zone euro est quant à elle régie par le gouvernement allemand, qui impose sa volonté à l’Élysée, où l’on a délibérément choisi l’alignement. La logique de l’euro et la contrainte allemande se manifestent sous la forme de thérapies de choc qui engendrent la déflation, la récession, le chômage et la misère. Imposée par la Troïka, cette thérapie provoque en Grèce une réaction haineuse à l’égard de l’Union européenne. Il en sera de même en Espagne, au Portugal, en Irlande et dans tous les

pays qui seront contraints de subir les prescriptions ultra-libérales. Celles-ci sont d’autant plus stupides qu’elles ne pourront empêcher ni l’explosion de la zone euro, malgré les opérations de sauvetage des banques menées par la Banque centrale européenne, ni la dépression économique par multiplication des processus de récession. Selon une logique partout observée, les pratiques ultra-libérales ne peuvent être mises en œuvre qu’au prix d’une suppression des règles de la démocratie parlementaire. Ainsi, les nouveaux traités européens prévoient la mise sous tutelle des gouvernements et empêchent que les parlements votent librement le budget. Il s’agit là d’un coup de force.

C/ Le désordre économique mondial

Depuis trois ans, une succession spectaculaire de réunions internationales – celles du G7, du G20, du FMI, de l’Union européenne et de la zone euro – a créé l’illusion d’une « gouvernance mondiale » de la crise systémique. Le bilan de ces concertations est négatif : l’histoire mondiale est toujours celle de l’entente ou de la confrontation entre les nations et les empires, selon leurs intérêts du moment et leurs ambitions à long terme. La Chine veut devenir la première puissance du monde mais il n’est pas sûr qu’elle en accepte les responsabilités. Les pays qui parviennent à se préserver de la crise sont ceux qui ont choisi une voie nationale de développement : ainsi le Brésil, l’Argentine, la Russie. L’Union européenne en voie d’éclatement et les États-Unis en déclin ont commis la même erreur : laisser faire la globalisation financière et le libre échange qui avantagent les oligarques et les minorités rentières. Il était donc logique que les États-Unis et l’Union européenne décident en 2008 de sauver les banques au lieu de nationaliser le crédit et d’effacer en même temps les dettes des ménages. Il est non moins logique que la Banque centrale européenne s’efforce de compenser par des allocations massives la crise de liquidités sur le marché interbancaire. Mais les mesures prises par la Réserve fédérale américaine et par la BCE constituent des expédients qui ne parviennent pas à éviter les conséquences désastreuses de l’ultra-concurrence et de la libre circulation des capitaux. Il en résulte une aggravation du désordre économique mondial, marqué par la frénésie de spéculation, les faillites bancaires, la désindustrialisation de la zone euro et les multiples formes de violence qu’engendre l’ultra-libéralisme.

Pourtant, les classes dirigeantes veulent remédier à la crise par des solutions toujours plus libérales :

elles exigent la baisse des salaires, la réduction de la protection sociale et la flexibilité maximale du travail qui permettront d'accroître les profits du patronat. En Europe comme aux États-Unis, les principaux partis politiques adhèrent à l'idéologie dominante. Les grands médias étant possédés par des groupes capitalistes, la stratégie économique proposée par les économistes hétérodoxes reste méconnue.

Dans les prochaines années, le désordre économique mondial s'aggravera, provoquant des révoltes sociales et des bouleversements politiques d'intensité croissante.

II/ LA FRANCE

Le thème de la « sortie de crise » n'est plus qu'un lointain souvenir et les chiffres négatifs s'accumulent, qu'il s'agisse de la baisse de l'activité, du taux de chômage, du déficit du commerce extérieur. Plus ou moins spectaculaire, mais très ample, le mouvement de délocalisation continue de détruire le tissu industriel français. L'économie nationale continue donc d'être durement pénalisée par le libre échange, tout particulièrement par la concurrence brutale de la Chine et de l'Allemagne ; elle subit toujours les effets négatifs de son appartenance à la zone euro. Au lieu de tirer les conséquences de ces handicaps, le gouvernement a décidé des mesures de rigueur afin de satisfaire l'exigence allemande d'équilibre budgétaire. Comme partout ailleurs en Europe, et selon une logique constamment observée, la baisse des dépenses publiques et la baisse du pouvoir d'achat aggraveront les déficits publics et conduiront à la récession puis à la dépression par l'effet cumulatif des mesures de déflation adoptées dans la zone euro.

La société française connaît une nette repolitisation depuis 2005 et se montre capable de fortes mobilisations pour la défense du système social créé à la Libération. Mais les grandes formations politiques répondent trop peu ou de manière trop démagogique aux attentes des citoyens et les organisations syndicales s'efforcent de limiter la portée des mouvements sociaux afin de garder le contrôle d'une situation qui peut devenir explosive. En 2011, il n'y a pas eu de protestation massive contre les mesures de rigueur et les conflits sociaux ont surtout concerné les entreprises exposées à la fermeture ou à la délocalisation. Le mouvement français des Indignés, que quelques militants d'extrême gauche ont tenté de lancer, n'a rencontré aucun écho dans la population.

En France, la révolte reste latente dans un climat fait à fois de colère et de résignation. Les mouvements de résistance et de contestation qui ont soulevé de nombreux groupes sociaux au cours des précédentes années sont retombés faute d'organisation politique capable d'articuler les luttes sociales et de présenter aux révoltés un projet cohérent. Demeure un profond ressentiment et une lassitude à l'égard d'une mondialisation dont les mécanismes et les effets négatifs ou désastreux sont lucidement ressentis. Mais cette lucidité augmente le désarroi car rien ni personne ne semble pouvoir s'opposer à la classe dominante et aux logiques de dislocation et de destruction qui sont à l'œuvre. Cette destruction touche l'industrie française, menace l'administration et affecte la conception même du travail, dès lors qu'on cherche à le rendre de plus en plus « flexible ».

La France est dans le même temps confrontée à des phénomènes de dislocation géographique qui ne correspondent pas à la représentation classique de l'opposition entre la ville et les « quartiers difficiles ». Ces quartiers, qui monopolisent l'attention de la classe dirigeante, sont parties intégrantes des métropoles mondialisées alors que les citoyens relégués dans les périphéries urbaines et en milieu rural sont ignorés. Cette relégation est aggravée par une tendance à l'ethnisation de certains quartiers qui pourrait conduire à une séparation entre des Français de différentes origines. La droite utilise les fractures et les frayeurs sociales pour pousser les Français à l'affrontement ethnique. Depuis longtemps, elle lie l'insécurité, l'immigration et l'islamisme dans des discours ponctués de mises en scène spectaculaires de la répression policière et des expulsions d'étrangers. Plus récemment, ce sont les musulmans dans leur ensemble qui ont été visés dans des propos concernant la « civilisation » et les « valeurs ». La volonté de renchérir sur le Front national est manifeste mais Marine Le Pen peut facilement promettre de donner une traduction concrète aux effets d'annonce. La candidate nationaliste, qui cultive l'affrontement ethnoculturel, reste cependant en marge des mouvements sociaux et se heurterait à l'opposition des syndicats si elle tentait d'intervenir directement sur le terrain social.

Le Parti socialiste connaît des contradictions qui sont plus importantes que les habituelles rivalités de personnes. La chute soudaine de Dominique Strauss-Kahn, auquel un plébiscite était promis, a donné un sens aux primaires : cette confrontation a permis la constitution autour d'Arnaud

Montebourg d'un courant qui se retrouve sur le thème du protectionnisme. Le lancement du mouvement *La Rose et le Réséda*, voué à la formation politique à l'intérieur du Parti socialiste comme à l'extérieur de celui-ci, semble annoncer une recomposition du débat idéologique à gauche. De son côté, François Hollande a pris conscience des fractures françaises et du fossé qui s'est créé entre la gauche oligarchique et une grande partie des catégories populaires. Mais sa campagne montre qu'il n'a pas tiré les conséquences des constats faits par plusieurs sociologues et politologues : il reste acquis au libre échange et à l'euro, il vise l'équilibre budgétaire, les réformes qu'il propose ne sont pas à la mesure de la crise de l'Union européenne et de l'ultra-libéralisme. Le rejet du sarkozysme est son meilleur atout, qui le conduit à une campagne minimaliste.

La gauche anti-oligarchique connaît pour sa part des transformations profondes. Copie conforme de la Ligue communiste révolutionnaire, le Nouveau Parti Anticapitaliste s'est obstiné à maintenir une ligne sectaire qui est en train de le détruire. Cet effondrement profite au Front de gauche, désormais incarné par Jean-Luc Mélenchon qui mène une campagne dynamique visant à la reconquête de l'électorat populaire qui s'est détourné du Parti socialiste. Le Front de gauche refuse toute alliance débordant la gauche traditionnelle et présente un projet politique lourd d'incohérences puisqu'il continue de cultiver la mythologie européiste, se refuse à envisager la sortie de l'euro et fait preuve à l'égard de la Chine d'une étrange complaisance. Il peut cependant se renforcer en réunissant les communistes, les trotskystes et les déçus du Parti socialiste, constituer une formation solide capable de jouer le rôle naguère dévolu au Parti communiste et reprendre au Front national une partie de son électorat ouvrier. Les choix que fera le Front de gauche après l'élection présidentielle seront déterminants.

Quant à l'évolution des rapports de force, la prudence s'impose. Les politiques de déflation ont toujours provoqué une radicalisation des partis et mouvements de droite et de gauche et l'explosion de la zone euro provoquera au Parti socialiste un choc d'autant plus rude que ses dirigeants ne s'y sont pas préparés. De nouvelles recompositions sont possibles et la lutte des classes se durcira, très vite si Nicolas Sarkozy est réélu, plus tardivement si les socialistes reviennent aux affaires.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Quant aux deux principaux partis constitutifs de l'oligarchie politique, la ligne politique de notre mouvement n'a pas changé. Pas de relations possibles avec l'UMP car aucun compromis ne peut être envisagé avec les décisions de Nicolas Sarkozy. Pas de relations possibles avec la direction du Parti socialiste qui maintient son orientation libre-échangiste et sa défense de la zone euro. Le refus de François Hollande de discuter avec Jacques Sapir lors d'une réunion de La Boussole en avril 2011 a tristement souligné son refus de prendre en considération une autre politique. Cependant, nous avons suivi avec intérêt la campagne menée par Arnaud Montebourg lors des primaires de la gauche. La politique protectionniste qu'il expose et les conseillers qui l'entourent indiquent que le député socialiste est en mesure de tracer une voie nouvelle après l'élection présidentielle. Nous avons engagé la discussion avec Arnaud Montebourg sous la forme de trois lettres publiées sur le blog de Bertrand Renouvin. Le député socialiste a accepté le principe d'une réunion dans les locaux de la NAR avec plusieurs dirigeants de notre mouvement.

Nous sommes toujours sans relations avec Jean-Luc Mélenchon, efficace sur son terrain mais sectaire. Quant aux Verts, ils sont plus que jamais disqualifiés en raison des prises de positions de leur candidate Eva Joly, étrangère comme beaucoup de ses camarades à l'intérêt national et au souci politique. Il n'a jamais été question de prendre contact avec le Nouveau Parti Anticapitaliste.

Quant à la mouvance gaulliste, nous n'avons pas maintenu nos brefs contacts avec les plus petites de ses formations et nous avons décidé de suivre de près la campagne menée par Nicolas Dupont-Aignan et *Debout la République*. Cette campagne, très nettement inspirée par le courant hétérodoxe, a pris comme thèmes majeurs la nécessaire sortie de l'euro et le protectionnisme qui ont été affirmés avec vigueur par le candidat gaulliste dans les médias et sur le terrain. La rencontre entre Nicolas Dupont-Aignan et Bertrand Renouvin en novembre 2011 a été positive et le candidat a proposé à notre directeur politique de participer à une petite structure de réflexion. Notre Conseil national a accepté cette proposition, qui n'a pas été suivie d'effet.

Il appartiendra au Congrès d'examiner l'éventualité d'un soutien public à Nicolas Dupont-Aignan, si celui-ci parvient à réunir le nombre de signatures

requis.

Enfin, les divers mouvements et groupes royalistes continuent de mener des actions dispersées, souvent caricaturales, selon des nostalgies généralement situées à l'extrême-droite. Tout cela reste sans écho, en raison de la dynamique électorale du Front national. Depuis l'échec des Assises du royalisme, la Nouvelle Action royaliste se tient à l'écart de ces groupes.

Pour ce qui concerne la famille royale, l'actuel comte de Paris limite sa présence à quelques déclarations. Le prince Jean a effectué en juillet 2011 le voyage prévu en Asie centrale mais il n'a pas pu se rendre en Afghanistan, où il aurait été chaleureusement accueilli, faute d'avoir reçu l'autorisation nécessaire du ministre de la Défense. Le séjour au Tadjikistan s'est déroulé dans d'excellentes conditions, que le prince a exposées aux lecteurs de *Royaliste*.

Il est souhaitable que plusieurs autres voyages de cette nature soient organisés par l'entourage du prince Jean.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Notre mouvement a fêté son quarantième anniversaire avec ses compagnons de route qui ont exprimé en termes chaleureux leur attachement intellectuel à la Nouvelle Action royaliste et leur amitié pour ses militants. Une soirée très réussie a marqué cet anniversaire, fêté par les militants et leurs nombreux amis. Le fait que la grande presse écrite et télévisée refuse de prendre en considération le rôle que joue la Nouvelle Action royaliste illustre simplement la coupure entre les médias et les divers cercles de la réflexion politique.

Il importe que notre mouvement soit reconnu par les principaux intellectuels français à la fois comme producteur d'idées pertinentes sur le Politique et comme vecteur des thèses hétérodoxes en économie politique – thèses que nous avons toujours soutenues face à l'ultra-libéralisme. La toute récente prise de conscience, à gauche, de la nécessité d'une formation politique de haut niveau, tel que l'affirme le mouvement d'Arnaud Montebourg, devrait nous permettre de jouer notre rôle et de faire avancer notre projet dans les cercles qui ont décidé de rompre avec le dangereux pragmatisme de la gauche gestionnaire.

Nos moyens d'expression n'ont pas changé mais ils forment un ensemble cohérent :

Royaliste est un journal très modeste quant à son tirage sur papier et ce tirage sera compromis si nous sommes contraints de louer des locaux plus petits. La diffusion par Internet nous assure une diffusion

beaucoup plus large, qui n'est pas quantifiable mais que chacun peut augmenter facilement. Le journal, qui a fêté son millième numéro, est manifestement très apprécié par nos compagnons de route, qui ont adressé à son équipe de vifs compliments.

Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un carrefour stratégique dans la circulation des idées et ce rôle a été salué dans de nombreux messages pour notre quarantième anniversaire et par maints signataires de notre pétition pour nos actuels locaux, indispensables à l'organisation des soirées du mercredi. L'assistance est nombreuse avec une tendance au rajeunissement qui se confirme. Au cours de l'année universitaire 2009-2010, nos Mercredis avaient accueilli 124 personnes, et 137 pour la même période en 2010-2011.

Le site « Archives du royalisme » se développe grâce au travail, inestimable, de Robert Paris. Il est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de *Royaliste* et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. En 2009, le taux de fréquentation mensuel de ce site était en moyenne de 600 visiteurs. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 870 visiteurs différents par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois.

Un éditeur ami nous a proposé de publier un livre regroupant les 40 entretiens les plus significatifs publiés dans *Royaliste* depuis 40 ans, à raison de 10 articles par décennie. L'ouvrage sera assorti d'une préface qui retracera notre aventure intellectuelle. Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (500 en trois ans) et publie des chroniques d'actualité (50 en trois ans) qui complètent les éditoriaux de *Royaliste* et qui sont parfois reprises sur des sites et des blogs amis. En avril 2009, le blog enregistrait 523 lecteurs différents et 5 280 pages lues ; en mars 2010, 1 820 lecteurs différents et 11 196 pages lues ; en mars 2011, 2 594 lecteurs différents et 13 960 pages lues ; en février 2012, 2 277 lecteurs différents et 10 314 pages lues.

L'IFCCE ne fonctionne plus mais peut servir à l'organisation de divers types de réunions. En Limousin, les réunions organisées à Tulle par Luc de Goustine connaissent toujours un réel succès et nous souhaitons que cette formule soit imitée dans d'autres départements.

3° Nos actions extérieures

L'association SeiNéva continue de fonctionner sous la forme d'un petit réseau de hauts fonctionnaires, de militaires et de sympathisants de la NAR. Des

étudiants et étudiantes venues de Russie, de l'Azerbaïdjan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Kazakhstan bénéficient d'une aide à la recherche d'emploi et d'un suivi des études, parfois d'une petite aide matérielle. Lors d'un voyage à Moscou en mai 2010, Bertrand Renouvin a développé ses contacts avec la mouvance antifasciste russe, qui s'est exprimée dans les colonnes de *Royaliste*. Ces contacts ont été maintenus en 2011 et ils se sont renforcés lors d'un nouveau voyage en Russie au mois de juillet 2011, ce qui nous a permis de suivre de près les manifestations des opposants à Vladimir Poutine l'hiver dernier et de donner une analyse complète de la situation politique en Russie. Un séjour de Bertrand Renouvin au Kirghizstan lui a permis d'observer l'apaisement des tensions avant l'élection présidentielle qui a, quant à elle, permit le renforcement de l'État de droit. Des avis prudents sont donnés à ceux qui en font la demande et qui appartiennent à une gauche démocratique encore informelle et qui doivent se donner une pensée politique dans des pays dépourvus de tradition démocratique.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et auxquels participent des économistes russes de très haut niveau. Les leçons que nous tirerons de

ces travaux et de nos relations avec certains militants russes nous permettront de donner un sens de plus en plus précis à notre projet de reconstruction de l'Europe continentale.

La Nouvelle Action royaliste compense la faiblesse de ses effectifs par la qualité de ses publications, l'extension de sa diffusion par le biais de la Toile et le soutien de compagnons de route qui reconnaissent volontiers le rôle qu'elle joue dans le débat intellectuel et dans la recherche de solutions politiques à la crise.

Notre mouvement a pu surmonter maintes épreuves parce qu'il s'est délibérément placé au cœur de la réflexion politique tout en étant complètement marginalisé dans la vie politique et exclu du champ médiatique.

Nous devons continuer à chercher, avec prudence et détermination, la fin de cet isolement politique. Il est possible que des perspectives se dessinent après la période électorale et quelle qu'en soit l'issue, car la crise systémique ébranlera les positions établies. Sans rien retrancher de nos fidélités, de nos convictions et de nos engagements, nous saurons nouer les alliances nécessaires avec ceux qui veulent mettre en œuvre une politique de redressement national.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 28 février 2012.

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 31^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

L'oligarchie française fait l'apologie de la mondialisation et cultive l'idéologie occidentaliste sans tenir compte des données anciennes et nouvelles de la politique internationale. L'occidentalisme repose sur un concept vide de sens, qui est un héritage du manichéisme de la Guerre froide et qui vise à perpétuer l'alignement sur les États-Unis. Le retour dans l'Otan, l'engagement de l'armée française sur le sol afghan, puis le soutien des dirigeants socialistes aux insurgés syriens ainsi que leur aveuglement sur le rôle subversif de l'Arabie saoudite et du Qatar, sont les signes patents de cette inféodation qui paraît naturelle aux autres dirigeants de l'Union européenne. Cet alignement sur les États-Unis s'accompagne d'un aveuglement sur la politique américaine qui, depuis la première élection de Barack Obama, s'est très activement tournée vers le Pacifique. Le discours sur la mondialisation est un autre facteur d'aveuglement. Il conduit à négliger la montée en puissance de la Russie et les relations très étroites qu'elle développe avec l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Il conduit à négliger l'Organisation de coopération de Shanghai qui réunit la Chine, la Russie et plusieurs pays d'Asie centrale. Il conduit à négliger l'Alliance du Pacifique nouée entre le Mexique, le Pérou, la Colombie et le Chili. En écho au thème du « choc des civilisations », le discours anti-islamique qui circule à droite et à gauche ignore les dynamiques historiques,

politiques et culturelles qui sont à l'œuvre dans ce qu'on regroupe à tort sous l'étiquette de « monde musulman ». L'Iran et l'Arabie saoudite sont irréconciliables et le conflit entre chiïtes et sunnites engendre des affrontements sanglants en Afghanistan et au Pakistan. L'islam balkanique reste profondément lié à la Turquie, puissance européenne qui tente de mener son jeu en Syrie, en Egypte et en Tunisie et qui exerce une influence certaine en Asie centrale. Les révolutions arabes qui ont entraîné l'arrivée au pouvoir de partis islamistes ne sont pas terminées comme en témoignent les fortes résistances que ces partis rencontrent en Egypte et en Tunisie. Les groupes djihadistes, qu'il est absurde de dénoncer comme « terroristes », veulent détruire les pratiques traditionnelles de l'islam au Proche-Orient comme en Afrique. A l'encontre de la vision irénique qui avait prévalu en Europe après l'effondrement soviétique, le jeu des nations et des empires continue d'engendrer des guerres plus ou moins longues et plus ou moins intenses. A l'exception de la France et de la Grande-Bretagne, les États-membres de l'Union européenne éprouvent cependant une dangereuse impression de sécurité – comme si la protection américaine était assurée en toutes circonstances, comme si les États-Unis étaient les seuls alliés possibles. Le souci de la sécurité de l'ensemble du continent européen est absent et par conséquent celui d'une défense de l'avant, que la France est seule à assurer au Mali et que les Russes sont seuls à assumer dans le Caucase-Nord et en Asie centrale face à la menace conjuguée des djihadistes et des trafiquants de drogue.

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

La Russie continue de susciter l'hostilité des médias, au sein desquels quelques intellectuels publient des articles vindicatifs contre Vladimir Poutine et contre une économie qui serait fondée sur la rente et la corruption. Ces déclarations polémiques ne tiennent pas compte des facteurs historiques : la démocratie russe date d'une vingtaine d'années, les mouvements démocratiques ont été étouffés par le tsarisme puis par le régime soviétique et restent

méconnues, le présidentielisme n'est pas une spécificité russe et la représentation parlementaire dans les institutions fédérales comprend une majorité et une opposition. Quant à l'opposition extraparlamentaire, elle bénéficie d'une liberté contrôlée et tente sans succès de se constituer en un bloc d'opposition, extérieur aux pouvoirs constitutionnels.

La stabilité politique de la Russie et les décisions prises depuis 1998 ont assuré à l'économie une croissance brièvement interrompue par la crise de 2008. En 2012, la croissance était de 3,5% et l'industrie continuait de se moderniser dans un pays qui possède de fortes capacités d'investissements et de solides réserves de change. Le chômage concernait seulement 5,3% de la population active et la consommation intérieure restait soutenue grâce au relèvement des salaires et des retraites.

Cependant, le ralentissement de la croissance au début de l'année 2013 montre que la Russie subit les conséquences de la récession en Europe de l'Ouest et de la faible croissance américaine. L'économie russe souffrira d'un éclatement de la zone euro et son gouvernement devra réviser sa stratégie commerciale et sa politique monétaire.

b) L'Union européenne

L'Union européenne continue de se disloquer sous l'effet du libre échange, de la crise de l'euro et du rejet croissant dont elle est l'objet de la part des peuples.

Il existe une zone extérieure à la monnaie unique, qui accueille les délocalisations et qui constitue un réservoir de main d'œuvre à bas prix : cette zone comprend notamment la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie. Les fortes tensions qui se manifestent en Hongrie et en Bulgarie ne retiennent guère l'attention.

Il existe une zone couverte par le nouveau traité TSCG, dont la Grande-Bretagne ne fait pas partie.

Il existe une zone euro du sud qui subit dans toute leur violence les thérapies de choc qui ont des effets économiques et sociaux catastrophiques et qui ont des conséquences politiques majeures : en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Slovénie, il y a rupture entre la majorité des citoyens et l'oligarchie, une mise en accusation haineuse de l'Allemagne et une hostilité croissante envers l'euro. L'Espagne est quant à elle menacée par le séparatisme catalan. La République de Chypre est devenue un cas à part, puisqu'un contrôle des changes a été établi.

Il existe une zone euro du nord qui est placée sous

domination allemande : elle regroupe les Pays-Bas, la Belgique et la France, trois pays qui acceptent que Berlin exerce la direction de fait de l'ensemble de la zone euro, par le biais de la présidence de l'Eurogroupe et du président de la Banque centrale européenne.

Les nations dominées de la zone euro subissent les effets des mesures d'austérité et des thérapies de choc sans la moindre possibilité de sortir du cycle infernal de la récession, de la désindustrialisation, du chômage et de l'endettement public. Les unes après les autres, ces nations glissent dans le chaos et dans la violence parce qu'aucune force politique n'est en mesure de présenter un plan cohérent de sortie de crise.

C/ Le désordre économique mondial

A partir de 2008, la crise a suscité l'organisation de très nombreuses réunions internationales qui étaient censées assurer la régulation de l'économie et de la finance par une « gouvernance mondiale ». Ces concertations spectaculaires ont été des échecs et la crise n'est toujours pas maîtrisée. Les dirigeants de l'Ouest européen ne veulent pas reconnaître que le libre-échange est le principal facteur de désorganisation et de violence et ils défendent encore la mythologie de la mondialisation alors que les États-Unis, la Chine, le Japon, la Russie et bien d'autres puissances mènent des politiques strictement conformes à leurs intérêts. Les États-Unis mènent une politique de création monétaire qui est destinée à sauver l'économie américaine – et non pas un Occident fictif. La Chine mène une politique de change et une politique salariale qui favorisent les produits chinois et le Japon s'oriente vers une politique de change qui favorisera les exportations de ce pays. Au contraire, les dirigeants de l'Union européenne ont pour dogme l'ouverture maximale sur le reste du monde qui condamne les économies nationales de l'Union à subir des attaques ruineuses. Les nations qui disposent d'une monnaie nationale peuvent décider des dévaluations qui leur sont avantageuses mais les États-membres de la zone euro sont pris au piège de la « monnaie forte » et soumis aux décisions arbitraires de la Banque centrale européenne qui, avec l'accord de Berlin, peut financer la dette publique irlandaise en violation du traité de Lisbonne ou punir la Grèce et Chypre. Confrontée à la guerre des monnaies, la zone euro reste inerte parce que l'Eurogroupe et l'Allemagne ont choisi de laisser faire.

Les politiques de déflation salariale, la guerre des

monnaies, les effets destructeurs de la globalisation financière, le financement de la spéculation boursière par les mesures d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale, la fragilité du système bancaire qui est soulignée régulièrement par des faillites, sont les principaux facteurs d'un chaos qui affecte tout particulièrement l'Europe. Comme remède, les oligarchies n'ont d'autres propositions que celles formulées par le Fonds monétaire international depuis des décennies : rigueur budgétaire, baisse des salaires, destruction de la protection sociale solidaire. En Europe de l'Ouest, ces recettes provoquent des révoltes sporadiques ou prolongées qui sont les signes avant-coureurs d'une déstabilisation politique générale.

II/ LA FRANCE

La campagne pour l'élection présidentielle a apporté une confirmation que nous avons été les seuls à souligner : la fonction présidentielle et la fonction de Premier ministre sont confondues dans les discours et dans les programmes des principaux candidats, qui se conforment sans la moindre retenue à la logique perverse du quinquennat. Cette confusion, exprimée sur un mode hystérique par Nicolas Sarkozy, s'observe également chez François Hollande qui néglige ou qui oublie les prescriptions de l'article 5 de la Constitution au fil de ses interventions dans maints domaines qui relèvent de l'action gouvernementale.

Bénéficiaire d'un vote de rejet, le nouveau président de la République n'est pas resté fidèle aux discours de sa campagne, qui laissaient espérer aux Français une réaction contre le capitalisme financier, une renégociation du pacte budgétaire européen et une plus grande justice sociale. Malgré les avertissements qui lui ont été prodigués, malgré les voies nouvelles qui lui ont été présentées pendant l'été 2012 par Nicolas Dupont-Aignan et par Jacques Sapir, François Hollande a choisi de ne pas remettre en cause les puissances établies et de confirmer les choix fondamentaux des précédents quinquennats.

Avant même que la première année du nouveau quinquennat se soit écoulée, il est vérifié que nous ne sommes pas sortis de l'oligarchie. Accepté par Nicolas Sarkozy aux conditions fixées par Berlin, le TSCG n'a pas été renégocié par François Hollande et un illusoire *pacte de croissance* a couvert le vote de soumission du Parlement français. La demande de référendum sur le nouveau traité n'a pas été prise en considération et la nouvelle équipe tend à reproduire le comportement de l'ancienne quant au

déni de démocratie. Décidé par Nicolas Sarkozy, le retour de la France dans l'Otan a été entériné par François Hollande sans le moindre débat. Quant aux orientations économiques et sociales du précédent gouvernement, elles n'ont pas été remises en cause : la grande réforme fiscale promise a été abandonnée, la loi sur les activités bancaires ne gênera en rien la spéculation financière et la « règle d'or » de l'équilibre budgétaire conduit à renforcer des mesures de rigueur qui conduisent à la récession économique et à la régression sociale.

Reprenant une pratique utilisée par le gouvernement Jospin, la gauche a voulu montrer sa modernité en présentant des lois « sociétales ». La loi Taubira, dangereuse en elle-même et par ses prolongements possibles, provoque dans la nation un malaise profond tandis que s'affrontent les partisans et les adversaires du prétendu « mariage pour tous ». Ce débat n'a pas occulté la dégradation du climat social. A Florange, chez PSA, à Petroplus et dans de nombreuses autres entreprises, les calculs des financiers et la désindustrialisation provoqués par le libre-échange et le taux de change de l'euro conduisent à des grèves et à des incidents qui soulignent une dégradation que le gouvernement ne se donne pas les moyens d'enrayer. La hausse massive du chômage, sans espoir d'inversion de la courbe à la fin de l'année, la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation de la pauvreté sous toutes ses formes sont les conséquences visibles de la gestion ultra-libérale de la crise.

L'insécurité sociale, que l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 va aggraver s'il est transposé dans une loi, s'inscrit dans une crise plus générale de la société française. Nous avons souligné dans le précédent rapport la gravité des phénomènes de dislocation géographique, de relégation dans des zones périphériques et d'ethnisation de certains quartiers. François Hollande a été informé de ces évolutions sociologiques mais, dans l'action du gouvernement, on ne perçoit aucune volonté d'inverser les tendances négatives. L'optimisme présidentiel, qui se nourrit d'une croyance déraisonnable en la fin d'un cycle économique, rejoint l'idée confortable et dangereuse du « laisser faire ». L'envoi des troupes françaises au Mali, qui a balayé un temps la phobie de l'action unilatérale, est la seule décision politique dont il y a lieu de se féliciter en raison du retournement de situation qui en résulte au Sahel.

La crise qui s'aggrave de mois en mois est d'autant plus insupportable que la France dispose de nombreux atouts : à sa vitalité démographique

s'ajoutent les capacités scientifiques et techniques d'une vieille nation de savants, d'ingénieurs et de techniciens, le bon niveau de formation de sa population, une puissance économique qui peut être rapidement mobilisée, un haut degré de conscience politique. Pourtant, les oligarques de droite et de gauche considèrent que le déclin français est une fatalité qui s'inscrit dans le déclin de « l'Occident » et ils acceptent de subir la domination de Berlin, alors que l'Allemagne est effectivement sur une pente dangereuse en raison de sa situation sociale et de sa démographie. Au lieu d'animer et d'orienter le débat démocratique, les principales formations de droite et de gauche sont livrées au jeu des ambitions personnelles et se préoccupent de satisfaire leurs clientèles. Dans notre nation qui a toujours porté au plus haut la vie de l'esprit, les idées, les convictions et les projets d'intérêt national sont désormais rejetés avec mépris. Pour la première fois dans notre histoire, la classe dirigeante ne se soucie plus de la nation et utilise l'État pour imposer des sacrifices sans fin.

La puissance financière des grands partis, leur implantation locale, les attraits du carriérisme et les artifices de la communication ne parviennent pas à empêcher la décomposition des deux principales formations politiques. L'UMP est la proie d'ambitieux prêts à toutes les compromissions tandis que le Parti socialiste achève de se discréditer par son alignement sur le président de la République et le gouvernement. L'opposition entre l'oligarchie et le peuple français ne cesse de s'approfondir et tend à remplacer le clivage entre la droite et la gauche. Il est certes évident que le peuple français n'est pas uni. Les citoyens qui s'opposent résolument aux oligarques soutiennent soit le Front national, soit le Front de gauche ou se situent dans une mouvance patriotique qui s'était brièvement organisée autour de Jean-Pierre Chevènement.

Le Front national est un mouvement nationaliste xénophobe qui exploite les angoisses identitaires, il préconise le protectionnisme et la sortie de l'euro tout en esquissant une critique sociale. Ces trois discours lui assurent de solides succès électoraux mais le Front national est un parti divisé en féodalités, sans cohérence intellectuelle et dirigé par une personnalité aussi populaire que fragile. Ce parti serait incapable de récupérer un mouvement social de grande ampleur mais peut représenter une alternative électorale à la droite classique.

Le Front de gauche a obtenu un résultat médiocre à l'élection présidentielle parce que son analyse de la

société française est datée, parce qu'il s'en tient à une posture antifasciste qui ne lui permet pas de lutter efficacement contre le Front national et parce que son européisme le tient à l'écart d'un mouvement patriotique qui se cherche. Lors de son 3e Congrès, le Parti de gauche a mis en cause l'Eurogroupe, la domination allemande et le carcan de l'euro mais Jean-Luc Mélenchon, au mépris de la logique, continue de s'opposer à la sortie de l'euro.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Après avoir appelé à voter pour Nicolas Dupont-Aignan en raison de sa fidélité aux institutions gaulliennes, de sa dénonciation de l'euro et de son refus de l'Otan, nous avons estimé qu'il était impossible de préconiser, comme en 2007, l'abstention au second tour. Pour avoir abaissé la fonction présidentielle, pour s'être comporté de manière arrogante voire insultante dans maints pays étrangers, pour avoir servi les intérêts du capitalisme financier, pour avoir soumis la France à l'Allemagne, il fallait que Nicolas Sarkozy soit battu. Nous avons donc appelé à voter en faveur de François Hollande, sans avoir d'illusions sur le personnage mais pour ne pas laisser passer la moindre chance de redressement de notre pays. Cependant, le Comité directeur de la NAR n'a pas jugé utile de reprendre contact avec le président de la République, ni avec le Premier ministre, ni avec le Premier secrétaire du Parti socialiste car il a été prouvé dès le mois de juin 2012 que les nouveaux dirigeants étaient résolument fermés aux critiques et aux propositions.

Avant l'élection présidentielle, nous avons jugé que les idées défendues par Arnaud Montebourg étaient dignes d'intérêt. Un dialogue avait été engagé, le député avait accepté de participer à une réunion à la NAR et nous avons noué de bons rapports avec le mouvement La Rose et le Réséda. Dès qu'il fut nommé ministre, Arnaud Montebourg a mis fin à la réflexion collective qu'il avait lancée et s'est séparé de son principal conseiller ; il est devenu un élément de la communication gouvernementale, ce qui le disqualifie aux yeux de la NAR. Nous avons également suivi avec sympathie le rassemblement d'intellectuels socialistes dans la Gauche populaire et une coopération avec la NAR pouvait être envisagée. Des députés socialistes ont récupéré l'étiquette Gauche populaire pour assurer leur promotion et l'esprit initial de cette société de pensée s'est perdu.

Nos relations avec Nicolas Dupont-Aignan et avec

Debout la République sont cordiales mais il n'a pas été envisagé d'actions communes pendant la campagne de 2012 ni après.

Avec les formations qui se trouvent à la gauche du Parti socialiste, l'absence de toute relation est une constante. Nous sommes séparés des Verts par des désaccords fondamentaux. Quant au Front de gauche, le sectarisme de Jean-Luc Mélenchon exclut toute possibilité de discussion.

Les relations avec les autres mouvements et groupes royalistes sont au point mort, depuis l'échec de la rencontre qui avait eu lieu en juin 2010.

Pour ce qui concerne la famille royale, le chef de la Maison de France continue de prendre des positions sans cohérence et qui restent sans portée. Le prince Jean n'envisage pas de nouveaux voyages à l'étranger et il a pris des distances avec l'association Gens de France qui continue cependant à fonctionner. La Nouvelle Action royaliste subit les conséquences, à tous égards négatives, de la très faible incarnation de l'idée royale.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Faute d'alliances politiques, la Nouvelle Action royaliste fonctionne comme une société de pensée qui participe au renouvellement de la pensée politique dans notre pays. L'oligarchie et les grands médias ignorent très logiquement cette activité puisqu'ils défendent une idéologie occidentaliste et ultra-libérale que nous récusons radicalement. Il est non moins logique que nos publications et nos débats attirent des intellectuels critiques et des économistes hétérodoxes appréciés par tout un public patriote et républicain qui se retrouve dans « *Royaliste* », aux Mercredis parisiens et sur la Toile – qu'il s'agisse de nos sites ou de nos pages sur Facebook. La NAR est donc en mesure de jouer un rôle significatif dans la bataille intellectuelle qui a l'avantage de se dérouler principalement sur les sites et dans les réseaux sociaux. Il est regrettable à cet égard que Philippe Cohen, avant de quitter *Marianne*, ait été écarté du site *Marianne2* qui était devenu grâce à lui le point de rencontre des hétérodoxes – et le seul grand site sur lequel nous pouvions nous exprimer. La tête de réseau a disparu, mais le réseau existe et se développe sans qu'il soit besoin de réunir les animateurs dans un quelconque organe de liaison.

Dans cet ensemble de sites et de blogs, la NAR forme un bloc cohérent qui dispose de moyens d'expression différenciés :

- « *Royaliste* » reste un journal très modeste quant à son tirage sur papier mais la diffusion par Internet

nous assure une audience beaucoup plus large, qui n'est pas quantifiable, mais que chacun peut augmenter facilement. Le journal est très apprécié par nos compagnons de route.

- Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un carrefour stratégique dans la circulation des idées que les grands médias continuent d'ignorer.

L'assistance est nombreuse avec une tendance au rajeunissement qui se confirme. Au cours de l'année universitaire 2009-2010, nos Mercredis avaient accueilli 124 personnes différentes, 137 pour la même période en 2010-2011 et 145 pour 2011-2012.

- Le site « Archives du royalisme » se développe grâce au travail, inestimable, de Robert Paris. Il est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de « *Royaliste* » et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. En 2009, le taux de fréquentation de ce site était en moyenne de 600 visiteurs sur une durée de huit mois. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 870 visiteurs différents par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois et en 2012 de 870.

- Le livre qui regroupe 40 entretiens significatifs publiés dans « *Royaliste* » depuis quarante ans est presque achevé mais la mort de son éditeur François Moulin crée une incertitude sur sa publication.

- Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (630 en quatre ans) et publie des chroniques d'actualité (74 en quatre ans) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont parfois reprises sur des sites et des blogs amis. Le changement de système de comptage des lecteurs du blog ne permet pas de faire des comparaisons avec les premières années. Le taux de fréquentation en mars 2013 est en moyenne de 120 lecteurs uniques par jour.

- Le site de la NAR va connaître d'importants changements dans la présentation des activités de notre mouvement.

3° Nos actions extérieures

L'association SeiNéva continue de fonctionner sous la forme d'un petit réseau de hauts fonctionnaires, de militaires et de sympathisants de la NAR. Des étudiants et étudiantes venues de Russie, de l'Azerbaïdjan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Kazakhstan bénéficient d'une aide à la recherche d'emploi et d'un suivi des études mais nous constatons d'année en année que la plupart renoncent à travailler dans leur pays en raison de l'insécurité ou de l'absence de perspectives professionnelles et demandent la nationalité

française.

Les contacts avec la Russie, qui existent depuis 2010, ont été poursuivis par Bertrand Renouvin au cours d'un voyage pendant l'été 2012. Les milieux de l'opposition n'ont pas réussi à relancer la forte mobilisation de l'hiver 2011 faute de programme politique, en raison des contradictions majeures qui existent entre les nationalistes, les ultra-libéraux et la gauche socialiste et parce que les principales ONG sont en situation de faiblesse en raison de leur financement par le gouvernement américain. La contestation, qui a réuni des militants politiques et des représentants de la nouvelle classe moyenne, s'est étiolée dans l'indifférence générale et le Parti communiste, principale victime des fraudes électorales, reste la première force d'opposition.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et auxquels participent des économistes russes de très haut niveau. Ces travaux nous permettent de mesurer le fossé qui sépare les analyses critiques de l'économie russe et les caricatures qui sont publiées dans les médias et, surtout, de donner un fondement solide à notre projet de réorganisation de l'Europe continentale.

La démission de Christophe Barret nous prive des contacts qu'il a noués avec des économistes hétérodoxes espagnols. Nos relations amicales avec

des monarchistes portugais et les rencontres que nous pourrions avoir avec des opposants grecs à la Troïka permettent d'envisager la création sur la Toile d'un petit réseau de militants hostiles à l'euro. Comme les précédentes années, la Nouvelle Action royaliste a compensé la faiblesse de ses effectifs par la qualité de ses publications, l'extension de sa diffusion par le biais de la Toile et le soutien de ses compagnons de route.

Clairement situé dans le courant hétérodoxe, notre mouvement est à la recherche d'une personnalité capable de rassembler le parti des politiques qui, dans notre histoire, se forme pour résoudre de grandes crises nationales. Sans ce fédérateur, il ne sera pas possible de déborder à la fois le Front national et le Front de gauche qui représentent des alternatives illusives.

La Nouvelle Action royaliste reste donc dans une situation d'isolement et de blocage sur le terrain politique mais elle doit maintenir toutes ses positions doctrinales et tous ses liens intellectuels car les partis politiques qui ont occupé le devant de la scène au XXe siècle sont en train de s'effondrer en France comme dans toute l'Europe du Sud. C'est à une réorganisation politique d'ensemble que notre mouvement doit se préparer.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 2 avril 2013

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 32^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

En Europe de l'Ouest et plus particulièrement en France, l'analyse de la situation internationale et des principales crises est inscrite dans une vision manichéenne, qui oppose tantôt « l'Occident » tantôt « l'Europe » à des forces incarnant le Mal tour à tour représenté depuis la fin de la Guerre froide par la Serbie de Milosevic, l'Irak de Saddam Hussein, l'Afghanistan des Talibans, la Libye de Kadhafi, la Syrie d'Assad, la Russie de Poutine. Menée sous l'égide des États-Unis, ces « croisades » qui ont pour but de liquider un chef d'État et un régime sont caractérisées par l'abandon à plus ou moins brève échéance des peuples que « l'Occident » assurait vouloir libérer. La Serbie, le Kosovo et le Monténégro ont été livrés à des prédateurs, la Croatie est ravagée par la crise, l'Irak n'est pas sorti de la guerre civile, la Libye est disloquée, l'Afghanistan est partagé entre les Talibans et divers seigneurs de la guerre et du crime organisé. Après avoir été l'objet d'intenses pressions diplomatiques et d'une menace d'intervention militaire, la Syrie a été abandonnée à sa lutte indécise et sanglante entre le clan Assad et diverses oppositions qui sont militairement dominées par les mouvements djihadistes.

Quant à l'islamisme, on observe que les Frères musulmans ont été chassés du pouvoir et violemment réprimés en Egypte et que le parti Ennahda a subi une sérieuse défaite en Tunisie. En Turquie, l'AKP qui a remporté les élections municipales du 30 mars a subi la contestation massive des classes moyennes avant d'être secoué

par des scandales qui coïncident avec un fort ralentissement de l'économie. Le terrorisme islamiste reste inquiétant dans le Nord-Caucase et l'Asie centrale, travaillée en profondeur, risque de subir les conséquences déstabilisatrices de l'échec américain en Afghanistan. Au Tadjikistan et au Kirghizstan, la Russie joue un rôle défensif de premier plan, que l'Armée française aurait pu renforcer. L'évolution de la politique iranienne, depuis l'élection d'Hassan Rohani, permet d'envisager une participation active de l'Iran à un éventuel règlement de la crise syrienne et à une action déterminée face au djihad sunnite ; au contraire, l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis et cliente de la France, finance hors de son territoire de nombreux mouvements subversifs et violents. Les crises et les conflits au Proche et au Moyen-Orient ne sauraient faire oublier que la partie principale se joue entre les États-Unis, puissance déclinante qui tente de maintenir son rang, et la Chine, puissance montante qui aspire à devenir la première puissance mondiale. Sans oublier que la classe dirigeante américaine ne forme pas un bloc, il apparaît que les États-Unis s'efforcent de contenir la Chine en agissant sur deux fronts : le gouvernement américain renforce ses liens diplomatiques, militaires et commerciaux dans la zone Asie-Pacifique et il s'efforce de placer l'Europe occidentale sous sa domination en ajoutant à l'Otan un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) en cours de négociation. L'intervention réussie au Mali, avant l'interposition inefficace et dangereuse pour nos soldats en Centrafrique, ne peut masquer l'effacement français. Alignés sur les États-Unis, prisonniers volontaires des organismes de l'Union européenne, les dirigeants de notre pays n'ont pas la volonté de réorienter le cours des affaires mondiales et de présider à la réorganisation de l'Europe continentale.

B/ Les enjeux européens

a) L'Europe continentale

Pendant la Guerre froide, nous avons défendu le projet gaullien d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, qui paraissait utopique. L'effondrement de

L'Union soviétique a transformé ce rêve en possibilité : François Mitterrand avait esquissé un projet de Confédération européenne qui fut vite balayé par ceux qui voulaient, sous l'égide de Bruxelles, fédérer les seuls pays de l'Ouest européen. Face à l'échec de l'Union européenne et à la menace représentée par le Partenariat atlantique, le projet de confédération des États européens est repris par Jean-Pierre Chevènement et par plusieurs économistes hétérodoxes. Ce projet rejoint les propositions faites par la Nouvelle Action royaliste lors de son 23^{ème} congrès du 28 mars 2004. Ainsi, la Nouvelle Action royaliste analyse l'évolution de notre continent selon la perspective d'un nouvel équilibre européen permettant une organisation de défense commune, hors Otan, et des projets communs de développement.

En Russie, le mouvement contestataire, très divisé, n'a pas pu devenir une force politique assez importante pour qu'il soit possible d'envisager un renouvellement de l'opposition parlementaire, représentée à droite par les nationalistes et à gauche par le Parti communiste et Russie juste. Cette stabilité politique, confirmée par les élections municipales, permet la poursuite d'une politique économique qui rencontrait fin 2013 plusieurs problèmes : corruption endémique et désordre traditionnel de l'administration, surévaluation du rouble, baisse de la croissance, baisse de l'investissement à cause de taux d'intérêt trop élevés qui freinent l'indispensable modernisation de l'économie.

L'insurrection à Kiev, la tension dans l'Est de l'Ukraine et le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie ont été généralement présentés comme un nouvel épisode du conflit entre « l'Europe » - en fait quelques États européens - et une Russie qu'il s'agirait de contenir et de refouler hors du cercle vertueux que dessinaient Washington, Berlin, Bruxelles et Varsovie.

b) L'Union européenne

Nous avons décrit l'an passé une Union en train de se disloquer sous l'effet du libre-échange, de la crise de l'euro et des mouvements populaires de contestation. Nous sommes toujours dans le même processus qui mêle le désordre institutionnel, l'opacité des procédures, le despotisme monétaire, les traités et accords à géométrie variable, l'emprise américaine et les fractures internes entre la zone euro du Nord et celle du Sud, entre la zone euro officielle et le reste de l'Union. Berlin et Bruxelles affirment vouloir réduire ces fractures par

l'extension du libre-échange, la stratégie de l'offre et les thérapies plus ou moins violentes dont les peuples sont victimes. En annonçant que la BCE achèterait en nombre illimité les titres de dette publique des pays en crise, Mario Draghi a calmé pour un temps la spéculation mais la monnaie unique continue à détruire les économies nationales – à l'exception de l'économie allemande.

L'Allemagne bénéficie à court terme de sa faible démographie, de ses délocalisations à l'Est, de son dispositif de déflation salariale et d'un taux de change de l'euro qui lui convient. Elle a pu reprendre au sein de l'Union sa stratégie de colonisation interne tout en développant à l'égard de la Russie, de la Chine et des États-Unis une politique conforme à ses intérêts. La fin du « couple franco-allemand » marque cette politique de puissance et permet à l'Allemagne d'exercer une hégémonie que les gouvernements français de droite et de gauche ne songent pas à contester. La volonté allemande de toute puissance – heureusement bornée par sa faiblesse militaire – provoque en Europe du Sud une flambée d'anti-germanisme. La violence ultralibérale déclenche quant à elle des réactions anti-oligarchiques sur le plan électoral et des mouvements de révolte en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Bulgarie, en Slovaquie ainsi qu'à la périphérie de l'Union européenne, en Bosnie-Herzégovine. L'Union a pu autrefois séduire de nombreux citoyens et des peuples parce qu'elle promettait la prospérité et la démocratie. Il est devenu évident en 2005 que son oligarchie contourne le suffrage universel et chacun peut constater depuis 2007 que les dispositifs monétaires, économiques et financiers imposés par Bruxelles, Francfort et Berlin – et jamais soumis à référendum – provoquent la crise qu'ils sont censés juguler. Cependant, ces constats et les refus exprimés ne parviennent pas à bouleverser les rapports de force.

C/ Le désordre économique mondial

Toujours évoquée comme phénomène explicatif d'événements inéluctables, la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau et le développement des échanges n'a jamais été le résultat du libre jeu des forces du marché. La mondialisation s'est toujours faite dans le conflit des volontés de puissance nationales et impériale – au 19^{ème} siècle sous l'égide de la Grande-Bretagne, au 20^{ème} siècle sous l'égide des États-Unis. Nous assistons en ce début du 21^{ème} siècle au jeu classique des nations et des empires qui mènent leur stratégie selon leurs

tendances historiques – qu’il s’agisse de la Chine, de l’Allemagne ou des États-Unis. L’Union européenne prétend entrer dans le champ de ses rivalités à la manière d’un empire alors que cette organisation internationale n’a pas d’histoire propre ni de puissance souveraine : elle est par conséquent vouée à subir les bouleversements géopolitiques en cours y compris dans les diverses zones que Bruxelles est censée administrer.

Alors que la Commission européenne tente d’appliquer les principes de l’idéologie du Marché, il est devenu évident que le système financier mondial est principalement alimenté par la Banque centrale américaine qui mène une politique de création monétaire. Cette politique pourrait favoriser la croissance économique si les banques privées distribuaient du crédit pour favoriser les investissements. Mais les banques préfèrent spéculer et la création monétaire fait gonfler dans des proportions considérables des bulles qui ne manqueront pas d’éclater.

Le capitalisme industriel, quand il n’est pas soumis à un ordre juridique rigoureux, tire ses profits de la main d’œuvre servile qui est aujourd’hui massivement employée dans les usines délocalisées en Chine, en Asie du Sud-est, en Europe centrale et orientale... La dictature dans certains pays, la soumission de nombreux États aux groupes de pression capitalistes et la faiblesse des réactions syndicales dans les nations développées expliquent l’extrême concentration des richesses et le maintien ou la croissance des inégalités sociales.

Les privatisations, la libre circulation des capitaux, les techniques modernes de spéculation et la robotisation des opérations permettent la manipulation des cours boursiers et des taux d’intérêt. Il en résulte des risques systémiques permanents et une osmose croissante entre le crime organisé, les organisations financières et les grandes firmes industrielles. Corrompus par ces puissances déclarées ou souterraines, ou naïvement convaincus qu’il faut respecter la loi du marché, les dirigeants politiques laissent se développer un capitalisme criminel qui en mesure, comme la crise espagnole l’a démontré, de déstabiliser des États nationaux.

II/ LA FRANCE

Les institutions de la 5^{ème} République sont gravement affectées par la logique du quinquennat. Comme Nicolas Sarkozy, François Hollande joue le rôle du Premier ministre et parfois celui d’un simple ministre dans le mépris complet de la fonction

présidentielle telle qu’elle est définie par la Constitution. Il en résulte une quasi-disparition de la fonction symbolique et une grande confusion dans le déroulement de l’action ministérielle qu’un changement de Premier ministre assorti d’un remaniement ne fera pas disparaître.

Cette présidentialisation s’était traduite sous le précédent quinquennat par une hyperactivité présidentielle et par des comportements agressifs qui masquaient tant bien que mal une soumission effective aux puissances dominantes, à l’intérieur comme à l’extérieur. Cette présidentialisation s’est renforcée depuis l’élection de François Hollande puisque le parti dominant contrôle l’Assemblée nationale et le Sénat ce qui rend le président encore plus libre de ses actes. Pourtant, les discours et les gestes de François Hollande ne peuvent plus cacher ses alignements et démissions successifs. Il n’est plus possible de croire à une politique socialiste, ni même à une gestion social-démocrate : les préceptes ultralibéraux orientent les choix fondamentaux d’une élite qui ne se soucie plus de l’avenir de notre patrie, réduite à un ensemble de territoires soumis à des logiques de compétitivité.

Plus généralement, nous assistons à un mouvement de décomposition des partis, qui ont peu à peu détruit leur héritage. Le RPR puis l’UMP ont liquidé le gaullisme, le PS a liquidé le socialisme démocratique français et, depuis l’adoption du quinquennat et le passage à l’euro, la droite et la gauche ont renié la tradition républicaine pour se constituer en oligarchie. Nous sommes donc confrontés à une crise de légitimité, attestée par le succès des théories du complot.

Cette crise de légitimité est d’autant plus forte que les abandons ont lieu dans tous les domaines, François Hollande se situant résolument dans la perspective tracée par Nicolas Sarkozy. Après avoir accepté la « règle d’or » budgétaire, abandonné la réforme fiscale et dilué la politique écologique, François Hollande et ses ministres ont décidé de poursuivre la « réforme » des retraites afin de réduire au maximum la protection sociale dans le long terme ; ils mènent une politique de baisse du pouvoir d’achat et de déflation salariale qui accélère la désindustrialisation, le chômage et l’appauvrissement des Français. La soumission à Berlin, Bruxelles et Francfort est aggravée par l’accord donné aux négociations transatlantiques, d’autant plus inquiétantes que les citoyens ne sont pas tenus informés.

Face à l’aile gauche de l’oligarchie, les diverses oppositions manifestent surtout leur impuissance.

Les fractions de la droite réunies dans l'UMP ont pour programme inavoué l'extension des sacrifices imposés aux classes moyennes et populaires et l'enrichissement des plus riches. Les scandales feront le tri entre les nombreux candidats à la candidature pour la présidentielle de 2017, qui ne s'aperçoivent pas à quel point ils sont disqualifiés aux yeux de l'opinion publique.

Le Front de gauche ne tire pas avantage de sa radicalité, mise à mal par les accords passés entre communistes et socialistes pour les élections municipales. Ces désaccords tactiques ont paralysé le Front de gauche pendant plusieurs mois. Surtout, le Front de gauche commet depuis sa création une erreur stratégique majeure en sacrifiant aux vestiges de l'*internationalisme prolétarien* la défense de la nation française et des travailleurs français : faute de présenter un plan de sortie de l'euro et de protection de l'économie nationale, le Front de gauche ne peut s'opposer victorieusement au Front national qu'il dénonce à tort comme une résurgence du fascisme des années trente.

Le Front national recueille une partie du vote protestataire, surtout dans les régions frappées par la crise. Ce parti reste de taille modeste et il est profondément divisé entre la vieille génération xénophobe et une nouvelle génération qui est attirée le programme protectionniste et par la dénonciation de l'euro. Marine Le Pen n'a pas tranché entre la tendance nationaliste et la tendance néogaulliste. Elle ne peut accepter d'alliance avec la droite libérale sans perdre la force de sa polémique anti-oligarchique. Malgré ses succès aux élections municipales et sa probable progression aux élections européennes, son isolement l'expose à n'être qu'un repoussoir utile à la gauche qui camouflera ses échecs sous une diatribe antifasciste. Le Front national peut promettre à ses partisans de prendre le pouvoir mais en cas de victoire de Marine Le Pen à l'élection de 2017, elle susciterait de telles peurs qu'il lui serait très difficile de le garder. Le Front national est dans une impasse, dont il pourrait sortir au prix d'une crise interne que Marine le Pen semble vouloir éviter.

Face à l'offensive ultralibérale les syndicats sont aussi divisés que l'an passé, lors de l'accord puis lors du vote de la loi sur la sécurisation de l'emploi. La CFDT est restée fidèle à sa ligne de collaboration avec l'oligarchie en signant le Pacte de compétitivité aux côtés de la CFTC. Minée par ses conflits internes, la CGT agit dans la confusion, tandis que Force ouvrière maintient une ligne rigoureusement keynésienne. La manifestation du 18 mars a montré

la faiblesse du syndicalisme de contestation, qui ne parvient toujours pas à relayer au plan national les impatiences et les colères des ouvriers, des employés, des chômeurs et des retraités.

Les partis politiques et le pouvoir exécutif mènent leurs actions dans un climat marqué par une violence latente et par un vif désir de révolte. Les grèves et les occupations d'usines ponctuent l'actualité sociale sans entraîner de mouvement d'ensemble car ces actions se déroulent dans des zones périphériques, loin des principaux centres urbains. Le mouvement des Bonnets rouges, qui a mêlé diverses symboliques, a exprimé, un court moment, la colère contre une taxation malencontreuse et le désespoir d'une région durement frappée par la désindustrialisation due à la concurrence sauvage.

La violence latente s'exprime aussi par l'islamophobie mais l'affaire Dieudonné a montré que l'antisémitisme camouflé en antisionisme conduit certains milieux xénophobes à regarder favorablement l'islam. Ces fantasmes sont inquiétants car ils peuvent à tout moment se fixer sur certains citoyens, arbitrairement désignés comme boucs émissaires. Il est très probable, cependant, que le conflit décisif se déroulera sur le terrain social et politique. Il y a durcissement de l'opposition entre une oligarchie manifestement corrompue, liée à un capitalisme prédateur, et de larges secteurs d'une population cultivée, jeune et urbanisée qui subit le chômage ou sa menace, le management par le stress, le coût du logement, l'angoisse pour l'avenir des enfants. La lucidité de nombreux Français se traduit par un mélange d'exaspération devant l'arrogance des élites et de résignation face à leur puissance. Il s'agit là d'un mélange instable qui devrait tôt ou tard produire une explosion.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

L'isolement politique de notre mouvement est, pour partie, la conséquence de ses analyses politiques et des conséquences qu'il en tire. Le pouvoir politique étant confisqué alternativement par les ailes droite et gauche d'une oligarchie qui trahit l'intérêt national, un dialogue avec les représentants de cette oligarchie ne saurait être envisagé. Notre appel en faveur de François Hollande était dicté par la volonté d'éliminer Nicolas Sarkozy. Le comportement de François Hollande et les décisions prises depuis bientôt deux ans confirment un constat que nous ne sommes pas seuls à faire : dans

notre pays, l'affrontement principal n'oppose plus la droite et la gauche mais l'oligarchie et ceux qui dénoncent cette confiscation du pouvoir au nom des principes de la République. Dans cette bataille, la destruction de l'euro est le premier objectif à atteindre, car la « monnaie unique » est à la fois l'objet d'un attachement quasi-religieux et la monnaie de l'oligarchie qui lui permet d'imposer la déflation salariale et la désintégration progressive de la protection sociale.

Nous participons très activement à la campagne contre l'euro, avec plusieurs économistes hétérodoxes, en même temps que Debout la République et des groupes tels que le M'PEP de Jacques Nikonoff. Mais cet objectif n'est accepté ni par la gauche du Parti socialiste, ni par le Parti de gauche, ni par le Parti communiste. Comme les grands médias n'accordent qu'une place marginale aux adversaires de l'euro – excepté le Front national – ceux-ci ont une influence très limitée sur le débat public. L'isolement de notre mouvement est cependant relatif puisque la NAR fait partie de la fraction patriote qui, depuis l'échec du Pôle républicain, se cherche un fédérateur. Ce parti patriote n'a pas établi un comité de liaison mais il se retrouve dans diverses réunions et sur les réseaux sociaux. Ses thèses sont en train de gagner des fractions du Front de gauche, du Parti communiste, de la CGT et certains nouveaux adhérents du Front national affirment ouvertement leur gaullisme et leur refus de la xénophobie. Il semble par ailleurs que l'hostilité à l'euro progresse dans une opinion publique qui devrait être de plus en plus sensible aux développements à venir de la crise de la zone euro.

Les relations avec les autres mouvements royalistes sont inexistantes et n'ont aucune chance de s'améliorer dans la mesure où l'Action française, entre autres, participe activement aux manifestations d'extrême droite, tient les discours et procèdent aux actions provocatrices qui permettent au gouvernement de se poser en défenseur de la légalité républicaine.

Pour ce qui concerne la famille royale, le chef de la Maison de France a invité Yvan Aumont et Bertrand Renouvin à venir à son bureau. La rencontre a eu lieu le 22 mai 2013 et les deux membres du Comité directeur ont été invités à faire un tour d'horizon politique. Les échanges de vues ont été cordiaux mais sont restés sans lendemain. Le prince Jean garde pour sa part une extrême réserve, selon la décision qu'il a prise l'an dernier. L'association Gens de France s'est transformée en fondation

vouée à la collecte de dons pour la défense du patrimoine.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Faute d'alliances politiques avec de grandes formations, la Nouvelle Action royaliste fonctionne comme une société de pensée qui participe au renouvellement de la réflexion politique dans notre pays ; elle élabore un projet qui sera utile lorsqu'il sera possible de se regrouper avec d'autres patriotes dans une formation politique de type nouveau orientée vers la conquête du pouvoir.

Nous constatons que depuis 2005, les idées critiques et une masse croissante d'information sont en circulation sur la Toile. Depuis le début de la crise systémique, en 2007, les blogs hétérodoxes ont connu un succès considérable, attesté par le nombre des visiteurs et des rediffusions. Parallèlement, la presse quotidienne nationale, les hebdomadaires nationaux et les chaînes généralistes de télévision perdent leur public et subissent un discrédit généralisé. La crise des grands médias, qui continuent de diffuser une information normalisée et restreinte, permet un renouvellement du débat public hors des circuits habituels de la communication. C'est une chance pour la Nouvelle Action royaliste, qui est exclue des grands médias et qui peut retrouver une notoriété et une efficacité dans la diffusion de ses idées par le biais des réseaux sociaux. Il est regrettable, à cet égard, que de nombreux adhérents de la NAR refusent d'entrer dans ces réseaux alors qu'ils sont stratégiques dans la bataille intellectuelle et dans les mobilisations militantes comme on l'a vu dans maints pays étrangers.

Malgré ces réserves, la NAR forme dans l'ensemble des sites et des blogs du virtuel « parti des politiques » un ensemble cohérent qui dispose de moyens d'expression différenciés :

- « *Royaliste* » reste un journal très modeste quant à son tirage sur papier mais la diffusion par Internet nous assure une audience beaucoup plus large, qui n'est pas quantifiable, mais que chacun peut augmenter facilement. Toujours très apprécié par nos compagnons de route, notre journal mérite un effort quant à l'augmentation du nombre de ses abonnés. Un plan de campagne a été mis au point par François Tanné et nous souhaitons une mobilisation effective pour sa réussite.

- Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un carrefour stratégique dans la circulation des idées et le changement de locaux n'a pas entraîné de baisse dans l'assistance, toujours nombreuse avec une

tendance au rajeunissement et à la féminisation confirmée cette année encore.

- Le site « Archives du royalisme » se développe grâce au travail, inestimable, de Robert Paris. Il est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de « *Royaliste* » et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. En 2009, le taux de fréquentation de ce site était en moyenne de 600 visiteurs sur une durée de huit mois. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 870 visiteurs différents par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois, de 870 en 2012, de 1046 en 2013 et de 1221 pour les premiers mois de 2014.

- Le livre qui regroupe 40 entretiens significatifs publiés dans « *Royaliste* » depuis quarante ans n'était pas terminé à la mort de son éditeur François Moulin et nous ne pouvons envisager sa publication en raison en raison du surcroît de travail que cette publication exigerait.

- Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (plus de 800 en cinq ans) et publie des chroniques d'actualité (92 en cinq ans) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont souvent reprises sur des sites et des blogs amis. Le changement de système de comptage des lecteurs du blog ne permet pas de faire des comparaisons avec les premières années. Le taux moyen de fréquentation en mars 2014 était de 2 740 visites par mois dont 2 000 visiteurs uniques.

- Le site de la NAR a été entièrement rénové au début de l'année 2014 et donne manifestement satisfaction à ses visiteurs. Les connexions mensuelles de l'ancien site Narinfo étaient de 628 en 2012, de 385 en 2013 et de 322 pour les premiers mois de 2014.

3° Nos actions extérieures

La Nouvelle Action royaliste a la possibilité de tisser un petit réseau dans l'Europe du Sud, avec des royalistes et des non-royalistes. Il importerait de le développer dans la perspective de l'éclatement de la zone euro et pour concrétiser le projet de confédération européenne.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et auxquels participent des économistes russes de haut niveau. Ce séminaire nous permet d'avoir une bonne connaissance de l'économie russe, de mûrir notre projet de réorganisation de l'Europe continentale et de donner une assise solide aux réalisations concrètes que nous envisageons.

L'association SeiNéva continue d'entretenir des liens avec la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazakhstan. Les étudiants que nous avons pu aider dans le passé ont pris la nationalité française ou exercent une activité professionnelle dans leur pays. Les relations de confiance qui ont été créées nous permettent d'envisager un développement de SeiNéva dans le domaine des échanges culturels et un projet est à l'étude pour ce qui concerne le Tadjikistan. Nous envisageons par ailleurs la création, par des adhérents de la NAR, d'une société destinée à favoriser les relations entre les entreprises françaises et celles de la grande Europe en se tenant à l'écart des oligarchies locales et des circuits de la corruption. La Russie et le Kazakhstan ont été choisis comme premiers terrains d'investigation et des voyages d'études sont prévus dans ces deux pays en avril et mai 2014.

La France est dans une période de crise aiguë qui provoque des bouleversements rapides dans sa représentation politique. La Nouvelle Action royaliste est en phase avec la contestation de l'ultralibéralisme, de l'euro et du Partenariat transatlantique mais son rôle reste limité au débat intellectuel au sein du mouvement hétérodoxe en raison des choix politiques du Front national et du Front de gauche. Cette impasse stratégique ne doit pas empêcher notre mouvement de participer à la campagne des élections européennes et à la campagne contre le Partenariat transatlantique, selon des modalités qui seront déterminées par notre Congrès.

LE COMITÉ DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 3 avril 2014

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 33^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

Telle qu'elle est conçue en France et dans l'Ouest européen, la politique internationale est inscrite dans le combat entre l'Occident et les forces du Mal. Cette conception est purement idéologique : l'Occident ne désigne pas une communauté de valeurs et d'intérêts mais seulement la politique des États-Unis et de leurs alliés. La morale souvent invoquée pour diaboliser des adversaires a pour particularité – immorale – de varier au gré des circonstances : elle permet de bannir Bachar el-Assad avant de pactiser avec lui et de coopérer avec l'Arabie saoudite et le Qatar où les droits de l'homme sont quotidiennement bafoués. Le droit international varie en fonction des intérêts géopolitiques : le principe de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie n'a pas été respecté, le Kosovo a été partiellement détaché de la Serbie après une intervention militaire qui s'est effectuée sans mandat des Nations unies et le rattachement de la Crimée à la Russie n'est pas plus discutable que celui de Mayotte à la France.

Nous avons évoqué dans notre précédent rapport les échecs subis par les États-Unis dans diverses régions. La catastrophe américaine s'est amplifiée depuis un an : en Irak, les succès militaires de Daesh sont en grande partie la conséquence des choix du gouvernement américain et plus particulièrement de la réorganisation politique du pays sur des principes communautaires au détriment des sunnites. En Syrie, après quatre ans de guerre civile, les Américains s'aperçoivent que l'opposition modérée à Bachar al-Assad est inconsistante et

qu'ils doivent s'entendre avec Damas. En Lybie, où les Français et les Britanniques ont agi avec la permission des Américains, le chaos total profite aux groupes islamistes qui menacent les pays voisins. En Afghanistan, des élections truquées ont abouti à une réconciliation factice entre les deux principaux candidats et le nouveau gouvernement n'est pas encore complètement formé : divers groupes de Talibans agissent pour leur compte ou pour le compte des gouvernements pakistanais et indien tandis que Daesh commence à recruter. Alors que les États-Unis affirment vouloir pivoter vers l'Asie pour affronter la puissance chinoise, ils ont encouragé les opposants au président Ianoukovitch selon une stratégie qui consiste à refouler la Russie aussi loin que possible vers l'Est afin de mieux contrôler la partie occidentale de l'Europe. L'Ukraine s'en trouve durablement divisée et soumise de surcroît aux diktats du FMI. Quant à l'islamisme, la situation, toujours très préoccupante, est contrastée. Les Frères musulmans ont été défaits en Egypte, le parti Ennadhah a été battu en Tunisie aux élections législatives et présidentielle de l'automne 2014. En Turquie, l'élection d'Erdogan à la présidence de la République favorise le durcissement du régime dans une société profondément divisée, alors que la Turquie est exposée à subir les conséquences de la guerre civile en Irak et en Syrie – et plus particulièrement la création d'un État kurde. Les exactions de Boko Haram au Nigéria et dans les pays voisins ne sauraient faire oublier la menace islamiste dans le Caucase du Nord et en Asie centrale, qui est contenue par la seule Russie. La France, qui reste à tous égards une très grande puissance, est tenue à l'effacement par des gouvernements qui ont choisi l'alignement sur les États-Unis et sur l'Allemagne. Donnant l'image de la rectitude morale et de l'extrémisme néoconservateur face à Moscou, Damas et Téhéran, mais oubliant la cause des droits de l'homme à Pékin, à Riyad et à Doha au nom des impératifs de la « diplomatie économique », refusant à notre diplomatie et à notre armée les moyens d'un indispensable développement, les dirigeants de notre pays ont renoncé à agir de manière décisive en

Europe et dans le monde.

B/ Les enjeux européens

L'Europe continentale

L'effondrement de l'Union soviétique nous avait fait espérer, voici vingt-cinq ans, la réunion de l'ensemble de notre continent, un pacte européen de sécurité collective et une politique de développement concerté. Ces espoirs se sont évanouis. Les nations européennes ont été soumises aux violences engendrées par l'ultralibéralisme, le continent est resté divisé et se trouve engagé dans une nouvelle confrontation entre l'Otan et la Russie. Contrairement aux promesses faites à la Russie, l'Otan a été étendu au territoire est-allemand puis aux pays de l'Europe centrale et orientale dans lesquels un système antimissiles sous commandement américain est en cours d'installation.

Sous l'égide des États-Unis, plusieurs nations de l'Ouest et du centre de l'Europe mènent leur jeu selon leurs propres tendances historiques : l'Allemagne tire profit de la sous-traitance en Europe de l'Est et de l'exploitation de la main d'œuvre importée ; la Pologne, devenue le pivot de l'Otan en Europe, cherche à étendre son influence en Ukraine ; les pays baltes, faute d'alternative, se sont placés sous l'égide américaine. Revenue dans le commandement intégré de l'Otan, la France a renoncé à défendre ses propres intérêts et à faire prévaloir sa conception de l'équilibre européen. La crise ukrainienne s'inscrit dans cette logique générale de confrontation et dans les jeux traditionnels d'influence. Cette crise a été provoquée par les promesses inconsidérées du président de la Commission quant à l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne alors que la négociation portait sur un simple accord d'association qui ne tenait pas le moindre compte des échanges économiques et commerciaux entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. Lorsque les autorités ukrainiennes ont refusé de signer l'accord d'association, les manifestations réunissant des partisans de l'Union européenne, des citoyens indignés par la corruption et des ultranationalistes ont été soutenues par les diplomates et par les services secrets des États-Unis, de l'Allemagne et de la Pologne. Après les fusillades du 18-20 février sur la place de l'Indépendance, l'accord de sortie de crise qui avait été signé par le président Ianoukovitch, les chefs de l'opposition et les ministres allemand, polonais et français des Affaires étrangères, n'a pas été respecté. Le coup d'État qui s'est ensuite produit, les mesures

vexatoires prises à l'encontre de la population russophone et les démonstrations de force des groupes nationaux-socialistes ont provoqué une guerre civile latente puis ouverte dans laquelle les États-Unis, l'Allemagne, la Pologne et la Russie sont impliqués. La France, qui a suivi aveuglément la politique américaine de refoulement de la Russie, aurait pu jouer un rôle de médiation qui aurait pu éviter la division de fait de l'Ukraine. Aux côtés de l'Allemagne, notre pays n'a joué un rôle utile qu'en février 2015 lors de la signature des accords de Minsk qui laissent entiers le problème de l'unité ukrainienne et celui du désastre économique et social d'un pays qui n'a fait que changer d'oligarques.

La Russie ne pouvait rester indifférente aux événements survenus en Ukraine, alors qu'elle considérait comme objectif prioritaire la constitution d'une union eurasiatique. L'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne avait pour conséquence la libre entrée sur le territoire russe des produits de l'Union européenne, en raison des accords commerciaux russo-ukrainiens. Surtout, le rapprochement avec l'Union européenne faisait craindre une nouvelle extension de l'Otan. A la faveur de la crise, la Russie a repris la Crimée mais elle a perdu son influence sur Kiev. Alors qu'elle n'avait pas souhaité les déclarations d'indépendance dans les Républiques autoproclamées, son soutien à la rébellion militaire est proportionnel à l'engagement des Américains et des Polonais aux côtés du gouvernement ukrainien. Les sanctions décidées par les États-Unis et l'Union européenne, la chute du rouble fin 2014 et la forte baisse des prix du pétrole ont des effets récessifs qui n'entament pas la popularité de Vladimir Poutine. La Russie souffre cependant de nombreux retards dans son développement, qui s'expliquent notamment par des faiblesses de financement et par les conflits au sein du gouvernement et des administrations. Le problème posé par la Banque centrale de Russie, qui est acquise à l'idéologie dominante et qui mène une politique très défavorable au développement, n'est toujours pas résolu. Face aux autorités monétaires et aux divers partisans des recettes ultralibérales, les hésitations et les compromis de Vladimir Poutine ont coûté très cher à la Russie depuis 2008.

L'Union européenne

Les élections européennes ont une nouvelle fois masqué l'extraordinaire confusion juridique et le caractère antidémocratique de l'Union européenne.

Le Parlement européen n'a pas l'initiative des lois, la Commission dispose d'un pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, la Cour européenne de justice est un organe autocratique qui constitutionnalise et interprète le droit. Les traités, qui règlent une union fondée sur le droit international, ont créé une sorte de « constitution économique » fondée sur des normes idéologiques.

Les prescriptions économiques se caractérisent par l'incohérence. En janvier 2013, l'économiste en chef du FMI avait reconnu les effets pervers des politiques d'austérité en raison de l'effet bénéfique des dépenses publiques qui est effacé ou atténué par les efforts de retour à l'équilibre budgétaire. En mars 2015, la Commission européenne a reconnu les conséquences négatives de la réduction des dépenses publiques – ce qui n'empêche pas la Commission de continuer à imposer, comme le FMI, des programmes restrictifs.

Faute de nations capables de lui imposer des limites, l'Allemagne impose à l'Union européenne et plus particulièrement à la zone euro des conceptions économiques qui correspondent à ses propres intérêts et qui sont défendues, dans les différents organes de l'Union, par ses obligés. Cet impérialisme par défaut masque les graves faiblesses qui compromettent le prétendu « modèle allemand » : déclin démographique, faiblesse de l'investissement et carence dans l'innovation, fragilité du système bancaire, extension de la pauvreté et de la précarité depuis les réformes Hartz.

L'Allemagne, qui se fait cependant reconnaître comme modèle, avait décidé de faire de la Grèce le laboratoire de sa politique punitive et le champ privilégié du pillage effectué par ses industriels. La victoire de Syriza en janvier 2015 conduit Berlin à réagir violemment par le biais de l'Eurogroupe et, surtout, de la Banque centrale européenne : par un étranglement financier progressif, il s'agit de contraindre le gouvernement grec à renouer avec l'austérité systématique afin d'éviter une contagion des politiques anti-austéritaires au sein de la zone euro et tout particulièrement en Espagne.

L'Allemagne et les organes de la zone euro confirment ainsi leur comportement antidémocratique, que la négation des référendums de 2005 avait révélé.

Une mise au pas du gouvernement grec ne résoudrait pas la crise de la zone euro. L'Espagne, le Portugal et à un moindre degré la France sont durement éprouvés et l'Italie se trouve dans une situation critique puisqu'elle est en récession depuis

2011, souffre d'une forte baisse de sa productivité et doit supporter une dette de 135% de son PIB.

Le désordre est à son comble dans les Balkans où se conjuguent la corruption, la récession, le chômage, la pauvreté et des crises politiques latentes ou aiguës. La Grande-Bretagne, enfin, se prépare à quitter l'Union européenne après le référendum de 2017.

C/ Le désordre économique mondial

Aux États-Unis et dans l'Union européenne, les classes dirigeantes continuent de célébrer la mondialisation, présentée comme un mouvement inéluctable et bienfaisant. Malgré la crise de 2007-2008, la globalisation financière n'a pas été entravée, le libre-échange continue d'être encouragé et de nouvelles négociations commerciales internationales sont en cours. Le discours dominant s'efforce de masquer la criminalisation croissante des économies et des systèmes financiers. Les sommes colossales engendrées par le trafic de la drogue, des armes et des êtres humains irriguent les banques, s'investissent dans les activités normales, procurent des emplois nombreux et variés. L'argent du crime organisé alimente également une spéculation d'autant plus incontrôlable qu'elle est robotisée. Cette robotisation offre d'innombrables possibilités de fraude et diverses mafias peuvent contrôler de petits États ou déstabiliser des nations confrontées à des difficultés financières.

La mondialisation est un chaos qui assure des profits incalculables à une infime minorité mais qui contient tous les facteurs de nouvelles crises financières. Par un paradoxe trop peu souligné, ce sont les principales Banques centrales qui assurent le fonctionnement de marchés financiers soi-disant autorégulés. Depuis des années, la Réserve fédérale des États-Unis alimente massivement les banques américaines en liquidités, la Banque du Japon utilise également la création monétaire et la Banque centrale européenne a recours depuis mars 2015 à l'assouplissement quantitatif. Cette politique serait efficace si les banques finançaient des investissements productifs mais elles préfèrent les profits immédiats qui alimentent la spéculation. Il reste que les marchés financiers sont largement dépendants d'autorités publiques et le seraient totalement s'ils n'étaient pas en symbiose avec le crime organisé.

Le capitalisme industriel, dont les représentants demandent toujours plus de dérégulation, est libre d'exploiter des populations asservies partout dans le monde mais aussi dans l'Union européenne où de

grands groupes ont recours à des pratiques légales ou illégales d'exploitation de la main d'œuvre. Tandis que la globalisation financière expose le monde à l'éclatement de nouvelles bulles spéculatives, le capitalisme dérégulé provoque des dégâts écologiques que les législations nationales ne peuvent que très partiellement empêcher. Les dégâts sociaux engendrés par le chômage et la pauvreté commencent seulement à être évalués

II/ LA FRANCE

Rarement dénoncé, l'abandon de la 5^{ème} République ne cesse de se confirmer. En mars 2014, François Hollande a changé de Premier ministre après les élections municipales, ce qui est contraire à l'esprit de nos institutions, et il s'est fait imposer ce changement par Manuel Valls. En août 2014, l'éviction d'Arnaud Montebourg lors d'un remaniement ministériel et la nomination d'Emmanuel Macron furent des gages de rectitude ultralibérale donnés au gouvernement allemand. Les élections départementales se sont quant à elles déroulées dans une exceptionnelle confusion puisque la compétence du nouveau département et les attributions des conseillers départementaux ne sont pas encore définies par la loi. Dans ce gouvernement oligarchique, le président de la République continue de se comporter comme un Premier ministre, parfois comme un simple ministre, selon ses objectifs de communication. Selon les traités et accords européens qu'ils ont eu le tort d'accepter, François Hollande et Manuel Valls tentent d'atteindre, par l'austérité, un équilibre budgétaire néfaste et une impossible réduction de la dette publique. Les réductions de crédits affectent dramatiquement nos moyens militaires et diplomatiques. La politique de l'offre n'a d'effet ni sur le chômage, en augmentation, ni sur les investissements mais la baisse des prélèvements sur les entreprises est à mettre en relation avec le montant des dividendes versés aux actionnaires. Une minorité peut accumuler des profits insensés tandis que la majorité de la population subit la déflation salariale et la flexibilité du travail. Le gouvernement en est réduit à attendre les effets positifs des baisses de l'euro, du cours du pétrole et des taux d'intérêts, des retombées du plan Junker et des assouplissements monétaires de la BCE – tous événements sur lesquels il n'a aucune prise. La désindustrialisation de la France se poursuit, et la vente d'Alstom à General Electric constitue un scandale d'État que l'opposition parlementaire et les médias n'ont pas dénoncé. La perte de puissance

industrielle de notre pays s'accompagne d'une emprise technologique croissante des firmes américaines – telles Microsoft et Google - dans les secteurs stratégiques de l'informatique, de la communication et du stockage des données. Cette emprise favorise les opérations d'espionnage menées par les services américains.

Face à l'ensemble de ces démissions, les syndicats restent atones. Tandis que la CFDT collabore à la mise en œuvre des mesures de régression, la CGT n'est pas encore remise du scandale qui a frappé sa direction en 2014 et Force ouvrière, isolée, ne parvient pas à relancer l'action revendicative. Le dialogue social ne sert plus qu'à enregistrer les reculs sociaux et les conférences sociales sont des opérations de communication sans portée. Le Medef poursuit son offensive en vue de la liquidation totale du programme du CNR.

Les principaux partis politiques ont continué de suivre leur logique interne. Le Parti socialiste s'affaiblit d'élection en élection tandis que l'UMP, menacée par les affaires de corruption, compte sur l'effet de balancier entre la droite et la gauche pour se renforcer. Pour l'élection présidentielle de 2017, les candidats de ces deux formations ne seront plus en rivalité pour le second tour mais pour éviter l'élimination au premier tour en raison du renforcement constant du Front national. Le parti présidé par Marine Le Pen a réussi à devenir le premier parti de l'opposition à l'oligarchie - loin devant le Front de gauche - le premier parti souverainiste et le premier parti identitaire. Il peut rassembler un électorat protestataire de plus en plus large – mais sans possibilité de conquérir la présidence de la République et la majorité à l'Assemblée nationale en 2017. Les élites politiques, médiatiques et financières comptent sur cette incapacité pour maintenir leur domination et continuent de donner du crédit au Front national par l'ensemble de leurs choix et de leurs comportements. Il y a contradiction totale entre des élites post-nationales et un peuple qui exprime de multiples manières son appartenance à la nation française.

Les actions terroristes de janvier 2015 ont souligné les faiblesses du milieu dirigeant et la forte capacité de résistance des citoyens, face à la tentative de dislocation de la société française. Les dirigeants politiques ont pu gérer une situation tragique grâce à l'efficacité d'une police qu'ils privent de moyens et grâce à un patriotisme populaire qu'ils méprisent. Les déclarations confuses ou contradictoires des hiérarques socialistes ont porté atteinte à la réaction

d'unité nationale et n'ont pas permis de faire comprendre l'extraordinaire mouvement international de soutien à la France. Au contraire, dans notre pays marqué par le débat trentenaire sur l'immigration et par les vives polémiques sur la place de l'islam dans la nation, la réaction populaire s'est spontanément faite autour de la défense de la liberté d'expression et de solidarité avec la police et l'armée.

Le gouvernement s'est félicité de « l'esprit du 11 janvier » avant de s'indigner des réactions hostiles à « Charlie hebdo » observées dans divers lycées. Ces états d'âme ne font pas une politique. Les déclarations sur l'école et sur les quartiers difficiles sont déjà retombées dans l'oubli. Les débats sur l'islam, parfois très éclairants, masquent le principal motif de l'engagement djihadiste : la révolte de jeunes gens qui étaient parfois étrangers, par leur famille et leurs croyances, à la religion musulmane. La lutte antiterroriste est menée en fonction des prétendues contraintes budgétaires et l'armée française, dans ses opérations extérieures et ses missions intérieures, subit une réduction de moyens qui compromet la sécurité collective et accroît les dangers pour nos soldats. L'armée, la police et les citoyens continuent d'être menacés par des djihadistes financés par l'Arabie saoudite et le Qatar, deux pays avec lesquels la classe politique française est intimement liée. Enfin, les chaînes télévisées qui, par leurs informations, mettent en danger la vie des policiers et des otages lors des actions terroristes, ne sont jamais punies. Elles continuent à agir de manière irresponsable et à donner un caractère spectaculaire au djihadisme sans s'apercevoir qu'il utilise pour sa propagande les images surabondamment diffusées.

Aux impasses politiques s'ajoutent les impasses violentes, qu'il s'agisse des attentats islamistes ou des agressions verbales et physiques venant de l'islamo-gauchisme, de l'antisionisme, des ultras de l'écologie ou, à l'extrême droite, des groupes identitaires. L'apparition de nouvelles formations politiques démocratiques en Grèce et en Espagne permet d'espérer un renouvellement, à plus ou moins long terme, de la vie politique française. Le nombre important de citoyens qui votent blanc ou qui se réfugient dans une abstention raisonnée et les centaines de milliers de lecteurs des blogs hétérodoxes prouvent l'existence d'une forte attente politique qui permet encore d'espérer.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

L'isolement politique de notre mouvement est une constante depuis notre rupture avec Jean-Pierre Chevènement après l'élection présidentielle de 2002. A la suite des décisions prises lors de nos congrès, les relations avec le parti présidé par Nicolas Dupont-Aignan se réduisent à un appel au vote en faveur du président de Debout La France et des candidats présentés par cette organisation. Tel fut le cas lors du premier tour de la présidentielle de 2012 et lors des élections européennes de juin 2014. Ce choix marque un accord sur la référence au général de Gaulle et sur la campagne menée contre l'euro mais Debout La France n'a jamais voulu créer les conditions d'un vaste rassemblement dans lequel la Nouvelle Action royaliste aurait pu trouver sa place. Au Pôle républicain, le rassemblement que nous souhaitons s'était concrétisé mais il manquait une volonté de rupture radicale. A Debout La France, la volonté de rupture est attestée quant à l'Europe des traités mais il manque la volonté de rassemblement. Nous avons par ailleurs constaté, dans de petites formations souverainistes, une imitation fantasmée de la Résistance qui ne favorise pas le rassemblement.

Les orientations des partis oligarchiques nous interdisent comme par le passé tout rapprochement et tout appel au vote en faveur de leurs candidats. Quant au Front national, nous constatons qu'il est devenu un parti attrape-tout disposant d'une aile droite incarnée par Marion Maréchal Le Pen et d'une aile gauche incarnée par Florian Philippot tandis que Marine Le Pen se tient au centre de sa formation. En maintenant son rejet du droit du sol, le Front national confirme son nationalisme ethnicisant qui exclut, de la part de la Nouvelle Action royaliste, tout rapprochement.

Tout au long de l'année, la Nouvelle Action royaliste a agi selon l'objectif pour elle primordial de sortie de la zone euro qui implique un soutien à l'aile gauche de Syriza. Elle n'a pu s'engager dans une campagne contre le Partenariat transatlantique en raison du caractère secret des négociations. De même qu'elle n'avait pas pris parti dans les conflits sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie, elle n'a pas pris parti en Ukraine, lors des événements de Kiev et pendant les combats, préférant donner de l'écho aux solutions d'apaisement. Que ce soit dans les monarchies royales, dans les nations où les princes sont actifs ou dans les autres nations de l'Europe continentale, la Nouvelle Action royaliste a

pour règle implicite d'éviter toute intervention, aussi modeste soit-elle, dans les affaires intérieures des pays étrangers.

Enfin, les relations avec les autres mouvements royalistes sont inexistantes depuis l'échec de la rencontre qui avait eu lieu en juin 2010.

Pour ce qui concerne la famille royale, la conversation qui avait eu lieu en mai 2013 entre le chef de la Maison de France, Yvan Aumont et Bertrand Renouvin n'a eu aucune suite. Le prince Jean continue de s'abstenir de toute intervention dans le domaine politique.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Faute d'alliances politiques avec de grandes formations, la Nouvelle Action royaliste continue de fonctionner comme une société de pensée qui participe au renouvellement de la réflexion politique dans notre pays ; elle élabore un projet qui sera utile lorsque notre mouvement pourra s'allier avec une formation politique partageant plusieurs de ses objectifs et orientée vers la conquête du pouvoir.

La Nouvelle Action royaliste continue d'opérer au sein de la mouvance hétérodoxe qui a acquis, hors système médiatique, une grande audience dans le pays. Elle contribue à faire connaître les principaux animateurs de cette mouvance et à diffuser les idées communes en participant aux réseaux sociaux. Elle dispose également de moyens d'intervention spécifiques et différenciés :

- Le nombre excessivement faible de nos adhérents s'explique par l'inaction de la famille royale mais aussi par le fait que nous ne leur proposons plus rien de spécifique. Nous avons donc publié à nouveau la Lettre aux adhérents, créé un service de documentation à leur intention, organisé une réunion d'information à Paris et nous proposerons en juin une visite collective à Villers-Cotterêts.

- Comme chaque année, il faut constater que « *Royaliste* » reste un journal très modeste quant à son tirage sur papier mais la diffusion par Internet nous assure une audience beaucoup plus large, qui n'est pas quantifiable, mais que chacun peut augmenter facilement. La rédaction du journal s'est rajeunie et féminisée, conformément à la décision du Conseil national, la rédaction de l'éditorial est assurée par plusieurs rédacteurs et l'appréciation de nos lecteurs reste généralement positive. La campagne d'abonnement qui est en cours devrait porter ses fruits.

- Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un carrefour stratégique dans la circulation des idées.

L'accueil dans nos nouveaux locaux s'est encore amélioré, la tendance au rajeunissement et à la féminisation de l'assistance s'est confirmée mais nous ne pouvons plus satisfaire toutes les demandes de participation au repas autour de l'invité. La réussite du débat en direct avec Panagiotis Grigoriou à Athènes nous permet d'envisager un nouveau type de réunion-débat. Par ailleurs les conférences de nos invités sont désormais filmées et les vidéos seront diffusées sur internet.

- Le site « Archives du royalisme » est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de « *Royaliste* » et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. La collection de « *Royaliste* » comporte les seize premières années du journal et les douze dernières, il y a donc un trou de seize années que Robert Paris n'a pas réussi à combler. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 870 visiteurs différents par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois, de 870 en 2012, de 1046 en 2013 et de 1290 pour 2014.

- Sur Facebook, Yvan Aumont anime deux sites différents. *Nouvelle Action Royaliste* (groupe) qui regroupe 568 membres et le site *La Nouvelle Action Royaliste* (page) qui reçoit en moyenne 210 visites par jour.

- La rédaction de livres avait été abandonnée et, après la mort de François Moulin, nous avons renoncé à publier le livre qui regroupe 40 entretiens significatifs publiés dans « *Royaliste* ». Luc de Goustine souhaite publier ce livre dans sa propre maison d'édition pour une parution qui, suite à diverses difficultés pratiques, devrait avoir lieu en 2016. Pascal Beaucher a remis à trois éditeurs le livre qu'il a consacré à l'histoire des élites. Christophe Barret a signé un contrat avec Le Cerf, en vue de la publication d'un livre sur Podemos en septembre 2015.

- Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (plus de 900 en cinq ans) et publie des chroniques d'actualité (100 en cinq ans) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont souvent reprises sur des sites et des blogs amis.

- Le site internet de la NAR a été entièrement rénové au début de l'année 2014 et donne manifestement satisfaction à ses visiteurs. Les connexions mensuelles de l'ancien site Narinfo étaient de 628 en 2012 et de 385 en 2013. Le nouveau site ne permet malheureusement pas de connaître les statistiques.

- Deux interventions à la télévision en liaison avec

l'actualité monarchique – celles de Pascal Beaucher et de Christophe Barret – montrent que la représentation de la NAR dans les médias peut être rajeunie sans difficultés.

- Les statuts de l'association « Agora 38 » destinée à regrouper les amis de la NAR afin qu'ils apportent un soutien à notre mouvement, ont été rédigés et acceptés par le Comité directeur. Les membres fondateurs sont Pascal Beaucher, Raoul Gaillard, Jean-François Kesler, Bertrand Renouvin et Florence Chopart. Les statuts seront prochainement déposés.

3° Nos actions extérieures

Les excellentes relations que nous entretenons avec Panagiotis Grigoriou, qui anime le blog Greek crisis et avec le site francophone Okeanews nous donnent, sur la Grèce, une information très complète et très utile dans notre campagne pour la sortie de l'euro. Christophe Barret a développé un important réseau de relations en Espagne, qui lui permettra de développer l'échange d'informations et d'idées avec ce pays. Le manque de moyens financiers nous empêche de renouer avec nos amis royalistes italiens et portugais, et de retourner en Albanie, en Bulgarie et en Serbie.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et auxquels participent des économistes russes de haut niveau. Ce séminaire nous permet d'avoir

une bonne connaissance de l'économie russe et du gouvernement de la Fédération de Russie.

L'association SeiNéva continue d'entretenir des liens avec la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazakhstan. Les projets de développement d'échanges culturels avec ces pays ne se sont pas concrétisés.

Les hommes et les partis qui dirigent la France depuis une vingtaine d'année laissent notre pays perdre de sa puissance et de son influence parce qu'ils ont cessé de croire qu'il puisse avoir, par lui-même, un avenir. Exposée à de multiples menaces et confrontée à de profondes fractures sociales, la nation française maintient cependant son unité. Dans cette période périlleuse, la Nouvelle Action royaliste ne peut participer au débat électoral parce que le rassemblement politique qu'elle souhaite ne s'est pas réalisé. Hostile à toute forme d'incitation à la guerre civile ou à la guerre religieuse, elle entend continuer de participer aux débats en cours sur le programme qu'il conviendra de mettre en œuvre lorsqu'une formation de type nouveau pourra se constituer. Le rajeunissement et le renouvellement des adhérents de la Nouvelle Action royaliste et des rédacteurs de « Royaliste » sont un gage de développement de nos activités.

LE COMITÉ DIRECTEUR
Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 7 avril 2015

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 34^e congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

L'analyse des relations internationales, toujours difficile en raison des lacunes de notre information, est compliquée par le discours dominant, à la fois opportuniste et moralisateur quant à divers chefs d'État et régimes politiques. Nous nous efforçons pour notre part de distinguer les appréciations que nous portons sur les régimes politiques et l'analyse critique des relations entre les États en vue de la redéfinition d'un projet diplomatique national.

Lors de notre précédent congrès, nous avons souligné la nécessité de l'alliance avec la Russie et de la coopération avec l'Iran face à l'offensive djihadiste en Irak et en Syrie. De fait, l'Iran a joué un rôle important dans les opérations contre Daech et la campagne menée par la Russie à l'automne 2015 et pendant l'hiver 2016 ont permis à l'armée régulière de reconquérir une vaste étendue de territoire. La trêve conclue sous l'égide de Washington et de Moscou et le retrait d'une partie des forces d'intervention russes font de la Russie un acteur décisif dans la négociation sur l'avenir du Proche-Orient puisque le chef d'État syrien est maintenant obligé de faire des compromis – le refoulement de Daech étant laissé à l'initiative des forces régionales. La thèse de la solidarité des régimes autoritaires russe et syrien est mise en échec et le Quai d'Orsay, qui a suivi une ligne néoconservatrice radicalement hostile à l'Iran et à la Russie, se trouve hors-jeu. La tactique étatsunienne des bombardements s'est révélée inadaptée à la situation alors que la Russie a repris avec succès une stratégie classique : quand une puissance ne veut

pas engager ses troupes au sol, elle aide des forces régionales marginales ou marginalisées à combattre sur le terrain l'ennemi principal sans se soucier de la coloration idéologique ou religieuse de ses alliés du moment et de leurs objectifs propres. L'avenir de la Syrie et de l'Irak restent hautement problématique, la géopolitique du Proche-Orient sera redessinée et un nouvel équilibre pourrait associer l'Iran, la Russie, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Si la France veut jouer un rôle, il lui faudra clarifier ses relations avec Riyad, depuis trop longtemps marquée par les complicités affairistes et par une dangereuse complaisance à l'égard de la subversion islamiste encouragée par les Saoudiens.

Aujourd'hui impuissante au Proche-Orient, la France mène une action indispensable au Sahel dans la lutte contre le djihadisme. Trop peu nombreuse et trop faiblement équipée, l'armée française est et restera l'élément essentiel de la stabilité du Mali, du Tchad et du Niger. Face aux djihadistes, la situation est cependant très difficile à maîtriser car le chaos libyen peut engendrer de nouvelles opérations de déstabilisation des pays frontaliers de la Libye – le Nigéria étant pour sa part confronté à Boko Aram. La menace islamiste reste omniprésente en Afghanistan et préoccupante en Asie centrale et dans le Caucase Nord.

Nous avons suivi attentivement les débats de la COP 21, qui constitue un succès pour François Hollande et Laurent Fabius. La responsabilité de l'homme dans le changement climatique est maintenant établie et la nécessité d'un effort commun des nations a été reconnue et inscrite dans un programme de lutte contre cette menace. Nous avons cependant souligné que le modèle économique consumériste et ultralibéral n'était pas mis en question, alors qu'il engendre les maux et les catastrophes officiellement dénoncés et redoutés. Nous avons également souligné que l'augmentation considérable de la population dans les prochaines décennies exigeait une mobilisation planétaire pour assurer à tous des conditions de vie décentes.

B/ Les enjeux européens

L'Europe continentale

Pour plaire à certains de ses partenaires, baltes et

polonais, l'Union européenne a totalement adhéré à la politique étatsunienne de refoulement de la Russie, marquée par la crise ukrainienne et par des sanctions appliquées par les pays membres de l'Union européenne. Ces sanctions n'ont pas empêché les États-Unis d'accroître leurs échanges commerciaux avec la Fédération de Russie. Au cours de l'année écoulée, l'économie russe a subi une crise multiforme provoquée par les sanctions financières et par la baisse du prix du pétrole. La production a fortement baissé (3,7 % en 2015) ainsi que le revenu réel de la population – 10% en moyenne.

Cette crise a souligné les fragilités de l'économie et les carences du pouvoir politique, que nous avons relevées dans de précédents rapports : trop grande dépendance des banques russes à l'égard des marchés financiers internationaux, lutte prioritaire contre l'inflation décidée par la Banque centrale russe acquise à l'idéologie dominante chez les banquiers centraux, faiblesse des investissements publics, fortes oppositions au sein du gouvernement russe entre le « bloc financier » proche de la Banque centrale et le « bloc social ». La baisse de la production n'est due principalement ni aux sanctions, ni à la baisse des prix du pétrole, ni à la baisse de la croissance chinoise puisque la baisse de croissance a commencé en 2013. Cette baisse de la production est entièrement due à la politique de financement et à la politique bancaire qui a été conduite en Russie.

Cependant, les sanctions ont eu des effets positifs sur la production industrielle et sur la production agricole. Alors que l'agriculture russe ne s'était jamais remise de la collectivisation soviétique, elle reste importatrice pour la viande de bœuf et le lait mais elle est devenue autosuffisante pour plusieurs productions et peut se tourner vers l'exportation. Les sanctions ont donné l'occasion d'un désengagement de l'OMC, défavorable à l'économie russe. Par ailleurs, la forte dépréciation du rouble protège l'industrie russe qui dispose de conditions favorables à son développement, déjà très net dans les équipements électrotechniques, la chimie et les constructions mécaniques. Encore faudrait-il que le gouvernement russe change de politique, creuse son déficit budgétaire, réforme en profondeur les structures du financement de l'économie et mette fin à l'indépendance de la Banque centrale.

Il faut souligner qu'en s'alignant sur la politique des États-Unis, la France a sacrifié des possibilités de coopération dans le domaine militaire, illustrée par le refus d'honorer le contrat sur deux BPC, et que nos agriculteurs ont définitivement perdu les

marchés de la volaille et de la viande de porc, devenus autosuffisants en Russie.

L'Ukraine reste dans une situation catastrophique malgré l'arrêt des combats. Le coup d'État de février 2014 n'a abouti qu'au remplacement d'une équipe d'oligarques corrompus par une autre – la seule différence étant l'emprise exercée par les États-Unis sur le gouvernement de Kiev. L'économie est sinistrée : en 2015, le PIB a chuté de 10 % et le chômage a augmenté de 10 %, les salaires ont chuté alors que l'inflation a augmenté de 45 % et le FMI menace de suspendre son plan d'aide faute de progrès dans la lutte contre la corruption. La politique budgétaire restrictive s'ajoute à la perte de capacités de production dans l'Est du pays, à la baisse des exportations vers la Russie, à la fragilité du système bancaire et à la faiblesse du taux d'investissement. La stabilité politique du pays reste problématique.

Dans les Balkans, qui font partie de l'Europe oubliée, la situation politique, économique et sociale est fortement dégradée dans tous les pays. Au Kosovo, un ancien agent des communistes albanais devenu chef de bande nationaliste, coupable de crimes de guerre et des pires trafics mafieux, est devenu président de la République après avoir été Premier ministre avec le soutien des États-Unis et de l'Union européenne. La Serbie est livrée à un autocrate, Alexandre Vucic, qui applique un programme classique d'austérité dans un pays livré à la corruption. En Croatie, l'extrême droite est revenue au pouvoir et le ministre de la Culture affiche ouvertement ses sympathies nazies. Tous ces pays connaissent une forte émigration vers l'Allemagne et certaines régions se vident de leurs habitants. En Bulgarie, 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

L'Union européenne

Faute de séparation des pouvoirs, faute de parlement disposant du pouvoir législatif, l'Union européenne n'a pas d'institutions démocratiques et nous savons depuis 2005 qu'elle ne respecte pas le suffrage universel. La crise grecque a démontré que certains de ses organes pouvaient exercer une contrainte suffisamment forte pour faire plier un État souverain. De fait, l'Eurogroupe, structure intergouvernementale qui ne figure pas dans les traités, et la Banque centrale européenne, théoriquement indépendante, ont agi sur les injonctions des dirigeants allemands qui procèdent selon les préceptes ultralibéraux et selon une technique punitive appliquée à l'ancienne

République démocratique allemande. Lors des négociations avec l'Eurogroupe, la délégation grecque s'est heurtée au fanatisme de la règle édictée par les traités européens et déclarée supérieure à la volonté populaire. Dans la dernière phase de la bataille menée par Berlin et Bruxelles contre la Grèce, la Banque centrale européenne a utilisé des méthodes d'asphyxie financière qui ont impressionné un gouvernement grec agissant sans véritable stratégie de rupture. Après avoir organisé un référendum avec la certitude qu'il serait perdu, le gouvernement s'est empressé de capituler alors qu'il bénéficiait d'un soutien massif à une politique de résistance.

La violence de l'offensive allemande, la punition infligée au peuple grec et le pillage du pays sont autant d'avertissements donnés aux nations de l'Europe du sud qui seraient tentées de refuser la discipline austéritaire. Cette politique d'intimidation n'a pas empêché Podemos de devenir le troisième parti politique espagnol. Elle n'a pas non plus empêché, au Portugal, l'arrivée aux affaires d'un Premier ministre socialiste soutenu par une coalition de gauche qui souhaite une politique anti-austéritaire. Cependant, l'absence de toute volonté de sortie de l'euro condamne les partis anti-austéritaires à des compromis qui favorisent le maintien du système de contrainte politique et économique qui pèse sur les pays de la zone euro. Dix ans après l'effacement des référendums de 2005, ces partis n'ont toujours pas compris qu'il y avait une relation logique et implacable entre l'euro, l'austérité et la négation de la démocratie.

La soumission du gouvernement syriziste n'a pas renforcé la zone euro mais seulement différé sa crise terminale. Le souvenir des événements de Grèce a été rapidement effacé par l'aggravation spectaculaire de la crise migratoire. Berlin et Bruxelles ne s'étaient guère préoccupés de l'afflux de réfugiés politiques et de migrants économiques tant qu'ils restaient concentrés en Bulgarie, en Italie du Sud puis en Grèce. A la fin de l'été 2015, l'Allemagne a considéré que l'arrivée massive de migrants sur son territoire était une aubaine économique et démographique dont elle a tenté d'exploiter les effets sans tenir compte des réactions de ses partenaires de l'Union européenne, vers lesquels elle comptait réexporter ses excédents de main d'œuvre. Les réactions de plusieurs pays de l'Europe centrale puis les progrès de la xénophobie en Allemagne même ont conduit Berlin à passer un accord inapplicable avec la Turquie. Au fil des mois, la zone Schengen s'est disloquée sans qu'il soit

désormais possible de la rétablir.

Dans une Union européenne marquée par le chômage de masse et la désertification de certaines régions balkaniques, la zone euro a révélé une fois de plus sa fragilité lorsque la Banque centrale européenne a reconnu que « l'hélicoptère » monétaire pouvait être utilisé. Admettre que la création de monnaie servirait à créditer directement les agents économiques signifie que les techniques d'assouplissement quantitatif – de distribution de liquidités par voie bancaire – ne parvient ni à relever le niveau des investissements privés ni à enrayer la déflation. Cette technique typiquement monétariste qui évite l'augmentation des salaires et l'augmentation des dépenses publiques serait d'une très faible efficacité face à la menace croissante de déflation.

C/ Le désordre économique mondial

Le Fonds monétaire international, les principales banques centrales et d'innombrables centres de recherches universitaires continuent d'utiliser les modèles économiques néoclassiques qui ignorent les facteurs politiques, les enseignements de l'histoire économique et les leçons des crises économiques et financières – notamment celle de 2007-2008 qui n'est toujours pas terminée. La théorie du retour automatique à l'équilibre par les lois du marché, de l'efficacité des marchés financiers, de la neutralité de la monnaie et de la bienfaisance du libre-échange continue d'être enseignée dans les universités et massivement diffusées par les médias. Ceci malgré la vitalité du courant hétérodoxe qui se développe en France, en Europe et aux États-Unis.

Les politiques économiques et monétaires qui s'inspirent de cette idéologie aboutissent à une situation chaotique : les mesures de dérégulation n'ont pas diffusé la richesse mais provoqué une croissance des inégalités et une concentration de la richesse en peu de mains ; cette dérégulation a favorisé des transactions financières clandestines et la constitution d'une économie souterraine alimentée par les réseaux du crime organisé. Dans un système de spéculation robotisée, les Banques centrales cherchent à éviter une nouvelle crise financière par des « assouplissements quantitatifs » qui alimentent la spéculation au lieu de favoriser l'investissement des entreprises et la demande des ménages. Un système instable et potentiellement explosif est ainsi maintenu en état de survie. Ce système est embelli par des illusions statistiques qui évoquent celles des planificateurs soviétiques – par exemple sur l'emploi aux États-Unis ou sur la

croissance chinoise – et qui font de la croissance du Produit intérieur brut un critère irrévocable et la panacée. Ce système chaotique, que les « décideurs » ne comprennent plus et qu'ils ne peuvent plus maîtriser en raison des dérèglementations opérées depuis trente ans, doit survivre aux institutions publiques que le marché autorégulé était censé disqualifier. Cependant, les États-Unis, l'Europe et le monde entier n'échapperont pas à l'éclatement d'une nouvelle crise, sans doute pire que la précédente.

II/ La France

Les abandons de souveraineté consentis par les dirigeants français s'accompagnent d'une volonté manifeste de se décharger de leurs responsabilités politiques essentielles sur des gouvernements et des organisations étrangères : le gouvernement des États-Unis et le gouvernement allemand, l'Otan, les organes de l'Union européenne et ceux de la zone euro. Il s'y ajoute une complaisance pour le haut patronat et pour l'aristocratie financière qui devient une complète osmose lorsque des personnages tels qu'Emmanuel Macron et Jean-Pierre Jouyet accèdent à des postes stratégiques. Cette « gouvernance » oligarchique se manifeste également, lors des accidents graves et des attentats, par des mises en scène qui détruisent la symbolique politique sous prétexte de communication. Ces abandons de souveraineté, cette perte de responsabilité et ce mépris du symbolique ont des effets désastreux sur la Défense nationale, la Police, l'administration de la justice et l'Éducation nationale par l'effet conjugué du dilettantisme ministériel, de l'austérité budgétaire – et du pédagogisme pour ce qui concerne l'instruction publique.

Survenant après les attentats de janvier, les opérations terroristes du 13 novembre 2015 ont une nouvelle fois souligné le sous-effectif et le sous-équipement de nos services de renseignements, de nos forces de police et de notre armée que le gouvernement surcharge de missions et prive de moyens.

Cependant, les attentats de 2015 ont provoqué une très forte réaction patriotique qui s'est concrétisée notamment par l'afflux de demandes d'engagement dans l'armée et dans la police mais aussi, semble-t-il, par une hausse de l'achat de produits français. Cette réaction a déjoué l'objectif des terroristes qui était de provoquer des affrontements ethniques conduisant à la guerre civile. L'extrême droite identitaire est cependant tombée dans ce piège. A

l'opposé, l'intelligentsia de gauche mène des campagnes inquisitoriales contre une islamophobie supposée, elle décrit le « djihad » comme une revanche sur le colonialisme et cultive une proximité déjà ancienne mais toujours inquiétante avec les Frères musulmans. Ces polémiques ne parviennent pas à étouffer le débat entre chercheurs dont nous nous inspirons pour faire les distinctions nécessaires :

- Nous n'avons pas repris le slogan de la « guerre contre le terrorisme » car on ne fait pas la guerre à une technique de déstabilisation. À l'extérieur de ses frontières, la France mène des opérations militaires. À l'intérieur, la France n'est pas en guerre : c'est la police, non l'armée, qui mène des actions de prévention et de répression de crimes et de délits précisément inscrits dans notre législation.

- Nous faisons une distinction entre l'islam, religion fondée sur une foi monothéiste hors du jugement politique, et deux dangers qui doivent être combattus par des moyens appropriés : l'islamisme politique qui préconise la soumission de la société à une loi religieuse et le « djihadisme » de groupes armés menant des opérations militaires et commettant des actes terroristes.

- Nous constatons que les liens hautement suspects que les gouvernements de droite et de gauche entretiennent depuis une vingtaine d'années avec l'Arabie Saoudite et le Qatar ne leur permettent pas de lutter contre la propagande islamiste en France.

- Nous constatons enfin que les gouvernements successifs n'ont pas réussi à instituer une représentation convaincante de musulmans français capables de régir l'islam en France et nous affirmons qu'il faudra reprendre la tâche hors de l'influence de pays voisins – qu'il s'agisse du Maroc, de l'Algérie ou de la Turquie.

Après les attentats de novembre, le gouvernement a pris quelques mesures positives en faveur de l'armée et de la police mais l'état d'urgence, nécessaire, a été le prétexte de perquisitions inutiles et d'assignations à résidence sans relations avec les événements. Il appartiendra à notre Congrès de se prononcer sur le prolongement de l'état d'urgence et sur son inscription dans la Constitution. Le projet concernant la déchéance de nationalité a sombré quant à lui dans la confusion et a été enterré par François Hollande.

Dans le domaine économique, le gouvernement s'entend à une « politique de l'offre » qui fait du profit des entreprises la condition de la reprise et de la réduction du chômage. C'est selon cette théorie que

le CICE et le pacte de responsabilité ont été mis en œuvre. La baisse massive des « charges » a effectivement permis l'augmentation des marges des entreprises mais il n'y a pas eu d'effets sur les investissements et sur l'emploi. De fait, le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter et le chômage touche, toutes catégories confondues, six millions et demi de personnes, soit une hausse de 4 % en un an. La désindustrialisation se poursuit à un rythme qui inquiète le patronat, le commerce extérieur est fortement dégradé et la crise de l'agriculture nationale assombrit encore la conjoncture. Pourtant, l'économie française s'est trouvée dans une situation plus favorable que par le passé en raison de la baisse du prix du pétrole, de la baisse des taux d'intérêts et de la baisse de l'euro sur le marché des changes – trois facteurs qui ne dépendent en aucune façon de la politique du gouvernement français. Le dogme du laisser-faire favorise les pratiques commerciales déloyales et la surenchère à la baisse des salaires.

Alors que les effets destructeurs de l'ultra-concurrence se développent, aucun gouvernement n'a cherché à réduire la « fracture sociale » déjà évoquée par Jacques Chirac en 1995. Les logiques de relégation sociale continuent de produire leurs effets et engendrent des tensions spécifiques qui s'ajoutent à toutes celles qui affectent les Français, individuellement dans le travail ou dans le chômage, collectivement par les clivages ethniques que voudraient imposer l'extrême droite identitaire, les salafistes et une gauche fascinée par les États-Unis au point d'en importer les concepts raciaux. Au lieu de renforcer la protection sociale, d'assurer l'intégration des populations immigrées par l'École et de veiller à un aménagement équilibré du territoire, le gouvernement continue de s'en remettre aux pédagogues du ministère de l'Éducation nationale, invente une réforme régionale qui aggravera les déséquilibres et lance une réforme du code du travail qui inverse la hiérarchie des normes et qui augmentera la précarité. Pour la première fois depuis 2010, une réaction massive amorcée par une pétition signée par plus d'un million de personnes s'est traduite par d'importantes manifestations de rue.

Quant aux partis politiques, il est inutile d'insister sur le fait que la droite des prétendus « républicains » et la gauche des prétendus socialistes sont devenus depuis longtemps de simples machines électorales guidées par des communicants en vue de l'élection à la présidence d'un *lider*. Ces deux fractions de l'oligarchie sont

confrontées à une crise profonde qui tient à l'impopularité de ses chefs de file et au contenu de programmes fondés sur les préceptes de l'ultralibéralisme, de l'europhobie et de l'occidentalisme. Les élections régionales de décembre 2015 ont mis en évidence un système tripartisan dans lequel les deux fractions de l'oligarchie, largement rejetées, comptent sur la peur suscitée par le parti populiste pour l'emporter. La campagne des « républicains » et des « socialistes » pour l'élection présidentielle de 2017 sera donc une campagne de premier tour, chacun cherchant à devancer l'autre pour devenir l'opposant à Marine Le Pen au second tour. Selon cette logique, les petits candidats de droite et de gauche sont à éliminer par tous les moyens.

Face à l'oligarchie, le Front national s'est imposé comme parti radicalement contestataire qui lui assurerait une confortable rente de situation si, comme par le passé, il ne cherchait pas à conquérir le pouvoir. Dans sa volonté de faire élire Marie Le Pen à la présidence de la République puis de gouverner la France, le Front national se heurte à une contradiction majeure : la radicalité xénophobe l'empêche de gagner des voix dans diverses fractions de la droite et de la gauche, le recentrage sur la thématique de la souveraineté monétaire et de la protection sociale indispose une fraction de l'extrême-droite. À l'intérieur du Front national, l'opposition entre Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen illustre cette tension aggravée par l'apparition d'une tendance hostile à la propagande contre l'euro.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Quant aux formations politiques constituées, l'isolement de la Nouvelle Action royaliste reste complet. Lors des élections régionales, nous n'avons pas jugé nécessaire d'appeler à voter pour Debout la France comme nous l'avions fait lors de l'élection présidentielle. Malgré le changement de nom du mouvement présidé par Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France n'est pas inspiré par l'esprit de rassemblement mais seulement par la promotion de son président en vue de la prochaine élection présidentielle. D'autres petites formations – le MPEP, l'UPR – suivent un chemin solitaire dans une rivalité stérile avec les autres groupes issus de la tradition gaulliste.

Les formations de la gauche dite radicale cultivent leur sectarisme tout en se présentant comme l'avant-garde du mouvement populaire, elles excluent la

Nouvelle Action royaliste. Nous constatons que le Parti communiste est et restera l'otage du Parti socialiste pour sauver ses dernières positions électorales et que le Parti de gauche reste divisé sur la question de la zone euro malgré une évolution positive de la position de Jean-Luc Mélenchon sur ce point décisif. Pendant la crise grecque, la Nouvelle Action royaliste a participé aux manifestations de soutien au gouvernement Tsipras et fait largement écho aux arguments hostiles à l'euro en relayant tout particulièrement la campagne de Jacques Sapir qui a tenté jusqu'en juillet de convaincre le gouvernement grec de la nécessité de revenir à la drachme. Nous avons participé – mais de manière trop symbolique – aux manifestations contre la réforme du code du travail.

Le programme inchangé du Front national nous interdit toute discussion avec cette organisation et il n'est pas question de chercher un terrain d'entente avec les diverses fractions de l'oligarchie.

Les relations avec les mouvements monarchistes sont au point mort. Bertrand Renouvin a décliné les invitations à participer à deux colloques organisés par l'Action française, l'un en mai 2015, l'autre en mai 2016.

La famille de France est toujours absente du débat politique et de la vie de la nation, même dans les moments tragiques de son histoire.

L'épuisement des partis oligarchiques, les impasses du Front national et les blocages passésistes de la gauche dite radicale devraient favoriser, dans les prochaines années, l'émergence de partis et de mouvements de type nouveau. Nous avons observé avec intérêt le lancement du Printemps républicain et nous recommandons de signer son manifeste. Nous observons avec intérêt les manifestations organisées par la Brigade des Mères qui lutte contre l'influence salafiste et notre Congrès aura à discuter de ces nouvelles expressions du sentiment patriotique.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

La ligne de notre mouvement excluant toute alliance politique avec de grandes formations, la Nouvelle Action royaliste ne peut participer aux élections nationales ou locales. Dans l'attente de changements profonds dans la conjoncture politique, elle continue de fonctionner comme une société de pensée et s'efforce de participer au renouvellement de la réflexion politique dans notre pays. Elle élabore un projet qu'elle fera valoir lorsque notre mouvement pourra s'allier avec une formation politique partageant plusieurs de ses objectifs et

orientée vers la conquête du pouvoir.

Depuis 1983, la Nouvelle Action royaliste a participé à toutes les batailles intellectuelles contre les thèses ultralibérales et contribué à faire connaître plusieurs économistes – Joseph Stiglitz, Jean-Luc Gréau, Jacques Sapir, Steeve Keen, Gaël Giraud – qui sont aujourd'hui les principaux animateurs de la tendance hétérodoxe. Elle privilégie les travaux de Jacques Sapir, qui inscrit sa réflexion économique dans une théorie politique fondée sur des principes et sur une vision historique défendus par la Nouvelle Action royaliste. Discret jusqu'en 2015, le rôle que nous jouons dans le courant hétérodoxe est public depuis que Christophe Barret a signé avec Jacques Sapir une lettre ouverte à Pablo Iglesias qui a été largement diffusée en France et en Espagne. Par ailleurs, Bertrand Renouvin réunira Jacques Sapir et Bernard Bourdin pour un débat sur le statut du religieux qui pourrait faire l'objet d'une publication aux éditions du Cerf.

En ce qui concerne notre mouvement, trois points doivent être soulignés :

1/ Le nombre de nos adhérents reste excessivement faible et il faut reconnaître que nos sympathisants ont beaucoup de mal à signer un bulletin d'adhésion qui fait explicitement référence à un prince qui, dans la vie politique de la nation, n'incarne pas le principe pour lequel nous combattons.

2/ Cet obstacle majeur conduit la Nouvelle Action royaliste à se concentrer sur le combat politique à court et à moyen terme et à diffuser des réflexions sur les monarchies royales européennes.

3/ Depuis un an, nous renforçons le lien entre les adhérents de trois manières :

- La publication d'une nouvelle formule de la Lettre aux adhérents.

- La diffusion régulière d'une documentation sur les questions d'actualités, en écho aux articles publiés dans « Royaliste ».

- Des séances de formation, à raison de trois par an, qui ont lieu à Paris et dont l'exposé introductif est enregistré en vidéo en vue d'une diffusion sur notre site.

L'état de nos finances interdit les déplacements dans les régions et l'organisation des réunions qui, dans le passé, permettait le resserrement des liens entre adhérents, abonnés et sympathisants. Cependant, Luc de Goustine continue d'animer le club La Boussole à Tulle et a reçu Christophe Barret, qui a également présenté son livre sur Podemos à Rennes et à Autun.

Quant à « Royaliste », nous soulignons chaque année la faiblesse du nombre d'abonnés, la modestie du tirage sur papier et le surcroît d'audience que nous assure la diffusion des numéros par PDF et par Facebook. Le site Archives royalistes et le blog de Bertrand Renouvin assurent par ailleurs une seconde vie à certains articles.

La rédaction de « Royaliste » soulève quant à elle des difficultés. Pendant de nombreuses années, la rédaction a été assurée par une toute petite équipe formée par des membres de la direction de notre mouvement et des rédacteurs confirmés. Depuis deux ans, l'équipe de rédaction s'est diversifiée mais cette évolution positive pose des problèmes de respect de la ligne politique du journal. Celle-ci est définie chaque année par notre Congrès et le Comité directeur est chargé de sa mise en œuvre. Or nous avions en 2015 un rédacteur adhérent à la NAR et hostile à la ligne du mouvement, notre chroniqueur habituel pour la politique étrangère qui est royaliste n'est pas adhérent et, à côté de rédacteurs royalistes et adhérents, d'autres rédacteurs ne sont pas royalistes.

La tonalité trop libérale ou réactionnaire de certains articles a été reprochée au directeur politique et une prise de position d'Yves La Marck a entraîné une mise au point du président du Comité directeur et une réplique du directeur politique. Le Comité directeur a jugé que « Royaliste » ne pouvait accueillir que très exceptionnellement des débats internes dans ses colonnes et, au même moment, Patrick Louis a démissionné du conseil de rédaction en raison de désaccords fondamentaux. Notre congrès aura à apprécier la manière dont la ligne politique est suivie dans « Royaliste ».

Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un lieu de réflexion apprécié. Le public est très diversifié mais d'une tonalité générale « nationale-républicaine ». La participation est de 30 personnes par soirée en moyenne et les dîners, de 25 couverts au maximum, sont presque toujours complets. Le don d'un projecteur nous permet d'illustrer certaines conférences et le don d'une caméra nous permet d'enregistrer les conférences, qui devraient être prochainement mises en ligne.

Le site « Archives royalistes », créé en 2009, est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de « *Royaliste* » et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. La collection de « Royaliste » est presque maintenant disponible en ligne (il manque encore quatre années) grâce à Robert Paris et à Frédéric Aimard. En 2010, le taux de fréquentation

était en moyenne de 870 visiteurs par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois, de 870 en 2012, de 1046 en 2013, de 1290 pour 2014, de 1443 pour 2015.

Sur Facebook, Yvan Aumont anime deux sites différents. *Nouvelle Action Royaliste* (groupe) qui regroupe 595 membres et le site *La Nouvelle Action Royaliste* (page) qui reçoit en moyenne 350 visites par jour. La participation des adhérents de la NAR à Facebook reste très faible malgré l'utilité de ce réseau social pour la diffusion de nos textes et de ceux de nos amis.

La rédaction de livres, qui avait été abandonnée après la publication du « Krach de l'euro » en 2001, a repris avec la parution de « La nation et l'universel » grâce au travail réalisé par Luc de Goustine et à l'accueil qu'il a réservé à ce livre dans sa maison d'édition. Ce livre a été publié dans le cadre de la collection « Cité », destinée à accueillir d'autres ouvrages rédigés par les adhérents et des sympathisants de la NAR. Nous avons pour projet d'y publier une brève histoire de l'Europe, qui serait une reprise enrichie de plusieurs chapitres d'un rapport présenté par Bertrand Renouvin au Conseil économique et social.

Le livre de Christophe Barret sur Podemos a fait l'objet d'une promotion très large dans la presse écrite et audiovisuelle française et a été favorablement reçu en Espagne. Christophe est devenu un spécialiste reconnu de l'Espagne dans plusieurs médias et il peut s'exprimer régulièrement dans *Le Figaro* et dans *Causeur*.

François Fleutot a terminé la biographie de Jacques Renouvin et cherche un éditeur. Gérard Leclerc publiera au Cerf un livre d'entretiens portant sur les chroniques « Idées » qu'il publie dans « Royaliste » depuis 45 ans.

Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (plus de 1 000 en cinq ans) et publie des chroniques d'actualité (124 en cinq ans) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont souvent reprises sur des sites et des blogs amis.

Le site internet de la NAR qui a été entièrement rénové en 2014, donne manifestement satisfaction à ses visiteurs. Selon le vœu exprimé lors de notre dernier congrès, un site intranet a été créé qui devrait entrer en fonctionnement dans un avenir proche.

Les statuts de l'association « Agora 38 » destinée à regrouper les amis de la NAR afin qu'ils apportent un soutien à notre mouvement, ont été rédigés et acceptés par le Comité directeur. En raison d'une

surcharge de travail et de soucis de santé, notre ami Raoul Gaillard n'a pas encore pu déposer ces statuts à la Préfecture de police.

3° Nos actions extérieures

Nous continuons d'avoir d'excellentes relations avec Panagiotis Grigoriou, qui anime le blog Greek crisis, et avec l'historien Olivier Delorme – tous deux proches de Jacques Sapir qui a joué un rôle important lors de l'affrontement entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe. La trahison des dirigeants de Syriza a été, pour nos amis grecs comme pour nous, un échec durement ressenti.

En Espagne, Christophe Barret est devenu un interlocuteur de Podemos et entretient dans ce pays des relations avec diverses personnalités et courants politiques qui lui permettront de diffuser nos thèses économiques et sociales et d'affiner son analyse de la monarchie espagnole.

Nous avons repris contact avec les monarchistes portugais et nous envisageons un déplacement à Lisbonne.

A Gibraltar, le 11 novembre 2015, Bertrand Renouvin et Christophe Barret ont, au nom de la France libre, déposé des gerbes au monument aux morts britanniques et sur les tombes de trois aviateurs de la France libre.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des

modes d'industrialisation (CEMI) que dirige Jacques Sapir et auxquels participent des économistes russes de haut niveau.

Qu'ils soient nationaux ou internationaux, les problèmes évoqués dans ce rapport évoquent des nœuds gordiens : il n'est pas possible de résoudre par des accords conjoncturels la crise migratoire ; il n'est pas possible de réformer le système ultralibéral pour lui éviter une crise fatale ; il n'est plus possible d'espérer un sursaut des formations politiques françaises de la droite et de la gauche classiques, ni même de la gauche dite « radicale ». En Grèce puis en Espagne, mais aussi en Italie et aux États-Unis, de timides tentatives de contestation générale sont apparues dans un contexte général de tension internationale marqué par les attentats terroristes et les opérations djihadistes. Dans cette période à tous égards périlleuse, la Nouvelle Action royaliste pauvre de moyens et confrontée à l'inertie de la famille de France, résiste quant à elle aux logiques de guerre civile et religieuse. Consciente de sa faiblesse, elle a toujours voulu préparer avec d'autres mouvements et associations un sursaut politique national. Elle guette dans l'impatience l'apparition de forces nouvelles.

LE COMITE DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 5 avril 2016.

RAPPORT POLITIQUE
présenté par le Comité directeur de la NAR

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 35^o congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

L'analyse des relations internationales est perturbée par les représentations qu'en donnent les médias au cours de campagnes de mise en condition de l'opinion publique. Ces campagnes combinent l'atlantisme, le discours sur les droits de l'homme et la défense des intérêts économiques et financiers des groupes capitalistes qui contrôlent les entreprises de presse – sans que le service public de l'audiovisuel offre des contrepoids par la rigueur de ses informations et la diversité des points de vue. En général, les jugements négatifs sur les régimes prennent le pas sur les considérations géopolitiques lorsque les événements impliquent la Russie et accessoirement la Syrie alors que le réalisme est invoqué sans aucune considération pour les droits de l'homme quand il s'agit de la Chine, de l'Arabie saoudite et du Qatar.

Au Moyen-Orient, aucune solution politique des conflits n'est envisageable dans le court terme. L'Irak et la Syrie ne sont que les produits de la destruction de l'empire ottoman, contrôlés par la France et la Grande-Bretagne puis forgés par des tyrans qui s'appuyaient sur des minorités pour contrebalancer le poids des majorités religieuses - chiite dans un cas, sunnite dans l'autre. Les États-Unis et leurs alliés ont abattu Saddam Hussein sans prévoir une solution politique de remplacement et la tentative française et étatsunienne contre Bachar Al-Assad a été un échec. En Irak, la reconquête attendue de Mossoul aux mains de Daech ne règlera pas la question politique et c'est l'Iran, non les États-Unis, qui est appelé à jouer un rôle majeur. En Syrie,

les États-Unis ont laissé la Turquie et l'Arabie saoudite soutenir leurs propres groupes extrémistes, au détriment d'éléments plus ou moins modérés. La France est exclue du jeu, qui sera mené par l'Iran et la Russie sans que l'on sache encore comment les États-Unis s'adapteront à la nouvelle donne. Enfin, l'Arabie saoudite embourbée dans la guerre du Yémen connaît une grave crise interne qui s'est notamment traduite par des fuites massives de capitaux et qui met en péril les équilibres internes du milieu dirigeant et la stabilité du pays.

Au Sahel, la présence militaire, diplomatique et culturelle de la France est salutaire. Toujours trop peu nombreuse et trop faiblement équipée, l'armée française est essentielle pour le maintien de la stabilité des États de la région. Les groupes djihadistes sont toujours actifs mais ils ne peuvent remporter de succès stratégiques. Au Nigéria, où les exactions de l'armée nationale s'ajoutent aux opérations criminelles des djihadistes, Boko Haram passé sous le contrôle de Daech a perdu beaucoup de ses forces et la victoire serait possible si le Nigéria était effectivement gouverné.

En Extrême-Orient, la volonté chinoise de dominer abusivement un très vaste espace maritime grâce au développement de ses forces navales inquiète le Japon, le Vietnam, les Philippines, Brunei et la Malaisie, ainsi que la Russie – les États-Unis venant de réaffirmer leurs engagements militaires dans la région.

En Amérique latine, plusieurs pays ont souffert de l'effondrement de la rente pétrolière et d'une évolution qui menace les politiques de redistribution.

Le succès diplomatique de la conférence de Paris sur le climat ne saurait masquer le caractère dramatique d'un réchauffement de la planète qui dépasse les limites du supportable. Dans un monde dominé par le laisser-faire ultralibéral et soumis aux impératifs de la finance, aucun État ne veut remettre en cause les modes de production et les objectifs de croissance. Le calcul économique étant fondé sur l'hypothèse d'un monde aux ressources énergétiques infinies, largement polluable et climatiquement stable, les conséquences de cette

cécité seront de plus en plus catastrophiques.

L'enfermement des pays riches dans leur modèle de croissance compromet la transition démographique qui alimente des discours alarmistes sur les migrants alors que – hors périodes de conflits – c'est le refus de mettre en œuvre un nouveau mode de développement économique, social et écologique qui provoquera, à terme, une arrivée massive d'immigrés en Europe.

B/ Les enjeux européens

L'Europe continentale

Sous la présidence de Barack Obama, les États-Unis ont mené une politique de refoulement de la Russie, avec le soutien de l'Union européenne qui a suivi Washington dans sa politique de sanctions lors de la crise ukrainienne. Avec le concours des médias, un climat de guerre froide s'est développé et la fiction d'un conflit politique, militaire, voire civilisationnel entre l'Occident et la Russie est aujourd'hui largement répandue. Aux sanctions économiques, se sont ajoutées des gesticulations militaires en Pologne et en Estonie auxquelles la France participe et qui sont le prélude à l'installation de nouveaux boucliers anti-missiles. La dénonciation de Vladimir Poutine, présenté comme un dictateur de type soviétique, vient encore durcir cette vision belliqueuse.

En termes de civilisation, le concept d'Occident est vide de sens et masque l'expansion de l'Otan sous direction étatsunienne. La Russie appartient à la civilisation européenne parce qu'elle s'inscrit dès son origine kiévienne dans l'histoire du christianisme et parce qu'elle est partie prenante dans les équilibres et les déséquilibres du continent européen, autrefois comme empire, aujourd'hui comme État national de type fédéral. En raison de la modestie de son budget militaire, elle n'a pas les moyens d'une nouvelle politique de domination en Europe ou en Asie centrale. Le Kremlin mène une diplomatie westphalienne en Europe, dans un monde multipolaire qui la confronte principalement aux États-Unis et, malgré les bonnes relations officielles, à la Chine. La Russie est engagée dans une bataille contre le djihadisme, qu'elle mène dans le Caucase du Nord, en Asie centrale et au Proche-Orient. Accepté sans enthousiasme par la population comme entité extérieure à elle-même, le régime russe peut être défini comme une « démocratie administrée ». Vladimir Poutine bénéficie d'une grande popularité dans la mesure où il venge la Russie des humiliations subies à la fin du siècle dernier, parce que, au mépris du droit international, il a annexé la Crimée et parce qu'il

maintient une unité mise en danger par l'effondrement de l'Union soviétique.

Les succès de la diplomatie russe contrastent avec la médiocrité des résultats économiques et sociaux. Le retour à la croissance est largement amorcé, l'agriculture est devenue autosuffisante grâce aux sanctions, l'industrie manufacturière est dynamique mais la politique économique manque de cohérence en raison des contradictions qui perdurent au sein du gouvernement : le niveau de l'investissement est faible, l'équilibre budgétaire est contre-productif, l'obsession anti-inflationniste de la Banque centrale a comme partout des effets négatifs à cause de taux d'intérêts excessifs, la politique monétaire n'est pas mieux maîtrisée, la politique des salaires ne permet pas de réduire les inégalités qui se sont creusées depuis 1990 et l'enseignement est négligé.

Placée sous assistance financière internationale, l'Ukraine toujours minée par la corruption ne sort pas d'une crise économique aggravée par la rupture de la coopération avec la Russie, tout spécialement dans l'industrie militaire, et par une guerre civile qui reste latente entre les insurgés du Donbass et le gouvernement de Kiev.

Dans la partie orientale des Balkans, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et le Monténégro sont provisoirement sortis de l'histoire de l'Europe et connaissent une situation désespérante.

L'Union européenne

Nous avons souvent souligné que l'Union européenne n'était pas une organisation démocratique puisque les organes qui la composent ne respectent pas le principe de la séparation des pouvoirs. L'Union européenne n'a pas non plus de pratique démocratique puisque la volonté exprimée par les peuples souverains à l'intérieur des États membres est rarement respectée. Les Irlandais qui avaient rejeté le traité de Nice en 2001 ont été forcés de revoter en 2002, et leur rejet du traité de Lisbonne en 2008 a entraîné un nouveau vote en 2009. Le rejet de la prétendue « Constitution européenne » par la France et les Pays-Bas en 2005 a été ignoré, de même que le référendum grec de 2015 et le rejet par les Pays-Bas de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine en 2016. Seuls le vote des Danois en 2015 contre le projet de coopération policière renforcée a été respecté – ainsi que le vote du peuple britannique en faveur de la sortie de l'Union européenne.

Partout dans l'Union européenne, les votes populistes de droite et de gauche témoignent de l'ampleur du rejet de l'Union et plus

particulièrement de la zone euro en raison du bilan négatif des politiques ultralibérales mises en œuvre. La Grèce, l'Espagne, le Portugal, les États baltes et l'Irlande subissent une très forte émigration en raison du chômage massif et de la baisse de l'activité économique. Le carcan monétaire induit la baisse des salaires et le travail précaire. Même l'Allemagne, qui accumule d'énormes excédents commerciaux, connaît un taux de pauvreté plus important que la France. L'Italie, quant à elle, n'a pas connu de croissance depuis qu'elle est entrée dans la zone euro. Depuis la trahison d'Alexis Tsipras, la Grèce n'est plus une nation souveraine mais le terrain d'application des mesures ultralibérales les plus radicales : baisse des salaires et des retraites, expulsions pour loyers impayés ; augmentation massive de la TVA sur les produits de base, persécution fiscale, liquidation de l'appareil productif et des infrastructures publiques, poids insupportable des migrants, imposés à la Grèce à la suite de décisions prises unilatéralement par l'Allemagne. Faute d'alternative politique, le peuple grec n'a pas d'autre perspective que le passage à l'acte violent. En Espagne avec Podemos, au Portugal avec le gouvernement arrivé aux affaires en 2015, et peut-être en Italie si le mouvement Cinq Étoiles trouve une cohérence, des situations conflictuelles pourraient être créées et mettre en difficulté les organes de l'Union européenne et de la zone euro. Pour le moment, l'Allemagne domine l'Union européenne par la monnaie, l'euro étant géré comme une monnaie allemande, par l'exploitation néocoloniale des pays périphériques et par le renoncement de la France. C'est la chancelière allemande qui décide de la politique migratoire, et c'est elle qui engage les négociations avec le nouveau président des États-Unis.

C'est dans un climat de violences multiformes que les facteurs de dislocation de l'Union européenne sont à l'œuvre. Il est compliqué par les nationalismes écossais et catalan. On observe le décrochage entre les pays centraux de l'Union et les pays de la périphérie. On voit la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie s'opposer à la répartition des migrants par quotas. On note l'ampleur des vagues populistes en Autriche, en Allemagne et en Italie. C'est le référendum britannique de juin 2016 qui a marqué le plus concrètement le début du processus de dislocation. Comme toujours dans une telle consultation, la décision résulte de motifs divers mais la principale raison du refus tient au patriotisme parlementaire d'un peuple qui ne

pouvait accepter que des organismes extérieurs fassent la loi à la place du Parlement britannique.

En France lors du référendum de 2005, en Grèce lors du référendum de 2015 comme en Grande-Bretagne lors du référendum de 2016 et en France face aux adversaires de l'euro, ce sont des campagnes fondées sur le mépris et la peur qui ont été menées par les médias. Ces campagnes sont inefficaces, tant le rejet du système médiatique est généralisé, et elles soulignent l'absence d'arguments positifs en faveur de ce qu'on appelait autrefois la construction européenne.

C/ Le désordre économique mondial

L'ultralibéralisme reste l'idéologie dominante, qui inspire le Fonds monétaire international, les Banques centrales et les grands États. Nous avons souligné à de nombreuses reprises les conséquences négatives, voire dramatiques, de la globalisation financière et du libre-échange - tout particulièrement la croissance des inégalités, la concentration inouïe des richesses et les désastres écologiques qui affectent l'ensemble de la planète. La spéculation financière, les circuits de l'économie criminelle et l'exploitation de millions de personnes au travail ont continué d'affecter ou de frapper durement les nations, qui vivent sous la menace d'une nouvelle crise. Le proche avenir est assombri par un durcissement du libre-échange par l'effet du traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA) puis du projet d'accord transatlantique TAFTA.

La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne puis le résultat des élections présidentielles aux États-Unis esquissent un changement de perspective. En janvier 2017, le Premier ministre britannique a présenté sa stratégie industrielle à moyen terme sous la forme d'un « livre vert » qui annonce le retour à l'intervention de l'État par voie d'investissements directs dans les secteurs traditionnels de l'automobile et de l'aéronautique et dans les secteurs de pointe à forte valeur ajoutée tels les sciences de la vie, la numérisation industrielle, l'industrie nucléaire. Une nouvelle politique de l'éducation sera parallèlement mise en œuvre pour développer l'enseignement des sciences et pour réorienter les jeunes sans diplômes vers les instituts régionaux de technologie. Cette politique industrielle sera grandement facilitée par le fait que la Grande-Bretagne a gardé sa souveraineté monétaire.

Aux États-Unis, le nouveau président veut réduire le déficit de la balance commerciale - qui atteignait 750

milliards de dollars en 2016 - et il veut réduire la dette publique qui a doublé sous la présidence de Barack Obama pour atteindre 20 000 milliards de dollars. Donald Trump et son gouvernement veulent donc réduire les exportations chinoises, allemandes et mexicaines aux États-Unis et pousser les grandes entreprises à la relocalisation. Ils ont par ailleurs renoncé au traité de libre-échange transpacifique en vue d'une négociation avec la Chine et ils émettent de vives critiques à l'égard du TTIP et de l'OMC. Si ces orientations se confirment, nous entrerons dans une phase de démondialisation qui laissera entiers les problèmes écologiques et la globalisation financière.

II/ La France

La France est confrontée à la perte de légitimité du pouvoir politique qui touche principalement la fonction présidentielle depuis une dizaine d'années. Régulièrement élus et disposant en début de mandat d'un large soutien, Nicolas Sarkozy puis François Hollande ne se sont pas seulement comportés comme des chefs de gouvernement selon la logique du quinquennat. Ils n'ont pas rempli leur fonction symbolique et cette incompréhension s'est manifestée par un manque de dignité dans les propos et dans les comportements qui explique pour une part l'impopularité croissante de Nicolas Sarkozy et le rejet de François Hollande.

La dé-légitimation de l'homme qui n'a pas su incarner la fonction présidentielle s'accompagne d'une dé-légitimation du pouvoir politique, qui n'a plus de volonté d'exercer ou de reprendre sa souveraineté. Le discrédit des partis classiques s'inscrit dans le refus d'exercer une souveraineté qui n'a plus de sens pour une oligarchie persuadée que le progrès la projette hors de la nation et hors de l'histoire sur le marché mondialisé. Dès lors, la « gouvernance » est incapable d'apporter une réponse politique à la montée de la violence.

La violence est d'abord l'effet de la stratégie djihadiste qui vise à fracturer la société française par les actions terroristes. De fait, il existe en France un terrain favorable en raison de l'abandon de nombreux quartiers et communes périphériques, de la complaisance manifestée par certains élus à l'égard des islamistes, du laxisme des gouvernements qui laissent l'Arabie saoudite et le Qatar financer massivement la propagande salafiste. L'extrême gauche encourage le communautarisme religieux au nom de l'anticolonialisme et va jusqu'à développer des thèmes racialisés tandis que l'extrême droite identitaire rêve de mener en France une nouvelle guerre d'Algérie. Entre chercheurs, les

débats sur les causes de la violence djihadistes sont virulents et loin d'être terminés. Nous les suivons attentivement sans perdre de vue les méthodes militaires et policières de lutte contre le djihadisme et de prévention des actes terroristes.

Les manifestations contre la loi El Khomri ont servi de terrain de manœuvre à des groupes autonomes d'extrême gauche qui ont pu se développer à cause du laxisme craintif du ministère de l'intérieur. Ces actions violentes ont gravement perturbé le mouvement syndical et empêché la jonction entre les actions syndicales de policiers et les manifestants hostiles à la loi Travail. L'affaire Théo a provoqué de nouvelles manifestations violentes organisées par des groupes autonomes qui ont fait alliance avec des bandes de banlieues – sans parvenir cependant à l'embrassement général qu'ils espéraient.

Les médias offrent un énorme retentissement aux actes terroristes et contribuent à la diffusion des émeutes urbaines. Ils sont au contraire d'une grande discrétion sur la violence sociale qui se manifeste par les suicides sur les lieux de travail, par les syndromes d'épuisement, par les dépressions nerveuses, par le recours massif aux tranquillisants.

La question de la guerre civile est désormais régulièrement posée. Elle doit être envisagée avec sérieux et il est nécessaire d'en débattre régulièrement car nous sommes dans une situation qui peut évoluer très rapidement. Fin 2016, il était possible de constater l'échec de la stratégie djihadiste puisque les attentats n'ont pas déclenché d'affrontements « intercommunautaires ».

Cependant, il suffirait d'un attentat particulièrement massif et odieux pour que des réactions de vengeance se produisent contre des musulmans réels ou supposés en raison de la propagande ethnociste que le Front national assène depuis trente ans, de la notoriété de quelques entrepreneurs radiophoniques de guerre civile, de l'hystérie médiatique qui durcit les polémiques ethno-religieuses et de l'irresponsabilité de la gauche communautariste. Ces facteurs négatifs sont compensés par l'attitude pacifique et apaisante de toutes les autorités religieuses, par le sang-froid des autorités militaires et policières, par l'existence d'un tissu associatif qui fait obstacle à la radicalisation, par le caractère groupusculaire des organisations identitaires qui souhaitent l'affrontement armé, par l'attraction qu'exerce le mode de vie des Européens. La France résiste à l'enchaînement des violences grâce à la solidité de sa fonction publique et au dévouement de toutes les catégories de personnels, pourtant confrontés au mépris des oligarques et

promis à de nouvelles réductions d'effectifs. Le discours officiel sur la « guerre contre le terrorisme » recouvre une réalité insupportable : l'Armée et la Police nationale manquent d'effectifs et d'équipements, les personnels hospitaliers sont épuisés et manquent de moyens. Les manifestations spontanées de policiers, en octobre 2016, et les protestations des personnels hospitaliers n'ont pas provoqué de réaction politique salutaire.

La situation économique de la France est largement déterminée par des facteurs extérieurs, sur lesquels les gouvernements de notre pays n'ont aucune prise, plus précisément le taux de change de l'euro, le prix du pétrole, et les taux d'intérêts. Ces trois facteurs étaient favorables au développement de l'activité économique à l'intérieur comme à l'extérieur mais la France n'en a guère profité. Le CICE est un échec : il aurait permis de sauver quelques dizaines de milliers d'emplois alors que le gouvernement espérait la création de deux millions d'emplois et il n'a pas eu d'effet sur l'investissement, sur la recherche-développement et sur les exportations.

La France continue de souffrir d'une très forte désindustrialisation, le commerce extérieur a atteint un déficit record en janvier 2017, le modèle d'agriculture intensive est épuisé et nos agricultures souffrent d'une concurrence extérieure très agressive. De nombreuses villes moyennes sont confrontées à la disparition des commerces dans leur centre et, faute d'investissements publics, les infrastructures vieillissent et se dégradent. Le décrochage d'une France périphérique qui regroupe 60% de la population se confirme d'année en année.

La décomposition du système des partis s'est accélérée depuis le début de l'année 2017. Ayant décidé de ne pas se représenter en raison des sommets d'impopularité qu'il a atteint, François Hollande ne contrôle plus l'évolution d'une gauche qui n'a pas pu se donner un seul représentant lors des « primaires citoyennes ». Tandis que Jean-Luc Mélenchon décidait de s'adresser directement au peuple français, Emmanuel Macron lançait son propre mouvement et la victoire de Benoît Hamon aux primaires n'a pas permis d'éviter la dissidence du clan Valls et de nombreux ralliements au mouvement « En Marche ». Nous assistons à la mort du Parti socialiste, après une longue agonie au cours de laquelle il a définitivement abandonné tout projet socialiste pour devenir l'un des pôles de l'oligarchie. Regroupée autour de Jacques Chirac, puis de Nicolas Sarkozy, la droite a cru trouver un chef capable de défendre ses intérêts avec François

Fillon. Mais celui-ci a été victime du système des primaires, qui implique un programme maximaliste que le candidat est ensuite obligé d'édulcorer, avant d'être pris dans une succession de scandales qui ont fait ressurgir les divisions au sein de la droite. Candidat maintenu par défaut de recours, François Fillon est discrédité par ses trafics financiers. Il a achevé de dévaluer le discours de la droite sur les « valeurs » qui masquait l'épuisement de son programme ultralibéral et européiste.

Apparu sur ces décombres de gauche et de droite, renforcé par l'échec des primaires et par le soutien des grands médias, Emmanuel Macron est considéré comme l'ultime recours, chargé de recomposer une coalition politicienne capable de préserver les pouvoirs de l'oligarchie.

Le Front national est un parti profondément divisé et l'affrontement entre Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen est devenu public à la fin de 2016 avant que la campagne ne contraigne les deux tendances à un armistice. La ligne national-libérale et xénophobe de Marion Maréchal-Le Pen est majoritaire mais Florian Philippot qui défend une ligne souverainiste conserve le soutien de la présidente du parti qui veut continuer de jouer toutes les cartes possibles. En dépit du thème de « la France apaisée », le Front national a mené à l'automne 2016 une campagne contre les migrants qui a échoué. Au début de sa campagne pour la présidence, Marine Le Pen a développé les thèmes anti-européistes et promis de « remettre de l'ordre » selon un programme riche de promesses pour des segments très divers de l'électorat. Successeur du Parti communiste dans la fonction tribunitienne, le Front national capitalise des voix par sa dénonciation du système et par son très large éventail de promesses. Il souffre de la faiblesse de son encadrement et de l'amateurisme de ses élus mais surtout de l'absence de socle social et de la peur qu'il continue de susciter dans une partie de l'électorat.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

1° Notre isolement politique

Souligné dans tous nos rapports depuis de très nombreuses années, l'isolement de la Nouvelle Action royaliste reste complet en raison de notre opposition aux thèmes et aux stratégies des partis composant l'oligarchie. Notre analyse du Front national nous interdit toute relation avec ce parti. Nous avons eu des relations cordiales avec Nicolas Dupont-Aignan et Jacques Nikonoff et une rencontre courtoise avec François Asselineau mais

aucune de ces personnalités ne souhaite un rassemblement des opposants de tradition gaullienne à l'Union européenne et à l'ultralibéralisme.

Les relations avec les autres mouvements monarchistes sont inexistantes et demeureront d'autant plus probablement en l'état que nous observons une dérive identitaire à l'Action française dans le cadre d'une idéologie toujours plus ossifiée. Dans le respect de l'indépendance syndicale, nous avons soutenu le mouvement d'opposition à la loi El Khomri et participé aux manifestations comme nous l'avons fait lors de tous les grands mouvements sociaux.

Nous avons observé avec intérêt le lancement du Printemps républicain et recommandé de signer son manifeste mais ce mouvement n'a pas réussi à se développer. Dans « Royaliste », nous nous gardons de tout message favorable aux groupes qui s'opposent aux salafistes, notamment la Brigade des Mères, afin qu'ils ne soient pas accusés d'être soutenus par des royalistes identifiés à des Croisés. Les dirigeants de la NAR participent depuis quelques mois aux rencontres entre intellectuels et militants qui se définissent comme « souverainistes de gauche ». Ces jeunes communistes qui s'opposent à la direction de leur parti, ces socialistes patriotes et ces économistes hétérodoxes se réunissent dans le cadre d'un club proche du Parti de gauche – Chapitre II –, animent des blogs ou se retrouvent sur le site Le Vent se Lève. Une réunion organisée à l'initiative d'Olivier Delorme a permis de constater des convergences de vues et d'envisager le lancement d'une organisation commune après la période électorale. Ces convergences se fondent sur plusieurs ouvrages et textes de références publiés par Frédéric Farah, Coralie Delaume, Olivier Delorme, Jacques Sapir, Bernard Bourdin. Dans une période de décomposition partisane, l'ensemble de ces facteurs permet d'envisager à court terme la formation d'un rassemblement politique de type nouveau.

2° Notre rôle dans la réflexion collective

Dans notre précédent rapport, nous avons rappelé que, dans l'attente de changements politiques profonds, la Nouvelle Action royaliste continuait de fonctionner comme une société de pensée et s'efforçait de participer au renouvellement de la réflexion politique dans notre pays. Les phénomènes annonciateurs d'un profond bouleversement des forces politiques sont devenus manifestes.

En parallèle, nous observons que le débat sur l'euro et sur l'Union européenne est entré dans le champ médiatique : la présence des chercheurs et des essayistes qui combattent l'euro s'est renforcée dans la presse écrite et à la télévision et l'entrée en campagne du Front national a provoqué de très violentes réactions en défense de l'euro, sur le mode catastrophique.

Nous observons par ailleurs un renforcement des liens entre les personnalités et groupes hétérodoxes ainsi qu'une reconnaissance publique du rôle de la Nouvelle Action royaliste. Sur son blog, qui a plusieurs centaines de milliers de lecteurs, Jacques Sapir avait publié en 2016 la lettre ouverte à Pablo Iglesias qu'il avait signée avec Christophe Barret et il a publié un commentaire élogieux du livre « La nation et l'universel » avant d'accepter de publier avec Bernard Bourdin un débat animé par Bertrand Renouvin sur le statut du religieux. Le fait que Christophe Barret soit devenu l'intermédiaire entre Podemos et des intellectuels français, alors que son statut de dirigeant royaliste est connu en Espagne, mérite d'être souligné.

Les liens déjà évoqués entre la Nouvelle Action royaliste, Le Vent se Lève, des blogueurs influents tels Coralie Delaume, Olivier Delorme et Régis de Castelnau, de nombreux intellectuels critiques et plusieurs personnalités de la gauche dite radicale nous permettent d'envisager de participer à une entreprise collective en y apportant les éléments de programme élaborés au cours de nos congrès. Lors de nos difficultés financières, les prêts ou dons de Régis Debray et de Jacques Sapir ainsi que les messages de sympathie que nous ont adressés plusieurs personnalités extérieures à notre mouvement prouvent que l'existence de la NAR est importante à leurs yeux.

Enfin, nous voulons participer, très modestement, au travail de la mémoire nationale par des commémorations exprimant notre fidélité à l'histoire nationale et à nos propres héritages. Nous avons envisagé la célébration de la bataille de Bouvines mais nous n'avons pas pu organiser le déplacement depuis Paris. Au nom de la Fondation de la France libre, Bertrand Renouvin et Christophe Barret ont fleuri en 2015 et 2016 à Gibraltar les tombes de trois aviateurs des Forces Aériennes Françaises libres, compagnons de la Libération abattus au moment de leur atterrissage. Une délégation de la Nouvelle Action royaliste et des sympathisants sont allés fleurir la tombe de Fernand Bonnier de La Chapelle au cimetière de Sèvres le 17 décembre dernier. Nous participons aux cérémonies

d'hommage aux Résistants royalistes et aux royalistes déportés dans les camps allemands et autrichiens organisés à Paris par François Fleutot. Nous envisageons de participer à un hommage au maréchal Franchet d'Esperey à Belgrade en septembre 1918 et Régis de Castelnau, qui souhaite que le général de Castelnau soit promu maréchal de France à titre posthume, a demandé que la NAR soutienne son initiative.

A l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe de février 1917 et pour signifier notre appartenance à l'internationale des nations européennes, nous envisageons de rendre hommage à Pavel Milioukov, monarchiste libéral, qui fut l'un des dirigeants du Parti constitutionnel démocratique et le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, partisan de la poursuite de la guerre aux cotés de la France et de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne notre mouvement, nous voulons souligner les points suivants :

Nous avons traversé une très grave crise administrative et financière, provoquée par une gestion laxiste. Pascal Beaucher a présenté sa démission lors d'un Comité directeur extraordinaire tenu le 11 juillet 2016. Grâce à la nomination de Laurent Lagadec comme trésorier et grâce à des prêts consentis par des adhérents et des sympathisants, nous avons pu éviter l'expulsion de nos locaux et redresser la situation financière.

Nous continuons à souffrir de l'attitude des princes. L'actuel comte de Paris a été invité à de nombreuses reprises dans les médias mais ses déclarations n'ont eu aucun écho. Nous avons renoncé à évoquer le livre qu'il a publié : écrit par une plume de l'ombre, il constitue un mélange assez obscur de considérations parfois politiques et surtout morales qu'il eût été inconvenant de critiquer et impossible à approuver puisque ces considérations morales, voire philosophiques, se situent hors du champ politique. Le prince Jean observe une complète réserve, sur fond de conflit avec son père.

Cette situation conduit la Nouvelle Action royaliste à se concentrer sur le combat politique à court et à moyen terme et à diffuser des réflexions et des études sur les monarchies royales européennes.

Depuis un deux ans, nous avons cherché à renforcer le lien entre les adhérents de trois manières :

- La publication d'une nouvelle formule de la Lettre aux adhérents avait été concrétisée de manière très négative jusqu'en juillet 2016. Cette Lettre donne pleine satisfaction depuis que Jean-Marie Tissier en assure la rédaction.

- La diffusion régulière d'une documentation sur les questions d'actualités, en écho aux articles publiés dans « Royaliste » a été poursuivie et Patrick Hoffman s'occupe efficacement de l'expédition aux adhérents de ces documents.

- Trois séances de formation ont été assurées en 2016 mais leur insuccès auprès de notre public ne nous a pas incités à poursuivre l'expérience.

L'état de nos finances interdit les déplacements dans les régions et l'organisation des réunions qui, dans le passé, permettait le resserrement des liens entre adhérents, abonnés et sympathisants. Cependant, Luc de Goustine continue d'animer le club La Boussole à Tulle et Christophe Barret a présenté son livre à Paris, Barcelone, Sabadell, Tulle, Tréguier, Saintes, Autun, Clermont-Ferrand. Bertrand Renouvin a été invité pour des conférences à Tulle à l'invitation de la Société des arts et lettres de la Corrèze en juin 2016 et à Angers en janvier 2017 à l'invitation d'Ahmed Imzil, président de l'AJAC.

Quant à « Royaliste », nous soulignons chaque année la faiblesse du nombre d'abonnés, aggravée par la gestion des trois précédentes années. La réfection complète de nos fichiers par Olivier Moulin devrait nous permettre de récupérer un nombre significatif d'abonnés et nous souhaitons le renforcement de la diffusion du journal par envois des numéros en PDF et par la publicité sur Facebook qu'il est possible d'étendre pour quelques dizaines d'euros. Le site Archives royalistes et le blog de Bertrand Renouvin assurent par ailleurs une seconde vie à certains articles.

La rédaction de « Royaliste » avait été confrontée l'an passé au non-respect de la ligne de la NAR par deux rédacteurs. Depuis la démission de Patrick Louis et la décision du Comité directeur de réduire à un par an le nombre des débats entre rédacteurs, notre ligne politique a été généralement respectée – même si une certaine latitude est laissée à Yves La Marck dans ses commentaires de la politique étrangère. Il faut surtout souligner que l'équipe de rédaction s'est largement renouvelée et rajeunie. Les principaux problèmes à surmonter sont d'ordre technique depuis la maladie et la prise de retraite partielle d'Alain-Paul Nicolas. La situation s'est beaucoup améliorée depuis qu'une équipe composée de Philippe Labarrière, Patrick Isambert, Hervé Rumin, Marc Hedelin et Bernard Sonck assure la correction, la fabrication et l'envoi de notre journal. La location d'une nouvelle photocopieuse va accélérer la fabrication et augmenter la qualité de notre journal.

Les « Mercredis de la NAR » sont toujours un lieu

de réflexion apprécié et nous constatons une légère tendance au rajeunissement de notre public. La participation est de 30 personnes par soirée en moyenne. Les dîners, de 25 couverts au maximum, sont presque toujours complets et, après une courte période d'improvisation, une équipe de cuisine composée de membres du Comité directeur prépare et sert les repas à la satisfaction générale. Nous constatons que quatre de nos invités – Gaël Brustier, Coralie Delaume, Frédéric Farah et Olivier Delorme - ont publié ou envisagent de publier des articles dans « Royaliste ».

Le site « Archives royalistes », créé en 2009 par Frédéric Aimard, est destiné à regrouper l'ensemble de la collection de *Royaliste* et tous les documents que pourront réunir les militants et sympathisants de notre mouvement. La collection de *Royaliste* est presque entièrement disponible en ligne (il manque encore quatre années). La revue *Arsenal* (9 numéros) et celle du *Lys rouge* (52 numéros) sont maintenant disponibles. En 2010, le taux de fréquentation était en moyenne de 870 visiteurs par mois, en 2011, il a été de 1065 par mois, de 870 en 2012, de 1046 en 2013, de 1290 pour 2014, de 1443 pour 2015 et de 1421 pour 2016.

Sur Facebook, Yvan Aumont anime deux sites différents. *Nouvelle Action Royaliste* (groupe) qui regroupe 647 membres et le site *La Nouvelle Action Royaliste* (page) qui a 567 abonnés. Malgré nos demandes réitérées, la participation des adhérents de la NAR à Facebook reste très faible en dépit de l'utilité de ce réseau social pour la diffusion de nos textes et de ceux de nos amis. L'activité de la NAR sur Twitter est quasi-nulle.

La rédaction de livres a repris en 2016 avec la publication de « La nation et l'universel » par Luc de Goustine dans le cadre de la collection « Cité », où nous prévoyons la publication d'un livre de Bertrand Renouvin, « L'Europe sans rivages », qui reprendra et développera deux rapports au Conseil économique et social.

Le livre de Christophe Barret sur Podemos a été un succès et continue de figurer dans l'actualité éditoriale. Christophe est reconnu comme spécialiste de l'Espagne et peut s'exprimer dans plusieurs médias importants, notamment France 24, *Le Figaro* et *Causeur* ainsi que sur le blog de Coralie Delaume et sur le site *Le Vent se Lève*.

François Fleutot a terminé la biographie de Jacques Renouvin et n'a pas encore trouvé d'éditeur.

Le débat entre Jacques Sapir et Bernard Bourdin qui avait été organisé dans nos locaux sera publié le 17

avril par les éditions du Cerf avec une préface de Bertrand Renouvin. Ce livre, qui montre que nous sommes désormais capables d'organiser et d'animer un débat public de très haute tenue, contribuera à renforcer les analyses et prises de position de la Nouvelle Action royaliste sur la souveraineté et sur le statut du religieux dans l'histoire de notre pays.

Le blog de Bertrand Renouvin, lancé en mars 2009, regroupe un nombre croissant d'articles significatifs (plus de 1 100 en six ans) et publie des chroniques d'actualité (134 en six ans) qui complètent les éditoriaux de « *Royaliste* » et qui sont souvent reprises sur des sites et des blogs amis.

Le site internet de la NAR qui a été entièrement rénové en 2014, donne manifestement satisfaction à ses visiteurs. Le site intranet qui a été créé en 2015 ne fonctionne pas. Nous sommes très en retard pour ce qui concerne la diffusion des conférences enregistrées aux Mercredis de la NAR.

Les statuts de l'association « Agora 38 » destinée à regrouper les amis de la NAR afin qu'ils apportent un soutien à notre mouvement, ont été rédigés et acceptés par le Comité directeur mais ils n'ont toujours pas été déposés.

Désigné comme responsable des Archives de la NAR, Christophe Barret a effectué avec l'aide de Ludovic Galfo un très considérable travail de classement et de mise en cartons tout en mettant au point un contrat avec les Archives nationales. 112 cartons ont été déposés, et les 18 derniers cartons le seront dans les prochaines semaines. Une délégation du Comité directeur a été reçue le 29 novembre 2016 aux Archives et une page de la revue *Mémoire d'avenir* des Archives nationale sera consacrée à ce dépôt qui pourrait servir à la publication d'une thèse sur la Nouvelle Action royaliste.

3° Nos actions extérieures

En Grèce, nous sommes en contact avec les groupes et les chercheurs hostiles à l'euro grâce à Jacques Sapir, Olivier Delorme et Panagiotis Grigoriou que nous tentons d'aider à sortir de la dramatique situation matérielle dans laquelle il se trouve mais la situation de la Grèce est sans issue à court terme.

En Espagne, Christophe Barret entretient des relations avec diverses personnalités et courants politiques et le directeur politique adjoint de « Royaliste », qui a assisté au congrès de Podemos, est en train de devenir un intermédiaire entre Pablo Iglesias et des personnalités françaises.

Faute de temps et de moyens, nous n'avons pu effectuer le voyage à Lisbonne que nous avions envisagé pour reprendre directement contact avec

les monarchistes portugais. Pour les mêmes raisons, nous ne pouvons pas retourner en Bulgarie, en Roumanie et en Albanie mais nous venons d'amorcer une reprise de contact avec les royalistes italiens.

Nous continuons à participer aux séminaires franco-russes organisés dans le cadre de l'École des Hautes études en sciences sociales par le Centre d'étude des modes d'industrialisation (CEMI) dirigé par Viktor Ivanter et Jacques Sapir.

Bertrand Renouvin s'est rendu au Niger en octobre 2016. Il a pu s'entretenir avec des nombreux représentants de la France et avec des autorités nigériennes, sur l'ensemble des questions relatives au djihadisme et sur les migrants.

Tandis que le monde s'interroge sur les orientations de la politique des États-Unis, le processus de dislocation de l'Union européenne s'accélère sans

qu'il soit possible d'en prévoir le terme. En France, la tentative de reconstitution de l'oligarchie face aux colères et aux humiliations de très nombreux citoyens frappe d'incertitude majeure l'issue des élections présidentielle et législatives.

Dans cette période de crises profondes et multiformes, de nouvelles formations politiques peuvent apparaître selon les perspectives tracées par les réflexions intenses et novatrices qui se sont développées depuis trente ans. Dès lors, la Nouvelle Action royaliste peut de nouveau envisager sa participation à l'alliance patriotique qui s'est depuis peu esquissée entre militants venus de divers horizons.

LE COMITE DIRECTEUR

Rapport adopté par le Comité directeur
lors de sa réunion du 28 mars 2017